

Jacques Bainville (1879-1936)

Historien français
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(1937)

La fortune de la France

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Jacques Bainville (1879-1936)

La fortune de la France.

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque nationale en 1937.

Paris: Éditions d'histoire et d'art. Librairie Plon, 1944, 364 pp. Col-
lection Bainvilienne. Gignoux. Avant-propos de Jean Marcel.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2004 pour Macintosh.

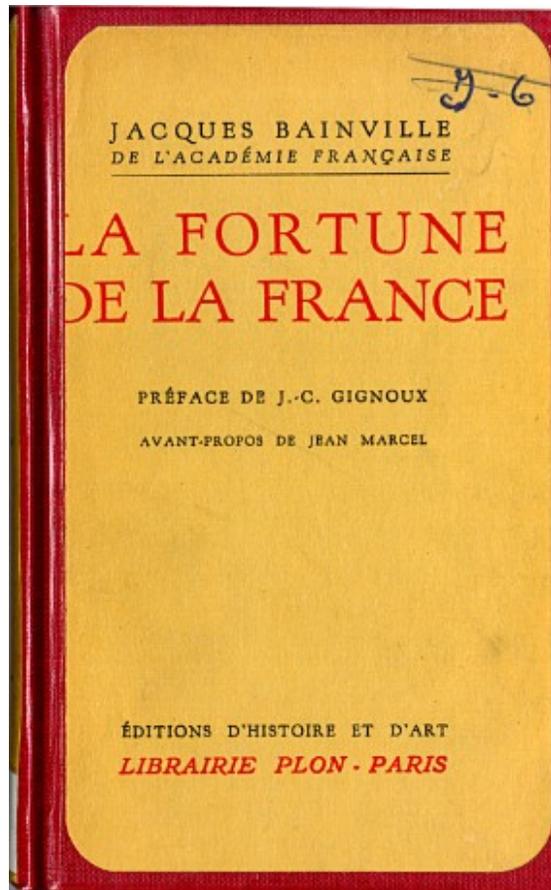
Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 avril 2007 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, province de Québec, Canada.



Jacques Bainville

La fortune de la France.



Ce volume a été déposé à la Bibliothèque nationale en 1937. Paris: Éditions d'histoire et d'art. Librairie Plon, 1944, 364 pp. Collection Bainvilienne. Gignoux. Avant-propos de Jean Marcel.

Table des matières

[Préface](#) de C.-J. Gignoux

[Avant-propos](#) de Jean Marcel.

[L'avenir de la civilisation](#)

I. L'État, la Démocratie et l'Argent.

[Le crépuscule de la liberté](#) [*Le Capital*, 21 mars 1934.]

[Les risques du financier dans la Cité](#) [*Le Capital*, 11 décembre 1929.]

[L'expérience du duc de Gaëte](#) [*L'Action française*, 17 janvier 1926.]

[L'exemple de la Restauration](#) [*L'Action française*, 2 mai 1926.]

[Un mot rothschildien](#) [*L'Action française*, 3 avril 1915.]

[Les économistes prédisent-ils l'avenir ?](#) [*Le Capital*, 29 décembre 1927.]

[Le livre de Keynes](#) [*L'Action française*, 17 juin 1925.]

[Système américain](#) [*L'Action française*, 25 mai 1930.]

[Philosophie des décrets-lois](#) [*Le Capital*, 23 juillet 1935.]

[Philosophie d'un vote](#) [*Le Capital*, 6 décembre 1935.]

[En relisant le second Faust](#) [*L'Action française*, 10 décembre 1925.]

[L'électeur et les finances](#) [*L'Action française*, 9 avril 1933.]

[Courte et bonne](#) [*L'Action française*, 8 janvier 1933.]

[Pour combien de temps il y en a](#) [*L'Action française*, 19 février 1933.]

[Comment voulez-vous y croire ?](#) [*L'Action française*, 10 décembre 1933.]

[Le remède héroïque](#) [*L'Action française*, 3 décembre 1933.]

[La voie de la guérison](#) [*La Liberté*, 6 octobre 1931.]

[Crédit et crédulité](#) [*La Liberté*, 10 octobre 1931.]

[Le coup mortel au crédit](#) [*L'Action française*, 21 mai 1933.]

[Confiance et méfiance](#) [*Le Capital*, 7 mars 1933.]

II. Le capital et l'Épargne.

[Valeur de l'épargne](#) [*L'Action française*, 13 décembre 1925 et 6 juin 1926.]

[La Cigale et la Fourmi](#) [*Le Capital*, 7 octobre 1927.]

[Capitalisme et progrès social](#) [*Le Capital*, 5 octobre 1928.]

[Vieux travailleur, bénis le capitalisme](#) [*Le Capital*, 17 septembre 1935.]

[Capitalisme honni, capitaux honorés](#) [*Le Capital*, 14 novembre 1931.]

[À quoi tient la supériorité des blancs sur les peuples de couleur](#) [*Le Capital*, 25 novembre 1927.]

[Vanité de la richesse acquise](#) [*Le Capital*, 20 mars 1928.]

[À force de tirer sur la corde](#) [*Le Capital*, 21 décembre 1933.]

[L'enseignement d'une statistique](#) [*Le Capital*, 11 juillet 1934.]

[Cela ne durera pas toujours](#) [*L'Action française*, 23 décembre 1933.]

[Nous aurons les conséquences](#) [*L'Action française*, 14 février 1928.]

[Vitalité du capitalisme](#) [*Le Capital*, 13 février 1936.]

III. La Bourse et la Fortune.

[Le Manuel du spéculateur à la Bourse](#) [*Le Capital*, 19 juillet 1928.]

[Courier de la semaine](#) [*L'Action française*, 8 mars 1914.]

[La Bourse et la fortune publique](#) [*La Liberté*, 2 décembre 1929.]

[L'imitation funeste](#) [*Le Capital*, 18 novembre 1930.]

[Opinions fragiles](#) [*Le Capital*, 25 mai 1932.]

[Une règle infaillible](#) [*Le Capital*, 23 août 1932.]

[Être riche](#) [*La Liberté*, 9 février 1929.]

[Le capitalisme. Et s'il ne mourait pas ?](#) [*Le Capital*, 27 juillet 1934.]

[Psychologie du gogo](#) [*La Liberté*, 21 décembre 1928.]

[Le juge et la loi](#) [*La Liberté*, 18 mars 1929.]

[Le krach de New-York](#) [*La Liberté*, 27 octobre 1929.]

IV. Rentes et Rentiers.

[Extinction et renaissance du rentier](#) [*Le Capital*, 10 janvier 1935.]

[La conversion et le rentier](#) [*Le Capital*, 22 septembre 1932.]

[Le franc et les nouveaux rentiers](#) [*Le Capital*, 22 mars 1932.]

[Le testament du philanthrope](#) [*L'Action française*, 6 décembre 1931.]

[L'utilité des valeurs mobilières](#) [*La Liberté*, 25 mai 1926.]

[La constitution d'un portefeuille de valeurs étrangères](#) [*Le Capital*, 18 mai 1928.]

[La reconstitution du portefeuille français de valeurs étrangères](#) [*Le Capital*, 23 mai 1930.]

[La démocratie des actionnaires](#) [*Le Capital*, 11 septembre 1930.]

[Les actions à vote plural. D'un extrême à l'autre](#) [*Le Capital*, 19 novembre 1929.]

[Une vieille histoire : Panama et Panamisme](#) [*Le Capital*, 26 janvier 1929.]

V. Les Assurances sociales.

[L'arrière-garde du progrès](#) [*La Liberté*, 17 juin 1929.]

[Le monstre législatif](#) [*La Liberté*, 20 janvier 1930.]

[Trous dans la sébile de l'aveugle](#) [*L'Action française*, 28 mai 1933.]

[Les assurances sociales et les placements en valeurs étrangères](#) [*Le Capital*, 17 octobre 1930.]

[L'État et le médecin](#) [*L'Action française*, 25 février 1929.]

VI. La Monnaie : Inflation, Déflation, Stabilisation.

[Rien de nouveau sous le soleil](#) [*Le Capital*, 13 décembre 1927.]

[Le Sauveur](#) [*La Liberté*, 22 avril 1925.]

[Les couches profondes de la démocratie sont favorables à l'inflation](#) [*L'Action française*, 28 mars 1926.]

[L'inévitable. Dans l'inflation jusqu'au cou](#) [*L'Action française*, 6 décembre 1925.]

[Machinisme et inflation](#) [*Le Capital*, 7 juillet 1932.]

[La vie chère et ses conséquences](#) [*L'Action française*, 28 février 1926.]

[La paille et la poutre](#) [*Le Capital*, 27 août 1934.]

[Le triomphe de la facilité](#) [*L'Action française*, 12 février 1933.]

[L'indépendance de la Banque de France](#) [*L'Action française*, 2 novembre 1925.]

[Conditions de la durée du franc](#) [*L'Action française*, 23 et 20 juin 1926.]

[L'or de la Banque de France et le record des billets](#) [*La Liberté*, 12 janvier 1931.]

[Toujours debout](#) [*L'Action française*, 26 mars 1933.]

VII. Les Impôts.

Divers

Finances et démocratie. Pour mesurer le glissement [*L'Action française*, 22 avril 1925.]

L'exemple de l'Allemagne n'a donc pas servi [*L'Action française*, 18 octobre 1925.]

L'homme aux quarante écus [*L'Action française*.]

Pensées de Colbert [*L'Action française*, 18 mars 1928.]

À la recherche de l'impôt juste, premier article [*Le Capital*, 7 novembre 1932.]

À la recherche de l'impôt juste, deuxième article [*Le Capital*, 7 avril 1933.]

Les « signes extérieurs » [*L'Action française*, 2 avril 1933.]

Un impôt accélérateur [*Le Capital*, 3 septembre 1929.]

Comme les Anglais [*L'Action française*, 22 avril 1934.]

Retour offensif contre l'héritage [*Le Capital*, 8 janvier 1934.]

La réforme fiscale [*L'Action française*, 13 mai 1934.]

VIII. Le Socialisme.

La machine à tuer les monnaies [*La Liberté*, 21 décembre 1927.]

Marxistes et petits-bourgeois [*La Liberté*, 3 mai 1931.]

Les monnaies et le socialisme [*La Liberté*, 2 octobre 1931.]

Du pôle arctique au pôle antarctique [*La Liberté*, 23 décembre 1931.]

L'État Dieu [*Le Capital*, 12 septembre 1932.]

Aristote à l'hôtel Drouot [*Le Capital*, 19 janvier 1933.]

Sur le dos de la baleine [*Le Capital*, 9 novembre 1933.]

Vengeance des nombres [*L'Action française*, 29 avril 1934.]

L'abolition du profit [*Le Capital*, 18 janvier 1936.]

L'inquiétude des jeunes [*L'Action française*, 26 novembre 1933.]

IX. La crise.

Famine et abondance [*L'Action française*, 23 mars 1932.]

Le danger des anticipations [*Le Capital*, 5 janvier 1923.]

Hier et aujourd'hui [*Le Capital*, 26 janvier 1931.]

Les deux cent trente-cinq causes du fléau [*Le Capital*, 11 août 1932.]

Le pessimiste et l'optimiste

Excès du machinisme [*L'Action française*, 1^{er} juillet 1925.]

X. Paysans et bourgeois.

[La France change-t-elle ?](#) [*L'Action française*, 6 avril 1924.]

[Prolétaires et bourgeois](#) [*La Liberté*, 14 janvier 1929.]

[Le chômage](#) [*La Liberté*, 31 décembre 1926.]

[Les champs désertés](#) [*La Liberté*, 30 novembre 1929.]

La fortune de la France

Préface

par C.-J. Gignoux.

[Retour à la table des matières](#)

Rien ne m'appelait au très grand honneur de présenter au lecteur le recueil des articles économiques et financiers de Jacques Bainville, rien sinon d'avoir figuré dans la foule anonyme de ceux qui chaque jour attendaient de ses écrits quelque clarté inconnue et l'y trouvaient avec une joie de l'esprit sans cesse renouvelée. Ce modeste hommage trouve là une chance d'atteindre à l'expression d'une gratitude collective.

J'ai débuté dans notre beau métier en un temps déjà éloigné de nous où commençait de sévir la masse insupportable des économistes amateurs dont des catastrophes répétées favorisaient l'industrie : en regard siégeait un cénacle justement réprobateur d'économistes dogmatiques qui, pour cela, trouvait maigre audience. Un aîné riche de pratique et soucieux de me diriger en ce tumulte me répétait sans cesse : « Lisez chaque matin le « Bainville » ».

Et le « Bainville » ne manquait pas de nous apporter, pour reprendre le titre que Lucien Romier a illustré, « l'explication de notre temps ». Fortune précieuse à une époque dont les plus évidentes dis-

grâces viennent justement de ce que trop de gens ne l'ont pas comprise et l'ont jaugée à la mesure de leurs préjugés ou de leurs ignorances ! Par là le maître occupait une place qui n'appartenait qu'à lui et dont le vide est sensible depuis qu'il nous a quittés. On le constate à la prospérité retrouvée de certaines erreurs et à l'audace impunie de ceux qui font métier de les répandre.

Pour ces raisons ce livre est un bienfait, le dernier service d'un grand esprit : à la philosophie économique il lègue une méthode qui est le respect constant des lois essentielles de la vie. Et parce qu'ainsi fondée cette méthode conduit aux vérités permanentes, elle nous apporte dans la lutte décisive où nous sommes aujourd'hui engagés tout le réconfort et toute la richesse d'arguments dont nous eût pourvus, vivant, ce clair génie.

*

* *

« Par l'étude de l'histoire, par l'esprit d'observation et par l'analyse, on peut devenir prophète. » Ainsi, tout à l'heure, Bainville se définira lui-même : il est donc venu à l'économie par l'histoire. Rien n'est au fond plus normal et rien n'offre davantage de garanties quant à la sûreté du diagnostic de qui a suivi cette voie. Les économistes - je parle des vrais, de ceux qu'on n'appelle point « distingués » - ont tendance, par haine du bavardage, à faire de leur discipline une science quasi inhumaine : ce que nous appelions tout à l'heure les lois de la vie, ils les mettent volontiers en équations. L'école mathématique rejoint ainsi les temps lointains de *l'homo oeconomicus*. Or l'homme n'est point ce mannequin : il sent, il souffre et réagit. La personnalité, par cela seul qu'elle est, implique des erreurs de calcul et défie la mathématique.

La science de l'historien consiste au contraire parmi ces réactions à isoler des « constantes ». Elle oblige seulement à l'humilité d'admettre que nous n'avons rien inventé, pas même les erreurs politiques ; vous lirez ici comment au treizième siècle Marco Polo découvrit que les Chinois pratiquaient déjà l'inflation, « constante » des financiers embarrassés, et si les Chinois furent peut-être en cela les premiers, c'est simplement parce qu'ils connurent l'imprimerie avant nous.

Fort à propos ; le chapitre liminaire de ce recueil est consacré à la notion de civilisation. On n'y trouvera que peu de motifs de s'émerveiller du génie humain : aussi bien est-il une époque qui, mieux que la nôtre, ait laissé paraître la redoutable fragilité des constructions les plus audacieuses et des réalisations les plus impressionnantes de la technique ? Au siècle où chacun paraît sacrifier au culte du progrès, la précarité de ce dernier se fait plus sensible. L'aphorisme est devenu d'une banalité affligeante mais non pas officielle, car la philosophie officielle, étant primaire, ne saurait un instant admettre que la civilisation ne fasse pas chaque jour la démocratie plus heureuse que la veille. On n'étonnera personne en soulignant que l'analyse de Bainville procède d'autre manière. Après en avoir écarté beaucoup d'autres, il emprunte à Charles Maurras cette définition de la civilisation, « état social dans lequel l'individu qui vient au monde trouve incomparablement plus qu'il n'apporte ». En d'autres termes, ajoute Bainville, « la civilisation est d'abord un capital. Elle est ensuite un capital transmis... Capitalisation et tradition - tradition c'est transmission - voilà deux termes inséparables de l'idée de civilisation ». C'est assez pour nous fixer ; nous voilà fort loin des séditions de l'individualisme forcené et des destructions sur quoi se fonde le marxisme, fort loin aussi de toutes les conceptions matérialistes de l'économie. A la nécessité de durer pour transmettre l'héritage collectif, aux vertus de travail, de discipline et de patience à quoi oblige cette nécessité, un système politique emprunte ici dès le principe son éminente dignité : toute la construction en sort dans la pureté naturelle de ses lignes.

*

* *

« Le drame de l'Europe, après 1918, c'est que le socialisme est venu se greffer sur la guerre. » Ainsi placés devant l'essentiel, reprenons les termes de tout à l'heure : c'est une destruction qui s'ajoute à une autre destruction. Seulement, s'il est tout aussi destructif, le socialisme est plus insidieux.

La moindre observation nous le montre cheminant dans la loi : on n'a pas encore enlevé au propriétaire sa maison, note Bainville, mais

lois et règlements l'empêchent désormais d'en tirer quoi que ce soit. C'est du reste procédé fort adroit, car si le propriétaire était en outre expulsé de sa maison, son destin lui serait plus clair et peut-être échapperait-il à la curieuse ataraxie dans laquelle une partie de la bourgeoisie française attend son heure dernière.

Ajoutons, bien entendu, qu'il ne s'agit point là d'un conservatisme égoïste : le socialisme est destructeur, mais on ne saurait lui en vouloir s'il devait ensuite élever une autre construction plus habitable et plus solide. Vieille controverse sur laquelle se sont penchés maints théoriciens trop pesants et maints politiciens trop légers. En des cas analogues, la « méthode Bainville » déblaie positivement le terrain sans retard ni discussion : c'est qu'elle est française, au lieu que le marxisme n'est jamais entièrement dégagé des brumes du germanisme et de l'Orient.

Le socialisme annonce la fin du capitalisme ? En vain, dit Bainville dans un magistral article qui est sans doute le dernier qu'il ait écrit et comme la condensation suprême de sa pensée. L'illusion tient à ce que l'évolution économique n'est qu'une série de destructions et de reconstructions. Au point le plus critique d'une crise, on désespère régulièrement du régime, mais l'historien se doit à plus de modération jusque dans ce pessimisme. On imagine - c'est le maître qui parle - ce que les contemporains de la Révolution française purent penser de l'avenir du capitalisme. Mme de Chateaubriand apporta en dot à son mari des rentes sur le clergé, fort semblables aux obligations russes dont ses descendants jurent sans doute pourvus au siècle d'après.

La vérité est que la richesse acquise est un mythe, ou du moins elle n'est jamais acquise qu'à titre précaire ; elle ne subsiste qu'au prix d'un effort de sagesse, de mesure et de discipline, et c'est précisément ici qu'apparaît une double contradiction socialiste ; le marxisme cherche à s'annexer cette richesse, par les moyens les plus propres à la détruire et sans paraître observer que les capitaux privés devenus capitaux d'Etat sont exactement soumis aux mêmes règles de conservation. Ainsi l'expropriation par voie d'impôt sur le capital procède de « l'autophagie » : si elle est effective, elle nécessitera une émission de papiers qui dévorera automatiquement la valeur réelle du prélèvement. Les procédés fiscaux subordonnés sont à peine plus heureux et plus

défendables. L'impôt sur le revenu suppose, ce qui n'est point, que tous les revenus sont également perceptibles et saisissables, et Bainville qui excelle à isoler dans une démonstration les détails topiques note que si on taxe et surtaxe l'héritage, fruit du travail et de l'épargne, on ne perçoit rien sur les lois de la loterie.

Cependant, ce que nous venons d'appeler l' « autophagie » fait des progrès, parce qu'il n'est pas de réforme financière décisive en régime démocratique. Elle est de 1931 (trois ans avant M. Doumergue et quatre ans avant Pierre Laval), l'étude insérée plus loin et où on lit : « Les sacrifices demandés au contribuable français pour sauver le franc ont servi à des libéralités qui entraînent des charges permanentes et croissantes, lesquelles exigeront de nouveaux sacrifices et sont capables, un jour, de remettre le franc en péril. Les redressements, c'est très bien, à condition de ne pas retomber un peu plus bas après chaque opération de sauvetage. »

Bainville n'aura pas, hélas ! constaté l'exactitude de sa prophétie ; il n'aura pas connu le franc Blum ni vérifié par l'apparition de ce dernier cette autre observation que les porteurs de fonds russes, en perdant les cinq cinquièmes de leurs titres de 1914, ne sont pas tellement plus défavorisés que leurs contemporains porteurs de rentes d'avant-guerre.

C'est précisément là que se manifeste derechef l'étrange aveuglement du socialisme étatisant. Tout son effort tend à faire des citoyens des rentiers et à constituer à cet effet d'énormes immobilisations entre les mains de la puissance publique. Le rôle nouveau de la Caisse des dépôts et consignations, le régime tout entier des assurances sociales constituent de cette évolution des images présentes à tous les yeux. Par là l'Etat capitaliste, quand il fait une politique destructrice de la « richesse acquise », se ruine lui-même, et la plus grosse hypothèque matérielle qui pèse sur notre pays est peut-être le développement de systèmes de capitalisation conçus à la manière dont se font les lois, c'est-à-dire avec quelque approximation. Si les assurances sociales avaient existé avant la guerre, observe Bainville, il est probable que toutes les caisses auraient souscrit aux emprunts russes.

Nous voilà assez loin des formes classiques du raisonnement économique officiel, beaucoup plus loin encore du raisonnement « politique » au sens désastreux du mot. Cependant tout est là. J'ai parlé plus haut des lois de la vie : C'est une loi de la vie matérielle que le capital se renouvelle par l'épargne ; c'est une autre loi que le progrès social exige des capitaux et dès lors le bon sens enseigne qu'on ruine le progrès en ruinant la richesse. « Le communisme, lui-même, a besoin d'argent, » écrit, incidemment Bainville. Cela veut dire qu'il doit commencer par ne pas le faire disparaître, et à supposer qu'il en ait, il ne saurait échapper, plus qu'aucun autre régime, aux lois fondamentales de sa conservation.

Aspects secondaires d'un problème infiniment plus haut, diront les grands esprits. J'entends que les fondations de la maison n'en sont pas la partie la plus exaltante pour l'imagination de l'artiste. Elles sont cependant l'essentiel, et c'est à un esprit qui, lui non plus, n'est pas petit, à Paul Valéry, que Bainville a emprunté ce salutaire sujet de méditation : « Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. Les circonstances qui enverraient les oeuvres de Keats et celles de Baudelaire rejoindre les oeuvres de Ménandre ne sont plus du tout inconcevables ; elles sont dans les journaux. »

*

* *

Nous n'avons pas à anticiper à cette place par plus de détails sur ce que le lecteur va trouver exposé avec un art et une pertinence invariables en dépit de la diversité des études ici assemblées. Le propre d'une grande oeuvre est qu'elle ne comporte pas de lacunes et qu'en toutes ses parties le fil directeur de la pensée est apparent et constant.

Il est bien clair que la pensée économique de Jacques Bainville ne peut pas s'isoler de sa pensée politique, laquelle n'avait pas à trouver en ces pages sa pleine expression. On sait de reste où en rechercher le développement majestueux, mais elle paraît tout de même suffisamment dans le principe de continuité que nous avons tenu, pour notre part, à isoler au seuil de cette modeste analyse.

J'imagine que si le maître avait pu être conservé à la garde de l'intelligence française pendant la période que nous traversons, c'est encore là qu'il eût puisé les conseils qui nous manquent. Il écrivait en décembre 1933 : « Je suppose que M. Léon Blum sait très bien où il va. Quand il n'y aura plus du tout de fortune acquise, tout s'effondrera puisque tout repose sur l'exploitation des possédants. » On peut admettre le doute sur le premier Point, c'est-à-dire sur l'exacte prescience des fabricants d'expérience. Nous sommes en pleine crise de messianisme et Bainville lui-même regrette en ces pages qu'il n'y ait plus de Swift ou de Voltaire pour lui dire son fait. Mais le certain est que nous assistons à la plus rare accumulation de sophismes destructeurs, au bout de quoi il n'est plus logiquement d'égalité que dans la misère.

Pourtant, si discret qu'il se soit voulu en ces études purement techniques, si pessimiste qu'ait accepté d'être parfois son analyse, Jacques Bainville, historien, ne peut ignorer la « constante » rassurante d'une certaine sagesse française « essentiellement traditionnelle et modérée « et pour cela même éternelle ». On ne s'étonnera pas qu'il la cherche où elle est, en homme qui, pour emprunter une définition à M. Joseph Caillaux en un jour d'inspiration, « porte de la terre de France à ses souliers ».

Je relève ce qui suit dans l'un des plus anciens et dans le plus récent des articles de ce recueil : la pensée s'y continue si exactement que la soudure des textes se fait d'elle-même.

« Un vieux problème de la noblesse française disait : « Nous « venons tous de la charrue. » C'est encore vrai de nos jours pour toutes nos espèces d'aristocratie, y compris celle de l'intelligence. Vingt millions de paysans forment l'humus dont se nourrit sans cesse ce qui tait la France, vingt millions de paysans qui ont deux passions, celle de l'épargne et celle de l'ordre, sont les garanties de toutes nos renaissances... Ils savent que les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel, que les chênes ne plongent pas leurs racines jusqu'au centre de la terre, que rien ne va jamais de plus en plus ni de moins en moins, que les catastrophes sont souvent individuelles, bien rarement collectives et totales et que ceux qui les attendent ressemblent à ces hommes qui redoutaient l'an mil et s'abstenaient de fonder et de travailler. »

Paroles qui « vont loin », dira-t-on. Loin en effet au delà des improvisations primaires et des égoïsmes des générations, mais combien proches au contraire des voix qu'entendent en eux-mêmes les héritiers fidèles d'une culture et d'une civilisation sans secondes dont l'oeuvre de Jacques Bainville demeurera comme un des plus illustres et des plus authentiques témoignages.

C.-J. Gignoux.

La fortune de la France

Avant-propos

par Jean Marcel

[Retour à la table des matières](#)

La pensée, le génie de Jacques Bainville se trouvent exprimés, pour une très large part, dans les admirables livres du grand disparu. Ils rayonnent aussi, sous une forme différente mais également parfaite, dans les articles qu'au cours de trente années il a publiés quotidiennement dans les journaux et les revues. Si, sur certains points, les articles mouvants ne font que compléter et éclairer l'oeuvre fixée dont ils constituent une sorte de vif commentaire ou de premier jet, sur beaucoup d'autres points les articles traitent d'une matière neuve dont les volumes ne donnent pas l'équivalent. L'information de Jacques Bainville, comme sa curiosité, était universelle. Il discernait, avec une sûreté de goût et un don de pénétration également remarquables, le bon et le mauvais, le vrai et le faux. C'est dans ses « Remarques » et ses « Notes » quotidiennes qu'il donne au fur et à mesure le résultat de ses lectures, de ses recherches, de ses observations, expliquant les faits, les événements, les hommes, les raisons et les conséquences de leurs actes, dégageant la leçon des expériences.

Si donc, dans l'ensemble de l'oeuvre, les livres nous apparaissent comme ces grands chênes qui dominent la forêt dont ils sont la gloire, le sol puissant et profond qui les a nourris, contient des richesses magnifiques et essentielles. Ce sont ces richesses que nous avons entre-

pris de recueillir et de rassembler en gerbes ordonnées. Donner à l'oeuvre de génie ses traits définitifs, en permettre l'intelligence exacte, telle est notre tâche.

Le livre que nous présentons aujourd'hui au public sous le titre : la Fortune de la France, traite des questions économiques et financières, et de leurs rapports avec la politique générale. Il est le premier d'une collection qui, dans notre esprit, comprendra une dizaine de volumes, et dont il sera publié deux à trois titres par an. A cette occasion, nous ne saurions assez dire à l'éditeur notre reconnaissance pour le précieux concours qu'il veut bien apporter à notre entreprise. Sa collaboration spontanée et si cordiale est la première récompense que nous trouvons dans l'exécution d'un devoir sacré pour nous.

*

* *

Dans un modeste travail publié à l'automne de 1935, nous nous étions attaché à faire ressortir le caractère éminemment classique de l'oeuvre de Jacques Bainville, en même temps son originalité et la place unique qu'elle occupe dans l'Histoire de la pensée française. Elle est, en effet, une des manifestations les plus achevées, une des expressions les plus parfaites, d'un génie national qui excelle à remonter des effets aux causes, du fait aux principes. Mais que la raison souveraine et la sensibilité contenue qui président à cette oeuvre aient trouvé leur point d'application dans un ou plusieurs articles écrits chaque jour, d'un style vif et net qui avait l'éclat et la pureté du diamant, sur les questions les plus diverses, cela provoque l'émerveillement parce que cela tient du prodige.

Il semble normal d'attendre l'écoulement de longues années avant que l'historien puisse assigner leur vraie place aux événements récents, établir leur enchaînement, déterminer les conséquences et juger les hommes. On ne connaissait jusqu'ici que des annales écrites après coup. Or nous constatons que, dès maintenant, l'histoire des cinquante dernières années est fixée ou presque. Il aura suffi pour cela que Jacques Bainville écrivît chaque jour son article, promenant sur le monde son regard de moraliste et d'homme d'Etat.

Ainsi, du jeu de l'actualité, son oeuvre s'élève vers les cimes et détermine les lois permanentes de la politique.

Nous n'avons pas d'autre but que de donner, à ceux qui n'ont pas eu le bonheur de suivre cette étonnante carrière dans le lumineux passage du grand disparu, les moyens de s'engager sur la route qu'il a ouverte et tracée pour eux. Si les Français ne veulent pas assister à la disparition d'une merveilleuse civilisation, si la France veut être sauvée, il n'est sans doute pas d'autres moyens de salut que ceux indiqués par Jacques Bainville.

Ce sage apparaît comme le plus averti et le plus grand des conseillers de l'État. Ce que nous voulons, c'est que l'enseignement du maître, sa méthode, son exemple continuent de vivre pleinement parmi nous qui avons été ses disciples et qui le resterons.

Jean Marcel.

La fortune de la France

L'AVENIR DE LA CIVILISATION

La Revue Universelle, 1er Mars 1922.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on vous demandait quel est le mot abstrait qui a été le plus souvent prononcé depuis la guerre, pour lequel seriez-vous disposé à parier ? Serait-ce le droit ? Serait-ce la justice ? Serait-ce la démocratie ? Ce serait sans doute un de ces trois mots-là, à moins que ce ne fût celui de civilisation. Et, tous ces mots, nous entendons très bien ce qu'ils veulent dire. Seulement, quand il s'agit d'en donner le sens exact, d'en apporter une définition précise, c'est alors que commence l'embarras.

Qu'est-ce que la civilisation ? Nous croyons tous le savoir. Mais ce que tout le monde peut constater, c'est que les meilleurs dictionnaires ne le savent pas. Ouvrez celui de Littré qui est l'incomparable trésor de la langue française. Vous y trouverez que la définition est bien vague. Elle est même inexistante, à la vérité.

Littré dit, en effet : « Civilisation : action de civiliser. » Cela ne nous avance pas beaucoup. Il dit encore : « état de ce qui est civilisé, c'est-à-dire... » Attention, Littré va expliquer : « ensemble des opinions et des moeurs qui résulte de l'action réciproque des arts industriels, de la religion, des beaux-arts et des sciences ». Très bien. Mais

nous tombons là dans une définition particulière du mot. C'est en ce sens que l'on dit la civilisation grecque, romaine, égyptienne, chinoise, etc... On a pu écrire des livres sur les civilisations nègres, qui ne sont pas méprisables, et sur les civilisations préhistoriques. Mais la civilisation par un grand C, la civilisation en soi ? Nous en revenons à la décourageante définition de Littré : « État de ce qui est civilisé. » Et si nous cherchons le sens du verbe civiliser nous trouvons : rendre *civil*, c'est-à-dire *courtois*, et *polir les mœurs*, c'est-à-dire *donner la civilisation*. Le dictionnaire tourne en rond. Littré donne sa langue aux chats.

Il y a mieux. Si le verbe *civiliser* se trouve déjà avec la signification que nous lui prêtons chez les bons auteurs du dix-huitième siècle, le substantif *civilisation* ne se rencontre que chez les économistes de l'époque qui a précédé immédiatement la Révolution. Littré cite un exemple pris chez Turgot. Littré, qui avait dépouillé toute notre littérature, n'a pas pu remonter plus loin. Ainsi le mot civilisation n'a pas plus d'un siècle et demi d'existence. Il n'est entré dans le dictionnaire de l'Académie qu'en 1798 (Littré dit à tort en 1835). Et comme avant cette date, la société française était tout de même arrivée à un certain raffinement, on devrait conclure que Racine et Molière ont fait de la civilisation sans le savoir.

L'antiquité, dont nous vivons encore, n'avait pas non plus de terme pour rendre ce que nous entendons par civilisation. Si l'on donnait ce mot-là à traduire dans un thème latin, le jeune élève serait bien embarrassé. J'ai demandé à l'un de nos meilleurs latinistes de me dire comment il s'y prendrait. « Il y a, me fut-il répondu, le mot *humanitas* qui veut dire plutôt culture de l'esprit, bonne éducation, bonnes manières, politesse : de là viennent nos « humanités ». Il y a aussi le mot *cultus* qui veut dire éducation et mœurs. Ce n'est pas suffisant. Si je cherche dans les classiques, je trouve que Cicéron, pour dire approximativement ce que nous pouvons entendre par la civilisation opposée à la barbarie, a dû se servir de trois mots : *cultus humanus civilisque*, c'est-à-dire : des mœurs douces et policées. » Ainsi, Quicherat et la Sorbonne en sont témoins : Rome, pas plus que le grand siècle, n'a su ce que c'était que la civilisation.

On pardonnera tout ce pédantisme. Mais la vie des mots n'est pas indépendante de la vie des idées. Le mot de civilisation, dont nos ancêtres se passaient fort bien, peut-être parce qu'ils avaient la chose, s'est répandu au dix-neuvième siècle sous l'influence d'idées nouvelles. Les découvertes scientifiques, le développement de l'industrie, du commerce, de la prospérité et du bien-être avaient créé une sorte d'enthousiasme et même de prophétisme. La conception du progrès indéfini, apparue dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, concourut à convaincre l'espèce humaine qu'elle était entrée dans une ère nouvelle, celle de la civilisation absolue.

C'est à un prodigieux utopiste, bien oublié aujourd'hui, Fourier, que l'on doit d'appeler la période contemporaine celle de la civilisation et de confondre la civilisation avec l'âge moderne. Fourier était un homme qui ne doutait de rien. C'est lui qui avait inventé d'éteindre la dette d'Angleterre en six mois avec les oeufs de poule, combinaison qui n'était pas beaucoup plus chimérique que celle de certains hommes d'affaires d'aujourd'hui qui proposent de reconstruire l'Europe avec le concours des bolcheviks.

La civilisation, c'était donc le degré de développement et de perfectionnement auquel les nations européennes étaient parvenues au dix-neuvième siècle. Ce terme, compris par tous, bien qu'il ne fût défini par personne, embrassait à la fois le progrès matériel et le progrès moral, l'un portant l'autre, l'un uni à l'autre, inséparables tous deux. La civilisation, c'était en somme l'Europe elle-même, c'était un brevet que se décernait le monde européen.

On eût beaucoup étonné nos grands-pères si on leur eût dit qu'un schisme éclaterait un jour dans la civilisation européenne et que la civilisation occidentale s'opposerait à la *kultur* germanique. À ce moment et sous le coup de la guerre, le mot de civilisation prit une nouvelle actualité et une nouvelle acception. Il représentait l'antithèse de la barbarie. C'était le moment où, en Angleterre, on n'appelait jamais les Allemands autrement que les Huns. Aujourd'hui on invite les Huns à collaborer à la reconstruction d'une Europe qu'ils ont démolie de fond en comble. C'est sans doute ce qu'on appelle avoir de la suite dans les idées.

Un Russe très spirituel disait pendant la guerre : « Nous autres, Russes, nous ne comprenons pas très bien ce que vous appelez la guerre de civilisation. La civilisation, elle nous est venue en grande partie par l'Allemagne. » Il voulait parler en effet de la civilisation industrielle et, bien avant lui, un autre Russe, Herzen, avait déjà dit : « Chez nous, tout est allemand, les horlogers, les pharmaciens, les sages-femmes et les impératrices. » L'Allemagne représentait certainement le plus haut degré de ce qu'elle appelait avec orgueil l'organisation, c'est-à-dire une forme gigantesque du machinisme étendu jusqu'au monde politique et moral.

L'organisation allemande, la *kultur*, c'était sans doute une monstruosité de la civilisation. Cet enfant monstrueux et imprévu était pourtant le fils de sa mère. Et quand on voit ce que l'Allemagne avait fait de la civilisation, on peut se demander ce qu'elle fera, par exemple, de la démocratie.

En tout cas, c'est un abus formidable des moyens que la civilisation a mis aux mains des hommes qui a poussé l'Allemagne à porter à la civilisation elle-même le coup terrible qui l'a ébranlée. Cet abus même, voisin de l'absurdité, destinait l'Allemagne à la défaite, car elle était fatalement poussée à organiser l'Europe et le monde sur son modèle. Pendant la guerre quand on disait à Alfred Capus qui était invinciblement optimiste : « Oui, mais les Allemands sont bien forts », il répondait par cet apologue : « Je vois de savants ingénieurs et d'incomparables techniciens qui construisent une machine colossale dont l'aspect inspire de l'admiration et de la terreur. Je demande à quoi elle doit servir et l'on me dit qu'elle doit servir à monter dans la lune. Alors je hausse les épaules et j'attends la fin. »

Les Allemands ne sont pas montés dans la lune. Mais s'ils avaient détaché un gros morceau de notre satellite et s'ils l'avaient fait tomber sur la terre, ils n'y auraient pas produit beaucoup plus de ravages qu'en déclarant la guerre au monde au mois d'août 1914. Ce jour-là, un stupide excès dans une certaine forme de la civilisation a compromis l'avenir de la civilisation. Estimons-nous heureux s'il ne l'a pas tuée. Car nous avons de sérieuses raisons de trembler pour elle.

À l'époque même où le monde civilisé était le plus orgueilleux et le plus enivré de ses progrès, à l'époque où l'on avait fait du progrès et du perfectionnement sans limites une sorte de dogme, des doutes, des inquiétudes étaient bien venus assiéger quelquefois les philosophes. Se disaient-ils qu'après tout d'autres civilisations avaient disparu, qu'elles avaient jonché la terre de leurs ruines et que notre société s'était péniblement relevée et édifiée sur leurs vestiges ? Mais comment se serait-on arrêté à l'idée que notre civilisation moderne, fondée sur des assises aussi vastes et aussi puissantes, pourrait être à la merci des événements qui ont renversé les civilisations antiques ? Lorsqu'on nous dit que les anciens Égyptiens avaient déterminé, comme l'attestent les mesures symboliques de la grande pyramide, la distance de la terre au soleil, résultat que l'astronomie n'a retrouvé que de nos jours, nous nous consolons par la pensée que la science, en ce temps-là, était comme un secret transmis à un petit nombre d'hommes et qui pouvait périr facilement. Nous nous disons qu'il ne peut pas en être de même aujourd'hui, car la science, universellement répandue, appartient à tous. Au fait, qu'en savons-nous ?

Sans doute, le dix-neuvième siècle a eu ses pessimistes qui ont annoncé des catastrophes. C'étaient, en général, des excentriques ou des fantaisistes. Ils ne concevaient guère qu'un drame rapide et brutal. Ils avaient une vision romantique de la fin du monde dans une ruée de barbares, oubliant que l'agonie de l'empire romain avait été longue avec des repos et des transitions.

Quant aux penseurs les plus illustres et qui passaient pour les plus sérieux, quant aux théoriciens du progrès, leur confiance était imperturbable. Tenez : un homme qui avait la foi, c'était Condorcet. Ce philosophe, qui avait eu le tort de faire de la politique, avait dû fuir et se cacher, pendant la Révolution, pour échapper à la guillotine. Il fut d'ailleurs arrêté un jour aux environs de Paris, dans une auberge, s'étant rendu suspect d'aristocratie pour n'avoir pas su dire de combien d'oeufs il voulait son omelette. Il s'empoisonna dans sa prison. C'est au moment où il était traqué par la Terreur que Condorcet écrivit pourtant son *Tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Et dans quelles hypothèses concevait-il que les progrès de l'esprit humain pourraient être arrêtés ? Dans une seule, celle d'une révolution physique, d'un cataclysme terrestre ou cosmique, hypothèse tellement va-

gue, tellement lointaine qu'elle ne comptait même pas. Comme le guerrier gaulois, Condorcet craignait seulement que le ciel tombât sur nos têtes.

Renan était du même avis. Pour lui, le progrès, c'était la petite tour d'acier qui s'élève sans cesse. On ne pouvait prévoir jusqu'où elle aurait monté dans cent ans, mille ans, cent mille ans, car, jusqu'au refroidissement et à la mort de notre globe, il doit s'écouler des millénaires. Renan se demandait seulement si la science ne finirait pas par rendre la vie si facile que les hommes n'auraient plus rien à faire et perdraient leur activité physique et intellectuelle. Il se demandait si la science n'en arriverait pas à se tuer elle-même. « Parfois, dit un personnage de ses *Dialogues philosophiques*, je vois la terre dans l'avenir sous forme d'une planète d'idiots se chauffant au soleil dans la sordide oisiveté de l'être qui ne vise qu'à avoir le nécessaire de la vie matérielle. » En somme, Renan appréhendait que le travail ne fût supprimé avec la misère. Il serait rassuré s'il vivait de nos jours. Il verrait que l'humanité n'est pas près d'être dispensée de l'effort et de se chauffer oisivement au soleil.

Cependant toutes les spéculations que l'on a faites sur le progrès indéfini ressemblent aux calculs que l'on fonde sur le placement d'une somme à intérêts composés. Tout le monde sait qu'un sou placé à intérêts composés depuis l'an premier de notre ère formerait une masse d'or plus grosse que notre globe lui-même. Sur le papier, cette progression arithmétique n'est pas contestable. L'hypothèse est pourtant absurde. Ce qui la corrige, c'est qu'un capital est condamné à être détruit un grand nombre de fois dans le cours de dix-neuf siècles.

Il y avait, avant la Révolution française, un philanthrope qui avait fondé un merveilleux système d'assistance à l'humanité : il suffisait d'accumuler les intérêts d'une petite fortune. Au bout de trente ans, on pouvait élever des familles entières. Au bout de cent ans, on pouvait construire une cité modèle. Puis, cela allait très vite, on pouvait abattre toutes les maisons insalubres, exécuter de gigantesques travaux d'utilité publique, si bien qu'après deux ou trois siècles la terre n'eût plus été qu'un immense jardin.

Ce philanthrope avait matérialisé l'idée du progrès indéfini. Il légua une rente de mille livres avec charge de l'appliquer à son système et, en effet, le legs grossit pendant plusieurs années. Puis vinrent la Révolution, les assignats, la faillite. L'exécuteur testamentaire supplia le Directoire de faire une exception pour la rente de mille livres et pour le capital produit, afin de ne pas interrompre la merveilleuse expérience. On ne l'écouta même pas.

Cette histoire, qui est parfaitement vraie, prouve que les choses de ce monde répugnent à l'indéfini et ne s'accommodent pas de l'absurde « de plus en plus ». Rien ne va de plus en plus, ni de moins en moins. C'est tantôt plus et tantôt moins. Les anciens l'avaient déjà dit : il y a des limites à tout. Les hommes d'affaires le savent bien aussi. À la Bourse, une valeur ne monte pas éternellement. La *Royal Dutch* elle-même a fini par baisser. Réaliser, c'est le grand art.

Mais il ne dépendait pas de nous de réaliser la vie facile et agréable telle que nous l'avons connue avant 1914, lorsque ne se posaient ni les problèmes de la monnaie, ni ceux de l'habitation, ni ceux du vêtement, ni ceux de la nourriture. Nous étions alors comme Condorcet qui ne s'était jamais occupé de savoir combien d'oeufs il fallait dans une omelette. Qui eût alors pensé que les commodités de l'existence disparaîtraient si rapidement, que l'existence elle-même deviendrait un problème ardu ? Nous voulons bien croire encore, par un reste d'habitude, au progrès fatal et nécessaire. Mais l'idée de régression nous hante, comme elle devait hanter les témoins de la décadence de l'empire romain.

Ouvrons une histoire de France, une de celles qui ont été destinées à faire sentir aux Français du dix-neuvième siècle, par la comparaison avec les temps anciens, combien ils étaient heureux de jouir d'un gouvernement moderne et des bienfaits de la science. Ouvrons l'histoire de Michelet qui raconte, à faire frissonner, les horreurs du moyen âge. Je trouve, au moment de la guerre de Cent ans, la description d'une mystérieuse épidémie à laquelle succombaient les jeunes gens et les hommes dans la force de l'âge, et qui, épargnant les vieillards, « frappait la force et l'espoir des générations ». On reconnaît là tous les symptômes de la grippe redoutable que nous nommons grippe espagnole. D'ailleurs Michelet, avec un diagnostic très sûr, ajoute que « la

mauvaise nourriture y était pour beaucoup ». C'est ce que nous ont dit aussi nos médecins.

Ailleurs Michelet parle comme d'une abomination d'un certain impôt institué par le roi Philippe VI qui cherchait comme il pouvait à remplir le Trésor vide : « En 1343, la guerre avait forcé Philippe de Valois à demander aux États un droit de quatre deniers par livre sur les marchandises, lequel devait être perçu à chaque vente. Ce n'était pas seulement un impôt, c'était une intolérable vexation, une guerre contre le commerce. Le percepteur campait sur le marché, espionnait marchands et acheteurs, mettait la main à toutes les poches, demandait sa part sur un sou d'herbe. Ce droit, qui n'est autre que l'alcala espagnol, a tué l'industrie de l'Espagne. » Croyons-en Michelet et l'alcala, mais aujourd'hui nous connaissons cet impôt, nous l'appelons taxe sur le chiffre d'affaires et nous entendons les plaintes des consommateurs et des commerçants.

Il serait trop facile de multiplier ces exemples. Ah ! comme la civilisation est fragile ! On pourrait dire d'elle ce que disait de la santé un médecin célèbre : « La santé est un état provisoire et qui ne laisse rien présager de bon. » La civilisation tient comme la santé à un équilibre instable. C'est une fleur délicate. Elle dépend de tout un ensemble de conditions. Supprimez quelques-unes de ces conditions : elle dépérit, elle recule. Heureux si elle ne disparaît pas !

À cet égard, la Russie nous offre une étonnante leçon de choses. Récemment, un commissaire bolcheviste, Ossinsky, remarquait que la production de la fonte, dans la Russie soviétique, était tombée au même niveau qu'au temps de Pierre le Grand, l'introducteur de la civilisation européenne en Russie, introducteur par la force, car les tsars et les tsarines avaient civilisé la Russie malgré elle. La statistique d'Ossinsky, voilà un petit fait qui en dit très long. Sans doute la production de la fonte ne peut pas être considérée comme l'étalon de la civilisation morale. Mais elle est d'une importance capitale pour une civilisation qui repose pour une très grande part sur l'industrie. Que signifie cette décadence de la métallurgie russe ? Elle signifie que les chemins de fer ne peuvent plus être entretenus, que les transports s'arrêtent, que ni les marchandises, ni les idées, s'il y en a, ne circulent plus, qu'un des progrès les plus sensibles de notre temps est par conséquent aboli,

que les régions où la récolte a été mauvaise sont condamnées à la famine, que les populations se replient sur elles-mêmes et, coupées de communications avec le reste du monde, retournent à la barbarie. Ce qu'on sait de la vie actuelle dans les campagnes russes, misère, épidémies, brigandage, cannibalisme même, confirme cette vue. Il a suffi de la désorganisation d'une branche essentielle de l'industrie russe, à la suite de la désorganisation politique de la Russie, pour amener une épouvantable régression matérielle et morale. Car, on l'a remarqué il y a déjà longtemps : toute civilisation fait corps. On ne peut détruire une de ses parties sans l'atteindre en entier.

Mais la Russie, avec une industrie ramenée à ce qu'elle était avant les progrès de Pierre le Grand, est bien plus malheureuse, elle est bien plus bas qu'avant Pierre le Grand. Je me rappelle une dame qui, voilà une vingtaine d'années, avait été ruinée par un krach célèbre et qui disait : « C'est terrible. Que vais-je devenir ? Il ne me reste plus que soixante mille francs de rente. » Les nations européennes appauvries par la guerre et les révolutions sont comme cette dame. Elles ont contracté des habitudes, elles se sont créées des besoins. Elles avaient édifié tout un mécanisme très compliqué, très délicat, très dispendieux. Elles avaient un train de maison considérable. Avec des ressources qui suffisaient il y a deux cents ans à leur assurer une vie très supportable, elles se trouvent aujourd'hui dans la détresse. Il y a de grandes villes comme Vienne où l'Université doit fermer ses portes. D'ailleurs, les conditions misérables de la vie en Autriche ne permettent même plus qu'il y ait des étudiants. En France même, il faut s'occuper de la grande pitié des laboratoires, d'une pénurie qui ne compromet pas seulement la recherche scientifique, mais la transmission de la science et la formation des savants.

La réalité que l'on avait oubliée ou méconnue et qui se rappelle à nous cruellement, c'est que la civilisation, non seulement pour se développer, mais pour se maintenir, a besoin d'un support matériel. Elle n'est pas en l'air. Elle n'est pas dans les régions idéales. Elle suppose d'abord la sécurité et la facilité de la vie qui suppose à son tour des États organisés, des finances saines et abondantes. En d'autres termes, la civilisation est une plante qui pousse avec des soins. C'est une plante de serre. Elle exige qu'un grand nombre de conditions économiques, sociales et politiques soient remplies. Voilà pourquoi Auguste

Comte mettait au premier rang « l'immense question de l'ordre, ». Voilà pourquoi il avait pris pour devise : « Ordre et progrès », le progrès ne se concevant pas dans l'anarchie et le désordre. Le jour où le fondateur du positivisme était allé proposer aux jésuites une alliance contre les « orages de l'avenir », le Père qui l'avait reçu l'avait pris pour un fou. Dans l'esprit d'Auguste Comte, cette démarche était un symbole. Il recherchait contre l'anarchie le concours de l'Église, la plus grande puissance d'ordre du monde.

Les orages de l'avenir sont venus. La guerre a produit des conséquences que personne n'avait prévues, ceux qui l'ont déclarée encore moins que les autres. De toutes les manières la civilisation a travaillé contre elle-même. Et non pas seulement par les engins de destruction qu'elle a inventés, non pas seulement par les idées qu'elle a répandues et dont l'idée de nationalité reste la plus dangereuse, bien plus explosive que la nitro-glycérine. La civilisation avait mis en outre à la disposition des États des forces plus grandes que celles qu'aucun État, aux temps anciens, eût jamais possédées. Et pour mettre ces forces en mouvement, pour les lancer les unes contre les autres, l'électricité a encore joué le rôle d'une fée malfaisante en supprimant entre les peuples l'espace et le temps.

Il y a, dans les *Essais d'histoire et de critique* d'Albert Sorel, des pages célèbres et toujours actuelles sur la *Diplomatie et le progrès*. Elles seraient tout entières à relire. Citons au moins ceci :

« Imaginez un Richelieu et un Bismarck, un Louis XIV et un Frédéric, enfermés chacun dans son cabinet à téléphones, resserrant en un dialogue précipité les conflits séculaires des dynasties et des nations. À côté du téléphone qui les met en présence de l'adversaire est celui qui les met en communication avec le serviteur. Un mot lancé entre deux répliques, et les soldats s'apprêtent dans leurs casernes, les locomotives se mettent en pression. À mesure que la dispute s'anime, les armées se précipitent vers les frontières. Les courants de la passion humaine se heurtent comme les courants électriques qui les portent. Dans l'instant où la guerre est déclarée, elle éclate, et des générations humaines sont fauchées avant que l'humanité ait pu savoir pourquoi. »

Ces lignes étaient écrites en 1883. Ne croirait-on pas lire la prophétie de ce qui s'est passé en 1914 ? C'est la preuve que, par l'étude de l'histoire, par l'observation et par l'analyse, on peut devenir prophète. Seulement, il faut bien le dire : ce qu'on n'avait pas prophétisé, c'est que la guerre serait aussi longue et qu'elle serait par conséquent aussi destructive. Les économistes et les financiers avaient même annoncé tout le contraire. Selon eux, une grande guerre européenne devait nécessairement être courte parce que les belligérants ne pourraient pas suffire longtemps à d'aussi colossales dépenses. L'argent devait manquer bien avant les hommes. Les économistes n'avaient pas songé que les États modernes jouissaient d'un immense crédit et qu'ils avaient en outre la ressource d'imprimer du papier-monnaie avec cours forcé. Oh ! ce n'est pas que ce moyen de créer de la richesse soit nouveau. Marco Polo, le voyageur vénitien du treizième siècle, racontait déjà que Gengis Khan, guerrier fameux, l'avait employé. « Ce sont, rapporte Marco Polo, petites cartes qui portent le sceau du grand seigneur. » Ce n'est pas plus difficile que cela. Et Gengis Khan lui-même n'avait rien inventé, car Marco Polo raconte encore qu'un sage chinois avait averti que ce système ne valait rien. « Aux anciens temps, disait le mandarin, les empereurs de Chine avaient déjà commencé à émettre du papier. Il y avait alors un ministre qui gagna beaucoup avec l'émission de ce papier. Mais les choses en vinrent au point que, pour dix mille billets, on pouvait à peine acheter un gâteau de riz. Le peuple souffrit beaucoup et l'État fut ruiné. » Les historiens ont été sévères pour les rois de France qui ont altéré les monnaies. Mais si les écus étaient plus légers, c'étaient encore des écus. Nous nous en contentions.

Cependant, entre l'inflation en Chine ou en France au temps des assignats, et l'inflation de notre siècle, il y a une différence. Cette différence, c'est qu'en 1914 les États avaient un crédit tellement solide qu'ils ont pu émettre très longtemps et en immense quantité des billets de banque avant qu'il en fallût dix mille pour acheter un gâteau de riz. La confiance publique a permis de créer pour des centaines de milliards de richesse fictive, tandis que des centaines de milliards de richesse réelle se détruisaient, se consumaient, s'évaporaient tous les jours. La merveilleuse organisation financière de notre temps, qui était un des fruits de la civilisation, a contribué peut-être plus qu'autre chose à ruiner la civilisation elle-même, parce que, derrière le voile

d'une illusion, elle a servi à anéantir une très grande partie du capital dont la civilisation vit.

Aujourd'hui nous savons encore mieux qu'autrefois que le hideux capital doit être appelé le divin capital. Sans lui, pas de science ni d'art. Sans lui, pas de ces études désintéressées grâce auxquelles se réalisent toutes les améliorations. Si les études médicales deviennent trop coûteuses, parmi combien de sujets se fera la sélection des chercheurs ? Si tous les médecins sont obligés de gagner leur vie tout de suite, qui restera pour les recherches de laboratoire ? Or, dans la même mesure que le capital, s'affaiblissent les classes moyennes qui sont le plus solide support de la civilisation, parce que c'est d'elles que sortent sans cesse les talents. La civilisation romaine a reculé avec la ruine de la bourgeoisie municipale et elle s'est longtemps réfugiée dans les monastères parce que, dans les temps de pauvreté, les seuls hommes qui puissent se livrer aux travaux de l'esprit, aux travaux qui ne rapportent pas d'argent, sont ceux qui n'ont ni femmes ni enfants, ceux qui sont affranchis des soucis de la vie matérielle, parce qu'ils sont détachés de tous les biens de ce monde.

Et notre siècle a encore découvert que, si la civilisation supposait des richesses stables, elle supposait aussi un ordre politique stable. La guerre a apporté en Europe d'immenses changements. Ce n'est pas seulement la carte qui a été changée, et qui a d'ailleurs repris un aspect semblable à celui qu'elle avait au moyen âge. La renaissance de la Pologne et de la Bohême, que nous appelons sauvagement Tchéco-Slovaquie, c'est un progrès qui est un retour en arrière. Mais ce n'est pas seulement le système européen qui a été bouleversé par les révolutions. C'est l'esprit européen. Dans toute une partie de l'Europe, les monarchies, les cours, l'aristocratie conservaient une certaine communauté d'idées, de langage et de manières, souvenirs du temps où la langue française était celle de Frédéric II. À leur place sont venues des démocraties nationalistes qui ne connaissent qu'elles-mêmes et qui font de l'Europe une tour de Babel. L'Europe a cessé d'être gouvernée par des hommes qui avaient eu invariablement une nurse anglaise et un précepteur français. Ne nous étonnons donc pas qu'on voie disparaître le sens européen et que des barrières se dressent entre les peuples. On ne peut pas demander à des moujiks d'avoir été élevés comme des princes.

À tous les points de vue, il suffit de comparer l'Europe d'aujourd'hui à ce qu'elle était avant la guerre et même à ce qu'elle était il y a cinquante ans, cent ans et plus pour s'apercevoir que la civilisation matérielle a reculé autant que la civilisation morale. Les chemins de fer tendent à devenir en Russie un souvenir archéologique. L'archéologue y aurait bien d'autres surprises. On voyait autrefois dans la grande cour du Kremlin les canons que les Russes avaient pris en 1812 à la Grande Armée. Et l'inscription qui dominait ces trophées était gravée sur le mur dans la langue de l'ennemi, la langue universelle, le français. Elle y est peut-être encore. Les inscriptions bolchevistes sont en russe. De nos jours on dit : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Mais chacun le dit dans sa langue, on ne se comprend pas et l'on s'unit encore moins.

Rares sont les hommes du dix-neuvième siècle qui ont eu le sentiment d'une décadence possible et surtout d'une décadence aussi prompte de notre civilisation. En 1863, Sainte-Beuve se demandait ce que serait le sort des hommes et de la pensée un siècle plus tard et il était partagé entre l'espérance et la crainte. Mais il y a eu quelqu'un qui a été franchement pessimiste et qui n'a pas craint d'annoncer des calamités. C'est Henri Heine, qui avait fini par redouter également la révolution et l'Allemagne et qui conseillait aux Français de se méfier du prince royal de Prusse et du docteur Wirth, car il y avait déjà, en ce temps-là, un docteur Wirth en Allemagne. Henri Heine a peint l'avenir, notre présent, sous les couleurs les plus sinistres. Et c'est le prophète d'Israël qui, chez lui, a eu raison. Ce n'est pas lui qui eût cru que l'on pouvait reconstruire par la vertu d'une formule, ni par un coup de baguette magique, ce qui a été détruit. Ce n'est pas lui qui eût cru qu'on guérirait l'Europe en huit jours par le Congrès de Gênes. « Je conseille à nos petits-enfants, disait-il, de venir au monde avec une peau épaisse sur le dos. » C'est une image à prendre à la lettre ; car il faut aux hommes d'aujourd'hui une peau très dure pour ne pas sentir trop douloureusement les pierres du chemin.

Est-ce à dire qu'on doive désespérer de l'avenir de l'Europe et de la civilisation ? On ne doit jamais désespérer. L'histoire nous montre une suite de décadences et de renaissances. Ce qu'elle n'avait peut-être pas encore montré, c'est un monde aussi sur de lui-même, aussi fier de ses

progrès et brisant en aussi peu de temps une machine aussi compliquée qui a peut-être échappé aux mains de ceux qui se flattaient de la conduire. Pour l'humanité, quelle leçon de modestie ! Nous n'avons qu'une crainte : c'est que cette leçon ne soit perdue pour les prétendus reconstructeurs d'aujourd'hui, aussi légers, aussi orgueilleux que les destructeurs d'hier. En mettant tout au mieux, l'Europe emploiera des années à refaire ce qui a été défait en quelques mois. Et ce sera à la condition que l'Occident surveille sans cesse ces plaines de l'est d'où a toujours surgi l'anarchie, non moins barbare que les invasions.

Pour que la civilisation se maintienne au niveau que nous lui avons connu, quelle est la condition essentielle à remplir ? De toute évidence, qu'il y ait au moins autant d'écoles qu'il y en avait naguère : c'est pour avoir fondé, encouragé et visité des écoles que l'empereur Charlemagne est resté un des pères de la civilisation. Et pour qu'il y ait des écoles, des collèges, des universités, que faut-il ? Un budget de l'Instruction publique abondant. Si l'État est pauvre, il faudra bien qu'il fasse des économies sur l'enseignement comme sur le reste. Ainsi l'un des progrès dont le monde moderne était le plus fier, l'enseignement universel, deviendrait problématique.

Toutes ces conséquences n'ont pas échappé aux plus pénétrants de nos contemporains. Parmi les hommes qui s'adressent au public, il faut distinguer deux catégories. Il y a ceux qui continuent de parler en disant des choses apprises, qu'ils ne renouvellent pas et qui finissent par n'avoir aucun sens. Ceux-là parlent toujours du progrès nécessaire et indéfini comme si rien ne s'était passé depuis 1914. Et il y a ceux qui regardent, qui observent, qui voient les causes et les effets et qui se demandent si, à l'idée de progrès, il ne faut pas substituer l'idée de régression.

Cette inquiétude, un romancier, M. Pierre Mille, l'a déjà traduite dans un conte philosophique qui contraste singulièrement avec les images du monde futur que l'on donnait couramment autrefois, que M. Anatole France lui-même avait données. On sait encore que M. Guglielmo Ferrero a transposé dans l'histoire ce souci nouveau.

Un des esprits les plus subtils de notre temps, un poète qui est en même temps un mathématicien, M. Paul Valéry, a écrit récemment

des pages qui portent dans le domaine de l'esprit les craintes dont les êtres pensants sont assiégés de nos jours. M. Paul Valéry a dit avec une sombre magnificence des choses que d'autres disent d'une manière plus positive :

« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.

« Nous avons entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins ; descendus au fond inexplorable des siècles avec leurs dieux et leurs lois, leurs académies et leurs sciences pures et appliquées ; avec leurs grammaires, leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques. Nous savions bien que toute la terre apparente est faite de cendres, que la cendre signifie quelque chose. Nous apercevions à travers l'épaisseur de l'histoire les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous ne pouvions pas les compter. Mais ces naufrages, après tout, n'étaient pas notre affaire.

« Elam, Ninive, Babylone étaient de beaux noms vagues, et la ruine totale de ces mondes avait aussi peu de signification pour nous que leur existence même. Mais France, Angleterre, Russie..., ce seraient aussi de beaux noms. *Lusitania* aussi est un beau nom. Et nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. Les circonstances qui enverraient les oeuvres de Keats et celles de Baudelaire rejoindre les oeuvres de Ménandre ne sont plus du tout inconcevables : elles sont dans les journaux. »

De telles méditations sont salutaires. Elles nous font mieux sentir le prix de ce que nous sommes exposés à perdre et, par conséquent, elles nous inspirent le désir de le garder et nous incitent à l'effort pour le garder. Le pessimisme, cause de découragement pour les uns, est un principe d'action pour les autres. L'histoire vue sous un aspect est une école de scepticisme ; vue sous un autre aspect, elle enseigne la confiance.

Telle est surtout l'histoire du peuple français. Dans ses annales de quatorze siècles, si on commence à la chute de l'empire romain, la France a connu un nombre incroyable de vicissitudes. Non seulement elle n'a réalisé son unité qu'au prix de longues luttes, non seulement elle a failli bien des fois cesser d'exister comme nation, mais encore il y a eu des époques si terribles que les contemporains ont bien cru que tout allait périr. Chaque fois, cependant, les périodes de calamités publiques, d'obscurcissement de l'esprit humain, ont été suivies d'une rapide renaissance, car il serait faux de ne compter dans l'histoire qu'une renaissance. Le moyen âge, si troublé, en a vu au moins deux ou trois.

La grande faculté de la France, une de ses facultés maîtresses, aurait dit Taine, c'est de reconstituer sans cesse une classe moyenne qui, elle-même, engendre toutes les aristocraties. A la base se trouve une race paysanne, ancienne et dure, qui crée constamment de la richesse et qui, par la plus réelle des richesses, celle du sol fécondé par le travail, s'élève constamment. Un vieux proverbe de la noblesse française disait : « Nous venons tous de la charrue. » C'est encore vrai de nos jours pour toutes nos espèces d'aristocratie, y compris celle de l'intelligence. Vingt millions de paysans forment l'humus dont se nourrit sans cesse ce qui fait la France. Vingt millions de paysans qui ont deux passions, celle de l'épargne et celle de l'ordre, sont les garanties de toutes nos renaissances. Quelles que soient nos plaies financières, politiques ou sociales, on peut compter que le paysan français, par son labeur aussi régulier qu'opiniâtre, rétablira l'équilibre et aura raison de tout.

Un penseur du dix-neuvième siècle, Bonald, un de ceux qu'Auguste Comte, avec une tendre familiarité, appelait « les dignes rétrogrades », - Bonald a dit après la Révolution : « La France, premier-né de la civilisation européenne, sera la première à renaître à l'ordre ou à périr. » Dans les convulsions engendrées par la guerre, qui a été une révolution bien plus vaste que l'autre, la France a fait preuve d'une stabilité qui n'a été dépassée nulle part. Renaître à l'ordre ? Bonald, ce jour-là, voyait en noir. Les Français naissent avec l'idée de l'ordre. C'est pourquoi, si la civilisation devait s'éteindre, vaciller ou languir ailleurs, c'est en France, et j'ajouterai dans les pays qui sont les plus

voisins de la France et qui lui ressemblent le plus, qu'elle se perpétuerait...

Nous avons commencé en cherchant une définition littérale et pour ainsi dire grammaticale de la civilisation, et nous ne l'avons pas trouvée. Nous finirons en donnant une définition philosophique. Elle est d'un homme dont la pensée, l'action et la vie - pour lui, c'est tout un, - ont des sources qui ne sont ni assez étudiées ni assez comprises. A la base des idées de Charles Maurras, il y a une analyse de tous les principes. Dédaigneux de ses travaux préparatoires, il a semé, il a laissé derrière lui des pages qui, rassemblées, formeraient une *somme* philosophique. C'est à Charles Maurras que l'on doit la définition la plus profonde et la plus étendue du mot que les dictionnaires renoncent à expliquer. La civilisation, a-t-il dit, c'est *l'état social dans lequel l'individu qui vient au monde trouve incomparablement plus qu'il n'apporte*. En d'autres termes, la civilisation est *d'abord un capital. Elle est ensuite un capital transmis*. Car les connaissances, les idées, les perfectionnements techniques, la moralité se capitalisent comme autre chose. Capitalisation et tradition, - tradition c'est transmission, - voilà deux termes inséparables de l'idée de civilisation. Que l'un ou l'autre vienne à manquer, et la civilisation est compromise. Toute grande destruction, toute sédition de l'individu, toute rupture brutale avec le passé sont également funestes pour la civilisation. C'est la leçon que nous devons tirer des conséquences de la guerre. Et c'est ainsi qu'apparaissent le remède et la guérison. L'orgueil du progrès a vécu. L'avenir est aux humbles vertus du travail, de la discipline et de la patience. Comme les fortunes privées, comme les champs ravagés, comme les maisons et les monuments abattus par la guerre, beaucoup de choses que l'on croyait acquises sont à reconstituer. L'humilité : voilà ce qu'enseigne la catastrophe européenne.

Cependant, il est encore des hommes auxquels on donne le nom d'hommes d'État et qui ont imaginé, pour reconstruire l'Europe, de fonder une société anonyme au capital de vingt millions de livres sterling. Qu'il n'y ait plus de Swift ni de Voltaire pour tuer ces graves niaiseries par le rire, c'est le signe que l'esprit humain est tombé bien bas, qu'il est dans un cruel marasme. Autant que la balance du commerce a besoin d'être rétablie, l'esprit humain a besoin d'être relevé.

Le jour où nous aurons l'équivalent de *Candide* et de *Gulliver*, ce jour-là nous pourrons dire que la civilisation est revenue.

La Revue Universelle, 1er Mars 1922.

La fortune de la France

L'ÉTAT LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

[Retour à la table des matières](#)

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Le crépuscule de la liberté*Le Capital, 21 mars 1934.*[Retour à la table des matières](#)

Il y aura vingt ans d'ici quatre mois que la guerre a éclaté et, depuis ce temps-là, les sociétés humaines ont subi des changements si profonds qu'on se croirait, au printemps de 1934, séparé du printemps de 1914 par plus d'un siècle. Et si l'on essaie de définir cette différence, on sera sans doute d'accord pour reconnaître qu'elle consiste essentiellement dans la disparition de la liberté individuelle.

Les hommes ont-ils perdu le goût d'être libres ou bien n'en ont-ils pas plutôt perdu le moyen ? La liberté ne serait-elle pas un luxe comme un autre, et peut-être le premier des luxes ? Un jeune homme d'aujourd'hui aura peine à comprendre l'état social que décrivait Maurice Barrès lorsque, parlant de l'un des héros des *Déracinés*, il disait que celui-là possédait les trois mille francs de rente qui, au dix-neuvième siècle, assuraient l'indépendance...

L'indépendance, qui donc sait encore ce que c'est ? Un simple vestige du passé !

L'idée de liberté est une idée bourgeoise qui reposait sur la richesse publique et sur la stabilité de cette richesse. Sans être un adepte de la

conception matérialiste de l'histoire, on s'aperçoit aisément que des conditions économiques nouvelles déterminent un état social, moral et politique nouveau. Mais les conditions économiques elles-mêmes ont changé par l'effet de grands événements. Il en avait fallu, par exemple, pour amener le régime féodal. C'était le temps où, dans l'inquiétude de tous les jours, la liberté n'avait plus aucune valeur pour la masse des hommes qui se « recommandaient » à des individus plus énergiques et plus puissants chargés de les protéger, l'État n'étant plus assez fort pour garantir seulement la sécurité de l'existence.

Aujourd'hui, c'est à l'État que chacun se recommande. Il est inutile d'insister sur ce point. L'industrie, le commerce, l'agriculture rivalisent pour réclamer sa protection. L'épargne, elle-même, cette imprudente, se place sous sa garde, et l'épargne ne se distingue pas du capital qui se rend ainsi prisonnier.

Il résulte de là que l'État en arrive à tout réglementer et à tout diriger à la demande des intéressés eux-mêmes. Les citoyens d'autrefois ne souffraient plus d'être des sujets. Ceux d'aujourd'hui sont devenus des « assujettis ». Peu importe que cela s'appelle socialisme, étatisme, corporatisme ou économie dirigée. Peu importe que l'exemple vienne de Russie, d'Allemagne, d'Italie ou d'Amérique. C'est ce que nos pères appelaient du caporalisme. Volontairement ou bien écrasés par les circonstances, l'individu a abdiqué en échange d'une protection. Il se livre aux protecteurs, et, souvent, quels protecteurs !

À cette disparition de la liberté individuelle, comment veut-on que ne corresponde pas le crépuscule de la liberté politique ? Encore une chose que le dix-neuvième siècle savait bien. C'était alors un lieu commun de dire que le socialisme engendre le césarisme. Pour être banal, il n'en était pas moins vrai. Et il n'y a pas lieu de s'étonner si le développement monstrueux de l'étatisme favorise aujourd'hui l'éclosion des idées de dictature là même où on les attend le moins.

Il semble que partout les peuples se ruent dans la servitude. Ils ont bafoué l'autorité et ils tombent dans la tyrannie. On a été frappé par les excès du libéralisme et l'on passe au régime de la termitière.

La question est de savoir si le peuple français s'en défendra mieux qu'un autre. En tout cas, il est probable qu'il en reviendra plus tôt qu'un autre. Il y a des courants qui s'établissent à travers le monde, des mots mêmes qui deviennent contagieux parce que les conditions de la vie tendent à se ressembler presque partout. *Le mouvement inverse viendra. On trouvera alors que l'individualisme français, qui a toujours existé, avait du bon.* Et ce sont peut-être ceux qui n'ont pas été libéraux, quand c'était la mode, qui relèveront la cause de la liberté individuelle. Renan n'a-t-il pas dit que tout passé frappé d'une sentence excessive devenait le principe d'une renaissance ?

Le Capital, 21 mars 1934.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Les risques du financier dans la cité

Le Capital, 11 décembre 1929.

L'histoire contemporaine réhabilite les fermiers généraux experts et techniciens des finances à qui la Révolution avait coupé le cou.

[Retour à la table des matières](#)

À quelqu'un qui disait un jour devant lui : « Que serions-nous sans la Révolution française ? » le grand physiologiste René Quinton, trop tôt enlevé à la science, répondait :

« — Moi ? fermier général. »

René Quinton pensait à l'illustre Lavoisier, un des pères de la chimie moderne, à qui sa qualité de savant n'épargna pas d'être compris dans le procès des fermiers généraux sous la Révolution et qui, avec vingt-sept de ses collègues, porta sa tête à la guillotine.

Rien n'égale l'impopularité dont les fermiers généraux furent l'objet et les victimes, si ce n'est l'ignorance où étaient, non seulement la foule, mais les publicistes, les pamphlétaires, les conducteurs de l'opinion publique, les philosophes eux-mêmes, de l'activité de cette organisation. Les fermiers généraux furent condamnés en 1793 comme aristocrates, conspirateurs, concussionnaires, accapareurs, exploiters

du peuple. Il y avait même, parmi leurs crimes, celui d'avoir vendu du tabac trop humide. Celui que nous vend notre régie est plutôt trop sec et ne forme souvent qu'une horrible poussière. Souhaitons à ses agents de n'avoir jamais de comptes à rendre à un tribunal populaire et révolutionnaire de fumeurs.

*
* *

Mais la postérité n'a pas été beaucoup plus juste pour la ferme générale, considérée comme une des tares et des monstruosité, comme un des pires abus de l'ancien régime. C'est de nos jours seulement que sa réhabilitation a commencé.

On s'est aperçu en regardant de plus près les choses, que la ferme générale ne méritait pas tous les reproches qui lui étaient adressés, qu'elle était toujours allée en se développant et en s'épurant, et que sa compagnie était composée d'hommes honnêtes, consciencieux, souvent, comme Lavoisier, d'une grande élévation d'esprit. Née, on peut dire fortuitement, de l'embarras où la monarchie, très mal pourvue de fonctionnaires, s'était trouvée pour percevoir les impôts, la ferme générale s'était peu à peu régularisée et perfectionnée. Elle était devenue au dix-huitième siècle une corporation financière dont les membres possédaient une grande expérience, puisque ce sont eux qui ont jeté sur beaucoup de points les bases de l'organisation des finances publiques dans la France moderne.

Il est fort curieux de remarquer que Frédéric II, ce souverain éclairé, ami du progrès, dont on raffolait en France, à cette époque, s'adressa à nos fermiers généraux, leur demanda des techniciens et des experts lorsqu'il entreprit de rénover la fiscalité de la Prusse et de doter son royaume d'une administration digne d'un siècle de lumières. Ce n'est pas tout. Napoléon Ier, véritable fondateur de l'État moderne et dont les institutions subsistent encore pour la plupart, suivit l'exemple de Frédéric II. Lorsque le Premier Consul réorganisa les finances françaises qui allaient beaucoup plus mal en 1799 qu'en 1789 et qui étaient ruinées par les assignats, par la suppression démagogique des impôts indirects, par les emprunts forcés, il ne put mieux faire, lui aussi, que d'embaucher ce qui restait de l'ancienne administration des

finances. Il prit ainsi Gaudin, plus tard duc de Gaëte, qui avait été, sous Louis XVI, chef de division aux impositions, et Mollien, dont il fit son ministre du Trésor, et qui avait été premier commis aux finances.

*

* *

Au fond, le discrédit et la haine qui ont si longtemps poursuivi les fermiers généraux tenaient encore moins à ce qu'ils étaient les collecteurs de l'impôt, qu'à la suspicion qui, à toutes les époques, s'attache aux financiers dont on exagère surtout la fortune et dont les opérations sont mal connues du vulgaire ou mal comprises. On les déteste peut-être moins à cause de leurs richesses que comme des espèces de sorciers de l'argent, détenteurs de secrets cabalistiques pour s'engraisser aux dépens du pauvre monde.

Il faut lire précisément, dans les Mémoires de Mollien, ce que fut, sous la Terreur, le procès des fermiers généraux. C'est un récit très vivant, une scène à laquelle on croit assister.

Mollien, dénoncé à son tour par un de ses anciens commis, qu'il avait fait arrêter pour malversations et qui était devenu un révolutionnaire fort zélé, alla rejoindre dans leur prison les trente-deux fermiers généraux dont le jugement était imminent. C'étaient des messieurs fort bien élevés, sérieux à tous les égards, pères de famille, de bonnes moeurs. Ils préparaient leur défense avec le plus grand sang-froid et le plus grand soin. Mollien les trouva occupés à former des dossiers, à aligner des preuves et des chiffres. Le principal des griefs allégués contre eux lors de leur arrestation était d'avoir soustrait deux ou trois cents millions à l'État. Ils démontraient qu'à eux tous et en réunissant leurs fortunes respectives, tant en meubles qu'en immeubles, ils n'auraient pu réaliser que vingt-deux millions. Aussi attendaient-ils leur jugement avec sérénité.

Leurs illusions s'envolèrent lorsqu'ils connurent l'acte d'accusation. Ils y lurent qu'ils avaient soudoyé l'armée de Condé et fait passer de l'or en Angleterre pour combattre la Révolution. C'était la mort sans phrase, et le tribunal révolutionnaire ne manqua pas de la prononcer.

Vingt-huit de ces experts et techniciens, Lavoisier, impassible et résigné, à leur tête, furent envoyés à l'échafaud (Les quatre autres simples adjoints, furent mis hors de cause). Mollien, réservé pour une autre fournée en raison de sa jeunesse et de la modestie de ses fonctions, fut délivré par le 9 Thermidor, heureusement pour le Trésor public qui retrouva ses services quelques années plus tard.

*

* *

Cet épisode d'un temps démagogique par excellence est un signe de réflexion. Il y a des cas où la finance fait courir encore d'autres risques que ceux qui lui sont particuliers et la place du « financier dans la cité » n'est pas toujours entourée de considération, pas plus qu'elle n'est toujours dorée. C'est un souvenir que l'on peut avoir quand on passe, à la Madeleine, devant la statue réparatrice de Lavoisier, fermier général.

Le Capital, 11 décembre 1929.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

L'expérience du Duc de Gaëte

L'Action française, 17 janvier 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Le souvenir des assignats, longtemps enseveli, s'est ranimé depuis que nous sommes revenus au régime du papier-monnaie. L'exemple de la Révolution désorganisatrice de toutes finances revit dans notre marasme financier. Cependant tout le monde sait que la France en était sortie et qu'elle en était sortie après le 18 brumaire.

Ces notions, pour être justes, sont générales et vagues. Comment, surtout, la restauration de nos finances s'était-elle faite pendant le Consulat ? Par miracle ? D'un coup de baguette magique ? La présence de l'homme providentiel, du sauveur, avait-elle suffi ? Aucunement.

L'histoire de l'assainissement sous le Consulat a été écrite, en technicien d'ailleurs, par celui qui l'avait faite. Il s'appelait Gaudin. Il sortait de l'administration royale qu'on a stupidement décriée, car c'est d'elle que sont sortis tous les réorganiseurs de l'époque napoléonienne, comme c'est grâce à elle que la Révolution n'a pas sombré dans une totale anarchie. Gaudin resta à son poste pendant une partie

de la Révolution et il y était encore à la chute de Robespierre. S'étant retiré ensuite, et n'ayant plus voulu de responsabilités dans le désordre qui continuait sous le Directoire, on revint le chercher après le 18 brumaire. Il se mit à l'oeuvre, resta en fonctions tout le temps de l'Empire et Napoléon en fit un duc de Gaëte. Louis XVIII eut grand soin de le conserver et de l'employer. Gaudin, c'est la compétence dont tous les régimes ont besoin. Il fut l'homme dont on ne peut se passer.

Gaudin a laissé des *Mémoires* devenus introuvables. Un éditeur parisien dévoué à la chose publique a eu l'heureuse idée de donner une édition de ces *Mémoires* photographiée sur l'édition de 1826. C'est d'une lecture très instructive. Tout y est, même la justification de ces détails sur lesquels un ministre des Finances tient toujours à faire la lumière et jusqu'à ce vocabulaire qui rend si rébarbatif l'aspect des documents officiels. Rien de cela n'a changé.

Que l'on ne s'attende donc pas à trouver dans les souvenirs de Gaudin un tableau historique, une grande abondance de vues générales, un exposé philosophique des moyens par lesquels un État rétablit ses finances. Le duc de Gaëte écrit en style d'administration, sans éclat. Il a plus de précision que d'imagination. Il procède par traits et par touches. Mais c'est en quoi il est intéressant et instruit encore.

*

* *

Avant le 18 brumaire, Sieyès avait déjà demandé à Gaudin de prendre le ministère des Finances. « Cela est impossible, » répondit Gaudin. « Et pourquoi ? - Parce que, là où il n'y a ni finances ni moyen d'en faire, un ministre est inutile. » Sieyès objecta qu'il devrait alors faire appel à un incapable, Robert Lindet. « Quelle importance cela a-t-il ? observa Gaudin. Usez encore celui-là. Peut-être arrivera-t-il, dans l'intervalle, quelque événement qui pourra permettre de se dévouer avec quelque espérance de succès. Car les choses ne peuvent pas durer comme elles sont. »

Première leçon donnée par le réorganisateur. Tout était faux dans les principes de la démocratie révolutionnaire. On ne pouvait pas rétablir les finances dans le milieu politique et sous le règne des idées qui

les avaient ruinées. Il y avait à reprendre les choses par le chemin opposé à celui qu'on suivait depuis dix ans.

Mais le 18 brumaire n'avait pas fait disparaître d'un seul coup les préjugés qui régnaient. Il y eut alors aussi des gens pour croire qu'il existait une recette simple, facile, une formule unique de salut financier. Ces gens disaient : « Le péril de l'anarchie est conjuré. Le public se rassure. La confiance revient. Profitez-en. Empruntez. Faites comme l'Angleterre qui vit de crédit et qui supporte aisément une énorme dette. »

Gaudin ne méprisait pas le crédit. Encore moins la confiance, sans laquelle rien n'est possible. Il ne voulait pas qu'on fît du crédit un « être fantastique », une « espèce de magicien », grâce auquel tout irait bien d'un seul coup comme dans une « féerie ». L'invocation de l'exemple anglais l'impatientait toujours. En Angleterre, pays purement commercial, l'emprunt peut vivifier, répliquait-il. Il permet à la production de s'accroître. C'est un phénomène de la circulation du sang. En France, le produit de l'emprunt est consommé, c'est du capital détruit. L'emprunt est ruineux pour l'État. Nous ne referons pas nos finances par le recours à l'emprunt illimité. L'emprunt doit être « modéré », comme le reste.

Et Gaudin trouva aussi le préjugé tenace, enraciné dans les démocraties, de l'impôt direct. Le contribuable était écrasé, découragé par toutes sortes de taxes, jusqu'à un emprunt forcé et progressif qui n'était pas autre chose qu'une taxe sur le capital. L'arriéré était énorme et en grande partie irrécouvrable, tant l'impôt avait fini par excéder les ressources et les facultés des contribuables. Gaudin enleva cette poire d'angoisse. Il supprima l'emprunt forcé. Il apura l'arriéré au mieux, soulageant ainsi le corps social.

Ce ne fut pas sans des clameurs qui s'élevèrent des partis démocratiques, de ces anciens révolutionnaires qui s'étaient établis dans le 18 brumaire pour continuer la Révolution. Les résistances furent bien pires lorsque Gaudin prétendit suppléer par l'impôt indirect aux ressources qu'on ne demanderait plus à l'excès de l'impôt direct. L'opposition fut si rude qu'il offrit même sa démission au Premier Consul,

son premier projet de taxe sur la consommation ayant été « ajourné indéfiniment ».

Comme cela ressemble à ce qui se passe aujourd'hui ! Les « droits réunis » ne furent possibles qu'en 1804, lorsque l'autorité de Bonaparte fut tout à fait affermie et presque en même temps que l'Empire. Gaudin écrit :

« Les idées furent jugées mûres, alors, sur la convenance de revenir au genre de contribution dont on peut obtenir un plus grand produit sans fatiguer ceux qui le supportent, parce qu'ils ne l'acquittent qu'au moment où ils en ont la volonté et les moyens, et parce que les droits perçus au profit du fisc, se confondant avec le prix de la denrée, le contribuable, en payant sa dette, n'a pensé qu'à satisfaire à un besoin, ou à se procurer une jouissance. »

C'est la théorie classique qu'a reprise M. Doumer non sans rencontrer des difficultés encore plus grandes que Gaudin. La plus commune des illusions est de croire que la sagesse s'impose toute seule et que la raison triomphe par sa propre vertu.

*

* *

Gaudin avait fait aussi la consolidation et la stabilisation. Il avait fait tout ce qu'on doit faire dans les mêmes cas. Il était revenu au franc-or, ce qui s'appelait en son temps paiement en numéraire. Ce ne fut pas sans peine. Il nous a laissé un aperçu des obstacles à surmonter, dans un état économique et social qui était relativement simple auprès de ce qu'il est aujourd'hui. Cela non plus ne se fait pas par un coup de baguette magique.

Le plus beau, ce fut le jour où Gaudin annonça que le coupon de rente du « tiers consolidé », serait payé en bonnes espèces. D'abord on l'avait mis au défi d'y réussir. Il y parvint cependant. Mais ce furent les rentiers qui s'inquiétèrent. Ils ne pouvaient pas croire que ce fût vrai ni surtout que cela pût durer. Ils craignaient que ce fût une feinte, qu'on les payât une fois en or pour ne plus jamais les payer ensuite. Et

ils envoyèrent une délégation au ministre des Finances qui eut toutes les peines du monde à les rassurer.

Et puis, avec tout cela, la restauration de nos finances était encore fragile. A chaque instant, un souffle, un rien, menaçait de tout renverser. Gaudin note que la Trésorerie était aux abois, le 18 brumaire, c'est-à-dire en novembre 1799. Mais il ne savait pas comment faire face à ses échéances au mois de juin 1800 : la victoire de Marengo le tira d'affaire. Quatre ans plus tard, même embarras. Si Austerlitz n'eût pas été une victoire, c'était la « catastrophe ». Il fallut deux circonstances heureuses, extraordinairement heureuses, pour franchir encore ces mauvais pas. Aux yeux de Gaudin la véritable restauration financière n'était venue qu'avec la Restauration politique, au retour du gouvernement régulier de la monarchie, où l'ancien fonctionnaire de Louis XVI acheva sa carrière dans l'ordre et la stabilité.

Le duc de Gaëte concluait de tout ce qu'il avait vu qu'il n'y avait pas, dans les grandes crises financières, à incriminer l'administration. L'administration fait ce qu'elle peut. Elle n'est pas le gouvernement. Et il se défendait d'avoir voulu « attirer la déconsidération ou le blâme sur une administration qui, probablement, aurait en vain tenté ce que le gouvernement consulaire, aidé, *dans les premiers temps*, par l'imminence des dangers publics qui disposent généralement à l'obéissance, ensuite par le rétablissement de l'ordre et par le retour à des idées plus saines, a pu exécuter, plus tard, avec succès. »

Il y a des moments et des situations où « le bien est impossible à faire ». C'est la morale que le duc de Gaëte avait dégagée et retenue de tout ce qu'il avait vu et du rétablissement qu'il avait dirigé, de la « restauration » à laquelle il avait présidé.

Nous sommes dans une de ces périodes où il est évident que « le bien est impossible à faire ». Mais multipliez par vingt les difficultés que Gaudin eut à vaincre. Et vous aurez à peu près le coefficient de ce temps-ci.

L'Action française, 17 janvier 1926.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

L'exemple de la restauration

L'Action française, 2 mai 1926.

[Retour à la table des matières](#)

La Restauration, si bien nommée parce que la France fut restaurée par la monarchie, avait aussi relevé nos finances. Cela tout le monde le sait, vaguement, comme on sait ces sortes de choses. Mais pour guérir le mal d'argent, qui était sérieux après l'équipée des Cent-Jours et le désastre de Waterloo, comment la monarchie s'y était-elle prise ?

Pour le savoir, lisez le beau livre, aussi riche de substance qu'affranchi de préjugés et de détails inutiles, que M. Pierre de la Gorce vient de consacrer à Louis XVIII. M. Pierre de la Gorce n'a pas écrit l'histoire financière de ce règne mais son histoire politique. Et c'est ainsi, chemin faisant, qu'il montre la méthode par laquelle la Restauration, sans fabriquer de faux billets de banque, avait ramené la prospérité.

Elle la ramenait de loin. Aux premiers jours de 1816, il n'y avait que 28 millions dans les caisses du Trésor. Pas une minute on n'eut la tentation de masquer ce vide par des émissions légales ou subreptices de papier-monnaie. Le souvenir des assignats démocratiques et révolutionnaires était trop vif, l'exemple trop éclatant. Et le ministre des Finances, gardien vigilant du crédit, s'appelait Louis, comme le louis d'or qui resta la mesure des choses et l'étalon des prix.

Quand on n'a pas assez de bonne monnaie, et qu'on est bien résolu à ne pas recourir à la fausse, quand on veut se contenter de ce peu de bonne monnaie plutôt que d'aller à la ruine par une richesse fictive, que faut-il faire ? Se restreindre. Il n'y a pas d'autre système que les économies. Et, dans une crise financière, l'État doit donner l'exemple de la restriction. Lorsque l'État diminue ses dépenses, toutes celles de la nation diminuent. Lorsqu'elles s'enflent, celles de la nation s'enflent aussi. Tant qu'on n'aura pas compris ce théorème, tous les appels à la sagesse et à la prévoyance des particuliers seront superflus. Dans la mesure où l'assainissement financier est un problème moral, la moralité doit commencer par l'État. Autant dire que c'est un problème politique.

*
* *

Les hommes de ce temps-là, n'étant pas meilleurs que ceux du nôtre, ne surent aucun gré à la Restauration de leur avoir gardé une bonne monnaie et rendu des finances prospères. Ils lui en voulurent plutôt des sacrifices qu'elle leur avait imposés. Une rancune inavouée et qui se cachait sous des prétextes libéraux vint même de là.

Courageuse, la Restauration le fut. C'est ce qui ressort clairement du sobre exposé de M. de la Gorce. La Restauration aurait pu verser dans la démagogie. Rien n'est plus facile. Lorsqu'aux premiers jours qui suivirent la chute de Napoléon, en 1814, le comte d'Artois était rentré en France, il avait été accueilli partout aux cris de : « A bas la conscription ! A bas les droits réunis. » La conscription et les impôts indirects étaient les souvenirs les plus détestés de l'époque révolutionnaire et napoléonienne. Et les impôts indirects, les Bourbons, de loin, les détestaient aussi. En annonçant qu'on les supprimait, on s'attirait une popularité facile. Le comte d'Artois l'annonça. Le gouvernement de Louis XVIII eut la fermeté de revenir sur cette promesse. Combien de gouvernements en feraient autant ?

Mais il fut plus sage et plus méritoire encore de reconnaître que les impôts, quels qu'ils soient, ne peuvent pas suffire si la colonne des dépenses ne s'abaisse pas tandis que celle des recettes s'élève.

Contre qui la Restauration eut-elle à défendre le Trésor public ? D'abord contre ses amis. Tout régime a les siens qui demandent à être payés. Un des malheurs de la Restauration, qui est aussi une de ses gloires, fut d'avoir à résister aux royalistes, à repousser les notes que les émigrés apportaient. Un peu d'attendrissement et tout était perdu. Le baron Louis fut comme un dogue devant la caisse. Il encourut une haine qui, dans le fond de bien des coeurs royalistes, se transformait en amertume pour la monarchie. M. de la Gorce a raison de citer sur le baron Louis ce mot lumineux de Chateaubriand : « Il pousse jusqu'à la stupidité le culte de l'intérêt matériel. » Qui sait si la future opposition du vicomte à la royauté de ses voeux n'a pas daté de là ?

Plus tard seulement, dix ans après Waterloo, quand les excédents apparurent, quand le crédit fut affermi, la Restauration consentit à indemniser les anciens propriétaires spoliés par la Révolution. Ce fut le milliard des émigrés, ce fameux milliard qui ne fut même pas un milliard. Encore, dans la pensée politique du gouvernement royal, s'agissait-il à peine de contenter des partisans. Contents, d'ailleurs, ils le furent peu. L'indemnité n'était certes pas égale à leurs pertes. Mais il fallait surtout rassurer les acquéreurs de biens nationaux, toujours inquiets, en mettant fin, une fois pour toutes, à d'irritantes réclamations.

*

* *

La Restauration n'avait pas seulement ses amis. Elle avait aussi ses fonctionnaires. Sans doute elle en avait moins que la République. Ils servaient pourtant le régime. Et, tels quels, il fallait les payer. La Restauration eut cet autre courage de leur imposer pendant plusieurs années des retenues de traitement. C'est en 1821 seulement que ces retenues furent supprimées.

M. Pierre de la Gorce note de sa plume d'historien : « Pour rétablir le bon ordre, il fallait, dans toutes les administrations financières, des agents assez intègres pour planer au-dessus de tout soupçon, assez désintéressés pour ne pas ajouter à la détresse du trésor leurs propres exigences. » Il note aussi que le corps des fonctionnaires, recruté, presque héréditairement, dans la haute et la moyenne bourgeoisie, avait des traditions, des lumières, un « haut sentiment du devoir pro-

fessionnel, le dévouement aux institutions monarchiques ». C'est ce qui l'aida à comprendre l'utilité du sacrifice et à le supporter.

Équitablement, l'historien de Louis XVIII partage entre la monarchie et l'administration l'honneur de cette jalouse épargne des deniers publics. Gardons-nous de croire pourtant qu'elle n'ait valu à la Restauration que bénédictions et reconnaissance. Le baron Louis fut détesté. Son successeur Corvetto aussi. Les privations n'engendrent pas l'enthousiasme. Et l'intérêt particulier ne se subordonne pas de bon coeur à l'intérêt général.

Villèle en fit la dure expérience. Si, comme nous l'espérons, M. de la Gorce écrit l'histoire du règne de Charles X après celle du règne de Louis XVIII, il racontera l'histoire de la conversion des rentes. Nulle opération n'était plus légitime, puisque le 5 pour 100 avait dépassé le pair. Néanmoins, Villèle fut traité de détrousseur et de banqueroutier. Chateaubriand, le noble vicomte, faisant chorus avec la bourgeoisie libérale et rentière, le couvrait d'invectives. Encore un épisode de notre histoire financière qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre combien l'assainissement est difficile.

Il demande, de la part du gouvernement, un véritable héroïsme. Il demande aussi de l'indépendance. Il n'y a pas de guérison possible, il n'y a pas de salut sans économies, et les économies sont impopulaires. Dans toute la mesure où elle était indépendante de l'élection, la Restauration a été économe. Dans toute la mesure où elle dépendait de l'opinion publique, elle a suscité un mécontentement et des rancunes que ne désarmait pas le retour de la prospérité. « Grande et importante leçon », eussent dit nos pères. Elle explique la lâche paresse avec laquelle nos gouvernements démocratiques se sont laissé aller, comme la Révolution elle-même, sur la pente facile des assignats et de l'inflation.

L'Action française, 2 mai 1926.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Un mot rothschildien*L'Action française, 3 avril 1915.*[Retour à la table des matières](#)

Ce lord Rothschild qui vient de mourir à Londres et qui avait été un grand ami du roi Édouard VII, était un homme qui parlait d'or, dans le sens le meilleur de cette expression figurée.

On a toujours dit que la branche de la dynastie rothschildienne qui s'est attribué l'Empire britannique s'était fait remarquer par sa bonne tenue, son loyalisme, son dévouement aux intérêts anglais. Il n'est pas probable qu'Édouard VII, qui avait peu de préjugés, mais qui n'aimait pas être dupe, se fût attaché à l'héritier de Nathan sans l'avoir mis préalablement à l'épreuve. Et si les Rothschild, que Gentz, il y a cent ans, définissait déjà une *species plantarum* particulière, se sont acclimatés en Angleterre mieux qu'ailleurs, ce résultat ne peut provenir que du caractère très prononcé, à la fois aristocratique et insulaire, des moeurs anglaises. Jusqu'à ces dernières années, la société anglaise s'était très bien défendue contre l'invasion étrangère. Forte dans sa constitution, irréductible dans son originalité, elle était propre à absorber les éléments venus du dehors. Elle a faibli à mesure que le régime parlementaire l'a emportée vers un état de choses plus démocratique. L'Angleterre, en ces derniers temps, a vu foisonner des vibrions aussi malfaisants que les nôtres dans les mondes, toujours communi-

cants, de la politique et de la finance. Si elle avait pu autrefois mettre sa marque sur ses Rothschild, elle n'a pas réussi de nos jours à savonner un « sir » Ernest Cassel, débarqué d'Allemagne, lui aussi, mais de plus fraîche date et resté à cheval sur les deux pays, malgré son titre de baronnet.

Lord Rothschild a obtenu dans les journaux les plus conservateurs du Royaume-Uni les nécrologies les plus flatteuses. C'était, à coup sûr, un homme intelligent ; les paroles qu'on rapporte de lui sont d'un observateur bien placé.

D'abord, il ne se faisait aucune illusion sur l'Allemagne et il disait que, si elle n'avait pas fait la guerre en 1911, c'est-à-dire après Agadir, c'était seulement parce qu'elle ne se trouvait pas assez prête. Mais il disait autre chose encore qui a bien plus d'importance venant d'un manieur d'argent. Il ne manquait pas naguère, en Angleterre comme chez nous, de personnes qui prétendaient que les guerres entre les grands États étaient devenues impossibles en raison de ce qu'on appelait la solidarité des places financières. Quand on disait devant lui que la Bourse des valeurs était la grande puissance internationale du monde moderne qui opposerait son veto aux entreprises guerrières, lord Rothschild haussait les épaules. Cette idée lui apparaissait comme dérisoire. Et il se contentait de répondre : « On n'écoute pas les financiers. »

Nous ne connaissons que depuis sa mort les propos de lord Rothschild à ses familiers, mais nous avons dit comme lui et imprimé cent fois avant le mois d'août 1914 qu'il était insensé d'attendre de l'Argent, quel que fût son empire sur le monde moderne, qu'il imposât sa volonté aux gouvernements et aux peuples.

Ah ! oui, elle a pesé lourd, la Bourse, dans les événements de ces dernières années ! Il y avait des gens pour affirmer, avant les deux guerres d'Orient, que les États balkaniques n'oseraient pas bouger parce qu'ils étaient les débiteurs des grands établissements de crédit qui sauraient bien les empêcher de mettre le feu à l'Europe. Vous pensez si les Serbes, les Bulgares et les autres ont songé à la peine qu'ils allaient faire à nos banquiers et à nos rentiers en marchant à la réalisation de leur unité nationale. Et en 1914 donc !... Le marché de Paris a

commencé par servir de théâtre pour les opérations d'avant guerre des spéculateurs austro-allemands, des Rosenberg et consorts, et je vous prie de croire que, pas plus les Allemands que les Français, les Belges, les Russes ou les Anglais ne se sont laissé détourner de prendre les armes par la considération que la cote des valeurs allait subir une chute désastreuse et les portefeuilles une cruelle dépréciation.

De cette erreur participait aussi une autre illusion contre laquelle nous avons constamment, depuis plusieurs années, mis en garde nos lecteurs. Les uns disaient que l'Allemagne n'était pas assez riche, que ses finances n'étaient pas assez solides pour qu'elle pût soutenir les frais d'une grande guerre. C'est bien ce qui l'a gênée ! D'autres, qui se croyaient mieux informés et beaucoup plus malins, soutenaient qu'en tout cas les hostilités ne sauraient être de longue durée tant la guerre moderne était coûteuse. Des statistiques à la main, ils calculaient qu'au bout de quelques semaines la consommation des milliards serait telle que les belligérants, effrayés et épuisés, se hâteraient de conclure la paix... Voilà huit mois entiers que la guerre dure et elle n'est pas encore près de finir. On se procure de l'argent par tous les moyens, dont le plus simple est d'imprimer des billets de banque. Et puis on a fermé la Bourse, confisqué les reports ou limité les transactions, selon les lieux. Mais, selon le mot de lord Rothschild, personne n'a écouté les financiers, qui d'ailleurs ne disent plus rien.

À la vérité, il en est de la vie des peuples comme de la vie des particuliers : il y a des moments, des circonstances, où la question d'argent ne compte absolument plus. Tous les combattants sont d'accord pour dire que, sur le front, l'argent n'a plus de valeur ni même de signification. C'est l'image de ce qui se passe en ce moment pour les peuples qui sont en guerre. La vie ou la mort des nations sont en jeu. Quelle importance ont, en regard, les sommes les plus fantastiques ? Et qu'est le sacrifice de l'or en face de celui du sang ?

La guerre a marqué la faillite d'un certain nombre de conceptions. Elle a notamment fait voir que la fameuse Internationale des capitalistes était aussi impuissante et aussi artificielle que l'Internationale des prolétaires. La réputation, très surfaite, de la finance se relèvera avec peine de ces événements. Quand on pense, au surplus, qu'il y a certainement des épargnants français qui ont souscrit l'année dernière à

l'emprunt turc, qui s'embarquent en ce moment pour le Bosphore et qui vont retrouver leurs économies sous la forme de shrapnells, on peut se dire que le crépuscule de l'idole dorée a commencé.

L'Action française, 3 avril 1915.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Les économistes prédisent-ils l'avenir ?

Le Capital, 29 décembre 1927.

À défaut de prévisions absolues, la science de l'économie politique permet au moins de rassembler les observations d'où il est possible de tirer des conclusions pratiques.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne dirons pas qu'il est de mode de railler les économistes parce que c'est une habitude déjà ancienne.

Les hommes d'un certain âge n'ont certainement pas oublié, par exemple, les « scies » que le spirituel Alphonse Allais montait il y a bien un quart de siècle, à Paul Leroy-Beaulieu. Et il reste attaché à la mémoire de Paul Leroy-Beaulieu d'avoir dit qu'une guerre européenne ne pourrait pas durer plus de six mois parce qu'au bout de ce temps les ressources des belligérants seraient épuisées.

Je crois, en effet, mais je n'ai pas le texte sous les yeux, que Paul Leroy-Beaulieu a dit cela ou quelque chose d'approchant dans une préface à un gros ouvrage du pacifiste Jean de Bloch. Et il est certain que voilà le type de la prédiction fautive. Encore faudrait-il savoir si elle n'a pas été faite dans le louable dessein de détourner les gouver-

nements de se jeter les uns contre les autres. Il faudrait savoir encore si Paul Leroy-Beaulieu ne voulait pas dire que les plus riches des puissances européennes, au bout de six mois, seraient obligées, pour pouvoir continuer la lutte, de s'endetter au delà de leurs moyens et de recourir au facile expédient du papier-monnaie, c'est-à-dire de se créer des ressources fictives, leurs ressources réelles étant épuisées.

*

* *

Telle était, sans doute, la pensée technique et non plus morale de Paul Leroy-Beaulieu, car on trouve, dans son *Traité de la science des finances*, la description exacte des phénomènes financiers qui se produisent pendant et après les grandes guerres. Il aurait fallu lire de près en 1914, tout son chapitre du cours forcé pour deviner ce qui allait se passer en Europe et jeter un coup d'oeil profond sur l'avenir. Il écrivait ainsi :

« Quand un État, dans un moment de danger, fait de nombreux emprunts à une banque, c'est pour avoir des ressources immédiatement disponibles... Voilà pourquoi chez les peuples modernes, dès qu'une grande guerre éclate, il est bien probable qu'on recourra à de grands emprunts faits aux banques nationales, et que l'on sera conduit à établir le cours forcé des billets. »

Parlant de la guerre russo-turque, l'auteur du *Traité de la science des finances* disait encore que, de 1816 à 1878, la Russie avait retiré moitié autant des émissions de papier-monnaie que des emprunts. Et il ajoutait :

« Cette guerre a prouvé - ce que devinaient les esprits perspicaces et réfléchis - qu'un peuple peut longtemps soutenir une grande lutte malgré que ses finances soient en désarroi. Il importe seulement que cette guerre soit populaire et que le peuple ait l'esprit de sacrifice... En outre, une population qui est depuis longtemps habituée au papier-monnaie... supporte beaucoup plus aisément qu'une autre un accroissement des émissions de papier. Or, tel était le cas de la Russie ; le peuple ne voyait rien de changé dans sa manière de vivre, de payer ou d'acheter, si ce n'est qu'il y avait un peu plus de moyens d'échange, ce

qui ne lui déplaisait pas. La baisse du rouble se faisait beaucoup moins sentir à l'intérieur du pays qu'à l'étranger ; les commerçants et les banquiers s'en apercevaient, mais le menu peuple n'y prenait pas garde. Les denrées ordinaires étaient fort loin, du moins pendant les premiers temps, de subir un renchérissement qui fût proportionnel à la baisse du rouble... »

Nous avons coupé une phrase où il est dit que les Russes d'alors, n'ayant presque jamais vu d'espèces métalliques, n'avaient pas eu de peine à s'accoutumer à l'abondance du papier-monnaie. Mais la confiance inébranlable, et appuyée sur près de quatre générations, qu'avaient les Français dans les billets de la banque de France, n'a-t-elle pas rempli exactement le même rôle psychologique ?

*

* *

Chez les économistes classiques, très fortement pénétrés d'idéalisme moral, c'était d'ailleurs un pont aux ânes que l'emprunt (et l'inflation n'est qu'une forme hypocrite de l'emprunt) est particulièrement immoral parce qu'il rend possible cette autre chose immonde qui est la guerre. Adam Smith a écrit sur ce thème une page célèbre de la richesse des nations, reprise et développée par Gladstone à la Chambre des communes, en ces termes : « Les frais de la guerre sont le frein moral que le Tout-Puissant impose à l'ambition et à la soif de conquêtes inhérentes à tant de nations. »

Paul Leroy-Beaulieu traduisait ce mysticisme pratique lorsqu'il montrait les conséquences fatales du cours forcé. Et là, cet économiste cesse tout à fait d'être ridicule, on aurait gagné à l'écouter, car il dit exactement ce que nous avons vu de nos yeux et ce que nous voyons encore. La formule est frappante ; « On sait bien quand on entre dans le cours forcé, mais on ne sait jamais quand on en sort ; l'expérience prouve qu'il est bien rare qu'un peuple qui a eu recours à cette mesure en temps de crise puisse revenir à la circulation métallique avant sept ou huit ans, quelquefois même quinze ou vingt ans. »

*

* *

L'expérience : voilà le grand mot et le vrai maître. En vertu de l'expérience et de l'observation, Paul Leroy-Beaulieu énonçait une remarque essentielle qui aurait permis à beaucoup de personnes de ne pas perdre d'argent, et même d'en gagner, si elle avait été connue, méditée et mise en pratique en temps utile :

« La plupart des hommes se trompent sur le moment où les embarras financiers deviennent presque intolérables et sont pour un pays une grande cause de faiblesse. Ce moment n'est jamais le début d'une guerre ; il ne se rencontre même pas, d'ordinaire, pendant la durée de la lutte ; c'est après la paix, lors de la liquidation des dépenses de guerre et du retour à la vie régulière et civile, c'est alors seulement que l'on s'aperçoit qu'on est sans ressources et qu'on se trouve réduit aux expédients... C'est alors que les maux de la guerre se font sentir et deviennent cuisants ; c'est alors aussi que le trouble économique se montre dans toute sa gravité et toutes ses probabilités de durée. »

Très beau texte qui s'applique avec une justesse extraordinaire à notre époque.

Il prouve combien il est futile de prétendre que les économistes ne prévoient rien et se trompent toujours. Les économistes ne prédisent pas l'avenir comme les pythonisses. Mais on peut tirer de leurs observations des déductions exactes, nous dirons même profitables et monnayables.

Encore faut-il savoir les lire !

Le Capital, 29 décembre 1927.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Le livre de Keynes*L'Action française, 17 juin 1925.*[Retour à la table des matières](#)

Il y a, dans le livre de M. Keynes, un chapitre intitulé « l'Europe après le traité » qui commence ainsi : « Ce chapitre sera fait de pessimisme. » M. Keynes ne s'occupe que des conséquences économiques de la paix. Il néglige les conséquences politiques, ou plutôt il ne les voit que dans leur rapport avec les questions de ravitaillement, de production, de finances. C'est l'erreur de sa thèse, renouvelée de celle de Norman Angell, et qui est aussi fautive et aussi pernicieuse pour l'après-guerre que la *Grande illusion* l'était pour l'avant-guerre.

Quand on lit bien le livre désormais célèbre de Keynes, dont une traduction française vient de paraître, on s'aperçoit que son pessimisme est unilatéral. Il voit noir pour les pays vaincus. Il est optimiste pour les vainqueurs. Ses évaluations des pertes que la France a subies sont très basses. Il estime que nous nous relèverons de nos ruines à beaucoup moins de frais qu'on ne calcule en général. C'est le sort des Empires centraux, celui de l'Allemagne surtout, qui lui donne du souci. Pour ménager l'Allemagne, qui n'a pas été envahie, il faut établir que l'invasion n'a pas causé tant de mal à la France, à la Belgique, à l'Italie et que ces pays n'ont pas besoin de réparations si considérables.

En sorte que, si l'on pressait un peu les conclusions de Keynes, on arriverait à lui faire dire le contraire de Norman Angell. Il sert donc à quelque chose d'être vainqueur ?

Keynes parle, dans son épilogue, de ces « courants inconnus qui coulent sans cesse sous la surface de l'histoire politique et dont nul ne peut prévoir les résultats ». Pour lui (sa pensée est claire et elle se dégage de tout son livre) ces courants sont déterminés par des forces uniquement économiques. C'est un autre aspect, un aspect conservateur, de la conception matérialiste de l'histoire. Keynes a eu un précurseur qui se tait aujourd'hui, mais qui a parlé pendant la guerre. C'était lord Lansdowne, et lord Lansdowne était pessimiste avant le traité de Versailles. Il annonçait la ruine de l'Europe si les Alliés voulaient aller « jusqu'au bout », jusqu'à la victoire. Et c'était aussi l'idée favorite, mais plus secrète, de M. Giolitti.

On aurait dû en conclure que mieux valait donner à l'Allemagne partie gagnée ou à demi gagnée plutôt que de désorganiser la machine industrielle, commerciale et financière du monde. Des intérêts infiniment supérieurs étaient en jeu et lord Lansdowne parlait dans le désert. Plus habile, M. Giolitti ne disait rien. Il se retranchait sur une position personnelle et forte. Il comptait pour l'Italie, qu'il connaît bien, sur une déception quelconque, et il se réservait de rentrer un jour au pouvoir à la faveur de cette déception. C'est ce qui est arrivé en effet. Et M. Giolitti ne parle pas du passé. Lord Lansdowne ne dit plus mot. Quel qu'ait été le prix payé pour la victoire, quelles que soient les misères de l'heure présente, personne n'oserait dire : « Il eût été préférable d'abaisser les armes avant la fin et de conclure une paix blanche avec les Allemands. Il eût même été bien meilleur de se soumettre dès le mois de juillet 1914. Ainsi la merveilleuse horlogerie des importations et des exportations n'eût pas été dérangée. »

L'Europe peut souffrir encore longtemps de disette, elle peut être ravagée par les épidémies, menacée par la banqueroute : les États et les nations n'en continueront pas moins de vivre selon leurs lois. Le jeu des nécessités économiques n'est pas niable. Mais il se réduit, en dernière analyse, à la conquête du manger. On peut soutenir que le peuple allemand, en 1914, s'est décidé à la guerre parce que le sol qu'il occupait ne suffisait pas à nourrir 68 millions d'hommes et que cet

instinct l'a poussé à courir ou à accepter la grande aventure. Mais si l'Empire allemand n'avait pas eu tels et tels antécédents historiques, telle et telle structure, si l'équilibre des forces en Europe eût été différent, les alliances autrement agencées, etc.... le prix de la viande à Berlin n'eût pas été un motif suffisant pour déterminer la guerre.

S'il y a lieu d'être pessimiste pour l'Europe « après le traité », c'est à un autre point de vue que celui de Keynes. Le chaos économique est profond. Mais le chaos politique l'est plus encore. L'indescriptible misère de la Russie bolcheviste empêche-t-elle l'armée rouge de se battre ? Le déficit, le discrédit du papier-monnaie empêchent-ils la Pologne de chercher à dessiner ses frontières ? Un État russe, un État polonais, une Bohême, une Lituanie, une Lettonie, Dieu sait quoi encore : il y a deux siècles, le « secret du roi » était né de ces contradictions. Nous attendons à l'oeuvre le secret des démocraties qui ont relevé la tour de Babel.

Encore, auprès de cette mêlée des nationalités, des religions et des races, n'y avait-il pas, au dix-huitième siècle, une grande Allemagne, seule concentrée, seule homogène, et dont le poids, suspendu sur le vide de l'Europe orientale, risque de faire basculer un jour le continent tout entier. Les considérations des économistes ne changeront rien aux effets de ce déséquilibre et la légèreté de Keynes est de n'en pas tenir compte. Les historiens, qu'ils s'appellent Thiers ou Albert Sorel, peuvent relater tous les événements politiques et militaires de l'Europe sous la Révolution et sous l'Empire sans que les assignats en France et les « billets de retrait » en Autriche occupent dans leur récit d'autre place que celle d'un épisode qui n'a rien changé au cours des choses. Le livre de Keynes est nuisible par les erreurs qu'il répand et par la cause qu'il sert contre celle de la France. Mais la futilité de sa thèse est dans cet exemple-là.

L'Action française, 17 juin 1925.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Système américain*L'Action française, 25 mai 1930.*[Retour à la table des matières](#)

La civilisation américaine est déjà maîtresse du monde. « Allons-nous être conquis, nous autres, gens des terres moyennes ?... Il y a sur notre continent, en France comme partout, de larges places que l'esprit de la vieille Europe a dès maintenant désertées. Le génie américain colonise, petit à petit, telle province, telle cité, telle maison, telle âme. »

Je lis ces lignes dans les impressions, les vues que M. Georges Duhamel a rapportées des États-Unis (*Scènes de la vie future*). A rapprocher du livre de M. André Siegfried, où l'observateur des choses économiques dit, en d'autres termes, les mêmes choses que l'observateur des corps, des âmes, des machines. Quelques mots de M. Georges Duhamel entrent dans la « civilisation américaine », dans le « génie américain » avec dureté : « Toute la philosophie de cette dictature industrielle et commerciale aboutit à ce dessein impie : imposer à l'humanité des besoins, des appétits. »

Il est très rare qu'une pensée aiguë ne rencontre pas, et sur l'heure même, ce qui en vérifie la justesse. Le jour où nous avons lu le livre de M. Duhamel, nos yeux sont tombés sur le résumé de l'allocation annuelle qu'a prononcée, à l'assemblée de ses actionnaires, le président d'une des plus grandes affaires françaises, la Compagnie générale

d'électricité. Ce président, M. Jean Azaria, a dit ceci qui s'accorde parfaitement avec l'idée que M. Georges Duhamel a emportée de son voyage aux États-Unis :

« Il faut développer le marché intérieur. Il faut être moins conservateur dans nos méthodes, rationaliser la production pour améliorer le rendement et augmenter les salaires et le pouvoir d'achat des masses. »

Pour la production rationalisée, j'invite à lire la vision de cauchemar qu'en a eue à Chicago l'auteur des *Scènes de la vie future*. Mais nous y voici. Nous sommes au contraire de ce que professe le socialisme arriéré. Un patronat, plus conscient que ne l'est le prolétariat, ne désire pas du tout maintenir le travailleur dans un état de misère. Que le salarié gagne beaucoup pour qu'il consume beaucoup. Puisse-t-il même être capable, après le confort, d'accéder au luxe. Alors les affaires s'accroîtront, les industries se développeront.

C'est ce qu'un économiste, dont j'ai malheureusement oublié le nom, traduisait sous la forme suivante. Supposons qu'un des plus « gros bouchons » de Reims, entré dans une réunion ouvrière, entende un orateur dire : « Il faut que l'ouvrier puisse boire du champagne tous les jours. » Qui applaudirait le premier ? Le « gros bouchon » de Reims. Il est pour la plus grande consommation du champagne, cet homme-là.

Ainsi M. Azaria ne demande qu'une chose. C'est que tout le monde ait l'électricité, en consume beaucoup, s'éclaire *a giorno* et paie non seulement du courant et des lampes mais un grand nombre d'objets divers dont la fabrication aura elle-même exigé de la lumière et de la force, du courant et tous les appareils que produit l'industrie électrique. Plus les salaires sont hauts, plus l'industrie se développe et gagne. C'est une spirale sans fin, la spirale américaine si bien décrite par M. André Siegfried.

Alors rien n'effraie l'industriel hardi. Les assurances sociales ? Nouveau moyen d'augmenter la capacité d'achat des masses. Pour les bénéfiques, pour les dividendes, il ne faut pas s'en inquiéter. Il faut s'en réjouir. Si les assurances sociales, dit M. Jean Azaria, constituent une

charge nouvelle, la rationalisation réparera tout cela : ainsi parlait Napoléon d'une nuit de Paris après une bataille. Mais surtout les assurances sociales apporteront une amélioration sensible des conditions de vie des travailleurs. Plus de bien-être, plus de clients. Qu'est-ce que les actionnaires peuvent désirer de mieux ?

C'était un romantique, un arriéré, nullement un précurseur, le socialiste allemand qui voulait « apprendre à l'ouvrier qu'il est malheureux ». Les capitaines de l'industrie nouvelle apprennent à l'ouvrier qu'il existe toutes sortes de bonnes choses et qu'on le mettra à même de se les procurer.

La vie deviendra plus chère ? Peu importe. Les salaires seront augmentés en proportion et les bénéfices augmenteront dans la même mesure. C'est le système américain. Voilà comment nous nous américanisons.

La conséquence qui apparaît c'est qu'entre le double mouvement ascendant des salaires et des dividendes, quelqu'un sera écrasé : l'homme à revenu fixe qui sera le seul dont le pouvoir d'achat ne se sera pas accru. Ce qui est excellent pour les salariés et les actionnaires condamne à mort les obligataires.

Aux industriels américanisés, nous allons même dire tout haut ce que leur conscience peut-être leur dit tout bas. Dans ce nouveau système, dans cette « vie future », il n'est plus honnête, il n'est plus loyal d'offrir à l'épargne des obligations. On ne sait même plus quels rentiers infirmes d'esprit, quels pauvres arriérés, quels fossiles peuvent encore en garder et en souscrire. Quiconque en place devrait être inculqué d'abus de confiance et d'escroquerie, les émissions devraient même en être interdites comme contraires à la morale publique puisqu'on sait de science certaine que l'argent prêté à intérêts doit passer par le grand laminoir. Plus de rentes d'État non plus. Le dernier mot de l'américanisation serait de coter à la Bourse des actions de la société France, la seule, pourtant qui, bientôt, ne sera pas rationalisée.

L'Action française, 25 mai 1930.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Philosophie des décrets-lois

Le Capital, 23 juillet 1935.

[Retour à la table des matières](#)

Il ne sert de rien à récriminer lorsque nécessité fait loi. Il y avait plus de trois ans que l'alternative se posait et M. Édouard Herriot l'avait traduite en termes rigoureux : « Déflation budgétaire ou inflation monétaire. » Qu'a-t-on attendu pour faire quelque chose ? L'alerte du mois dernier qui a prouvé que le danger d'une chute du franc n'était pas chimérique. Ne nous dissimulons donc pas que les mesures qui viennent d'être prises l'ont été sous le coup de l'événement, quand on y a été forcé et parce qu'on y a été forcé.

Cela, le premier venu peut le comprendre. Et les explications dont le public pouvait avoir encore besoin lui ont été abondamment fournies.

Faut-il ajouter que, pour favoriser l'acceptation des sacrifices, le Gouvernement a procédé avec une part de politique et une part de démagogie ? Le côté démagogique des décrets-lois saute aux yeux. La taxe spéciale sur les bénéfiques des entreprises travaillant pour la défense nationale est dirigée contre les « marchands de canons ». Dans le vieil arsenal de la fiscalité, on est allé reprendre des armes contre

les valeurs au porteur. L'augmentation de l'impôt sur les revenus supérieurs à 80 000 francs rappelle que cet impôt en accordéon, qu'on abaisse un jour et qu'on relève le lendemain, est une mécanique qui sert moins à faire rentrer de l'argent qu'à donner l'impression qu'on ne ménage pas les riches. Tout cela est à l'usage de l'électeur.

*
* *

Plus subtiles sont les dispositions qui tendent à séparer les intérêts, à en prévenir la coalition et qui s'inspirent du précepte : « Diviser pour régner. » Il va sans dire que les organisations ouvrières ne sont pas indignées par un prélèvement sur les rentes. Elles n'ont pas de raison de prendre fait et cause pour les fonctionnaires ou agents des services publics. Ces derniers sont bien soumis à une retenue mais certains de toucher leur traitement, à la différence des travailleurs exposés au chômage mais dont les décrets-lois, d'ailleurs, n'atteignent pas les salaires -tandis que tout le monde a le bénéfice de la réduction des loyers, de l'électricité, du gaz, etc.

Pour obtenir la résignation générale aux sacrifices, tous les moyens de persuasion ont donc été employés. Le dernier argument, celui d'autorité, est venu sous la forme d'une interdiction des manifestations dans la rue. Mais les manifestants qui n'ont pas le sentiment public avec eux perdent leurs cris.

Quelle est donc la question véritable ? Celle de savoir si les coupes qu'on a opérées à droite et à gauche suffiront à rétablir l'équilibre budgétaire, *condition de* la stabilité monétaire. Cela tombe sous le sens. L'expérience dira ce qu'il en est. Il tombe sous le sens aussi que l'expérience ne pourra être indéfiniment recommencée. Si l'on s'est trompé sur le remède, ce n'est pas en doublant la dose que l'on réussira.

Il s'agit donc encore et surtout de savoir si l'on a pris le bon remède, le spécifique infailible, ou si l'on ne s'est pas adressé à la médecine qui soigne les symptômes au lieu de celle qui s'attaque à la cause des maladies.

Quelle est donc la cause essentielle du mal de nos finances ? Un peu du genre de celles que les malades se cachent à eux-mêmes ou que les familles n'avouent pas.

Il ne nous est rien arrivé qui n'ait été cent fois décrit, annoncé et prévu. D'autres budgets que le nôtre ont succombé au même genre de dépenses. On cherche à la loupe de petites fissures lorsque des voies d'eau béantes s'offrent à tous les yeux.

On a aussi dit que les législations sociales, c'est-à-dire d'origine socialiste, étaient ruineuses pour les États. On a aussi démontré que les États exténuaient eux-mêmes leurs ressources par l'étatisme, c'est-à-dire par l'extension monstrueuse d'attributions qui n'ont rien de commun avec l'exercice de la puissance publique qui n'est pas destinée à fabriquer des allumettes ou à tenir des entrepôts d'alcool. L'État-providence qui pensionne de tous les côtés, l'État-infirmier qui sauve toutes les industries en déconfiture et qui prend les pertes pour lui, l'État-entrepreneur, l'État-commerçant qui gère lui-même selon des méthodes qui conduiraient inmanquablement des particuliers à la faillite, comment veut-on que cet État-là ne finisse pas par être aux prises avec d'énormes embarras d'argent ?

*

**

Ces abus sont infiniment plus graves que tels ou tels petits cumuls, que l'on poursuit depuis longtemps, à tel point qu'on les dénonçait trente ans avant la guerre, et qui renaissent toujours. La chasse à la petite bête détourne un peu trop l'attention de la grosse. Mais comment ne pas voir que la grosse tient à la propension même du système électif et à la nature de la démocratie ? Ce qui coûte le plus cher fait partie de ce qui est le plus irréductible, de ce qui est aux entrailles du régime, de ce qui en touche le mécanisme vital et, par surcroît, l'idéologie. Il n'y aurait pas grand'chose à tenter avec un homme qui se ruinerait en disant qu'il le sait bien, mais que ses traditions lui interdisent de faire autrement.

Seulement, en se ruinant, l'État ruine les autres, il ruine les siens et tarit les sources auxquelles il s'abreuve. Qui *subvient aux dépenses et*

qui alimente le progrès social lui-même sinon le capital, lequel est lui-même le fruit de l'épargne dont il ne se distingue pas ? En dernière analyse, c'est bien là où il est qu'on va prendre l'argent parce que M. de la Palice avait dit depuis longtemps qu'on ne pourrait pas le prendre ailleurs. Le prélèvement sur les rentes, malgré l'immunité plus que séculaire qui leur était attachée, revêt à cet égard une valeur pratique encore plus que symbolique. Si l'équilibre des entrées et des sorties n'est pas à peu près atteint, si l'enrichissement général de la nation n'accompagne et ne soutient pas la progression ou même la stabilisation à leur niveau actuel des dépenses publiques, pendant combien de temps pourra-t-on compter sur la fortune acquise ? Il faudra encore qu'elle puisse s'acquérir, se conserver, se renouveler. Qu'elle vienne à défaillir, à qui s'adressera-t-on ?

Le Capital, 23 juillet 1935.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Philosophie d'un vote

Le Capital, 6 décembre 1935.

Il existe dans notre pays des forces de conservation sociale qui ont, du moins jusqu'à présent, résisté à tous les assauts. Nous avons montré samedi que nous sommes tout aussi hostiles à la dictature de gauche qu'à celle de droite. Tel est, semble-t-il, le sens du vote qui vient d'approuver la Politique financière du gouvernement Laval.

[Retour à la table des matières](#)

Pris en lui-même, et sans préjuger de la suite qui pourra être moins bonne, le vote par lequel la Chambre a approuvé la politique financière du ministère Pierre Laval est un de ces actes de conservation dont la Troisième République est coutumière et qui lui ont permis de franchir maintes fois le cap des tempêtes.

Dès les origines du régime, un de ses plus solides et de ses plus lucides partisans, le philosophe positiviste Littré, - constatant que le parti républicain, formé dans l'opposition au second Empire, manquait d'une tradition de gouvernement, - l'avertissait qu'il ne réussirait à s'imposer qu'autant qu'il respecterait les « conditions sociales de la France ». Or, jusqu'à présent, elles l'ont été et, probablement, dans la mesure où elles pouvaient l'être. Peut-être serait-il plus exact de dire qu'elles se sont fait respecter elles-mêmes.

Depuis le jour très lointain où Gambetta, qui n'avait pas encore inventé l'opportunisme, disait que la République avait « besoin de prendre un peu de notoriété conservatrice » jusqu'aux scrutins de l'autre semaine, on a senti la difficulté de révolutionner la France. Il n'est pas facile de mettre la révolution dans un pays qui tient à ses habitudes et qui n'en a pas essentiellement changé depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans. La France est moins différente aujourd'hui de ce qu'elle était sous Napoléon III que l'Allemagne de ce qu'elle était sous Guillaume Ier et même l'Angleterre au temps de la reine Victoria.

*

* *

Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que des modifications ne se soient pas produites. Nous en signalerons tout à l'heure une très grande. Le fond n'a pas bougé. Il est constitué par un attachement profond à la propriété ainsi que par la pratique traditionnelle et presque instinctive de l'épargne, c'est-à-dire par un ensemble de moeurs dont la puissance se reconnaît à ceci que la démagogie a toujours soin de s'arrêter au seuil de la « petite propriété » et de la « petite épargne ». Seuil d'ailleurs mal défini, mais que le parti communiste chiffrait naguère à trois cent mille francs, valeur représentée comme un capital digne de tout respect pour n'effrayer personne.

Une sorte de convention tacite ou de loi non écrite a donc fait que les « conditions sociales de la France » ont été ménagées et qu'elles le sont encore. La résistance du pays aux bouleversements et aux aventures est un élément dont la politique finit par tenir compte.

Il est certain que la campagne pour la dévaluation n'a pas porté. Les théoriciens de la monnaie alignée sur la livre sterling n'ont pas fait d'adeptes sauf peut-être (sans parler des spéculateurs) chez quelques admirateurs de l'Angleterre qui n'admettent pas que les financiers de la Cité de Londres ne soient pas les premiers du monde et dignes d'être imités en tout. Mais il a été impossible de convaincre la masse des agriculteurs que leurs produits se vendraient plus cher, la masse des industriels et des commerçants que les affaires reprendraient, la masse des salariés qu'ils n'auraient rien à y perdre.

Sans ravalier l'intelligence du public français, il serait exagéré de prétendre que tout le monde se soit instruit par le raisonnement ou par l'exemple des pays étrangers, ni que tout le monde ait compris pourquoi la dévaluation était une mesure pour rien. Mais presque tout le monde a des économies, quelques sous de côté et, plus encore, une fidélité atavique à la bonne et stable monnaie, elle-même garante de la stabilité des conditions sociales.

L'impopularité, on peut même dire l'horreur d'une atteinte à l'ordre monétaire, image d'un ordre plus général, a fait renier la dévaluation, même par les révolutionnaires, précisément parce que c'est une mesure révolutionnaire. Fût-il fait du bout des lèvres, ce reniement est un recul. Il a déterminé le vote que l'opportunisme dictait.

Toutes réserves faites, encore une fois, pour demain, ce vote est à inscrire dans la série des haltes qui ont arrêté la troisième République sur la route glissante de la démocratie pure et qui lui ont épargné le danger des grandes vagues de fond et des convulsions mortelles. Il y a eu comme un jeu d'échange entre le régime et la vieille société française. En se faisant respecter par leur solidité, réputée inébranlable, les « conditions sociales de la France » ont, à leur tour, maintenu et préservé les institutions.

C'est bien jusqu'ici ce qui les a mises à l'abri de la réaction et de la révolution, de la dictature de droite ou de la dictature de gauche. L'étoffe conservatrice est formée par ces millions de Français dont l'existence est établie sur une organisation bien plus que centenaire. Comptez non seulement les paysans propriétaires maîtres de leur maison et de leur champ, non seulement les boutiquiers maîtres et, de par les lois sur les loyers, de plus en plus maîtres de leur boutique, mais tout ce qui vit de la basoche, tout ce qui vit des assurances, tout ce qui vit des différentes et si nombreuses professions de représentant et de courtier. C'est tout un monde, encore presque intact, à détruire avant qu'une grande subversion ait des chances de succès. Encore ce monde sera-t-il tenté de se défendre et ce n'est pas la peine d'interdire les ligues si l'on répand l'inquiétude qui fait les ligueurs, ou si l'on crée cette misère de la classe moyenne qui a fini par donner l'Allemagne à Hitler.

Nous n'en sommes pas à de telles conséquences et elles peuvent encore être évitées à moins qu'il ne se produise un grave amincissement de l'étoffe même.

*
* *

On oublie trop que notre équilibre non seulement financier mais général repose sur l'existence de la fameuse « fortune acquise » à qui tant de sacrifices sont demandés. Or elle fond avec une rapidité alarmante. La diminution devient sensible d'une manière absolue et peut-être encore plus d'une manière relative.

Que disent les chiffres avec leur brutalité ? Ils disent que l'annuité successorale, en France, était, avant la guerre, de cinq milliards de francs complets. Elle n'est plus que de quinze milliards d'aujourd'hui qui en font trois d'autrefois. Cependant le budget était, en 1914, de cinq milliards, c'est-à-dire égal au montant des successions. Il est de quarante milliards, c'est-à-dire que, pour retrouver la même situation, il manque vingt-cinq milliards.

C'est-à-dire, aussi que, d'ores et déjà, il ne faut plus compter dans la même proportion qu'autrefois sur la fortune acquise pour subvenir aux dépenses publiques. Le nombre de ceux qui possèdent est aussi grand, peut-être plus. Mais ils ne possèdent plus assez. La démocratie socialisante en est donc déjà arrivée à s'entretenir elle-même pour une très grande part. Voilà un état de choses nouveau. On peut se demander combien de temps il est capable de durer.

Le Capital, 6 décembre 1935.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

En relisant le second "Faust"*L'Action française, 10 décembre 1925.*[Retour à la table des matières](#)

Y a-t-il longtemps, me disait ces jours-ci un étranger ami que vous avez relu le second *Faust* ? Ouvrez-le et vous y verrez toutes les données de notre crise présente avec quelques bons avis en plus.

J'ai fait comme cet étranger m'avait dit. Au premier acte du second *Faust*, l'empereur tient conseil dans son palais. Il y a grande pénurie d'argent dans l'État. Le Chancelier se plaint. Le Grand Maître de l'Armée gémit. Le Grand Trésorier constate que la confiance se refuse : « Les portes de l'or sont barricadées ; chacun gratte, creuse et entasse, et nos coffres restent vides. » Le Maréchal du Palais montre que les économies sont impossibles : « Nous voulons tous les jours épargner et tous les jours nos besoins s'accroissent, et chaque jour s'aggravent mes soucis. »

Alors l'Empereur s'adresse à son Fou, qui est Méphistophélès, et Méphistophélès lui répond qu'il dépend de lui, maître souverain, de trouver l'argent qui manque. « Oh ! oh ! murmure la foule effrayée, celui-ci sait son affaire. Il s'introduit par le mensonge. Nous allons encore avoir un projet. »

Seul, pourtant, le Fou est raisonnable. Non, l'État ne manque pas de ressources. Il faut seulement savoir les trouver. « L'argent manque. Ce n'est pas au ras du sol qu'on peut le ramasser. La sagesse sait amener au jour ce qui est enfoui profondément. Il y a de l'or monnayé dans les veines des montagnes, dans les fondements des murailles. Mais ce que vous ne touchez pas est pour vous à des lieues, ce que vous n'étreignez pas a l'air de ne pas exister. »

— Sots discours, répond l'Empereur. Je suis las des sermons. L'argent manque. Eh bien ! fabriques-en donc.

— Je fabriquerai tout ce que vous voudrez, dit Méphisto, et même encore plus. Rien n'est plus facile. Mais prenez garde ; ce qui est facile est souvent ce qu'il y a de plus dangereux. Non, non, ce n'est pas par ces moyens-là que l'État obtiendra ce qui lui manque. Prends le hoyau et la bêche. Laboure toi-même, et un troupeau de veaux d'or surgira du sol pour toi.

Et, quand tout le monde est sorti, Méphistophélès exprime la morale de la fable : « Jamais les imbéciles ne comprendront que la fortune ne va pas sans peine. Ils posséderaient la pierre philosophale que le philosophe manquerait à la pierre. »

Le drame de la monnaie, des finances, la tragi-comédie de l'État qui veut obtenir de l'argent sans effort et en le ramassant « au ras du sol », Goethe, de son temps, avait vu tout cela. Mais on craindra que M. Loucheur n'ait pas le loisir de relire le second *Faust*.

L'Action française, 10 décembre 1925.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

L'électeur et les finances

L'Action française, 9 avril 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Au mois de mai de l'année dernière, nous disions que la Chambre nouvelle avait été élue pour tout ce qu'on voudrait (même pour faire la guerre, et plus longtemps au besoin que sa soeur et devancière de 1914), sauf pour nous rendre les finances du baron Louis, ou de Léon Say, ou de Rouvier ou de Raymond Poincaré. Où en sommes-nous après bientôt un an ?

C'est bien simple. Deux gouvernements ont déjà été usés et deux ministres des Finances ont succombé. Que fait le troisième ? Il louvoie comme il peut.

En effet, les résultats acquis et les choses certaines se résument dans cette rapide énumération :

- 1° Personne ne veut faire d'économies ;
- 2° Personne ne veut consentir de sacrifices ;

- 3° Les contribuables fléchissent sous l'excès des impôts encore plus qu'ils ne se révoltent ;

- 4° L'indifférence au déficit est universelle ;
- 5° Tout le monde se rend compte qu'une rechute dans l'inflation est impossible ;
- 6° Personne ne veut faire ce qu'il faudrait pour éviter une rechute dans l'inflation ;
- 7° On vit au jour le jour par l'emprunt en remettant à plus tard les affaires sérieuses.

Lisez *le Siècle de Louis XV* de Pierre Gaxotte. C'est frappant. *Mutatis mutandis* comme *exceptis excipiendis*, tout ce qui s'est passé alors trouve une application aujourd'hui.

« Changer ce qui doit être changé » pour retrouver la situation de 1770 est très simple. C'est même devenu un lieu commun. Le privilège est à un autre étage, voilà tout. Ou plutôt, si l'on préfère, il doit s'appeler loi d'exception puisque l'inégalité de l'impôt est retournée aujourd'hui contre le moins grand nombre.

« Excepter ce qui doit être excepté » est facile aussi. Nous sommes en démocratie, c'est-à-dire que les nouveaux privilégiés (ou exemptés des impôts les plus lourds) sont la pluralité. Supposez que 20 pour 100 seulement des Français soient astreints au service militaire. Vous verriez immédiatement disparaître le pacifisme comme élément électoral. Ici, c'est l'inverse. Il n'y a pas même 20 pour 100 des électeurs qui paient l'impôt sur le revenu puisque les femmes, veuves ou non mariées, le paient aussi. On ne peut, dans ces conditions, admirer qu'une chose. C'est que les lois veuillent bien ne pas encore dépouiller tout à fait cette minorité.

Les privilégiés d'autrefois étaient défendus par les Parlements -qui s'opposaient aux réformes parce qu'ils participaient aux privilèges, et, par là, faisaient obstacle à tout assainissement des finances. Louis XV avait cassé les Parlements. Louis XVI les rétablit. La fin de l'ancien régime tient en ce peu de mots. Nous avons présenté cette démonstration dans notre *Histoire de France*.

Les privilégiés d'aujourd'hui (c'est-à-dire, nous nous répétons pour être clair, ceux qui ne paient que la plus petite part de l'impôt) sont défendus par une autre sorte de Parlement qu'ils nomment eux-mêmes. Et celui-là, il n'y a pas de souverain pour le casser puisque le souverain c'est l'électeur.

Alors, que tenter ? Essayer de faire comprendre à la foule que la ruine n'arrange rien ? La foule comprend à la lueur des éclairs dans le ciel, quand l'orage des changes commence à gronder, comme en juillet 1926. Après quoi, de nouveau, elle oublie tout.

L'Action française, 9 avril 1933.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Courte et bonne*L'Action française, 8 janvier 1933.*[Retour à la table des matières](#)

Ah ! Ah ! Enfin, nous avons quelqu'un qui a dit ce que personne n'avouait. Honneur à ce brave ! Il s'appelle François Albert.

Croyez-vous aux économies ? Croyez-vous que j'y aie jamais cru ? « Vous qui me connaissez, vous savez bien que non. » François Albert ne veut pas qu'on y croie. Ce diable d'homme, qui s'agite aux confins du radicalisme et du socialisme, souffle vigoureusement sur l'illusion des bouts de chandelle. Des économies, non seulement on n'en fera pas, non seulement on ne peut pas en faire, mais encore on ne doit pas en faire. En promettre, c'est de la démagogie.

Mais promettre qu'elles seront enterrées, c'est de la démocratie. François Albert connaît la théorie et la pratique, la doctrine et le métier. Il *ne faut pas dire qu'on dépensera moins puisque nécessairement on dépensera plus et même de plus en plus*. L'État-Providence ? Parfaitement. L'intrépide François Albert n'a pas peur du mot. Il n'a pas peur de ce « terrestre divin ». La « collectivité » doit subvenir à tout. Et il écrit hardiment :

L'accroissement constant des budgets publics apparaît comme la conséquence inéluctable, voire le critérium du progrès. Chaque jour, l'individu demande davantage à la collectivité, seule capable d'assumer les grands services qui lui procurent sécurité, informations rapides, facilités de communication, ou même divertissements...

Nous ne ferons qu'un reproche à l'auteur de cette profession de foi. Jadis, Paul Lafarge avait proclamé le droit à la paresse. François Albert proclame le droit au « demi-luxe ». Pourquoi demi ? Pourquoi ne va-t-il pas au luxe tout entier ? Se méfierait-il des ressources de la collectivité ?

Car, en effet, tout est là. Lorsqu'il écrit que « l'accroissement constant des budgets publics apparaît comme la conséquence inéluctable, voire le critérium du progrès », il suit le raisonnement de l'électeur, c'est-à-dire qu'il confond la dépense avec la richesse. Même dans un pays comme le nôtre, on ne trouverait pas un individu sur dix mille pour ne pas appeler riche celui qui dépense beaucoup.

François Albert est donc, somme toute, un esprit modéré. Il ne croit pas que, même en mangeant toutes les fortunes de France, l'État-Providence puisse assurer à tous les citoyens plus que le demi-luxe. Il s'agirait même de savoir pendant combien de temps on le leur assurerait. Il nous prend, de temps en temps, des démangeaisons de voir les choses aller plus vite pour arriver à la fin qui ne sera pas drôle, sauf pour les *pauperes in spiritu*, ceux qui sauraient très bien se passer et qui se passent déjà des « divertissements » de François Albert, de la T. S. F. et, en particulier, de la voix de stentor qui, sur les ondes célestes, distribue les lieux communs.

Il est vrai que, pour notre homme, il y a encore de la richesse à consommer. Mais, ici encore, nous nous affligeons de le trouver si timide. Il croit ou il affecte de croire aux monopoles pour grossir les recettes de la providence terrestre, dispensatrice de bien-être et de plaisir. Il croit aux chemins de fer nationalisés et qui, aux trois quarts étatisés, sont déjà couverts de dettes. Il croit que la poule aux oeufs d'or est dans les assurances, alors que, devenues service d'État, les assurances seraient promptement déficitaires parce que l'électeur se fe-

rait reconnaître comme un droit et comme un élément du progrès d'être assuré gratis.

Allons jusqu'au bout de la pensée de François Albert qui s'arrête à mi-chemin comme il s'arrête au demi-luxe. On mangera tout le capital de la nation, le saint frusquin de l'électeur. « Courte et bonne, » c'est la devise.

Je vous en prie ! Abrégez la période du confort petit bourgeois. Faites-nous vivre tout de suite à tous six mois de grands seigneurs. Nous en aurons au moins le souvenir. Et personne ne regrettant plus de n'avoir pas connu ce que c'est que la vie princière, que pourrait-il, après tout, arriver de meilleur aux hommes pour les assagir tandis qu'ils recommenceraient à gagner leur pain à la sueur de leur front ?

L'Action française, 8 janvier 1933.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Pour combien de temps il y en a

L'Action française, 19 février 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Les économistes calculaient, avant 1914, qu'une guerre européenne ne pourrait pas durer plus de trois mois parce qu'après ce temps leurs ressources financières seraient épuisées. Ils se trompaient de quatre ans et onze jours. Et pourtant ils avaient raison.

Les trois mois qu'ils avaient fixés répondaient aux ressources réelles des puissances belligérantes. Ils avaient oublié l'emprunt et l'inflation, création de ressources fictives qui permit de poursuivre la guerre jusqu'au mois de novembre 1918.

En ce moment, la situation est à peu près la même. Les dépenses de l'État excèdent les facultés du pays. Il s'agit de savoir pendant combien de temps l'État pourra continuer.

Les économies volontaires, la réduction du « train de vie » de la nation, nous n'y avons jamais cru. Les particuliers ne changent leurs

habitudes, ne renoncent à leur *standing* que le jour où la nécessité les y contraint. Comment voulez-vous que la communauté ait plus de prévoyance, de courage et d'énergie ?

Avances sur titres et hypothèques ne sont pas faites pour les chiens. Un particulier, par ces moyens, tient tant qu'il peut. Que fait l'État ? Il emprunte tant qu'il a du crédit.

Le jour où il deviendrait difficile ou impossible d'emprunter, qu'arriverait-il ?

L'État serait obligé de suspendre ses paiements, du moins certains paiements. Il devrait demander ou imposer un moratoire à ses créanciers. Il devrait, comme en Turquie, payer ses fonctionnaires avec retard et par acomptes.

Quand on n'a pas eu le courage (s'agissant du régime électif, il faut dire la faculté) de déclarer qu'on retranchait ce qui ne répondait pas aux possibilités, comment aurait-on l'énergie de résister à la tentation du papier-monnaie ? C'est par l'inflation que la guerre s'était prolongée. C'est encore par elle qu'on sera induit à prolonger le « train de vie ».

Les particuliers n'ont pas cette ressource suprême. S'ils la possédaient, ils n'hésiteraient guère à s'en servir. L'État se l'est interdite par le statut de la Banque de France. Mais il n'y a plus de statut qui tienne dans les cas de nécessité. La Banque eût-elle invoqué valablement son statut pendant la guerre et devant le péril national ? Pourrait-elle l'invoquer devant le péril social de la fermeture des guichets ?

On me dira qu'il y a le Sénat pour mettre ordre aux folies. Mais le Sénat et la Chambre, n'est-ce pas encore autre chose que deux assemblées dont l'une contrôle et rectifie l'autre ? Ce sont peut-être deux âges, deux générations. La plus jeune n'est pas disposée à se restreindre par prudence.

Et à la fin ? Eh ! bien, voici pour la fin. Napoléon écrivit un jour à son frère Joseph, roi de Naples : « Vos finances sont tout en métaphysique. L'argent est pourtant une chose très physique. » Le latin, dans

sa concision, disait : *Rationi subsunt singula*, tout est soumis aux chiffres. On n'échappera pas à la comptabilité.

L'Action française, 19 février 1933.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Comment voulez-vous y croire ?*L'Action française, 10 décembre 1933.*[Retour à la table des matières](#)

Croyez-vous au redressement des finances publiques ? Moi, très peu, depuis le commencement, et aussi peu, ou encore moins, M. Gaston Jèze, homme de gauche par une de ces habitudes qui s'appellent tradition, mais qui est formé à l'analyse et à la critique.

Professeur de droit public et de finances publiques à la Faculté de droit, M. Gaston Jèze écrit dans le Journal des Finances de cette semaine que le projet Chautemps, le quatrième depuis la législature, ne lui inspire pas confiance. Chautemps n'en peut mais. Georges Bonnet n'y est pour rien. Mettez un homme de génie au ministère de la rue de Rivoli, il ne pourra pas davantage. D'ailleurs le génie n'est pas nécessaire. Il suffit d'un peu de bon sens.

Louis XVI avait pris Turgot pour procéder aux économies et aux réformes. En même temps il avait rappelé les Parlements qui s'opposaient aux réformes et aux économies. Ceci annula cela. Supposez un Turgot, non plus en face des magistrats qui défendaient tous les privilèges avec les leurs, mais en face d'une Chambre élue. Turgot ne pour-

ra rien faire de plus en 1933 qu'en 1775. Mais il serait aussi facile de supprimer le déficit aujourd'hui qu'alors (150 francs-papier par tête de Français, calcule M. Joseph Barthélemy dans *le Capital*), si le système ne s'y opposait aussi. Comment ? Oyez plutôt M. Gaston Jèze :

Le gouvernement cache les difficultés de la situation. C'est ainsi qu'il part d'un déficit de six milliards, alors qu'il est absolument certain qu'il est beaucoup plus considérable.

Pour ne pas effrayer l'opinion, il ne publie qu'avec un grand retard les statistiques sur le recouvrement des impôts, parce que les résultats sont défavorables, etc., etc.

Alors qu'il faut procéder à un lessivage en grand, à un nettoyage des écuries d'Augias, on recourt à des expédients déshonorants comme la loterie et la fausse monnaie.

On majore les recettes à retirer de certaines réformes irréalisables.

Le gouvernement a consulté, en janvier 1933, les techniciens. Ils ont répondu très franchement et très clairement. Pas un cabinet n'a osé appliquer le programme qu'ils ont présenté.

Ce n'est pas qu'ils n'en reconnaissent pas la valeur. Mais politiquement, ce programme est, Paraît-il, irréalisable.

Cela signifie que la corruption politique est si grande qu'elle a fait perdre le sentiment des devoirs envers le pays pour ne songer qu'aux batailles parlementaires et électorales. Chacun ne pense qu'à ses intérêts particuliers. Les ministres veulent rester ministres ; les députés veulent leur réélection ; les électeurs veulent ne pas payer d'impôt et recevoir des faveurs ; ils se servent, pour cela, de leur droit de vote. Personne ne s'inquiète des catastrophes imminentes.

Les plus malins affirment que des économies massives sont impossibles. C'est une erreur.

Les abus, les scandales, fourmillent en matière de subventions aux municipalités, d'assistance sociale, d'offices, de travaux publics, de prix payés aux planteurs de tabac, de pensions de guerre, de pensions de combattants, de pupilles de la nation, etc.

Le monopole de l'alcool industriel aboutit à des gaspillages inouïs.

On pourrait allonger la liste.

Les privilèges fiscaux injustifiables sont innombrables : bouilleurs, de cru, exemption fiscale des petits revenus, abattements à la base, etc., etc. La fraude fiscale dont on parle tant, est plus importante en bas qu'en haut. Les interventions parlementaires incessantes énervent l'assiette et le recouvrement des impôts. Les départements privilégiés fiscalement sont ceux qui ont des députés et des sénateurs politiquement influents.

C'est le pillage démagogique.

Pourquoi démagogique ? Il est électoral, voilà tout. Comment voulez-vous faire des élections sans démagogie, ce qui étymologiquement signifie « entraîner le peuple » ? Comment voulez-vous l'entraîner à voter pour vous si vous ne lui promettez pas quelque chose et quelque chose de plus que votre concurrent ? D'où la fameuse « surenchère ». D'où ces Chambres modérées, ces bonnes Chambres qui gaspillent autant que les autres, ce qui n'est pas particulier à la France puisqu'on a dit des partis, en Angleterre : « Nous n'avons à choisir qu'entre des dilapidateurs. »

M. Gaston Jèze pense que « les ministres des monarchies sont des pantins à la merci des camarillas et des favorites ». A la condition qu'il y ait des favorites, bien entendu. Louis XVI n'en avait pas et c'est lui qui fut guillotiné. Mais M. Gaston Jèze reconnaît que le cas des démocraties n'est pas meilleur parce que les élus, dont les ministres sont vraiment les « ministres », doivent tout à la faveur populaire.

Le cas n'est pas meilleur. Il est pire. L'appétit des favorites et des camarillas est satisfait avec quelques millions. Il faut des milliards pour les électeurs. Et la « grande mangerie de la cour » sous l'ancien

régime était si peu de chose quand on la compare à l'immense pillage d'aujourd'hui qu'un syndicat de contribuables en prendrait volontiers le montant à forfait pour tailler dans la différence. Il en resterait même encore !

L'Action française, 10 décembre 1933.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Le remède héroïque

L'Action française, 3 décembre 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on veut le « redressement des finances », et si l'on y croit, il n'y a qu'un moyen de l'obtenir. Je crains seulement qu'on ne s'en serve pas.

Qu'est-il arrivé, par suite d'entraînements qu'on appelle démagogiques pour ne pas avouer qu'ils tiennent à l'élection, laquelle suppose la démagogie ? Il est arrivé que les dépenses de l'État sont plus fortes que ses recettes. Par conséquent, un moment vient où l'argent doit manquer.

À ce moment-là, et nous y sommes, un gouvernement résolu à sauver les finances et la monnaie a une chose à faire. Puisque personne ne veut subir de réductions ni consentir de sacrifices, il n'a qu'à annoncer que la caisse est vide et que, demain, les guichets du Trésor public seront fermés.

Sans doute, le coup sera rude, mais il sera salutaire. À cette nouvelle, qui ne fera pas seulement pâlir le rentier mais tous les « ayants

droit », on verra les plus réfractaires devenir doux comme des agneaux.

Le malheur est que personne ne veut croire que l'État puisse être ruiné. Je connais des hommes qui sont intelligents puisqu'ils ne sont pas socialistes et qui n'en sont pas moins persuadés que, de l'argent, il y en a et il y en aura toujours. Pour l'immense majorité des Français, le caissier-payeur qui distribue les rentes, les pensions et les traitements est un délégué du bon Dieu, non seulement dispensateur mais créateur de richesses.

Si on cherche la source de l'inflation, elle est dans cette croyance-là. La réalité, vue avec les yeux du corps par la suspension des paiements, pourrait seule être salutaire en détruisant cette croyance non moins ruineuse que les monopoles et les offices.

Il est plus que douteux qu'on ose dire cette vérité brutale ou plutôt on ne s'y résoudra qu'au tout dernier moment, après avoir épuisé les ressources de l'emprunt dont la dernière est le recours à la Banque de France qui ne peut elle-même (si, transgressant une loi sainte, elle consent à dépasser la limite des avances à l'État) que recourir à la planche à billets.

Jusqu'ici, on s'y est pris aussi mal que possible. Pourquoi avoir fait un tel étalage du déficit ? Pourquoi avoir crié sur les toits que l'équilibre du budget devait être rétabli ou que le franc périrait ? S'imaginait-on que cette révélation suffirait à rendre tout le monde raisonnable ?

Elle n'a servi qu'à une chose. Comme tout a continué comme avant, comme la cause des dépenses les plus accablantes est restée intacte, comme les plans de « redressement » ont été culbutés les uns après les autres, la connaissance de l'inguérissable déficit a répandu l'inquiétude et la méfiance dans l'épargne, chez les petits comme chez les grands détenteurs de capitaux. Si l'on avait su un tout petit peu d'histoire, on se serait rappelé que tel avait déjà été, à la veille de 1789, l'effet du fameux *Compte rendu*.

Vous vouliez parer au déficit par l'emprunt. Vous le voulez même encore. Alors il ne fallait rien dire. Du moment que vous vous adres-

siez à la confiance, il ne fallait pas la troubler. Vous êtes arrivés à ce résultat que vous empruntez toujours plus à un public que vous alarmez toujours davantage. Par conséquent, les emprunts vous coûtent de plus en plus cher et vous grevez le proche avenir en bouchant provisoirement un trou.

Au moins, si vous empruntez à jet continu, levez une tête assurée, affirmez que tout va bien, sinon, bientôt, vous ne trouverez pas un souscripteur.

L'Action française, 3 décembre 1933.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

La voie de la guérison*La Liberté, 6 octobre 1931.*[Retour à la table des matières](#)

À quelque chose malheur est bon, ou, selon la traduction d'un peuple marin, il faut qu'un vent soit bien mauvais pour qu'il ne souffle rien de bon à personne. Le décollement de la livre sterling aura servi à quelque chose. Il a montré qu'on avait fait entièrement fausse route avec la fameuse politique du relèvement et de la restauration économique de l'Europe. Cette politique elle-même a eu pour instrument les crédits qui se sont enflés jusqu'à faire comme la grenouille de la fable, qui creva. Et cette autre sorte d'inflation, qui aura fini comme l'autre, a été rendue possible par un système monétaire généralisé qui n'adhérait pas d'assez près à la réalité de l'or.

En ce moment, par les mers et par les airs, le jaune métal voyage. Il se redistribue tout seul. Du Japon ou de la République argentine il va aux États-Unis qui, pendant ce temps, en expédient en France d'où il repasse en Suisse ou en Belgique, etc... Quelle est la cause de ces mouvements ? La chute de la livre sterling a fait sentir aux pays dont la monnaie, au lieu d'être gagée par de l'or, était gagée par une autre monnaie à valeur or, que c'était une situation dangereuse, qu'elle exposait du jour au lendemain la devise nationale à sombrer avec celle de la devise garante. L'expérience de la livre sterling a condamné le système dit du *gold exchange standard*.

Premier point. Un autre est acquis. Ce système a permis de multiplier les crédits. Il a causé l'inflation des crédits puisque la même quantité d'or servait à gager deux quantités de monnaie. On croyait que les crédits seraient bienfaisants. Mais on avait cru aussi, avant l'épreuve, que l'inflation monétaire pure et simple pouvait l'être. Jusqu'à ces tout derniers jours, on affirmait encore qu'il fallait généraliser et même augmenter les crédits pour sauver l'Allemagne et le monde. Mais soudain le voile s'est déchiré.

De quoi s'aperçoit-on ? Que le jour où l'on redemande les crédits au pays qui en a le plus reçu, c'est-à-dire à l'Allemagne, ou bien ils sont « gelés » ou bien que l'emprunteur en remboursant s'effondre. C'est ce qui se passe en ce moment-ci. C'est la cause de la nouvelle crise du mark. Même histoire en Autriche et, à un plus haut degré, en Russie, où les crédits, repassés par le Reich, sont arrivés à l'état de glace éternelle. Alors il faut constater l'échec du relèvement de l'Europe qui devait, pour restaurer les conditions du commerce tel qu'il fonctionnait avant la guerre, rendre les Allemands et les Russes capables d'acheter et d'échanger.

Ils étaient surtout capables d'emprunter et, par ces emprunts, de produire à des conditions anormales et de faire aux producteurs normaux des autres pays une concurrence déloyale par diverses sortes de dumping. En d'autres termes, le système des crédits, qui a été funeste à la place de Londres et à la livre, servait à entretenir des affaires malsaines. Ne répète-t-on pas assez que la fin de toute crise, dans un pays, doit venir par la liquidation et la disparition des entreprises qui ne reposent pas sur une base solide ? Et ce vieux Darwin, avec sa doctrine évolutive, qu'en a-t-on fait ? Il a enseigné que la loi de la vie, c'était la sélection et la survivance des plus aptes. La nature veut des sacrifices et l'on est allé contre les lois de la nature. Le monde entier ne peut pas engloutir ses richesses dans des gouffres ni se ruiner pour soutenir l'Allemagne, la Russie, leurs finances et leur industrie artificielles. On peut être sûr qu'il ne le fera pas. Ce sera peut-être pour leur propre bien. Et si la nécessité est cruelle, ce n'est que par ce retour à la dure réalité que la guérison viendra.

La Liberté, 6 octobre 1931.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Crédit et crédulité*La Liberté, 10 octobre 1931.*[Retour à la table des matières](#)

Qu'y a-t-il de plus bête sur la surface de la terre ? Un socialiste ou un banquier ? Ces deux qualités ne sont d'ailleurs pas incompatibles. Il y a des banquiers qui sont socialistes et des socialistes qui sont banquiers. En tout cas, les hommes qui sont à la tête des plus grandes affaires d'argent du monde n'ont eu pour le socialisme aucune répugnance et ils lui ont fourni des crédits après lesquels, maintenant, ils peuvent courir. De sorte qu'on a le droit de déclarer que socialistes et banquiers auront, pour des parts presque égales, ruiné le monde.

Selon qu'on avait bon ou mauvais coeur, on a plaint, blâmé, raillé l'épargnant français d'avant guerre qui plaçait son argent en n'importe quoi et n'importe où, qui ne faisait pas de différence entre les peuples, pour qui des fonds d'État étaient nécessairement des titres de tout repos et qui s'en allait courir des risques effroyables dans des pays dont il avait à peine entendu parler, dont il était incapable, même s'il les connaissait de nom, d'apprécier la solvabilité. Le martyrologe de l'épargne française est célèbre. Et celui de la haute banque ? Il le dépasse maintenant de plusieurs centaines de milliards.

Quelle différence peut-on faire entre le pauvre petit rentier français qui avait dans son portefeuille des papiers multicolores et exotiques réduits aujourd'hui à l'état de douloureux souvenirs, et les savants manieurs de capitaux qui ont « investi » des sommes immenses dans des

contrées où règne la faillite ? Car on dit « investir » à partir de 100 millions, et « placer » quand il s'agit de 500 francs, mais l'opération est identique. C'est exactement la même chose. Sans aucune hésitation, les magnats de la finance ont arrosé l'Autriche marxiste, l'Allemagne socialisée, l'Australie travailliste, l'Angleterre de Ramsay Macdonald, sans compter les Soviets dont les traites ont été escomptées directement ou indirectement. On a vu les financiers hollandais, réputés habiles entre les habiles, compromettre le Jonkheer Gulden, riche et puissant seigneur Florin lui-même, par des avances aux plus suspects des gouvernements. Et, devant des livres sterling en déconfiture, des conseils d'administration rêvent à la présentation de leurs bilans prochains.

Nous avons entendu de nos oreilles le chef d'une des plus puissantes maisons du monde, un homme à qui des milliards sont confiés, déclarer que l'obligation Young serait la meilleure valeur de l'univers et de tous les temps. L'obligation Young, émise à 982 francs il y a dix-huit mois, en vaut aujourd'hui 499. Que diriez-vous d'un médecin, d'un mécanicien, d'un artisan quelconque qui commettrait une erreur d'aussi forte taille ? Et, bien sûr, si les hommes de finance ne se trompaient jamais, ils seraient trop riches. De là à se tromper du tout au tout et à perdre l'argent qu'ils ont pour mission de guider, c'est-à-dire le capital des nations civilisées, il y a un pas. Ils l'ont franchi.

Ils ont commis deux fautes énormes qui menacent de faire sauter la machine financière du monde. Ils n'ont pas cru, malgré des exemples répétés, qu'il y avait un lien étroit entre la politique, les finances et la monnaie d'un pays. A cette incrédulité, s'est ajoutée une crédulité non moins funeste. Ils ont cru au relèvement de l'Allemagne. Ils l'ont aidé. Ils ont eu confiance en l'Allemagne. Ils ont mis cette confiance en pratique avec de l'argent comptant, de l'argent qu'ils ne revoient plus. Crédit vient de croire. Eh bien ! il ne faut croire qu'à bon escient. On n'a pas le droit d'errer à ce point-là. Ou bien crédit ne veut dire que jobardise, manque de jugement, imprévoyance et incapacité.

La Liberté, 10 octobre 1931.

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Le coup mortel au crédit

L'Action française, 21 mai 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Le président Roosevelt a demandé et obtenu des pouvoirs extraordinaires pour réduire le dollar jusqu'à la moitié de son taux ancien. Cependant, le dollar, détaché de l'or et abandonné à lui-même, n'a perdu qu'un huitième de sa valeur. Il se défend contre ses meurtriers. Comment et pourquoi ?

D'abord parce qu'il n'avait aucune raison de dépérir. L'Amérique a de l'or, une balance commerciale active, des créances partout. Le dollar devait se maintenir au pair. Il ne baissera pas tant que les émissions massives de billets qui ont été annoncées n'aurent pas eu lieu.

Mais, en outre, les détenteurs de dollars cherchent vainement la monnaie qui serait capable de leur offrir un refuge. Voici l'originalité de la situation. C'est un cas pour Edgar Poe, une sorte de nouveau cas de M. Valdemar. Le dollar ne peut pas se tuer. Il ne le peut pas parce que son geste suicide tue les autres monnaies et, par suite, le fait revivre.

Le porteur de dollars prendra-t-il de la livre ? Mais le sterling tendra à garder une certaine parité avec son voisin d'Amérique et si celui-ci se dévalue trop, la cousine se dévaluera. Tu ôtes ta ceinture ? J'enlève mon corset.

Le florin tremble sur sa base. Le franc suisse, superlativement riche en or, est néanmoins visé à travers les dépôts excessifs des banques helvétiques. Le franc belge lutte dans la tranchée où M. de Broqueville se bat avec l'arme des « pouvoirs spéciaux ». Le franc français ? Le Sénat adjure la Chambre de ne pas le compromettre...

Voilà pourquoi le dollar ne baisse pas. Dans un monde monétaire d'aveugles, ce borgne est encore roi.

L'exemple démoralisant que les États-Unis ont donné n'en produit pas moins des ravages qui s'étendent. Plus d'engagements qui tiennent pour les débiteurs. Plus de garanties pour les créanciers. L'Allemagne, nous l'avons dit l'autre jour, ne veut plus payer les coupons de l'emprunt Young qu'au cours du change. Que les porteurs français, hollandais, suisses ne se réjouissent pas trop. A l'échéance prochaine, l'Allemagne annoncera un paiement en marks qui ne peuvent plus sortir d'Allemagne et qui ne sont plus négociés par les cambistes. Le Reich fera pour les intérêts de la « première valeur du monde » ce qu'il a fait pour les réparations. Il dira aux obligataires : « Venez les chercher. »

Mais les débiteurs privés suivent l'exemple. C'est si commode, si tentant ! Le plus puissant des trusts de pétrole avait émis des emprunts stipulés payables en or et placés pour une large part en Amérique. Il dénonce la clause or et ce sera un moyen de lutter contre le trust rival américain.

Redoutables, les mauvais exemples qui viennent de haut ! C'est par la tête que le poisson pourrit. Comment ne pas voir que le crédit ne se relèvera pas du coup qui lui est porté ? Il avait résisté à la répudiation des dettes de la Russie par le bolchevisme, aux faillites monétaires des pays que la guerre et le socialisme ont dévastés. Celle des États-Unis, excusant toute improbité, tue toute confiance. Et comment ne pas souscrire à ces remarques de M. Gaston Jèze dans le *Journal des Finances* :

Ces nombreuses banqueroutes d'État se produisent dans des conditions d'immoralité révoltante. Elles paralysent le crédit public de tous les États, même des États qui tiennent leur parole. Elles laissent aux capitalistes du monde entier la conviction qu'un État est le plus mauvais débiteur qui soit. Profitant de sa force, de l'impossibilité d'user contre lui des voies d'exécution forcée, l'État n'hésite pas à se jouer cyniquement de ses créanciers. L'emprunt public devient ainsi une forme de l'escroquerie et de l'abus de confiance, avec l'impunité assurée puisqu'il n'y a pas de recours à une sanction efficace.

Alors, qui prêtera ? Question redoutable. De là, pourtant, peut venir le salut financier. Une démocratie socialisante comme la nôtre vit sur cette hypothèse qu'il y aura toujours une épargne pour combler le déficit à l'aide de l'emprunt. Et si personne ne prête plus ? Vous direz qu'il y a la ressource de l'inflation. Erreur. L'inflation ne réussit pas deux fois. Devant une récurrence, ce serait un immense sauve-qui-peut. En quelques jours, il y aurait des légions d'acheteurs de n'importe quoi, même de tonnes de moutarde, pressés de réaliser leurs billets. Qu'on se le tienne pour dit !

L'Action française, 21 mai 1933,

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

Confiance et méfiance

Le Capital, 7 mars 1933.

[Retour à la table des matières](#)

C'est dommage, grand dommage de troubler et d'inquiéter un pays comme le nôtre. On dirait que ceux qui l'alarment ne le connaissent pas. Il lui faut pourtant si peu de chose pour être rassuré et, dès qu'il se rassure, comme son génie de l'épargne fait des miracles !

On a dit les bienfaits de la confiance. On les a éprouvés. Alors on ne devrait pas oublier que le fond de la nation française est resté rural et que le trait distinctif du paysan c'est la méfiance.

Dans son beau tableau de la France sous le Consulat et *l'Empire*, récemment parus, M. Louis Madelin cite ce mot d'un des premiers préfets de Bonaparte : « Si les paysans s'occupent de la politique, c'est dans les rapports qu'elle a avec leurs intérêts. » Ce fut vrai de tout temps et ce l'est encore. M. Louis Madelin montre qu'à la fin de la Révolution, avant l'avènement de Bonaparte, personne ne travaillait plus. Les étrangers étaient frappés de la « fainéantise » d'un peuple naguère laborieux. Les champs eux-mêmes, les nouvelles propriétés des acquéreurs de biens nationaux, retournaient en jachère « faute de confiance dans l'avenir ». Car on ne cultive pas avec ardeur quand on travaille sans sécurité.

C'est à l'insécurité générale, y compris l'insécurité monétaire et l'emprunt forcé, qu'a succombé la Révolution. En augmentant le nombre des propriétaires elle n'avait pas pensé qu'elle augmentait le nombre de ceux qui avaient besoin d'être rassurés. Elle oubliait aussi qu'elle avait dû ses premiers succès à la lutte tenace que la paysannerie française avait soutenue contre le fisc.

Plus d'un socialiste, élu de circonscription rurale, a senti ces jours-ci remuer Jacques Bonhomme, qui doit travailler dur, avec les risques dont les intempéries le menacent toujours, pour arracher à la terre le traitement du plus modeste « rat de cave ». Quelques-uns de nos législateurs connaissent peut-être aussi la page célèbre des *Confessions* où Jean-Jacques, étant entré chez un paysan pour se restaurer, s'entendit répondre qu'il n'y avait que du pain sec et de l'eau, après quoi le rustique s'étant assuré que l'inconnu n'était pas un espion de la taille, s'hardit à tirer d'une cachette un jambon et du vin.

« Nous venons tous de la charrue », disait un vieil adage de la noblesse française. De là une méfiance innée, ineffaçable, qui se ranime au moindre souffle d'inquiétude et qui, pour prendre des formes moins primitives qu'au temps de Jean-Jacques Rousseau ou moins négatives qu'à la fin du Directoire, est pourtant paralysante.

On constate que la rentrée des impôts directs est difficile et lente. La crise y est sans doute pour quelque chose. Ce qui compte aussi, c'est la croyance, irraisonnée, puéride, mais extrêmement répandue dans les campagnes et même dans les villes, que celui qui va s'acquitter chez le percepteur sans s'être fait tirer l'oreille passe pour riche et s'expose à être surtaxé *l'année suivante*. On ne saurait dire non plus à quel point la crainte de donner prise au fisc en fournissant un indice d'opulence nuit aux transactions immobilières.

Comme on connaît ses saints on les honore. Comme on connaît un pays on le dirige. Le Français se ferme aussi facilement qu'il s'épanouit. *On peut tout obtenir de lui et, par exemple, qu'il souscrive aux emprunts pour des milliards, même après les plus graves déceptions, pourvu qu'il ait l'impression qu'on ne le molestera pas en sa qualité même de rentier.* « *J'admire*, disait déjà un contemporain du règne de

Louis XVI, qu'il y ait encore des gens pour prêter à l'État. » Il y en avait alors et il y en a eu depuis chaque fois qu'on ne s'est pas appliqué à réveiller le vieil homme prompt à l'inquiétude et à la méfiance.

Le Capital, 7 mars 1933.

La fortune de la France

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

[Retour à la table des matières](#)

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Valeur de l'épargne

L'Action française, 13 décembre 1925 et 6 juin 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que l'épargne ? Un effort de volonté. Rien n'est plus facile que de décourager cet effort. Il suffit que l'inutilité en soit comprise. Et tout le monde comprend qu'il est absurde de consolider des privations dans des images colorisées qui ne rapporteront que des ennuis.

L'épargne, qui s'inspire d'un désir de sécurité, est un acte de foi. Quand la sécurité disparaît, la foi meurt. L'homme n'est que trop porté à jouir. Dès qu'on lui donne l'idée que son bien est précaire, il se paie immédiatement, non pas la vanité d'un quart de Ville de Paris, mais ce qui lui est agréable : alors la consommation augmente et le luxe s'accroît.

Quand la mort du mark est venue, la force organisée des producteurs a été maîtresse de la situation.

Seulement, en Allemagne, cette force était organisée. Elle savait ce qu'elle voulait. Elle le savait en politique aussi. Les producteurs fran-

çais le savent-ils ? Et puis l'Allemagne avait ce que nous n'avons pas, une autre force organisée, une force matérielle, la *Reichswehr*, l'armée de métier qui a réprimé tout de suite les soulèvements révolutionnaires qui se produisent dans le douloureux passage de l'inflation à la déflation.

Nous n'avons pas, en France, de véritable organisation des forces économiques. Nous n'avons pas non plus de *Reichswehr*. Ce sont des choses auxquelles il faudrait penser.

*

**

L'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. Car celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il pense à ses enfants, à ses successeurs. Il pense, sans le savoir, à tout le monde. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux.

L'autre justification du capitalisme, c'est que les capitaux sont périssables, qu'ils s'usent, disparaissent ou meurent comme toutes les choses qui, en dernier lieu, les représentent. Par conséquent, l'épargne ne doit jamais s'arrêter. Si elle vient à cesser, la civilisation perd sa base et son support. Il faut admirer et saluer bien bas cet instinct de l'épargne qui reconstitue à chaque minute avec patience ce que chaque minute détruit.

L'Action française, 13 décembre 1925 et 6 juin 1926.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

La cigale et la fourmi

Le Capital, 7 octobre 1927.

[Retour à la table des matières](#)

Un grand capitaine d'autrefois disait : « Pour faire la guerre, trois choses sont nécessaires : 1° de l'argent ; 2° de l'argent ; 3° de l'argent. »

Mais ce qui est vrai de la guerre l'est de beaucoup d'autres choses. C'est même vrai, et peut-être est-ce surtout vrai, du socialisme et du communisme. Ne voyons-nous pas, en effet, les Soviets frapper à toutes les portes pour trouver des crédits ? Ceux-là même qui prétendent abolir le capital ne peuvent s'en passer.

Chose que Karl Marx semble avoir comprise et prévue. Car enfin, à quand remettait-il l'avènement de la Cité future ? Au moment où, par le jeu de la « concentration capitaliste », toutes les richesses seraient dans un petit nombre de mains.

Karl Marx s'est d'ailleurs lourdement trompé et son « processus » ne se déroule pas du tout comme il l'avait annoncé, la Société capitaliste la plus développée qui existe, celle des États-Unis, montrant au

contraire une diffusion croissante de la fortune, au point que les ouvriers deviennent, dans une proportion déjà sensible, actionnaires des entreprises où ils sont occupés.

Quoi qu'il en soit, Karl Marx avait remis l'instauration du régime socialiste à un moment où il y aurait une grande accumulation de richesses à consommer. C'est l'idée que traduisait sous une autre forme un socialiste français devant qui l'on disait, pendant la guerre, que tout cela finirait par une révolution :

— À quoi bon, répondait-il, puisque l'on sera ruiné ?

Le fait est que les gouvernements socialistes ou socialisants, en s'essayant, depuis 1918, dans divers pays lourdement endettés et soumis au cours forcé, n'ont réussi qu'à amener une terrible débâcle monétaire. D'où il suit que le socialisme ne peut, avec quelque impunité, prendre le pouvoir que dans des temps de grande prospérité parce qu'alors il a à manger plus d'économies.

Moins prudent que Karl Marx, Lénine a voulu appliquer le système communiste dans un pays encore arriéré, ou du moins peu développé. Il y a gagné de ne rencontrer dans la population russe qu'une faible résistance. Mais, d'autre part, il n'a trouvé aussi que de très faibles ressources. Et quand elles ont été consommées, ce qui n'a pas demandé beaucoup de temps, les Soviets ont été obligés de mendier des crédits.

*

* *

Il est aisé de médire du capital. On peut, à loisir, l'appeler « odieux ». La difficulté est de le remplacer et de ne pas avoir besoin de lui.

Qu'il soit indispensable, c'est sa justification pratique et aussi morale. Qu'est-ce, en effet, que le capital ? C'est de l'épargne. Et que représente l'épargne ? Un effort, un sacrifice, une privation. Le premier capitaliste a été le chasseur des âges primitifs qui, au lieu de dévorer toute sa venaison, en a fumé ou salé une partie, pour mettre sa famille à l'abri de la faim. Au commencement de l'épargne, il y a renoncement

à un plaisir immédiat. Le bourgeois d'aujourd'hui descend d'un prolétaire qui a eu la vertu de ne pas tout manger, de ne pas tout boire et de « mettre de côté » sur sa paye. Le bourgeois qui conserve sa fortune est celui qui possède assez d'empire sur lui-même pour ne pas dépenser tout son revenu.

*
* *

Car, et c'est ce qu'on ne sait pas ou ce qu'on sait mal, le capital est comme toute chose en ce monde : il se dégrade, il s'use par l'effet du temps. Pour qu'il dure, il faut qu'il soit à tout instant reconstitué. Un immeuble a sans cesse besoin de réparations et d'entretien. On calcule même qu'une maison de solidité moyenne n'a pas plus de cent ans d'existence : trois générations.

Mais les valeurs mobilières n'échappent pas à cette loi. Le titre qui passe de main en main, qui a l'air d'une richesse idéale, représente, lui aussi, en dernière analyse, des pierres, du bois, des matières qui sont condamnées à s'user et à dépérir et qu'il faut incessamment renouveler. La valeur mobilière vieillit comme le reste. Elle est même destinée à mourir si l'on ne remet pas de l'argent pour entretenir l'entreprise. Et cela, sans compter la mine qui s'épuise, le trafic qui se détourne d'une voie ferrée ou d'un canal, l'invention qui en tue une autre. Que sont devenues tant de Sociétés d'autrefois ? Qu'est devenue la célèbre Compagnie des Indes ?

On a démontré depuis longtemps qu'un sou placé à intérêts composés depuis l'an premier de notre ère formerait une masse d'or plus grosse que notre globe. Et la capitalisation indéfinie est une chimère parce qu'en vingt siècles un capital est détruit plus de vingt fois.

Corollairement, ce qui honore et justifie le capital, c'est le risque. A-t-on jamais fait le compte des affaires qui ne réussissent pas, où le fonds social est englouti ? Un actionnaire de charbonnages que l'on félicitait d'avoir depuis longtemps en portefeuille des titres de quelques-unes de nos plus belles houillères, répondait :

— Cela compense tout l'argent que les miens ont mis dans des recherches et des prospections qui n'ont donné aucun résultat.

Le capitalisme consiste d'abord à épargner, c'est-à-dire à s'imposer une règle de vie et des restrictions, puis à exposer le fruit de ces économies à des hasards, à des possibilités de perte, à des certitudes d'usure lente. Et il n'y aurait ni civilisation ni progrès s'il ne se trouvait des hommes pour continuer et recommencer sans découragement ce travail de fourmi et si tout le monde faisait comme cette spirituelle cigale qui disait un jour devant nous :

— Quand on pense qu'il y a des gens qui sont assez fous pour échanger mille francs contre une petite rente aléatoire. Ils ne savent donc pas toutes les bonnes choses qu'on peut s'offrir tout de suite avec mille francs ?

Le Capital, 7 octobre 1927.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Capitalisme et progrès social

Le Capital, 5 octobre 1928.

[Retour à la table des matières](#)

On a entendu ces temps-ci des hommes politiques déclarer que le progrès social doit être payé par la richesse acquise, ce qui a été considéré comme une menace nouvelle contre les capitaux. Il y a eu de l'émotion et beaucoup de commentaires.

Telle quelle, cette formule semble bien participer de la doctrine socialiste-communiste d'après laquelle le capital est l'ennemi du travail et des travailleurs, s'est formé et engraisé des sueurs du peuple et doit lui rendre ce qu'il lui a soustrait, selon la fameuse théorie de la plus-value. Faire payer le progrès social par la richesse acquise serait donc accomplir une oeuvre de justice, presque une restitution.

Laissons de côté ce qu'il y a de démagogique et d'électoral dans cette proposition et, dans ce qu'elle a de séduisant et de sincère, voyons de quelle illusion et de quelle erreur elle part.

On accordera bien qu'il y a, depuis un siècle, un certain progrès social. Il ne faut même pas être très âgé pour se souvenir qu'on ne voit

plus s'étaler dans les rues et au bord des routes les infirmités et les misères qu'on y voyait autrefois. Je me rappelle, dans mon enfance, le grand nombre des aveugles et des estropiés qui tendaient la main, évoquant la Cour des Miracles et formant le musée des horreurs de la misère et de la mendicité. Progrès de l'hygiène et des hôpitaux, progrès de l'assistance médicale, progrès des assurances et des retraites, le progrès social ne peut pas se nier. On le trouverait encore plus grand si l'on comparait notre époque non plus seulement à celle qu'ont vue les quinquagénaires, mais à celle qu'ont pu voir les octogénaires.

*

* *

Dira-t-on que ce progrès tient lui-même à celui de la démocratie, qui l'a arraché de haute lutte à la richesse égoïste et jouisseuse ? C'est une conception de l'histoire. Elle est fort courte au moins par un côté.

Comme toutes les bonnes choses, le progrès social coûte cher. Il demande de l'argent, beaucoup d'argent. Croit-on que dans la France de 1890 ou de 1860, pour ne pas remonter plus haut, il eût été possible d'en trouver assez pour toutes les institutions, les fondations et les oeuvres qui existent aujourd'hui ?

Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que la protection contre la misère et la maladie a marché du même pas que l'amélioration du bien-être général et du niveau moyen de l'existence dans un même pays, cette amélioration elle-même étant liée au développement de la fortune publique, des ressources et des revenus de la nation.

Depuis une centaine d'années, cette richesse n'a fait que grandir. Le régime capitaliste, pour parler comme l'école de Karl Marx, a au moins prouvé une chose, c'est qu'il est capable de gérer la richesse, qu'il en crée d'une façon continue et, en outre, qu'il la diffuse dans des proportions insoupçonnées.

Le progrès social se trouve ainsi en relation directe avec les progrès du capitalisme. Les progrès de la démocratie n'y sont que pour peu de chose. Ils ne comptent que dans la mesure où la démocratie a pu trouver assez d'argent pour venir en aide aux déshérités. Autre-

ment, on peut appeler progrès de la démocratie le fait, pour un neveu, de s'adresser avec succès à la bourse d'un oncle prospère.

Si le progrès social n'est qu'un progrès de la démocratie, on sera d'ailleurs en droit de demander pourquoi, à régime semblable, il est plus avancé dans un pays que dans un autre, et pourquoi les sujets de telle ou telle monarchie ont eu des retraites et des assurances bien avant les citoyens de telle ou telle république. Si l'on va par là, les assurances sociales seraient dues à Guillaume II, comme les chemins de fer à Louis-Philippe, la télégraphie sans fil à Marconi et à Victor-Emmanuel III.

*
* *

Car le progrès scientifique est lié, lui aussi, aux progrès du capitalisme qui a encouragé les chercheurs, en a développé le nombre et permis l'étude désintéressée comme il a multiplié la coûteuse installation des laboratoires. Une confusion facile à comprendre s'est établie parce que les grandes découvertes modernes de la science pure et appliquée se sont produites dans le siècle qui a suivi la Révolution, laquelle, cependant, par les ravages et les ruines de vingt ans de guerre civile et étrangère, les destructions de vies humaines et de talents connus ou ignorés, a plutôt retardé la civilisation industrielle. À preuve le bateau à vapeur, inventé par Fulton et qui, réfugié en Amérique, ne se répandit en Europe que quand la paix et l'ordre y furent rétablis.

Il ne serait, du reste, même pas exagéré, il serait très probablement vrai de dire que les progrès de la démocratie, comme le progrès social et le progrès scientifique, accompagnent les progrès du capitalisme.

La Révolution française a été rendue possible par le haut degré d'aisance auquel était parvenue la population de la France, aisance attestée par l'incroyable quantité des meubles et des objets d'art qu'on s'arrache aujourd'hui ? Pour conquérir le pouvoir, et surtout pour y rester, une classe doit en avoir les moyens, et le Tiers État les avait. De notre temps même, toute conquête des travailleurs s'établit sur le nouveau palier auquel s'est élevée la richesse générale. Si cette

conquête dépasse les disponibilités, elle est impossible ou elle ne dure pas. Voir ce que les mineurs anglais ont fait de leur gagne-pain, l'industrie de la houille anglaise. Les mineurs anglais ont atteint le même résultat que les tisserands français s'ils avaient « conquis » la journée de huit heures en 1840.

Nous irons plus loin. C'est avec des capitaux et des procédés qui, au fond, sont ceux du capitalisme, que les ouvriers obtiennent souvent des améliorations de leur sort quand ces améliorations, étant réalisables, ne leur sont pas spontanément accordées. Qu'est-ce qu'une caisse de grève, sinon une mise de fonds constituée par une épargne et des prélèvements de prévoyance ? Dans ce cas, l'ouvrier n'agit pas autrement que le patron, quand le patron veut développer son affaire pour augmenter ses bénéfices. On dira que le patron peut emprunter. Mais jusqu'à un certain point seulement, de même que le gréviste pourra jusqu'à un certain point acheter à crédit chez le boulanger et le boucher.

De tout ce qui précède et que nous avons esquissé, on peut tirer cette conclusion que la formule « faire payer le progrès social par la richesse acquise » enfonce une porte ouverte, car sans richesse il n'y a pas de progrès. Mais cette formule suppose aussi que le progrès social dépend de la richesse, et que, par conséquent, il n'y a pas intérêt à la tarir.

Le Capital, 5 octobre 1928.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Vieux travailleur,
bénis le capitalisme

Le Capital, 17 septembre 1935.

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle qui consiste à prêcher dans le désert est ingrat. Celui qui consiste à dire des vérités désagréables l'est encore plus. Et ce n'est même pas une satisfaction quand l'événement vient justifier des prévisions qui n'étaient que trop faciles.

Ces jours-ci, il a été porté à la connaissance du public qu'une Caisse départementale des assurances sociales avait éprouvé une perte d'un million environ. Sans doute, il y avait eu faute de gestion de la part des administrateurs. Il s'agissait d'une somme placée sur des immeubles parisiens en troisième hypothèque alors que les règlements ne permettent que des placements en première hypothèque. Mais il est plus que probable que, au moment où il avait été consenti, le prêt paraissait superlativement garanti et même qu'il l'était en fait.

La faute essentielle des administrateurs, tout autre reproche mis à part, est de ne pas avoir prévu la crise immobilière qui a entraîné la chute de la valeur des immeubles.

Sans doute, on peut s'en prendre à leur inexpérience. L'administration des biens s'apprend comme autre chose. De bons gérants ne s'improvisent pas et il a fallu en improviser pour manier et employer des fonds qui s'élèvent déjà à plusieurs milliards. Mais ceux qui possèdent un patrimoine privé ne sont pas non plus à l'abri des accidents, des mécomptes et des pertes. Tous les jours on voit des gens qui se ruinent par de mauvais placements. On en a même vu, et beaucoup, qui se sont appauvris bien qu'ils eussent suivi les méthodes de la plus extrême prudence. Car enfin il n'est pas nécessaire de désigner avec plus de précision les valeurs dites de père de famille qui ont amputé des quatre cinquièmes tant de nos vieux patrimoines.

Il n'y a guère eu, dans ces dernières années, il n'y a même guère encore aujourd'hui d'ouverture de succession bourgeoise dont l'inventaire ne révèle un vain paquet de fonds russes, pour peu que le *de cuius* soit un peu âgé. Qui nous dit que les Caisses d'assurances sociales, si elles avaient existé vingt-cinq ans plus tôt, n'eussent pas eu, elles aussi, leur contingent d'emprunts du tsar ou d'obligations de la Banque foncière de la noblesse.

Il est même certain que ces valeurs, et bien d'autres encore qui n'étaient pas promises à une meilleure destinée, eussent garni le portefeuille des institutions sociales. Il suffirait de reprendre la vieille liste des titres autorisés pour les emplois dotaux. La loi y donnait aux particuliers de belles occasions de se ruiner. Eût-elle été différente pour les rentiers sociaux ?

*

* *

Toute fortune est précaire, tout établissement dure peu parce que le propre des richesses est de fondre. On a écrit l'histoire des grandes fortunes des temps passés. Sans remonter à une antiquité très haute on voit qu'elles se sont évanouies. Où sont les biens, immenses pour l'époque, de Jacques Coeur ? où sont ceux de Samuel Bernard qui assistait le Trésor de Louis XIV ? Où sont, en Allemagne, ceux de la famille Függer ? Cette famille, qui n'est pas éteinte, garde seulement le souvenir que, jadis, elle servait de banquier à Charles-Quint.

Les rois de l'argent n'ont jamais fondé de dynasties perpétuelles. Les biens de mainmorte se sont toujours dispersés. Quant aux débiteurs, s'ils se grèvent et se ruinent au commencement, à la fin ce sont eux qui ont raison des créanciers. C'est une règle inflexible dont la nouvelle royauté d'un argent accumulé aux Caisses d'assurances, de retraites, de pensions et de rentes sociales ne sera pas sauvée par la garde qui veille encore, tout près du Louvre, sur l'énorme coffre-fort des Dépôts et Consignations.

On reproche, il est vrai, aux auteurs de ces institutions, plus semblables qu'on ne pense à nos anciennes fondations charitables et pieuses ou aux biens « vakouf » des pays musulmans, d'être conçues selon le système de la capitalisation. Mais quel autre système choisir ? Il s'agit, en dernière analyse, de rentes à répartir. Et des rentes supposent un capital.

Dès lors, quelle est la naïveté de ces constructeurs de la cité sociale où chacun doit être assuré contre les risques de la maladie, de l'invalidité, de la vieillesse, du chômage, lorsqu'ils annoncent en même temps la mort du capitalisme.

Si le capitalisme venait à mourir, ce serait certes très désagréable pour les bourgeois. Mais ils n'auraient même plus l'espoir d'être transformés de rentiers privés en rentiers sociaux parce que, les rentes sociales étant de la même nature que les rentes privées et n'ayant pas une autre source, celles-ci disparaîtraient en même temps que celles-là.

*

* *

Jamais on n'a vu de société plus intéressée que la nôtre, du haut en bas de l'échelle, à la solidité et à l'immortalité du capitalisme et, ce qui est encore plus difficile à obtenir, à la pérennité des capitaux. Qu'on se le dise sans attendre qu'il soit trop tard !

Au fond nos vieux pays latins ont beau se faire socialistes ou socialisants, ils croient toujours à l'épargne sans se douter qu'elle reste aussi fragile sous la forme collective que sous la forme individuelle et qu'elle est soumise aux mêmes accidents. Plus hardis, les pays neufs,

quant à eux, n'y vont pas par quatre chemins. « *Mangeons tout et tout de suite. Ce sera bien plus agréable !* » Les démagogues du Dakota paieront (pendant combien de temps ?) une rente à tout le monde, sans versements ni capitalisation. Le sénateur Huey Long, dictateur de la Louisiane, qui vient d'être assassiné, avait acquis une popularité immense en promettant à chaque citoyen quinze cents dollars tous les ans plus une maison et la T.S.F., dernière expression du parfait bonheur.

Il ne resterait plus qu'à dire, comme la mère de Napoléon : « Pourvu que cela dure ! »

Le Capital, 17 septembre 1935.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

**Capitalisme honni,
capitaux honorés***Le Capital, 14 novembre 1931.*[Retour à la table des matières](#)

On n'a pas coutume de chercher des leçons d'économie politique dans l'Écriture sainte, bien que la parabole des sept vaches grasses et des sept vaches maigres nous en apprenne autant que les courbes et les graphiques sur les crises et leur rythme septénaire. Et quand l'Évangile dit : « Où est ton trésor, là est ton cœur, » nous comprenons pourquoi l'Allemagne a rencontré ses meilleurs avocats chez les financiers anglais et américains qui lui avaient prêté des milliards.

On trouve aussi dans les Actes des Apôtres des clartés sur la condition du régime soviétique. Nul n'ignore que la première communauté chrétienne, la primitive, celle des origines, avait institué le partage des biens entre les adeptes. Et les actes décrivent avec précision comment les choses se passaient : « Il n'y avait aucun pauvre parmi eux parce que tous ceux qui possédaient des fonds de terre ou des maisons les vendaient et en apportaient le prix qu'ils mettaient aux pieds des apôtres ; et on le distribuait ensuite à chacun selon qu'il en avait besoin. »

C'est-à-dire que, pendant les quelques années de durée qu'eut cette association d'hommes détachés des biens de ce monde, on vécut en consommant l'apport des fidèles.

Mais il fallait réaliser ce qui représentait cet apport. Les Actes citent l'exemple de Barnabé, originaire de Chypre, qui avait vendu la terre qu'il possédait dans cette île. En d'autres termes, ce communisme évangélique était possible parce qu'il recevait des capitaux. Et il en recevait parce que, le régime capitaliste subsistant, les propriétés des croyants trouvaient des acquéreurs.

Ce n'est pas autrement, bien que ce soit par des moyens étrangers à la foi et au sacrifice volontaire, que le bolchevisme a pu se prolonger. Il a d'abord consommé les richesses qu'il avait confisquées à leurs propriétaires légitimes. Ensuite, il a reçu des capitaux du dehors sous forme de crédits qui lui ont été fournis par des industriels, des banquiers et même des États bourgeois.

Le bolchevisme a pu vivre parce qu'il était entouré d'un monde capitaliste. Qu'il eût, par hypothèse, réussi à déchaîner la révolution universelle, que des Soviets se fussent créés partout, comme il l'espérait, et il eût été un des premiers à périr dans ce triomphe.

Si le capitalisme n'existait pas, le communisme devrait l'inventer. Karl Marx avait aperçu cette vérité puisque, pour lui, la société nouvelle devait hériter naturellement de l'ancienne et puisqu'il répugnait à l'idée de commencer l'expérience par un pays aussi pauvre que la Russie.

Pour faire du communisme comme pour faire la guerre, ou n'importe quoi, il faut de l'argent. Balzac, établissant le budget d'un homme à bonnes fortunes, démontrait que Lovelace lui-même, pour les menus frais de ses aventures, avait besoin de monnaie de poche. On peut détester, maudire et même supprimer le capitaliste. Ce qui est impossible, à moins de déchéance totale et de misère, c'est de se passer de capitaux.

Le Capital, 14 novembre 1931.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

À quoi tient la supériorité des blancs
sur les peuples de couleur

Le Capital, 25 novembre 1927.

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas plus d'un siècle que les peuples occidentaux ont établi leur supériorité et leur domination dans le monde.

Il n'y a pas plus d'un siècle que la navigation a commencé d'être tout à fait sûre dans toutes les mers et que les pirates barbaresques ont cessé d'écumer la Méditerranée et de se livrer à des coups de main sur les côtes. Enfin, il n'y a même pas un siècle que la Chine a été ouverte aux Européens et que l'Afrique noire a été pénétrée dans tous ses mystères.

La prééminence des Occidentaux est donc, en somme, de fraîche date. Elle n'a pas subi l'épreuve d'une très longue durée. Et l'on a pu se demander, depuis quelques années, si elle n'était pas en péril. Un auteur de langue française a même écrit un livre intitulé *le Crépuscule des Nations blanches*, tandis qu'un auteur de langue anglo-saxonne publiait, de son côté, *le Flot montant des peuples de couleur*.

Il est facile de se rendre compte de la rapidité avec laquelle l'Europe perdrait ses positions quand on regarde ce qui se passe en Chine. C'est là que l'on s'aperçoit que les civilisations sont périssables. Quelques années de guerre civile et de xénophobie ont suffi pour compromettre, sinon pour ruiner, l'oeuvre magnifique que les municipalités européennes avaient accomplie dans les villes à concessions.

Un grand effort d'imagination n'est pas nécessaire pour se représenter un repli et un recul général des Européens de leurs établissements et de leur colonisation devant les jaunes et même devant les noirs (car rien n'interdit de penser que l'Afrique s'éveille après l'Asie), tous ces peuples s'étant mis à entendre l'évangile du droit à disposer d'eux-mêmes. L'inébranlable volonté avec laquelle les Turcs, en adoptant jusqu'au costume occidental et en rejetant l'islamisme, ont refusé de recourir au vieux régime des « Capitulations » atteste aussi que les races considérées jadis par nous comme inférieures, soumises ou prises en tutelle pour leur propre bien (ce qui est encore le principe des « mandats »), songent à secouer le joug et à traiter les Européens comme des égaux à mesure qu'elles s'initient à nos usages et à nos idées. « Pourquoi voulez-vous, nous disent les Turcs, que nous subissions l'humiliant régime des Capitulations ? Nous sommes docteurs en droit de la Faculté de Paris et anciens élèves de l'École des Sciences politiques. »

Il y a des docteurs et des diplômés de la rue Saint-Guillaume à Angora, de même qu'il y a parmi les nationalistes chinois des gradués d'universités américaines. Ce ne sont pourtant que quelques poignées d'individus parmi des foules immenses. Mais il s'est répandu parmi ces masses un sentiment d'égalité. Jaunes et noirs se conçoivent de moins en moins comme différents de nous. Ils se regardent comme pareils parce qu'ils portent les mêmes chapeaux mous et parce qu'ils ont appris à se servir des mêmes instruments.

Avec une rapidité étonnante, les primitifs s'adaptent à la machine. Il ne faut pas une longue initiative pour conduire une auto et tourner la manivelle d'une mitrailleuse. L'homme naît mécanicien. Et c'est encore, avec la diffusion du machinisme, un élément de différenciation et par conséquent de respect qui s'en va. Que restera-t-il aux Occidentaux quand, n'ayant pas le nombre, ils n'auront même plus le privilège

de savoir manier les armes perfectionnées et d'avoir les outils modernes ?

Il leur restera - et c'est ici qu'après ce long préambule nous voulions en venir - il leur restera l'avantage de détenir des capitaux, ce qui explique, plus encore que la supériorité de leur civilisation proprement dite, pourquoi les blancs ont établi leur domination sur le monde au dix-neuvième siècle.

Il ne suffit pas en effet de savoir conduire une automobile ou une locomotive, tirer le canon, poser le télégraphe et le téléphone. Il faut encore pouvoir et savoir fabriquer et créer. Seul le capitalisme, et même un grand développement du capitalisme, permet tout cela. Il faut de vastes capitaux pour monter des usines. Il faut en avoir depuis longtemps pour former des savants, des ingénieurs, des techniciens, des laboratoires et des écoles.

C'est ce qui manque et ce qui manquera longtemps aux « peuples de couleur » et même à des peuples dont la peau n'est pas d'une nuance très différente de la nôtre. C'est ce qui les laisse dans la dépendance des blancs. La civilisation moderne, dans son développement mécanique, exige d'abord des capitaux. Les Soviets l'avouent lorsqu'ils recherchent, pour garder chez eux un minimum d'outillage, l'aide de l'industrie allemande par la promesse d'un concours politique et l'aide de l'industrie française par la promesse de payer quelque chose sur les emprunts tsaristes.

La supériorité des Occidentaux tient donc, en dernière analyse, au capitalisme, c'est-à-dire à la longue accumulation de l'épargne. C'est l'absence de capitaux qui rend les peuples sujets. En supposant que le régime capitaliste vienne à être détruit, bouleversé ou considérablement affaibli en Europe par le socialisme, il resterait intact et puissant en Amérique, à laquelle passerait l'hégémonie. Alors il ne serait même plus besoin de se demander, comme M. Lucien Romier dans son livre récent : « Qui sera le maître ? » La question serait toute tranchée.

Le Capital, 25 novembre 1927.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Vanité de la richesse acquise

Le Capital, 20 mars 1928.

Il n'a jamais été possible de fixer la fortune et La Bruyère disait déjà : « L'occasion prochaine de la pauvreté, c'est de grandes richesses. »

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup de personnes sont mortes, avant le mois de juillet 1914, bien convaincues qu'au vingtième siècle, il ne pourrait plus y avoir de guerre. En bien plus grand nombre, des pères de famille ont rendu le dernier soupir avec la certitude qu'ils laissaient leur descendance dans l'aisance ou à l'abri du besoin parce qu'elle trouverait dans leur héritage des fonds russes et des obligations de nos chemins de fer.

Il a donc fallu les grands bouleversements auxquels nous avons assisté, plus la dépréciation monétaire, pour rappeler que la fortune était essentiellement précaire et ressemblait à la santé, selon la définition d'un médecin fameux : « Un état provisoire et qui ne laisse rien présager de bon. »

La sécurité, d'ailleurs relative, mais cependant fort appréciable, dont les capitaux avaient joui en France au cours du dix-neuvième siècle, avait contribué à créer l'illusion de l'éternité de la richesse.

Sans doute, on se répétait dans les familles bourgeoises, comme un axiome, qu'une fortune ne passe pas trois générations. On se le répétait, mais on n'aimait pas à le croire. C'était pourtant une bien vieille vérité d'expérience.

On disait déjà, d'une manière plus imagée, dans l'ancienne France : « Cent ans bannière, cent ans civière, » ce qui exprimait exactement la même idée. Cent ans, c'est trois générations : trois en haut et trois en bas, trois riches et trois pauvres. C'est peut-être le rythme depuis que le monde est monde. Et sans doute il se peut qu'il y ait, de père en fils, des pauvres pour toujours. Il est absolument certain que, de père en fils, il n'y a pas de riches à jamais.

*

* *

Il n'est pas possible de reconstituer l'histoire des familles qui, ayant été opulentes, ont cessé de l'être parce que, quand elles ne se sont pas éteintes, leurs descendants se sont perdus dans l'obscurité et ont oublié leurs origines. Du reste, sauf exception pour les familles historiques, et pour les familles bien enracinées dans un terroir, les hommes qui vivent aujourd'hui n'ont que des notions très vagues sur leurs ancêtres et, pour la plupart, au delà de la seconde moitié du dix-huitième siècle, c'est le vague ou la nuit des temps. Le voeu qu'on a fait souvent de suivre et de comparer le sort d'un certain nombre de familles françaises à travers les âges est donc irréalisable. Mais ce qui serait possible et intéressant, ce serait de prendre des familles qui depuis deux cents, trois cents ans ou plus se sont maintenues à un niveau social élevé.

On verrait qu'elles n'y ont réussi qu'en reconstituant périodiquement leur patrimoine par le travail, la spéculation ou de riches mariages. Alors ce n'est pas une fortune qui dure. Ce sont des fortunes nouvelles qui se succèdent et qui se remplacent. Dans le même sens, on a répété aussi, et jusqu'à satiété, cette vérité première que toute fortune qui ne s'accroît pas diminue.

Il n'y a pas à distinguer ici, comme on le fait trop souvent, entre les fortunes mobilières et les fortunes immobilières.

Il est vrai que les capitaux mobiliers s'évaporent et s'évanouissent tandis que la terre demeure, d'où la vieille préférence pour les « biens au soleil » et le « pignon sur rue ». Rien, absolument rien ne reste des capitaux mobiliers d'autrefois. Dans son *Histoire de la Fortune française*, M. Georges d'Avenel montre que 1000 livres du temps de saint Louis, étaient l'équivalent de 100 000 francs-or, et, par dégradations successives, par la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, sont arrivées à ne plus représenter qu'à peine 5 000 francs-papier ou 1 000 francs-or. Encore ne s'agit-il que de dépérissement naturel de la monnaie. Il faudrait admettre que les 1 000 livres se sont transmises de père en fils depuis saint Louis et n'ont pas été, en cours de route, englouties par de mauvais placements.

*

* *

Les valeurs mobilières n'étaient inconnues ni avant la Révolution, ni au moyen âge, ni dans l'antiquité. Elles n'avaient pas exactement la même forme ni surtout le même développement. Les rentes sur l'Hôtel de Ville et les actions de la Compagnie des Indes sont mortes, ce qui fait dire que les immeubles constituent la seule richesse durable et réelle.

C'était l'avis du célèbre Léon Say, lequel avait coutume de dire ironiquement que les valeurs mobilières ont moins de prix que du papier blanc parce qu'il y a déjà quelque chose d'écrit dessus. Il se plaisait à opposer à leur fragilité la solidité et l'éternité de la terre. Il citait l'exemple d'un domaine ayant appartenu à Bussy-Rabutin et qui, venu jusqu'à nos jours dans son exacte contenance, avait, actes en mains, donné toujours à son possesseur un revenu égal au tours de l'argent.

Il y a là une part de vérité et une part d'exagération. Que le revenu de la terre soit constant, c'est vrai en théorie, contestable en pratique. M. Pierre Caziot a montré, dans son livre, *La Valeur de la Terre en France*, les fluctuations de cette valeur et de ce revenu. Il a montré aussi, par des exemples d'ailleurs fort tristes, tirés surtout de la vallée de la Garonne, que les terres les plus riches se déprécient et que leur rendement devient nul dans les régions qui se dépeuplent, de même

qu'une maison se déprécie dans une ville ou dans un quartier abandonnés.

*
* *

Cependant, Léon Say avait raison en principe. Très généralement le revenu de la terre est égal à la valeur de l'argent. Son possesseur, quoi qu'il arrive, doit toujours être à flot, d'où le proverbe qui a cours sur les propriétaires terriens : « Toujours gueux, jamais ruinés. » Seulement la difficulté est de rester propriétaire. Pour garder longtemps un immeuble dans une même famille, malgré les partages, les droits de succession, etc..., il faut une réunion exceptionnelle de circonstances favorables. Léon Say aurait pu compter à combien de mutations avait donné lieu son domaine-type depuis Bussy-Rabutin.

Des destructions inévitables auxquelles les capitaux sont soumis comme de la difficulté pour ne pas dire de l'impossibilité de les approprier durablement, résultent deux conséquences.

La première, c'est la nécessité de l'épargne, c'est-à-dire de la constitution quotidienne d'une matière essentiellement volatile. Pour quiconque ne regarde pas la fortune comme viagère, pour quiconque désire la transmettre, pour quiconque est même en droit de compter sur une longue vie, épargner est donc une nécessité. Et l'intérêt général se rencontre ici avec l'intérêt individuel puisque, si de nouveaux capitaux ne se formaient pas pour remplacer les anciens, la civilisation matérielle rétrograderait rapidement.

Deuxième conséquence : la guerre à la « richesse acquise » est une étrange absurdité. D'abord parce que la richesse acquise ne se distingue pas de l'épargne, de laquelle il est impossible à une société de se passer. Ensuite et surtout parce que la richesse n'est jamais « acquise ». Elle est détenue à titre précaire et provisoire. Nul ne peut se flatter de la fixer.

C'est là, d'ailleurs, une généralité qui confine à la banalité. Mais il est curieux, et même assez comique, de voir que les croyants les plus fervents que trouve la fortune ne sont pas ceux qui savent combien,

pour la conserver, il faut d'efforts de tous les jours, mais ceux qui voudraient la partager, comme un gâteau en tranches. Le socialisme croit si bien à la solidité et à l'éternité du capital et de la rente qu'il ne se lasse pas d'édifier des systèmes d'assurances et de retraites fondés sur la capitalisation. Il lui restera à éprouver à son tour que le capital se dérobe sans cesse à qui s' imagine l'avoir saisi.

Le Capital, 20 mars 1928.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

À force de tirer sur la corde

Le Capital, 21 décembre 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Les porteurs de valeurs mobilières sont toujours appelés à payer les frais du déficit. C'est si commode ! Une retenue sur les coupons, c'est de l'argent que le fisc perçoit d'avance. Pas d'attente pour des rentrées incertaines, pas de poursuites, pas de déboires. Le rêve !

Il est vrai que les coupons servent à former les revenus sur lesquels est perçu l'impôt général. Quand les revenus baissent, le produit de cet impôt baisse aussi et l'on s'étonne que son rendement diminue. C'est l'histoire de la couverture trop courte. Vous la tirez vers le genou droit et vous avez froid au genou gauche.

Mais surtout, pour frapper les porteurs de valeurs mobilières, il faut qu'il y en ait. Et l'on se conduit avec eux comme s'il devait y en avoir toujours. Pourtant, *personne n'est obligé d'avoir des actions et des obligations. Et, ma foi, le goût pourrait bien en passer.*

Le législateur n'a pas l'air de le croire. Il se comporte comme si les « assujettis » ne se rendaient compte de rien et comme si l'épargne

était semblable en tout à la fourmi à laquelle on la compare. Vous pouvez détruire vingt fois de suite une fourmilière, vingt fois de suite l'insecte industriel se remettra au travail sans rien y changer. C'est qu'il est mené par l'instinct tandis que le propre de l'homme est la raison.

On trouvera toujours des amateurs pour les jeux où il y a des chances de gagner, si minimes soient-elles. A preuve le succès de la loterie. On n'en trouvera pas éternellement pour un jeu dont les participants auront la certitude de perdre et, en outre, d'être traités en suspects, en fraudeurs, d'être menacés d'amende et même de prison, de subir des tracasseries telles que la carte d'identité fiscale dont il faudra être muni pour toucher deux « Ville de Paris » ou trois « Foncières ».

On a tout dit sur la confiance, élément indispensable de la santé financière et monétaire. Mais la confiance est comme la vertu. Elle a des degrés. Elle change aussi d'objet.

Pourquoi donc les valeurs mobilières, encore si rares et si peu répandues, il y a un siècle, ont-elles joui d'une telle vogue qu'elles avaient fini par être disséminées en France plus qu'en aucun autre pays du monde ? C'était d'abord à cause des commodités de toute sorte qu'elles offraient. Comparées aux anciens moyens de placer les capitaux mobiliers, prêts sur billets ou sur hypothèques, leur supériorité était éclatante. Avec des valeurs sûres et facilement réalisables (les obligations de chemins de fer en étaient le type), une vieille aspiration de nos classes moyennes était satisfaite.

On savait, de plus, qu'il suffisait de faire des économies et d'acheter de ces papiers pour s'élever tout naturellement à l'aisance et à la richesse. Qui dira jusqu'à quel point l'exemple des grandes fortunes qui s'étaient édifiées au dix-neuvième siècle par les valeurs mobilières a été fécond et a entraîné l'épargne vers les placements ? En cette matière comme en tant d'autres, les lois de l'imitation sont invincibles.

Elles le seront aussi dans le sens opposé. Des fortunes grandes et même moyennes, on commence à s'apercevoir qu'il y en a de moins en moins, que celles qui existent encore ont peine à se maintenir et que, pour de nouvelles, il ne s'en fait plus. Que devient ce moteur, l'espé-

rance, non moins fort que l'intérêt ? *Deux ou trois générations ont cru à la rente, aux coupons, aux papiers multicolores qui promettaient la sécurité. Une nouvelle génération pourra dire : « A quoi cela sert-il ? » Et ce jour-là, ce sera fini parce qu'on n'y croira plus.*

Notre fiscalité, notre budget, nos finances, tout est assis sur les habitudes de l'épargne française. Qu'on arrive à la dégoûter de ces habitudes en lui faisant sentir la vanité de son effort (si même il subsiste encore des gens qui aient la possibilité d'épargner) et tout s'écroulera, en beaucoup moins de temps peut-être qu'on ne l'imagine.

Le Capital, 21 décembre 1933.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

L'enseignement d'une statistique

Le Capital, 11 juillet 1934.

[Retour à la table des matières](#)

D'après les statistiques de l'Administration des Finances, les successions déclarées en France forment un actif net à peu près constant de 15 milliards depuis 1928, c'est-à-dire depuis que le franc a reçu une nouvelle valeur légale. Cette moyenne se retrouve encore pour les neuf mois que l'exercice financier 1932 a compris.

En francs à 20 centimes, l'annuité successorale représente donc 3 milliards d'autrefois. Avant 1914, elle était de 5 milliards environ.

Il n'y a pas de raisons de croire que la fraude se soit accrue. Il est même impossible de penser qu'elle ait augmenté dans de pareilles proportions. La différence 3 milliards à 5 est témoin que, par pertes nettes et dépréciation, les deux cinquièmes des fortunes françaises prises dans leur ensemble ont disparu. Il faut même compter davantage puisque le retour de l'Alsace dans la communauté a apporté un supplément important. On constate, en effet, des successions considérables dans les départements du Haut et du Bas-Rhin.

Gardons toutefois ce chiffre de 2 milliards comme exprimant la diminution de l'annuité successorale calculée en francs d'avant-guerre. À trois générations par siècle, tous les patrimoines, dans l'espace d'une trentaine d'années, ont passé par le fisc. *Le recensement annuel prouve donc que nous nous sommes appauvris de 60 milliards de francs anciens, soit de 300 milliards de francs nouveaux.*

Et si une pareille statistique pouvait être étendue au monde entier, quel chiffre colossal ne ferait-elle pas apparaître ! Guerre et révolutions ont coûté cher au monde. Elles ont englouti une large part de l'épargne constituée au cours du siècle dernier et dans les premières années de celui-ci.

Si l'on eût, il y a vingt ans, conjecturé une telle destruction de richesses, n'eût-on pas été amené aussi à penser qu'elle s'accompagnerait de troubles de toute sorte, économiques, politiques et moraux ? Il eût semblé inévitable qu'à un appauvrissement de l'humanité répondissent d'autres phénomènes et des phénomènes peu agréables.

Est-ce que ce ne sont pas ceux auxquels nous assistons ? Nous subissons des effets qui, rationnellement, auraient pu être calculés, des conséquences qui se déduisaient de l'hypothèse. Il n'est pas moins facile de remonter à la cause maintenant que l'hypothèse est vérifiée.

Le monde qui s'est appauvri était parvenu à un degré inouï de développement scientifique et industriel. Pour comble, ce développement n'a pas cessé. Le machinisme s'est même amplifié et accéléré, il jette les outillages à la ferraille avant qu'ils soient amortis. De sorte que, si ce mouvement se poursuivait, le moment viendrait où les outillages ne pourraient plus être renouvelés parce que les richesses ne l'auraient pas été aussi vite qu'eux. Ce qu'on appelle le progrès s'arrêterait alors de lui-même. Les vieux économistes comme Adam Smith, qui étaient attentifs à la création des richesses, avaient pressenti quelque chose comme cela.

Mais alors il devient tout à fait manifeste que nous traversons une crise qui n'est pas celle du capitalisme ni de quoi que ce soit en *isme*, ce qui serait peu grave car les mots en *isme* ne représentent que des entités. *La crise est celle de l'insuffisance des capitaux. C'est bien plus*

douloureux et bien plus dangereux. Le capitalisme, s'il doit mourir, ne mourra qu'avec la dernière bribe de capital. Et personne n'en sera plus avancé.

Le Capital, 11 juillet 1934.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Cela ne durera pas toujours*L'Action française, 25 décembre 1933.*[Retour à la table des matières](#)

Je conçois que l'on ne veuille plus qu'il y ait de fortunes particulières, ni grandes, ni moyennes, ni petites. Je conçois cette fureur de destruction. Ce qui ne se conçoit pas, c'est un système alimenté par la richesse individuelle et qui, au lieu de l'entretenir, s'applique à l'épuiser.

Toutes les lois existantes, celles que l'on vote et celles que l'on votera encore, ont un résultat qui commence à devenir palpable. Le capital fond aux mains des particuliers par les prélèvements du fisc et il ne peut plus se reconstituer, quand il se reconstitue, que dans une mesure insuffisante. D'autre part, il est vrai, les capitaux s'accumulent à la Caisse des dépôts et consignations qui, théoriquement, devra détenir au bout d'un certain nombre d'années toute la fortune française, les rentiers bourgeois ayant fait place aux rentiers sociaux.

Que sont les 80 et quelques milliards qu'a déjà à gérer l'établissement de la rue de Lille ? Exactement ce qu'on appelle des biens de mainmorte. Ces milliards ne sont soumis à aucun des impôts qui frappent les personnes, ni l'impôt sur le revenu ni les droits de succession.

Ce sont des biens soustraits au fisc. Il en est exactement de même, selon l'excellente remarque de M. de Fels, pour les monopoles. Cha-

que fois qu'une industrie est nationalisée ce sont des recettes perdues pour le Trésor public.

D'où il résulte qu'il faut pressurer davantage le reste des fortunes particulières dont l'épuisement se trouve par là même hâté.

Un auteur d'autrefois, Grainville, a écrit le *Dernier homme*, livre inconnu qui transportait Michelet. Qui donc pense au dernier capitaliste ? Qui pense par conséquent au dernier contrôleur des contributions directes qui se trouvera devant le dernier assujetti pour expirer tous les deux dans un souffle suprême ?

Je suppose que Léon Blum voit très bien où l'on va. Quand il n'y aura plus du tout de « fortune acquise », tout s'effondrera puisque tout repose sur l'exploitation des possédants. Et alors il n'y aura même plus lieu de parler de rente. Mais les autres ne voient rien du tout. Ils croient que cette affaire-là peut marcher indéfiniment et que cette excellente épargne fera éternellement son devoir. Elle se sera lassée avant d'être exterminée.

Il n'y aura pas toujours des naïfs pour acheter des valeurs mobilières, devenues les victimes de choix de la fiscalité. Quand il y a un coupon, il est mangé par les taxes. Pour toucher ce qu'il en reste, il faudra, d'ici quelques semaines, être muni d'une carte. Et vous croyez que vous trouverez encore des souscripteurs pour vos emprunts ?

Oui, peut-être des vieux, attachés à des habitudes et qui se soumettent en gémissant. Les jeunes, n'y comptez pas. Ils ne mettront plus leurs économies, pour autant qu'ils auront le goût et le moyen d'en faire, dans ces papiers dont la face contient le non-paiement, la faillite totale ou partielle, l'insécurité du fonds et des intérêts, tandis que le revers présente la menace de l'inquisition et de la dénonciation, bref le maximum des inconvénients, des tracas et des déboires réunis sur un fragile papier.

Il ne faut plus grand'chose pour que les valeurs mobilières soient totalement démodées. On plaint déjà ceux qui en ont. Bientôt on se moquera d'eux. Les socialistes poursuivent d'une haine tenace le titre « au porteur » qui, d'ici peu, ne « se portera » plus. Plus d'un jeune

d'aujourd'hui, trouvant dans la succession paternelle des fonds russes et même des fonds français qui n'offrent de différence avec ceux-là de n'avoir perdu que quatre cinquièmes au lieu de cinq, se sont dit : « Ce pauvre papa, quelle drôle d'idée il avait d'avoir de ces trucs-là. »

Cependant l'État comptera toujours, dans ses évaluations budgétaires, le produit des taxes sur les valeurs mobilières, le rendement des impôts sur les opérations de Bourse et, pour combler le déficit, sur les braves gens qui s'en vont à la souscription comme les cuirassiers de Reichshoffen allaient à la charge.

L'Action française, 25 décembre 1933.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Nous aurons les conséquences

L'Action française, 14 février 1928.

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque, dans une centaine d'années, on racontera l'histoire de notre temps, nous savons bien ce que l'on ne manquera pas de dire parce qu'on aura vu les conséquences de ce qui s'accomplit sous nos yeux.

La guerre est déclarée à la richesse. C'est par là que toutes les démocraties finissent et doivent finir : qu'on relise plutôt *la Cité antique* de Fustel de Coulanges. À ses origines, la troisième République avait rapidement expulsé les éléments révolutionnaires et socialistes qui avaient pris part au Quatre Septembre. Des bourgeois renforcés, comme Ernest Picard, dont le nom figure sur les vignettes de la Banque de France, avaient donné le ton au régime. Il y eut cinquante ans de tranquillité pour les fortunes. « Nous prenons notre bien en patience, » disait cette grande dame au temps du ralliement.

Tout a changé lorsque la grande crise financière est venue. Alors, dans l'âpre contestation des intérêts, la démagogie a trouvé le champ libre. La guerre aux riches a remplacé la guerre aux curés et elle suit son cours avec la même intolérance.

À la révocation de l'Édit de Nantes, qui contenta toute la France qui n'était pas protestante, personne, sur le moment même, n'aperçut les résultats. On disait : « Bon débarras, » aux religionnaires qui s'en

allaient. Quelques années plus tard seulement on découvrit que les réfugiés, en portant leur activité et leur industrie ailleurs, avaient appauvri la France. On en a fait depuis grief à Louis XIV qu'on avait applaudi sur le moment même.

« On a dénoncé l'émigration des capitaux. Qu'on prenne garde à l'émigration des personnes. » Cette petite phrase d'un journal financier très lu, et très prudent, qui procède surtout par allusions discrètes, a frappé quelques personnes dans Paris. Quelques personnes seulement. Il est sûr que nul avertissement n'aura d'effet sur une démagogie qui se suiciderait si elle n'avancait plus dans la voie où elle est engagée.

Il a été dit aussi et il est visible que tous les impôts qu'on vote se ramènent à frapper toujours les mêmes, à exténuer le « dernier carré » d'un certain nombre de contribuables. C'est si facile ! Le succès électoral de cette méthode est si sûr ! Quelque remords qu'en éprouvent parfois certains socialistes (lorsqu'ils disent, par exemple, que, pour l'impôt sur le revenu, on est arrivé à la limite de la taxation), on ne renoncera pas à un moyen qui frappe moins de gens qu'il n'en réjouit.

Seulement, le jour prochain où l'atmosphère sera tout à fait irrespirable pour ceux qui produisent la richesse, rien ne pourra empêcher que ceux à qui la vie est rendue impossible, s'en aillent. Il y a un moment où le civisme ne lie plus, où le patriotisme ne retient plus. Ces choses-là ne se font d'ailleurs ni par raisonnement ni par principe. Ceux qui les font obéissent à un mouvement naturel, sans idée préconçue, au gré des circonstances. Un grand industriel a des intérêts, souvent des succursales à l'étranger. Il augmentera ces intérêts. La succursale deviendra la maison mère. Il finira par s'y établir en attendant qu'en France les choses aillent mieux.

Les émigrés ne s'en vont jamais sans idée de retour. On va se mettre à l'abri pendant l'orage. Mais ces orages durent toujours plus longtemps que l'on n'avait compté. Lorsque le gouvernement de Louis XIV, alarmé du départ de tant de drapiers et d'horlogers, leur envoya des émissaires pour les faire revenir, les huguenots avaient déjà pris leurs habitudes. Éprouvés, ils ne croyaient plus aux promesses. Presque tous répondirent que c'était trop tard. C'est ainsi que les choses se passent dans tous les cas pareils.

Que les émigrés de la Révocation ou ceux de la Révolution aient eu tort ou non, peu importe. Quand un homme ne peut plus vivre selon ses idées, il s'en va. À plus forte raison quand il ne peut plus vivre du tout. Les protestants voulaient le culte à leur manière. Quelle différence y a-t-il avec l'homme qui pense : « Je veux pouvoir léguer ma fortune à mes enfants s'il me plaît, et c'est ainsi que je comprends la loi ? »

L'Action française, 14 février 1928.

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Vitalité du capitalisme ¹

Le Capital, 13 février 1936.

[Retour à la table des matières](#)

Selon le mot célèbre, il est des morts qu'il faut qu'on tue. Et il y a aussi ces gens qu'un personnage de théâtre tuait et qui se portaient assez bien.

Tel est le cas du capitalisme. Avait-on assez annoncé qu'il se mourait, qu'il était mort ? « Vieillard, va-t'en donner mesure au fossoyeur. » On le traitait comme un cadavre. On répétait le classique *jam foetel* « il pue déjà ». Il y a peu de temps encore, dans un congrès socialiste, un orateur s'écria superbement : « Nous n'aurons même pas besoin de le renverser. Il tombe tout seul. Il s'éboule. »

Au fond, cette idée était de celles que Karl Marx appelait avec mépris « petites bourgeoises ». Elle se composait d'un mélange d'esprit catastrophique, de pessimisme et de panique. Elle était inspirée par la « crise ». Tout le monde sait que le gros public, moutonnier, n'achète jamais en baisse. Il suffit qu'une valeur descende à la Bourse pour

¹ Cet article, paru après la mort de Jacques Bainville, est probablement le dernier qu'il ait écrit. Toute la foi de l'auteur dans l'avenir de la France s'y retrouve par l'expression de sa confiance dans la sagesse et la vertu du paysan français. Il résume en tout cas un des aspects les plus caractéristiques de sa philosophie politique.

qu'il la croie perdue. Il croit bon tout ce qui monte. Il ne connaît pas de milieu entre la hausse illimitée et la chute verticale et sans remède.

*
* *

Quand l'homme de la rue a vu fondre les bénéfiques, diminuer ou disparaître les dividendes, il s'est naturellement imaginé que c'était fini, que la prospérité ne reviendrait jamais, que le système touchait à sa fin. Le capitaliste qui désespère de son titre n'est pas dans un état d'esprit différent de celui du socialiste qui attend « l'éboulement » et la « lutte finale ».

Cependant, toutes les entreprises n'ont pas sombré. Tous les grands trusts ne se sont pas effondrés. Il y a des affaires qui ont tenu bon. Et même les cours remontent. Ils ont souvent doublé en un an. Le capitalisme n'est-il donc pas mort ? Non, petit bonhomme vit toujours.

Il n'en est pas à ses premières alertes. Il a passé par bien d'autres affres. Qu'on le demande plutôt à ces « deux cents familles » que le Rassemblement populaire dénonce comme une puissance affreuse et féodale, sans d'ailleurs les désigner une par une. On le regrette. Ce serait bien mieux s'il les nommait. On verrait qu'il n'en est pas une seule, pourvu qu'elle soit un peu ancienne, qui n'ait connu dans son histoire des moments où elle a paru tout près de la ruine. Et, sans parler des disparues, les plus puissantes ont été parfois les plus menacées. Elles n'ont pas oublié qu'elles ont souvent tremblé sur leurs bases.

Le capitalisme ne « s'éboule » pas pour la raison qu'il s'est toujours éboulé. Il est fait d'une suite de destructions et de constructions. L'inimitable dandy, le Brummel de notre pays et de notre temps, Boni de Castellane, enseignait aux gens de son monde « l'art d'être pauvre ». Il y a aussi un art non seulement d'être riche mais d'être capitaliste, art qui consiste à savoir d'abord que les richesses ne sont pas éternelles, qu'elles sont fragiles et ensuite qu'elles se reforment sans cesse, dans d'autres conditions, rarement d'ailleurs entre les mêmes mains.

Imaginez un peu ce que les contemporains de la Révolution française ont pu penser de l'avenir du capitalisme. Si le mot, alors, n'était pas employé, la chose existait. Si les valeurs mobilières n'étaient ni aussi nombreuses ni aussi répandues qu'aujourd'hui, elles étaient fort loin d'être inconnues. La haute, moyenne et petite bourgeoisie vit s'entr'ouvrir l'abîme, lorsque furent anéanties ces actions de la Compagnie des Indes, qui figuraient, comme on dirait aujourd'hui, dans les portefeuilles les mieux composés. La modeste dot que Mme de Chateaubriand avait apportée à son illustre époux consistait en rentes sur le clergé qui passaient pour être d'une solidité à toute épreuve et qui étaient en effet supérieurement gagées. Seulement le gage s'évanouit et, un jour, le futur auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe* reçut pour toute compensation un lot d'assignats, qu'il eut, par surcroît, le malheur d'oublier dans un fiacre.

Il y eut pourtant des affaires qui survécurent à la tourmente révolutionnaire et aux mesures, d'un communisme incontestable, qui furent prises alors. Saint-Gobain, qui remonte au dix-septième siècle, vit toujours, après des hauts et des bas. Cependant un officier d'artillerie, qui s'appelait Choderlos de Laclos, l'auteur fameux des *Liaisons dangereuses*, recommandait à sa femme, au cas où il viendrait à disparaître, de ne se défaire, sous aucun prétexte, de ses « charbons d'Anzin » dont il possédait des parts. Moraliste et psychologue, Laclos avait confiance dans l'avenir du capitalisme.

Ce sont des choses qu'on se rappelle avec un certain plaisir philosophique. Nous ne mentionnerons pas non plus sans une douce et paisible ironie qu'au début de ce siècle, un journal financier très sage, très pondéré, archibourgeois et archiprudent avait organisé un concours parmi ses lecteurs non moins graves que lui pour les inviter à désigner les deux meilleures valeurs du monde. La majorité des suffrages s'était portée sur l'action des Chemins de Fer du Nord et sur l'action de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Assurément ce n'est pas le résultat que le même genre de plébiscite donnerait aujourd'hui. Qui se hasarderait à décerner cette palme et à nommer le phénix des valeurs ?

Mais les valeurs mobilières sont comme les feuilles, les fleurs et les oiseaux. Elles tombent, s'envolent et renaissent. Elles sont aussi

comme les livres et les chansons qui ont leur destin. Enfin elles sont faites surtout pour les villes, où l'on oublie vite.

À la campagne, la mémoire est plus longue. L'expérience compte plus et profite mieux. Le capitalisme est un mot abstrait qui n'offre pas beaucoup de sens. On sait ce que c'est que la propriété sous sa forme la plus visible et la plus tangible qui est la propriété foncière, la seule que l'on croie vraiment solide. Pourtant, celle-là même qui est au « soleil », on la sait sujette aux fluctuations et aux accidents. Il est encore des vieillards qui se souviennent de la crise agricole de 1892-1893. Alors les terres se louaient à vil prix. Parfois elles étaient abandonnées. Les propriétaires purent se croire ruinés. Et les prétendants prenaient la fuite lorsqu'ils apprenaient que la dot consistait en fermes.

*

* *

Il y a douze ou quinze ans, au moment du grand engouement pour la terre valeur réelle, les anciens, au fond des provinces, hochaient la tête. Ils disaient que ça ne durerait pas. Et ils n'imposaient à leurs fermiers que des baux raisonnables, ils refusaient de les mettre au coefficient 7 ou 5 en faisant cette prophétie : « À quoi cela nous servira-t-il, puisque ce sont des prix que, tôt ou tard, ils ne pourront pas payer ? »

Telle est la sagesse du capitalisme rural lequel est essentiellement traditionnel et modéré et, pour cela même, éternel. Il sait que les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel, que les chênes ne plongent pas leurs racines jusqu'au centre de la terre, que rien ne va jamais de plus en plus ni de moins en moins, que les catastrophes sont souvent individuelles, bien rarement collectives et totales et que ceux qui les attendent ressemblent à ces hommes qui redoutaient l'an mil et s'abstenaient de fonder et de travailler, tandis que les plus sensés, au lieu de penser à la fin du monde, continuaient leurs petites affaires.

Le Capital, 13 février 1936.

La fortune de la France

LA BOURSE ET LA FORTUNE

[Retour à la table des matières](#)

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Le "manuel du spéculateur
à la bourse"

Le Capital, 19 juillet 1928.

En relisant ce livre de Proudhon, vieux de trois quarts de siècle, on peut apprendre bien des choses.

[Retour à la table des matières](#)

Il est curieux de relire aujourd'hui le *Manuel du spéculateur à la Bourse* que Proudhon, le socialiste Proudhon, écrivait au début du Second Empire. Livre amusant, parce que, comme nous le dirons tout à l'heure, il permet de mesurer, sur certains points, le chemin parcouru depuis trois quarts de siècle et aussi parce qu'il est rempli de contradictions comme tous ceux de ce révolutionnaire qui avait un fond très solide de bon sens paysan et conservateur.

Proudhon disait à peu près de la spéculation, comme Ésope de la langue, qu'elle était la meilleure et la pire des choses. « La spéculation, écrivait-il, n'est que la conception intellectuelle des différents procédés par lesquels le travail, le crédit, le transport, l'échange peuvent intervenir dans la production. C'est elle qui recherche et découvre pour ainsi dire les gisements de la richesse, qui invente les moyens les plus économiques de se la procurer, qui la multiplie soit par des façons nouvelles, soit par des combinaisons de crédit, de transport, de

circulation, d'échange, soit par la création de nouveaux besoins, soit même par la dissémination et le déplacement incessant des fortunes. »

Il en faisait encore un éloge vibrant lorsqu'il la représentait comme une sorte de génie de la liberté, de Satan répétant son refus d'obéissance. Il devenait lyrique dans son admiration pour ce Lucifer. « Par la nature même des choses, écrivait-il encore, la spéculation est ce qu'il y a de plus spontané, de plus incoercible, de plus réfractaire à l'appropriation et au privilège, de plus indomptable au pouvoir, en un mot de plus libre. Infinie dans ses moyens comme le temps et l'espace, offrant à tous ses trésors et ses mirages, monde transcendant que l'Ordonnateur souverain a livré aux investigations des mortels, *tradidit disputationibus eorum, plus* d'une fois le pouvoir, sous prétexte de moralité publique, a essayé d'étendre sur elle sa main réglementaire, et toujours elle l'a convaincu d'ineptie et d'impuissance... Elle échappe à toutes les constitutions gouvernementales et policières. Entreprendre de placer, sur ce dernier et infaillible truchement, un abat-jour, ce serait vouloir gouverner dans les ténèbres d'Égypte, ténèbres si épaisses, au dire des rabbins, qu'elles éteignaient les lanternes et les bougies. »

Ainsi la spéculation exprime l'opinion, que l'on a appelée la reine du monde. Ainsi elle peut servir de guide et de correctif à ceux qui prétendent conduire les peuples. Proudhon affirme qu'elle avait condamné le Directoire et promu Bonaparte au Consulat en saluant par la hausse le 18 Brumaire, tandis que plus tard, en 1814, de son pouce tourné vers la terre, elle avait achevé Napoléon lorsqu'il tenait encore tête, dans les plaines de Champagne, à la coalition victorieuse...

Il y a là de l'exagération, une exagération évidente. La spéculation, juge les événements plus qu'elle ne les dirige. Il arrive pourtant qu'elle contribue à les modifier. Car étant essentiellement une opération de l'esprit qui consiste à prévoir et à anticiper, elle donne d'avance l'image de ce qui se passera si son avertissement n'est pas entendu.

C'est ce qui s'est produit au mois de juillet 1926, pendant ces journées noires dont revient l'anniversaire. Confiance, méfiance, ne sont que des figures de la spéculation. La livre à 248 signifiait qu'on crai-

gnait de la voir à 496 puis à 2 480. Le ministère Herriot n'a pas succombé devant un « mur d'argent » mais par la simple appréhension immédiatement traduite par une avalanche de ventes sur le franc et sur les valeurs françaises.

Chose que Proudhon savait fort bien, plus on prétend interdire la spéculation et plus sa force est irrésistible. C'est s'asseoir sur le couvercle de la chaudière. Pacifique et conservatrice, il le disait lui-même, la spéculation n'absout ni les pouvoirs belliqueux ni les pouvoirs révolutionnaires.

Proudhon restait cependant l'apôtre de la révolution. Il avait même cru, un peu naïvement, qu'elle viendrait par les excès et les abus de la Bourse, celle des valeurs comme celle des blés. À la fin de sa vie, il était revenu de son erreur. Et comme on lui demandait à quel signe la révolution sociale se reconnaîtrait, il répondait par ce mot prophétique : « Lorsque le paysan gardera sa récolte le fusil à la main, alors vous pourrez dire que la révolution sociale est arrivée. » C'est justement ce que l'on voit dans la Russie soviétique.

C'est aussi ce que Proudhon avait indiqué ailleurs par ces mots singulièrement actuels : le rôle de la Bourse est de rendre « la non-confiance possible ».

Proudhon, lorsqu'il mourut, croyait-il encore à l'antagonisme, qu'il avait déclaré fatal, du capital et du travail ? Selon la doctrine, qui est restée celle de l'école socialiste, il définissait le capital du « travail accumulé », c'est-à-dire un prélèvement inique sur le labeur des prolétaires. On se rend compte aujourd'hui, justement parce que le capital a failli s'engloutir, qu'il est de l'épargne, en d'autres termes, une victoire remportée par l'homme sur lui-même et sur ses instincts de jouissance immédiate. Le capital représente des privations, des renoncements, en somme, de la vertu. À l'origine des fortunes, les plus grandes comme les plus modestes, il y a un effort moral. Quelqu'un que je connais a coutume de dire brutalement : « Est capitaliste celui qui met de côté ce que les autres mettent dans le trou qu'ils ont sous le nez. »

Et nous nous apercevons mieux aussi (il suffit de comparer le niveau de la vie aux États-Unis au niveau de la vie en Russie soviétique)

que le développement du confort et la diffusion du bien-être tiennent au développement même du capitalisme. Le dernier mot du progrès social, c'est l'assurance universelle contre la maladie, la vieillesse, les accidents, le chômage. L'assurance se traduit par la rente. Et comment y aurait-il rente, s'il n'y avait pas capital ?

Ces réflexions paraissent assez loin de Proudhon. Elles sortent naturellement de son oeuvre et aussi de ses polémiques avec Karl Marx, en qui il avait flairé un ennemi.

*
* *

Mais, on ne saurait rouvrir ce vieux *Manuel du Spéculateur à la Bourse* sans y faire d'autres remarques. Que reste-t-il des valeurs qu'il énumère et qu'on négociait, au commencement du règne de Napoléon III, sur le marché de Paris ? Combien ont disparu, mortes par accident ou par cette lente usure qui, tôt ou tard, dégrade toute chose ? C'est une des justifications morales du capital que cette nécessité où il est de se renouveler sans cesse pour ne pas périr.

En relisant Proudhon, on s'aperçoit d'autre chose encore. Il écrivait, de son temps : « Où commence la richesse ? Pour l'artisan et le domestique, ce serait mille livres de rente ; pour la moyenne bourgeoisie, le million, le saint et sacré million ! » Voilà des chiffres qui nous font sourire. Il faudrait au moins les multiplier par cinq puisqu'on fabrique aujourd'hui un « millionnaire » avec deux cent mille francs d'autrefois et puisque les patrimoines anciens sont, pour la plupart, à reconstituer. Il est beau d'entendre invectiver contre la « richesse acquise » lorsqu'on vient de la voir si décevante et si fragile !

Le Capital, 19 juillet 1928.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Courrier de la semaine

L'Action française, 8 mars 1914.

[Retour à la table des matières](#)

Le scandale que la Bourse a offert, ces jours derniers, nous a rappelé le mot de Talleyrand à l'un de ses amis qui se plaignait d'avoir été trompé au jeu : « Oui, c'est abominable, lui répondait le grand railleur. Mais trouvez-moi donc un autre moyen de gagner ? »

Le prince de Talleyrand avait une trop profonde connaissance de la vie pour ne pas savoir qu'il est souverainement imprudent de compter sur le hasard. Et il avait un trop profond mépris des hommes et de l'opinion pour ne pas régler sa conduite sur ce principe expérimental. Aussi, lorsqu'il lui arrivait de se risquer au jeu, non pas pour le plaisir de jouer, comme à son whist, mais pour gagner de l'argent, comme à la Bourse, mettait-il d'abord toutes les chances de son côté. « Quand il faisait une opération, a dit de lui un historien de la spéculation et des spéculateurs, il la voulait faire à coup sûr. Ce n'était jamais qu'avec l'appui d'un secret important, ou d'un événement dont il prévoyait la portée, qu'il se mettait au jeu. Il était d'ailleurs très méfiant. »

Il ne l'était pas encore assez, sans doute, puisque le même écrivain rapporte ce fait curieux. En 1823, un peu avant l'expédition d'Espagne, Talleyrand avait fait vendre 600 000 francs de rentes à découvert, cal-

culant que la nouvelle de la guerre devait déterminer une baisse importante. Mais, en même temps que la guerre, la Bourse apprit que l'Europe approuvait l'intervention de la France. La Bourse raisonna donc autrement que le plus subtil des diplomates avait prévu, et, dans son optimisme, elle vit plus juste que lui, puisque la guerre d'Espagne, extrêmement peu sanglante, fut un succès pour la Restauration. Cette erreur coûta fort cher à Talleyrand, qui paya d'ailleurs sa dette en fort beau joueur et se contenta de dire à son agent de change : « Nous serons plus heureux une autre fois. »

L'habitant de l'hôtel de la rue Saint-Florentin avait les reins solides. Et puis, les occasions de réparer des différences malheureuses ne lui manquaient pas. L'histoire d'un accident pareil survenu à un homme tel que lui devrait pourtant servir d'enseignement à la foulé des petits spéculateurs dont la ruine fait la fortune des gros.

Ne l'avez-vous pas remarqué ? Lorsqu'il se produit un coup de Bourse comme celui de jeudi dernier, dans les conditions les plus déloyales, par l'abus le plus répugnant des ressources dont dispose le pouvoir pour influencer le crédit public, il se produit sans doute un violent mouvement d'indignation. Les bénéficiaires de cette partie où le croupier a montré d'avance les cartes à ses amis sont sévèrement jugés par l'opinion, et M. Arthur Meyer aura été seul à ne pas savoir dissimuler son admiration pour une razzia si fructueuse. On réclame « les noms » et on les réclamera d'ailleurs certainement en vain. Mais s'inquiète-t-on assez de ceux qui ont payé les frais de ce bonneteau de grande envergure ? Toute opération de Bourse a une contrepartie et l'argent que gagnent les acheteurs est perdu par les vendeurs et réciproquement : M. de la Palice l'avait dit avant nous. C'est d'ailleurs une des circonstances les plus étranges du jeu de Bourse que pontes et banquiers, au lieu de s'y rencontrer face à face, comme ils sont autour des tables de baccara, apportent leur mise les uns contre les autres dans les ténèbres. Vous qui spéculez à terme, peut-être avez-vous, sans le savoir, ruiné votre parent, votre meilleur ami, A votre cercle, à votre café, à dîner en ville vous avez pu vous trouver, à votre insu, en contact amical avec l'homme à qui étaient allées, à la dernière liquidation, vos différences. L'anonymat de la Bourse a, quand on y réfléchit, quelque chose d'ironiquement dramatique...

Eh ! bien, il faudrait pourtant qu'après des rafles gigantesques et frauduleuses comme celle que nous venons de voir, on s'intéressât un peu plus aux victimes. On nous répétera peut-être à ce propos le mot de ce financier qui, après la condamnation de Teste et Cubières, sous la monarchie de Juillet, s'écriait en parlant des juges : « Mais ces gens-là n'ont donc jamais fait d'affaires ! » Car c'est surtout à la Bourse qu'il est vrai de dire que les affaires c'est l'argent des autres...

Mais les autres, dans ces circonstances-là, ce sont toujours les mêmes, comme à la guerre ceux qui se font tuer. C'est la foule des petits spéculateurs, tentés par l'espoir de gagner beaucoup d'argent sur un coup de dés et à qui la Bourse, vaste tripot ouvert en permanence sous l'égide des lois, offre tous les jours l'illusion qu'il est aisé de faire fortune. Déjà, de son temps, Proudhon avait écrit des pages amères et fortes sur le peuple de moutons toujours empressé à se faire tondre. Ses avertissements n'ont servi de rien. « Sans la moindre expérience des affaires, disait-il, complètement étranger aux combinaisons par lesquelles les privilégiés du temple de Plutus préviennent ou parent les catastrophes, le joueur que son imbécillité ou la médiocrité de son enjeu a marqué pour le repas du dieu, joue jusqu'à l'entière déconfiture qui ne se fait jamais attendre. » Hélas ! Proudhon comptait sur la révolution sociale pour mettre fin à ce scandale. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé et il apparaît que Proudhon s'est indigné en vain. Nous aurons revu, singulièrement aggravés, ces combats inégaux contre lesquels il mettait déjà le public en garde et où les grands tacticiens de la finance, munis surtout d'un bon service de renseignements et forts des intelligences qu'ils entretiennent au cœur de l'État, écrasent les malheureux qui s'avancent sans éclaireurs et, en face d'une artillerie perfectionnée, munis d'armes préhistoriques, sont voués à la défaite. D'ailleurs, quand ils sont dépouillés, ce n'est pas sur la révolution qu'ils peuvent compter pour rentrer dans leur argent puisque, les trois quarts du temps, les gagnants tenaient directement le bon tuyau de leurs amis de la Sociale.

L'Action française, 8 mars 1914.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

La bourse et la fortune publique

La Liberté, 2 décembre 1929.

[Retour à la table des matières](#)

On a beaucoup remarqué que le gouvernement lui-même, par un communiqué officiel, a fait savoir que la baisse de la Bourse n'avait ni un caractère alarmant ni un caractère profond et que, selon l'expression consacrée, « la position de la place était saine ». Autrefois, les mouvements de la Bourse ne semblaient pas intéresser l'État. La hausse, la baisse étaient regardées comme des jeux de spéculateurs, l'affaire d'un petit nombre de personnes pour lesquelles, entre nous soit dit, on n'avait pas une extrême considération. Tout cela a bien changé.

Il est vrai que l'État a toujours dû se préoccuper de la Bourse parce que le cours de ses rentes est le signe de son crédit. Mollien, ministre du Trésor sous le Premier Empire, raconte que Napoléon se fâchait quand le 5 pour 100 tombait trop bas et s'impatientait de ces fameuses « questions de place » par lesquelles on voulait lui expliquer les mouvements des valeurs. Mais, dans la baisse de ces jours derniers, ce qu'il y a eu de plus ferme, ce sont précisément les rentes françaises, chose qui eût d'ailleurs paru incroyable il y a à peine dix-huit mois. Si le gouvernement se préoccupe de la tenue des cours, c'est donc pour d'autres raisons.

C'est d'abord parce que la Bourse est pour l'État une excellente vache à lait. Il l'a frappée d'impôts divers qui rapportent de grosses sommes au Trésor. Marasme boursier signifierait réduction de recettes fiscales. Mais il faudrait justement savoir si, là encore, l'excès de la fiscalité n'est pas une des causes du marasme. Quand la moindre opération de Bourse commence par l'acquittement de lourdes taxes, le spéculateur y regarde à deux fois avant de jouer une partie où l'État, croupier, commence par un prélèvement excessif sur la mise. Quant au sage épargnant, il se dégoûte d'acheter des valeurs dont le coupon est abusivement rogné au point, parfois, de disparaître. A force de traire la vache, le fisc tarit le lait.

Ce n'est pas tout. L'activité de la Bourse n'a peut-être jamais été liée autant qu'aujourd'hui à l'activité des affaires. Depuis plusieurs années, innombrables sont les personnes qui ont pu maintenir leur niveau de vie en achetant et en revendant des valeurs. Les revenus avaient diminué. On faisait compensation avec des plus-values de capital. Et l'on savait, dans beaucoup de commerces, que la clientèle se restreignait dès que la Bourse n'allait plus. Alors une baisse persistante, un marasme prolongé signifieraient aussi un ralentissement des affaires, et, par voie de conséquence, un ralentissement du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires.

On comprend alors pourquoi l'État est intéressé à un bon fonctionnement de la Bourse. Le Trésor public, le budget lui-même en dépendent. Les valeurs mobilières, tant honnies, tant pressurées, ont ainsi leur revanche. Le gouvernement est bien bon de publier des communiqués rassurants. Qu'il commence par ne pas tuer la poule qui lui pondait des oeufs d'or.

La Liberté, 2 décembre 1929.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

L'imitation funeste

Le Capital, 18 novembre 1930.

[Retour à la table des matières](#)

Avant Alfred Tarde, philosophe, qui a posé et défini les « lois de l'imitation », Rabelais, autre philosophe, avait conté la fable des moutons de Panurge. « Tous les autres moutons, criant et bêlant en pareille intonation, commencèrent soi jeter et sauter en mer après à la file. La foule était à qui premier y sauterait après leur compagnon. Possible n'était les en garder. Comme vous savez être du mouton le naturel, toujours suivre le premier, quelque part qu'il aille. »

Quand on observe les phénomènes du monde économique et financier, on s'aperçoit que tout le monde fait toujours la même chose en même temps. C'est la cause des *booms* et des *krachs*, le principe des crises. Qu'une industrie, un commerce réussissent, on s'y rue. Naguère, paraît-il, on comptait à Paris 17000 boutiques de marchands d'antiquités. Dans la campagne anversoise, tous les jeunes gens quittaient la terre pour tailler le diamant. Mais qui, à ce moment-là, achetait des meubles anciens et des pierres précieuses en pensant aux châtelains ruinés et sauvés par leurs vieilles tapisseries, aux femmes russes émigrées qui avaient pu vivre grâce à leurs bijoux ?

L'imitation est responsable de la surproduction. Elle l'est également de la hausse et de la baisse. La crainte de manquer à gagner ce qu'ont gagné d'autres est aussi contagieuse que la peur de perdre. Elle produit les mêmes résultats qui sont d'ailleurs désastreux. Le *boom* est une fuite en avant comme le *krach* est une fuite en arrière, le *sauve-qui-peut* succédant au *profite-qui-peut*.

C'est ainsi que nous aurons vu en quelques années tant de paniques et d'engouements contradictoires : fuite devant le franc ; les rentes et les valeurs à revenu fixe jetées, à n'importe quel prix, par-dessus bord ; chasse aux valeurs réelles et aux valeurs à change ; à l'époque de la stabilisation, achats en masse de titres industriels qu'on ne trouvait jamais assez réévalués. Tout cela pour en arriver à la crise présente, où la méfiance et le soupçon s'attachent aux meilleures valeurs industrielles alors que naguère on s'arrachait indistinctement les bonnes, les médiocres et les mauvaises.

Ceux qui suivent les mouvements paniques se ruinent infailliblement alors que, pour gagner, il faut avoir la force d'esprit de faire le contraire de ce que fait la foule. Il faut avoir de la clairvoyance, sans doute, mais aussi le courage très rare d'être seul ou presque seul. Celui qui vend en baisse ne se doute pas qu'il provoque la baisse et que son ordre de vente vient grossir une avalanche. Celui qui court pour retirer son argent de la banque trouve une queue de dix mille personnes dont l'affolement semblable au sien a eu pour effet d'obliger à fermer les guichets.

On va répétant que l'éducation financière du public est à faire, mais on peut se demander si elle sera jamais faite. Le meilleur conseil que l'on pourrait donner à un très grand nombre de porteurs de valeurs mobilières serait de ne jamais regarder la Cote de la Bourse. Ils éviteraient des émotions d'abord, des occasions de perdre de l'argent ensuite, étant donné que la tendance générale est d'acheter ce qui a beaucoup monté et de vendre ce qui a beaucoup baissé.

Le propriétaire d'immeubles ne se doute pas ou ne se doute que vaguement que le prix de ses maisons et de ses terres varie aussi d'une année à l'autre. Il n'est pas, tous les soirs, fasciné ou alarmé par la lecture des cours. Et pourtant les fluctuations de la propriété immobilière

sont égales à celles de la propriété mobilière. Seulement elles se voient moins et n'impressionnent pas.

Pour commencer son éducation financière, le public devrait d'abord connaître l'histoire de M. de Monthyon. En 1788, l'illustre fondateur des prix de vertu s'était dit que cela tournait mal et, sans attendre la suite, il avait réalisé ses biens. En 1798, jugeant que la situation ne pouvait plus être pire, il avait racheté ce qu'il avait vendu. C'est ainsi que M. de Monthyon fit fortune et que, tous les ans, par ses volontés dernières, la vertu est encore récompensée.

Le Capital, 18 novembre 1930.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Opinions fragiles*Le Capital, 25 Mai 1932.*[Retour à la table des matières](#)

Malheureusement ou heureusement, les cours de la Bourse sont affaire d'opinion. Ils reflètent les idées, les imaginations sombres ou riantes qui dominent à un moment donné, des illusions dorées ou des craintes qui s'envolent tout à coup et qui sont remplacées par d'autres appréhensions ou par d'autres mirages. Et l'on ne se souvient même plus d'un état d'esprit qui a déjà fait place au suivant.

Pourtant, si l'on se rappelait les opinions successives qui ont régné depuis une dizaine d'années seulement, on serait étonné de ce qu'elles ont eu d'éphémère et de fragile, bien qu'elles se fussent, à leur heure, imposées comme des vérités incontestables. Est-il nécessaire d'évoquer tant de vagues établies sur des raisonnements qui semblaient péremptoires ? On a cru dur comme fer, c'est le cas de le dire, aux matières premières, aux valeurs réelles, à ce qui ne devait jamais, en tout cas, cesser de représenter une richesse tangible, métaux, pétrole ou caoutchouc. Un peu plus tard, après notre stabilisation, on s'était convaincu que les actions des sociétés françaises devaient valoir cinq fois plus qu'avant la guerre, sinon davantage, compte tenu du pouvoir

d'achat réduit que gardaient les vingt centimes du franc nouveau. Que reste-t-il de ces théories qui ont eu des adeptes enthousiastes et qui ont fait florès ? Un peu moins que fumée au vent. Elles ont seulement profité à ceux qui n'y ont cru que pour un certain temps et dans une certaine mesure et qui ont su « réaliser » au moment opportun. Encore ne se sont-ils enrichis qu'à la condition de ne pas être retombés dans une autre ornière.

À la campagne, où l'on a la mémoire longue, les engouements sont généralement tempérés par l'expérience. Les hommes d'âge étaient méfiants devant la hausse du prix des terres. Ils se souvenaient de la grande crise agricole de la fin du dix-neuvième siècle, lorsque cultivateurs et propriétaires ruraux s'étaient crus ruinés.

Paul Leroy-Beaulieu pouvait écrire encore, quelques années avant la guerre, que l'annonce d'une dot en biens-fonds suffisait à mettre les prétendants en fuite. On a envié ensuite ceux qui, au moins, avaient un champ. Cela se trouve déjà dans les Lettres Persanes qui sont vieilles de deux cents années. Usbek rencontre un homme qui se lamente. « Mes fermiers ne me paient plus. Je suis accablé d'impôts. Mes bâtiments tombent et l'on me demande des sommes folles pour les réparer. Que n'ai-je eu ma fortune en rentes ! » Tout de suite après, Usbek rencontre un autre homme qui s'arrache les cheveux parce que les actions du Mississipi ont baissé : « Ah ! s'écrie-t-il, que n'ai-je le bonheur de posséder des terres ! Elles seraient toujours là ! »

La fable de Montesquieu est spirituelle. Mais elle serait encore plus vraie s'il avait mis un certain nombre de mois entre les deux rencontres d'Usbek. A moins qu'il n'ait voulu dire qu'il a toujours été bien difficile de trouver un abri sûr pour les capitaux, En cela, comme pour le reste, les opinions sont changeantes. Elles dépendent des circonstances. Et ce sont elles qui, à leur tour, déterminent la valeur fugitive des choses.

On parle des erreurs et des divagations de l'économie capitaliste et l'on rêve de la remplacer par l'économie dirigée. Mais qui dirigera, selon quels principes ou quelles impressions ? Il faut toujours appliquer une idée, un concept. Où les prendra-t-on ? Chez quel infailible ? On reproche au capitalisme de n'avoir pas su limiter la produc-

tion et, par là, d'avoir causé les ravages de la crise. Mais, naguère, tout le monde conjugait le verbe « produire », même et surtout les gouvernements. On passait pour un stérile malthusien si l'on ne chantait à l'unisson l'hymne aux producteurs.

Le Capital, 25 Mai 1932.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Une règle infaillible

Le Capital, 23 août 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Tout ce qui est exagéré ne compte pas. Il y a de l'exagération jusque dans ce mot fameux puisque celui qui l'avait prononcé passa une partie de sa vie auprès d'un homme qui n'était pas la mesure même : on ne peut pourtant pas prétendre que Napoléon n'ait pas compté ! Mais Talleyrand voulait dire que, *dans la sourdine des idées et des opinions, ce qui est outré ne convainc pas et, par conséquent, n'a pas d'importance.*

Ce qu'il faudrait ajouter c'est que, plus encore que du vide, *la nature a horreur de l'excès, la nature des choses économiques surtout. Une crise, ce sont des excès qui se paient. Et c'est par son excès même qu'elle doit à son tour de guérir.* L'exagération de la hausse engendre la baisse et d'une baisse exagérée renaît la hausse.

C'est tout particulièrement vrai du marché des valeurs. Et si un autre Proudhon venait à écrire un nouveau *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, il pourrait poser en principe que le moyen le plus sûr de gagner est de « tourner le dos à la multitude », comme les sages antiques le recommandaient pour la recherche de la vérité.

La sagesse pratique conseille, elle aussi, de se méfier des vaines opinions des hommes qui vont sans relâche d'un extrême à l'autre et qui ne cessent de brûler ce qu'ils ont adoré. Il est inutile de leur rappeler que les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel. Dans les périodes d'engouement pour les valeurs, on ne voit plus d'arrêt à la hausse, et lorsqu'à l'engouement succèdent la crainte et le dégoût, on ne voit plus d'arrêt à la baisse. C'est précisément là que le régulateur naturel commence à jouer.

Hausse et baisse sont faites à la fois de crédulité et d'incrédulité, celle-ci s'appliquant à tout ce qui est rationnel et réel. Le fabuliste qui a dit : « L'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour les mensonges, » semble avoir fréquenté longtemps la Bourse.

Se rappelle-t-on encore les cours vertigineux auxquels les valeurs industrielles étaient parvenues pendant la période 1928-1929 ? En ce temps-là, le président du Conseil d'administration d'une grande entreprise phosphatière déclarait, en pleine Assemblée générale, que, pour justifier les prix que cotaient alors les actions, il eût fallu que la Société fût dix fois plus de bénéficiaires. Quel effet produisirent ces paroles ? Aucun. On persista à acheter. Depuis, la même action est tombée d'une vingtaine de mille francs, bien au-dessous de 2 000. Que le président du Conseil d'administration déclare maintenant que les affaires sociales s'améliorent. Il ne fera pas plus acheter que, naguère, il ne faisait vendre.

À l'illusion de la hausse continue a succédé l'illusion de la baisse sans fin. Or, le propre du monde réel, celui où nous vivons, est justement de ne pas être infini, mais « fini ». Il *n'y a ni « de plus en plus » ni « de moins en moins » pour la raison excellente que si les choses allaient de plus en plus ou de moins en moins, il y a longtemps qu'elles auraient cessé d'exister.*

Le Capital, 23 août 1932.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Être riche*La Liberté, 9 février 1929.*[Retour à la table des matières](#)

Encore un krach. Encore une affaire soufflée qui se dégonfle et derrière laquelle on s'aperçoit qu'il n'y avait rien ou moins que rien et qui n'en a pas moins fait pendant quelque temps ce qu'on appelle de « hauts cours ». Il y a même d'heureux spéculateurs, ceux qui ont pris leur bénéfice à temps, et qui auront trouvé que cette affaire était excellente. Oui, mais les autres ? Car tout vendeur suppose un acheteur et tout gagnant un perdant.

On doit se demander, du reste, si nous n'entrons pas dans une période de dégonflement général après une période de sortilège et d'illusion.. O valeur or ! Que d'excès on a commis en ton nom ! Sous prétexte que des actions industrielles de premier ordre possédaient un actif considérable qui devait « sortir » un jour ou l'autre, toutes les actions ont monté, monté. Ce qui aurait passé jadis pour folie paraissait être la sagesse. On a acheté sans discernement. Et tel qui, jadis, ne voulait pas entendre parler d'autre chose que des obligations du Crédit Foncier ou des chemins de fer, s'est lancé à corps perdu sur les titres les plus extravagants.

Plus c'est loin, plus c'est beau. Plus c'est vague, plus la séduction est puissante. Des Mines de cornichons du Colorado trouveraient preneur. Mais la *Colorado's Pickles Mines Cy*, on se l'arracherait. Si ce

phénomène n'est pas tout à fait nouveau, il s'est développé depuis quelques années dans des proportions extraordinaires.

C'est en vain que M. Ford, le célèbre milliardaire (et milliardaire en dollars, non pas en francs à quatre sous), a donné des conseils pour faire fortune. On ne l'a pas cru. Pourtant ses avis n'étaient pas mauvais. D'abord, disait-il, n'écoutez jamais un « tuyau ». Rien n'est plus dangereux qu'un « tuyau ». Ensuite, si vous achetez des actions, choisissez de préférence celles qui donnent des dividendes depuis longtemps. Il y a là au moins une présomption de prospérité. Et sans doute, à ce compte, aucune affaire nouvelle ne se monterait. Mais le fait d'essuyer les plâtres entraîne des risques nombreux.

On a rendu l'inflation puis la stabilisation responsables de cette fureur spéculative qui s'est emparée du public. Mais le dollar n'a jamais été déprécié. Est-ce que sa solidité a empêché, aux États-Unis, une spéculation gigantesque ? Partout et toujours on a rêvé de s'enrichir et, peut-être plus encore, de ne pas rester en arrière de ceux qui s'enrichissaient rien qu'en donnant quelques ordres de Bourse. Pourquoi pas moi ? est le grand principe de ces booms. Ainsi on a vu jadis, en Hollande, une spéculation inouïe s'exercer sur les oignons de tulipe, jusqu'au jour où lesdits oignons, après avoir changé cent fois de mains, restèrent pour compte aux derniers acheteurs, les jardiniers eux-mêmes n'en voulant plus pour un florin parce qu'ils étaient desséchés.

S'enrichir est un rêve éternel. Mais il faudrait d'abord savoir ce que c'est que d'être riche. Tout bien pesé, être riche, c'est ne pas avoir d'ennuis d'argent... Or, on peut posséder une grande fortune et avoir des ennuis d'argent. Tout dépend des charges qu'on a, du train de vie que l'on mène. Tel qui habite un appartement de trois pièces a des finances plus enviables et plus saines que tel autre qui est affligé des frais de trois châteaux. Mais cette philosophie est bien peu efficace et n'empêchera jamais personne de courir après la fortune et de croire aux gisements de pickles dans le Colorado.

La Liberté, 9 février 1929.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

**Le capitalisme.
Et s'il ne mourait pas ?**

Le Capital, 27 juillet 1934.

[Retour à la table des matières](#)

Je n'embouche pas la trompette héroïque pour comparer le capitalisme à l'astre qui versait des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs. Il convient de dire plus prosaïquement que petit bonhomme vit encore.

Il vit dans les esprits et dans les moeurs. On compte en France plusieurs millions de propriétaires. Pas un doute ne les effleure sur leur droit de posséder ni sur celui de transmettre leur bien à leurs enfants. La France, dans ses conditions et ses traditions sociales, n'a pas bougé. C'est surtout en province qu'on s'en aperçoit. Notre pays a ainsi l'avantage de la stabilité.

Rome, disait Horace, durera aussi longtemps que la vestale silencieuse montera, derrière le pontife, au Capitole. Bien des choses dureront aussi longtemps que l'on continuera, dans nos campagnes, à mesurer la richesse des particuliers d'après la quantité de terre qu'ils possèdent. L'agriculture a beau souffrir et se plaindre, la crise et la mévente ont beau sévir, les biens au soleil gardent leur prestige, comme si quelque chose disait que ces plaies ne seront pas éternelles. Et ce quelque chose est une sagesse fondée sur une antique expérience.

Il en va autrement pour les valeurs mobilières. Là, incontestablement, le doute existe et la méfiance aussi. Pourquoi ? Ne serait-ce pas parce qu'on lit trop de dissertations et trop le cours de la Bourse ?

Nous en demeurons d'accord : l'homme qui a de l'argent à placer a quelques excuses de rester perplexe. Il entend d'un côté ceux qui recommandent la déflation et de l'autre ceux qui prônent l'affaiblissement de la monnaie. La baisse des prix menace les bénéfices et les dividendes. La dévaluation menace les revenus fixes. Alors l'épargnant s'abstient, tout comme l'âne de Buridan, ce qui l'expose de même à mourir de soif et de faim.

Ce sera pourtant de deux choses l'une. Les risques, présentement, sont égaux de part et d'autre. Les chances sont égales aussi. Un homme judicieux qui tient à la fois à manger et à dormir, a une ligne de conduite toute naturelle à suivre. C'est de jouer sur les deux tableaux et, *half and half*, de partager ses économies entre le revenu fixe et le revenu variable.

Nous nous le sommes souvent demandé : depuis quinze ans, y a-t-il eu dans le monde un seul individu assez sagace pour mettre à profit les mouvements si nombreux, si rapides et d'une si vaste amplitude qui se sont produits sur les valeurs et sur les monnaies ? *Quiconque aurait simplement suivi le précepte de vendre à la hausse et d'acheter à la baisse eût gagné des sommes immenses. Il faut croire que ce spéculateur de génie n'existait pas car on n'entend pas dire que de grandes fortunes se soient élevées, au contraire. Pourtant dix fois de suite depuis la fin de la guerre, des occasions incroyables d' « aller et retour » se sont présentées. Elles sont encore dans la mémoire de tous et elles eussent permis de centupler la première mise.*

On connaît et l'on admire autant qu'on le pratique peu le mot de ce financier à qui l'on demandait jadis le secret de son opulence et qui répondait avec modestie : *J'ai toujours vendu trop tôt*, ce qui prouvait qu'il n'avait jamais acheté trop tard. On connaît aussi le mot de son confrère qui disait : *Moi, je me contente d'être bon. Il y a des moments où l'on désire des valeurs. Je cède les miennes. Il y en a d'autres où l'on désire de l'argent. J'offre le mien.*

Il est bien connu que les moutons de Panurge suivent l'autre système. Jamais ils n'achèteront à I 200 francs ce qu'ils gardaient obstinément à 8 000. On a cru que toutes les actions étaient bonnes lorsqu'elles montaient. On les enveloppe toutes dans la même méfiance depuis qu'elles ont baissé, - et que l'on dit que le capitalisme se meurt.

Oui, mais que de regrets s'il avait la vie plus dure qu'on ne pense !

Le Capital, 27 juillet 1934.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Psychologie du gogo*La Liberté, 21 décembre 1928.*[Retour à la table des matières](#)

On a souvent remarqué que les esprits forts croyaient aux tables tournantes et aux merveilles de l'au-delà, que la métapsychique avait pour adeptes des savants qui se vantaient de n'avoir jamais trouvé l'âme sous leur scalpel et que les Eusapia Paladino faisaient leurs victimes dans les laboratoires. Nous venons de voir plus de soixante mille Français et Françaises émancipés donner les yeux fermés leur confiance et même leur argent dans des conditions qui ne sont pas différentes de celles-là.

J'ouvre le dictionnaire et, à l'article *superstition*, je lis : « Sentiment de vénération religieuse, fondé sur la crainte ou l'ignorance, par lequel on est souvent porté à se former de faux devoirs, à redouter des chimères et à mettre sa confiance dans des choses impuissantes. » Tel était l'état d'esprit des souscripteurs du *Quotidien* et des dupes de la *Gazette du Franc et des Nations*. Il leur semblait que sous le signe de la S.D.N., de la vraie paix, de Locarno et de la démocratie, il ne pouvait y avoir que vertu, idéalisme, désintéressement, plus 40 pour 100 à gagner au moyen des opérations de Bourse conseillées par ces apôtres.

En effet, pourquoi la foi n'aurait-elle pas été récompensée ? Du moment qu'on était pour la raison, la justice et l'humanité, on devait

réaliser de gros bénéfices sur les valeurs conseillées par Mme Hanau. Et il n'y avait que d'honnêtes gens qui fussent capables de se placer sous le labarum du locarnisme, les autres étant des méchants et des impies. « Par ce signe tu gagneras, » Il reste, on peut en être sûr, des dupes dont la confiance est inébranlable et qui recommenceraient à la première occasion.

« Quiconque a un peu vécu avec les hommes a pu voir quelquefois combien aisément on est prêt à sacrifier la nature à la superstition. » C'est ce diable de Voltaire qui a dit cela. Mais nous aurons vu mieux. Nous aurons vu sacrifier le portefeuille à la superstition. Donner son amour, ce n'est rien. Apporter son argent, c'est la preuve de la confiance sans réserve. Et l'on pense aussi à Victor Hugo, qui n'était pourtant ni un misanthrope ni un sceptique, et qui a écrit que le paysan donnait plus facilement son fils que son cheval. *La Gazette du Franc et des Nations* obtenait le cheval.

Le tour du fils pourra venir après. Car, enfin, une telle aptitude à la duperie est alarmante. Si l'on croit que Locarno garantit des bénéfices de 40 pour 100, on peut également croire que Locarno garantit la paix éternelle et que la République allemande est nécessairement amicale, fraternelle et pacifique. On croyait aussi, avant 1914, que la guerre était impossible et que, en tout cas, les social-démocrates sauraient bien l'empêcher. On croyait à la Cour suprême de La Haye et déjà l'arbitrage... Ce n'est pas seulement pour la sécurité de l'épargne qu'il y a lieu de s'inquiéter.

La Liberté, 21 décembre 1928.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Le juge et la loi

La Liberté, 18 mars 1929.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelque chose de pourri dans la magistrature, avait dit autrefois un garde des sceaux qui s'est retrouvé depuis dans le magnifique hôtel de la place Vendôme, qu'il ne faut pas confondre avec le Ritz, bien qu'il soit à côté. Et, depuis ce mot célèbre, appuyé sur des faits assez fâcheux, la justice, en France, n'a plus tout le respect auquel elle devrait prétendre.

Le garde des sceaux d'alors et d'aujourd'hui ne voulait-il pas dire qu'elle rendait autant ou plus de services que d'arrêts ? Des services à qui ?

C'est une question. Mais dans une magistrature où il y a quelque chose de « pourri », on peut porter le fer rouge. Si la déconsidération s'attache à la valeur intellectuelle encore plus qu'à la valeur morale du corps judiciaire, c'est plus grave. Ce qui se guérit le moins facilement, c'est la bêtise.

Dans l'affaire des titres étrangers payables ou non en or, il y a eu ceci de remarquable que, la presse et la tribune ayant souligné les contradictions et l'incohérence des jugements rendus par les différentes cours, personne n'a paru étonné. Ces jugements sont propres à faire

douter des juges, douter de leur intégrité, douter de leur intelligence. Le public a pensé : « Pourquoi pas ? »

Qu'on réfléchisse à ceci encore. Dans chaque affaire de valeurs à option de change, il s'agit de plusieurs centaines de millions selon le sens dans lequel le jugement sera rendu. On est loin du procès de mur mitoyen, des cas malgré tout médiocres qui sont le pain quotidien des tribunaux. Alors, que deviennent les « épices » tant reprochées aux juges d'autrefois en comparaison des tentations auxquelles les magistrats seraient exposés ?

Nous ne voulons ni accuser ni soupçonner une fonction où il y a d'honnêtes gens et des gens instruits. Il serait exagéré de dire de la magistrature ce qui a été dit d'un autre corps : « Qu'il se composait pour moitié de coquins et pour moitié d'imbéciles. » Mais enfin, il ne faut exposer personne à la tentation. Le chrétien le demande pour lui-même dans sa prière ; l'homme d'État doit faire en sorte que les autres n'y soient pas exposés. Eh bien ! quand on fait une loi qui peut, selon la manière dont elle est interprétée, enlever cinq milliards aux uns pour les donner aux autres, on a soin qu'elle soit claire. Et, pour les emprunts étrangers, celle qui régit la matière ne l'était pas. Le magistrat n'a peut-être pas été irréprochable. Mais le législateur avait beaucoup à se reprocher et la preuve c'est que, sa loi, il va en corriger le texte, pour que les mauvais payeurs exotiques ne puissent plus, avec l'aide de nos tribunaux, l'opposer aux créanciers français.

La Liberté, 8 mars 1929.

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Le krach de New-York*La Liberté, 27 octobre 1929.*[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis ne sont pas en régime parlementaire proprement dit, chose qu'en France on ignore trop généralement. Ils ne savent donc pas ce que c'est que les crises ministérielles, bien qu'ils aient aussi de temps en temps leurs crises politiques. Mais ce qui fait en Amérique bien plus de bruit que le krach d'un gouvernement, c'est le krach de la Bourse, qui est périodique et qui atteint toujours des proportions colossales.

On avait énormément spéculé depuis un an. Les cours des valeurs à Wall-Street montaient à des hauteurs prodigieuses. L'activité des transactions était telle que la Bourse de Paris, en comparaison, n'était qu'un petit marché de margoulins. Et l'on avait beau dire que ça ne pourrait pas durer, que l'effondrement devait venir, la hausse reprenait de plus belle. Tout de même le krach est venu.

Il comporte peut-être une leçon pour tout le monde. Pour les spéculateurs d'abord. Il y en a nécessairement qui sont ruinés. Ce sont ceux qui sont venus les derniers au jeu. Avez-vous pensé quelquefois aux maladroits qui se portent acheteurs juste à la veille de la baisse et à qui a été appliqué le cours maximum qui ne se reverra peut-être jamais, qui ne pourra pas se revoir, en tout cas, avant des années ? Il y en a

toujours et il faut bien qu'il y en ait. Mais il y a aussi ceux qui se sont retirés à temps et qui sont les gagnants, même s'ils ont vendu avant que le point culminant de la hausse ait été atteint. C'est le cas de ce financier à qui l'on demandait comment il avait fait fortune et qui répondait : « Parce que j'ai toujours vendu trop tôt. »

Il y a donc deux sortes d'esprits qui se retrouvent en tout, dans les affaires comme dans la politique. Il y a les hommes qui croient qu'un mouvement commencé dans une direction doit continuer d'une manière indéfinie, que ni la hausse ni la baisse n'auront d'arrêt, que l'on ira toujours plus à gauche ou toujours plus à droite. On voit même des gens qui se rallient à un régime sur le point d'expirer comme on en voit qui achètent une valeur le jour où elle est le plus chère. Et il y a les autres, ceux qui s'inspirent de cette vérité simple que les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel et que rien ne va de plus en plus.

Pas même aux États-Unis. Le pays de la quantité s'aperçoit que la quantité a des bornes. On s'était imaginé que le développement de sa prospérité industrielle pouvait être sans limites. Mais avant l'industrie, il y a l'agriculture, qu'on n'a pas encore pu remplacer parce qu'il faut bien, d'abord, manger, boire, et que nous n'en sommes pas tout à fait aux aliments chimiques. Alors, une crise de l'agriculture c'est une crise de la Bourse. Une baisse du blé c'est une baisse de la soie artificielle, du cuivre, de la radiophonie. Le krach de New-York rappelle à l'homme qu'il se nourrit encore de pain.

La Liberté, 27 octobre 1929.

La fortune de la France

RENTES ET RENTIERS

[Retour à la table des matières](#)

RENTES ET RENTIERS

Extinction et renaissance du rentier

Le Capital, 10 janvier 1935.

[Retour à la table des matières](#)

Les déclarations de M. Pierre-Étienne Flandin que *Candide* a publiées récemment contiennent un paragraphe qui dénie à l'homme moderne le droit de vivre de ses rentes sans rien faire. C'était ce qu'on appelait jadis « vivre noblement », ce qui s'est appelé ensuite « vivre bourgeoisement » et pourrait bien se nommer aujourd'hui « vivre socialement ».

*
**

La France a été longtemps un « pays de rentiers » et surtout de petits rentiers. Ne le sera-t-elle plus ? Les personnages des comédies de Labiche appartiennent-ils à l'histoire et même à la préhistoire comme ces « trente-sept sous de M. Montaudoin » qui ne sont plus que trente-sept centimes ?

En règle générale, on ne condamne que ce qui est déjà mort. Une faculté que personne ou presque personne n'a plus le moyen d'exercer, on peut la déclarer illégitime. On peut la refuser. Nul n'en abuse plus. Nous avons vu s'étioler puis périr peu à peu les anciennes fortunes qui ne se renouvelaient pas par une forme quelconque d'activité et de tra-

vail. La crise a achevé ce que la dépréciation du franc avait commencé. Peut-être, ne rencontrerait-on aujourd'hui qu'un bien petit nombre de personnes qui n'aient jamais rien fait de leurs dix doigts ou de leur cerveau. Et, dans ce petit nombre, sauf de bien rares exceptions, on ne trouverait guère que des octogénaires et des septuagénaires. Encore sont-ils bien réduits dans leur « train de vie », bien à l'étroit dans leur bourse. Car il n'est pas de revenu d'avant-guerre qui ait été multiplié par cinq.

D'ores et déjà, le rentier « qui vit sur la foi de son inscription », comme disait Proudhon, est devenu un souvenir ou un mythe. Son inscription au Grand Livre de la Dette publique n'a pas été effacée. Elle est enregistrée solennellement. Elle ne lui donne plus les moyens d'existence sur lesquels il comptait jadis. Alors qu'est-il arrivé ? C'est que la foi dont parlait Proudhon s'est affaiblie et même qu'elle s'est perdue.

Nous sommes ici au point de rencontre des lois, des moeurs et des finances. M. Flandin a très bien observé que les jeunes ménages d'aujourd'hui négligeaient de « s'installer » comme le faisaient les générations précédentes et méprisaient les anciennes formes du bien-être et même du « paraître ». On met à l'automobile le prix qu'on se croyait obligé de mettre au loyer. On va aux sports d'hiver et l'on se passe de domestique. Tout cela est très vrai.

À quoi tient ce changement des habitudes et même du « qu'en dirait-on » ? A beaucoup de raisons sans négliger celle-ci que le législateur a taxé et surtaxé les signes extérieurs de la richesse à la mode antique. On est trop puni, quand on « s'installe » comme les grands-parents, pour les imiter. Mais surtout on ne « s'installe » pas parce qu'on a le sentiment puissant que les choses ont cessé d'être stables et durables et que l'« installation », dans un temps où rien n'est sûr, est chimérique, en tout cas précaire. On a perdu l'illusion du perpétuel et la croyance au permanent. Alors on campe.

Que sont devenus les patrimoines ? Ils ont fondu. Ils ne représentent le plus souvent qu'un effort rendu vain, une confiance déçue, un souvenir. Le nom même de biens patrimoniaux sort de l'usage. Il commence à être dépourvu de sens car ce qu'il reste de ces biens ne se

transmet plus de père en fils qu'amoindri par les droits successoraux. Le mot « fortune » offre aujourd'hui à l'esprit l'idée d'une jouissance à peine viagère.

Et pourtant, les lois et les circonstances ont beau faire. Elles n'abolissent pas le besoin de la sécurité ni l'instinct de la prévoyance qui sont essentiels à la nature humaine.

L'épargne subsiste et persévère dans la mesure où elle est encore possible car la marge du surplus est étroite, quand il y a une marge et un surplus. *L'épargne ne s'est pas découragée. Seulement elle ne prend plus la même forme* parce que la notion de durée a reçu de trop cruelles atteintes. Autrefois, l'homme qui « mettait de côté pour ses vieux jours » assurait son avenir par la constitution de revenus. Aujourd'hui *l'incertitude l'engage plutôt à garder par devers lui de l'argent liquide. Il thésaurise et on le lui reproche.*

Mais on ne peut à la fois se plaindre de la thésaurisation stérile, qui fait que l'argent dort sans profiter à personne, et refuser aux possesseurs de capitaux d'acheter l'oisiveté en se faisant des revenus, si l'oisiveté leur plaît. Nous sommes bien d'avis qu'elle est la mère de tous les vices. Elle commence par être la fille de la souscription aux emprunts qui sont émis par l'État, quand elle ne l'est pas de la loterie nationale qui fait des millionnaires.

Car enfin il est encore contradictoire et même choquant de honnir le nom et la condition de rentier alors que l'État lui-même crée et paye des rentes. C'est un paradoxe qui ne pourrait pas durer longtemps que celui qui consiste à célébrer comme de bons Français ceux qui mettent leurs économies dans les fonds nationaux et à les traiter comme des frelons, de mauvais citoyens, tout au moins comme des fossiles, témoins d'un âge révolu, s'ils succombent à la tentation de vivre en touchant les arrérages d'une inscription au Grand Livre.

*

**

Le rentier social, que l'État moderne a multiplié, serait-il plus légitime que le rentier privé ? Sans doute la rente sociale est éminemment

viagère. Pourtant c'est encore une rente qui arrive à des âges où beaucoup de bourgeois continuent de travailler. Sans compter que, s'il ne doit plus y avoir que des retraités, des pensionnés, des assistés, l'État lui-même n'y suffira plus. Il doit s'estimer heureux que tous les vieillards, toutes les veuves et tous les orphelins ne retombent pas directement à sa charge.

Et puis pourquoi le « droit à la paresse », proclamé jadis par le socialiste Paul Lafargue, n'appartiendrait-il pas à des bourgeois ? On a toujours connu des hommes qui se contentaient de peu, pourvu qu'ils eussent le loisir de flâner et de rêver. Après tout, puisqu'on gémit de l'encombrement de tant de carrières, puisqu'on parle même de limiter l'accès aux professions libérales, il n'est pas si mauvais qu'un certain nombre d'indifférents, satisfaits d'un sort modeste, se retirent d'eux-mêmes de l'âpre concurrence. Dans une société normale, il doit y avoir de tout et place pour tout, même pour ceux qui laissent la place libre aux autres.

Infortuné rentier ! Malheureux condamné à mort ! On le regrettera, on fera soit apologie quand le dernier spécimen sera au Muséum.

Le Capital, 10 janvier 1935.

RENTES ET RENTIERS

La conversion et le rentier

Le Capital, 22 septembre 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Jamais dit le proverbe, le mal de l'un n'a guéri celui de l'autre. Le porteur de rentes convertibles est naturellement porté à se plaindre de son sort. S'il avait 600 francs de revenu, il va n'en avoir plus que 450. Peut-on l'inviter à regarder, soit autour de lui, soit même les autres valeurs qu'il peut avoir en portefeuille ? *Combien s'estimeraient heureux que leurs dividendes n'eussent été diminués que d'un quart !* Combien le seraient plus encore de retrouver leur capital englouti pour toujours !

Il y a déjà dans les *Lettres persanes* une petite fable qui contient toute la morale des conversions et des doléances auxquelles elles donnent lieu. Usbek rencontre un homme désespéré : « Je suis ruiné, dit-il. Les rentes sur l'Hôtel de Ville ne sont plus payées. Le papier est avili. Ah ! si j'avais seulement quelque terre à la campagne ! » Un instant après, Usbek rencontre un autre homme dont la désolation n'est pas moins profonde : « Avec quoi vivrai-je ? s'écrie-t-il. Mes fermiers ne me payent plus. Le fisc me poursuit. Les réparations m'accablent. Que n'ai-je des valeurs au lieu de ces maudites terres ! » C'est ainsi qu'on s'est toujours plaint parce qu'il y a à se plaindre de tout. Pas un bien qui soit sûr, pas un élément de fortune qui ne soit périssable. La

plus haute justification du capitalisme est même que le capital, sans compter les accidents auxquels il est exposé, s'use tout seul et ne dure que par l'effort d'épargne qui le reconstitue et le renouvelle.

Les physiocrates avaient raison de voir dans la terre la source de toute richesse et même la seule véritable richesse. A travers les âges, elle donne un revenu égal à la valeur de l'argent. Celui qui la possède ne s'appauvrit pas plus qu'il ne s'enrichit, et c'est pourquoi nos sages ancêtres, amis des biens au soleil, disaient du propriétaire terrien : « Toujours gueux, jamais ruiné. » Encore faut-il que le domaine rural soit conservé dans la même famille, qu'il échappe aux partages, aux droits successoraux, voire aux confiscations quand les événements politiques s'en mêlent et en font un bien d'émigré. Encore faut-il qu'il y ait des bras pour cultiver. On peut voir dans l'ouvrage classique de M. Caziot, *La Valeur de la Terre en France*, l'influence désastreuse que la dépopulation a exercée sur la propriété foncière dans la riche vallée de la Garonne.

De quoi, en toute justice, le porteur de rentes sur l'État a-t-il le droit de se plaindre ?

D'une chose, d'une seule, d'une véritable expropriation, qu'il a subie du reste comme les propriétaires d'obligations et de créances hypothécaires, celle qui est résultée, insidieusement autant que légalement, du cours forcé et de la dépréciation de la monnaie. Cependant une catastrophe qui ne se produirait qu'une fois tous les cent ans - et encore - ne serait pas plus redoutable que les grandes éruptions du Vésuve qui n'ont pas empêché des villes de se reconstruire aux pieds du volcan. Songez que *depuis le Tiers consolidé jusqu'en 1914 et même un peu plus tard, la rente française, exempte d'impôts, a été payée à la valeur de l'or. C'est un beau record de durée.* Songez aussi qu'elle a donné à ceux qui ont su l'acquérir à point d'admirables occasions de s'enrichir. Ce fut le cas après 1871. Et, en 1926, ceux qui osèrent acheter nos fonds abominablement détériorés et dépréciés n'ont pas eu à regretter leur audace.

Une réduction d'intérêts qu'on est libre de ne pas accepter et, quand on ne l'accepte pas, qui remet le rentier en possession de son capital, il y a de plus grands malheurs. *La seule chose qu'il y ait à redouter pour*

les rentes françaises, c'est l'inflation, c'est la monnaie qui sombre. Il est des capitalistes qui sont restés sous l'impression de l'effroi qu'avait causé le drame du franc. Ceux-là se tiennent loin des rentes sur l'État comme de la peste. Ils sont du reste allés courir d'autres aventures. Quant à ceux qui regrettent de voir du 6 ou du 5 converti en 4 1/2, ils donnent la plus belle preuve de confiance. C'est évidemment qu'ils ne craignent pas de voir le franc à un sou.

Le Capital, 22 septembre 1932.

RENTES ET RENTIERS

Le franc et les nouveaux rentiers

Le Capital, 22 mars 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Peut-être n'aperçoit-on pas assez les changements qui se sont produits depuis quelques années dans la société française. Cependant l'effet de la législation sociale a été de constituer une nouvelle catégorie de rentiers qui devient beaucoup plus nombreuse que l'autre, celle des rentiers bourgeois, espèce qui est en voie de disparition.

Nous aurons vu, en quelques années, s'étioler les fortunes sagement formées de valeurs de pères de famille, ce qui s'entendait jadis de nos fonds d'État et des obligations garanties par l'État. Ces capitalistes, ces épargnants ont suivi le sort de notre monnaie. Ils reçoivent toujours la même somme, mais qui vaut cinq fois moins et leurs moyens d'existence sont réduits d'autant.

Une nouvelle dépréciation du franc les achèverait. Elle les condamnerait à mort. Mais il se trouve aujourd'hui qu'elle atteindrait, sans même parler de tous ceux qui reçoivent de l'État des traitements et des retraites, la masse des pensionnés et des assurés.

Il faudrait réfléchir davantage à ce fait nouveau que *le plus gros capitaliste de France, c'est aujourd'hui la Caisse des Dépôts et*

Consignations. Elle est à la tête de 75 milliards, somme qui ne cesse de s'accroître et qui doit augmenter automatiquement. Elle gère un immense portefeuille et de quoi ce portefeuille se compose-t-il ? En majeure partie de valeurs de pères de famille, les seules que puissent acheter en grandes quantités des administrateurs soucieux de couvrir leurs responsabilités. C'est ainsi que *la Caisse est devenue, et de beaucoup, le plus gros porteur de rentes sur l'Etat français.* Car les rentes sociales ne peuvent pas être d'une autre nature que les rentes bourgeoises. La rente suppose un capital placé. Et l'on a beau chercher, il faut recourir aux placements du régime capitaliste.

La victime principale d'une nouvelle dépréciation du franc, ce serait cette Caisse richissime. Ce seraient tous ceux qui lui confient volontairement leur épargne ou, obligatoirement, leurs cotisations. Il est devenu impossible, par exemple, de toucher à, notre monnaie sans mettre en question, parmi d'autres choses, tout le système des assurances sociales.

Il y a eu, depuis la guerre, un immense transfert de richesses. On a encore le droit de définir la France un pays de petits rentiers, seulement ce ne sont plus tout à fait les mêmes. Ils ont pourtant le même intérêt à la conservation de ce qui est, à des finances bien gérées, à des budgets en équilibre, à une monnaie invariable. Nous redemandons s'il serait impossible de le leur faire comprendre. Un des traits de génie de Bonaparte n'avait-il pas été de voir la force de l'élément conservateur que les acquéreurs de biens nationaux formaient en France après le grand transfert de propriétés qu'avait produit la Révolution ?

Le Capital, 22 mars 1932.

RENTES ET RENTIERS

Le testament du philanthrope

L'Action française, 6 décembre 1931.

[Retour à la table des matières](#)

Le rire, selon certains psychologues, naît d'un contraste violent. Les caricaturistes le savent bien et l'un de leurs thèmes favoris, repris sous toutes les formes, est celui du naufragé ou de l'alpiniste qui, dans l'extrême danger, garde le souci des convenances. Encore le contraste doit-il être senti. Il arrive qu'on ne l'aperçoive pas et alors on se prive d'un plaisir.

Dirai-je celui qui fut le mien en lisant, ces jours derniers, que d'ingénieux actuaires avaient trouvé le moyen d'assurer à tous les travailleurs une retraite à cinquante-cinq ans ?

Comme c'est simple ! Ce n'est qu'une affaire de calcul. A la naissance de chaque futur rentier une somme de 3 000 francs sera remise à la Caisse (tentaculaire) des Dépôts et Consignations. Vous accumulez les intérêts à 5 pour 100 et les intérêts de ces intérêts. Vous faites le compte moyen, selon les tables de mortalité, des participants de la tontine qui seront morts avant d'avoir atteint l'âge de la retraite. Et vous arrivez à servir une très gentille rente en 1986.

Ce qu'il y a de drôle là dedans ? C'est qu'à l'heure présente pas un citoyen français disposant de 3 000 francs ne sait qu'en faire sinon de les ranger soigneusement dans un tiroir à moins qu'il n'en achète de la moutarde. C'est qu'il n'existe personne qui ait la moindre confiance dans l'avenir et qui, voyant ce que les monnaies, les actions, les obligations, les fonds d'État, les immeubles deviennent ou sont devenus, se risque à faire cette spéculation à longue portée qui s'appelle un placement.

Les croyants de la rente sociale restent imperturbables. Ils continuent l'arithmétique du satiriste : « Cent francs au denier cinq, combien font-ils ? Vingt livres. » L'idée de la rente, dont les bourgeois sont dégoûtés, passe aux prolétaires. On s'en voudrait presque de troubler leur foi, car la foi, c'est si beau ! Du reste, la leur est inébranlable. Quand nous disons que, sociale ou privée, une rente est une rente, qu'elle suppose un capital et que ce capital lui-même est destiné à périr de mort naturelle ou par accident, les théoriciens de la rente pour tous répondent -comme on nous l'a fait à nous-même - qu'en régime socialiste ces inconvénients n'existeront plus puisqu'il n'y aura plus de capital et que la rente, dans une production organisée, sera incessible, insaisissable et - enfin ! - par un secret que le capitalisme a été impuissant à trouver, immortelle. Il ne restera plus qu'à inventer le moyen d'obtenir que le rentier le soit.

L'idée, qui est d'un comique un peu voilé, je l'avoue, mais puissant, est contenue tout entière dans l'histoire vraie de ce philanthrope d'autrefois qui avait disposé par testament que sa fortune, qui était fort belle, resterait intacte, à l'abri d'avidés héritiers, et que les intérêts en seraient accumulés pendant une longue suite d'années. Au bout de vingt, il y aurait assez pour donner une maison et une terre à chacun des habitants d'un bourg. Au bout de cinquante ans, on ferait le bonheur de la population d'une grande ville. Après un siècle, la somme entassée serait si grosse qu'on pourrait sans peine faire de la France un immense jardin et un terrestre paradis.

Cet homme était mort un peu avant la Révolution de 1789. Vinrent les assignats. La colonne des chiffres anticipateurs s'écroulait. Un neveu, non moins vertueux que l'oncle, s'en fut trouver le membre du Comité de Salut public préposé aux finances et demanda qu'on fît en

sorte que la noble pensée du testateur fût respectée. On l'écouta peu. Il est même probable que sa démarche le rendit suspect et qu'il fut guillotiné.

L'Action française, 6 décembre 1931.

RENTES ET RENTIERS

L'utilité des valeurs mobilières

La Liberté, 25 Mai 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Il y avait autrefois, dans un grand établissement de crédit, un directeur du mouvement des titres, qui répondait à ses amis et connaissances, quand on lui demandait des tuyaux de Bourse : « Pourquoi avez-vous des valeurs mobilières ? Est-ce que j'en ai, moi ? »

Ainsi le chef de gare répondait aux voyageurs qui se plaignaient du retard des trains : « Pourquoi voyagez-vous ? Est-ce que je voyage, moi ? » Ce boursier était évidemment un précurseur.

Seulement quand tout le monde pensera comme lui, il sera impossible de construire un chemin de fer, de percer un métropolitain, d'installer le gaz et l'électricité, de développer et d'appliquer les découvertes modernes, ce qui a pu être fait, depuis moins de cent ans, grâce à la multiplication de ces valeurs mobilières qu'on a si longtemps représentées comme un progrès et même comme un progrès « démocratique ». Ce progrès, la démocratie envieuse finira par le tuer stupidement.

La Liberté, 25 Mai 1926.

RENTES ET RENTIERS

La constitution d'un portefeuille de valeurs étrangères

Le Capital, 18 Mai 1928.

Au lieu de se faire au hasard, comme avant 1914, le choix de nos placements étrangers devrait à l'avenir suivre un plan et une méthode.

[Retour à la table des matières](#)

Le directeur du *Capital* poursuit ici l'importante étude des placements français à l'étranger et recherche ce qu'était devenue depuis la guerre et les bouleversements de toute sorte qui l'ont accompagnée, cette partie de la richesse française. Nous lui demandons la permission d'inscrire, en marge de ses observations, quelques remarques sur le même sujet, mais en nous plaçant à un point de vue plus politique que strictement financier, bien qu'ici les deux se confondent.

M. Jules Perquel a justement souligné le fait, trop méconnu, que l'existence d'un portefeuille français de valeurs étrangères avait rendu d'immenses services au pays pendant la guerre. Parler de « désertion » pour les capitaux français qui se placent à l'étranger est un de ces lieux communs voisins de la niaiserie qui se débitent couramment. Mais, à ce compte, les Français qui ont percé avec leur argent le canal de Suez auraient déserté. Pourtant, aujourd'hui, les titres du canal de Suez, perles de la Bourse de Paris, amènent tous les ans en France des sommes

qui ne sont négligeables ni pour la prospérité générale ni même pour le fisc.

*
**

En temps de guerre encore plus qu'en temps de paix, l'intérêt national se trouve bien d'une sérieuse provision de valeurs étrangères dans les patrimoines particuliers. Inutile, après la démonstration de M. Perquel, d'insister sur ce point. Seulement de quoi s'est-on aperçu pendant la grande crise qui a commencé en 1914 ?

On s'est aperçu justement que, eu égard à l'intérêt national, le choix des valeurs étrangères qui étaient entrées dans les portefeuilles français n'était pas bon, qu'une partie seulement pouvait servir à payer nos achats de matériel de guerre et notre ravitaillement, comme à soutenir notre change. Ou plutôt on a dû se rendre compte qu'il n'y avait pas eu de choix du tout, que l'épargne française n'avait pas été dirigée en prévision des événements qui s'accomplissaient, et qu'elle s'était dispersée au hasard, quelquefois contre nous-mêmes.

L'exemple le plus frappant, et il mérite bien d'être historique, est fourni par cet emprunt turc qui fut contracté à Paris quelques mois avant la guerre. De sorte qu'aux Dardanelles des soldats français ont été frappés par des obus que de l'argent français avait payés, - même peut-être leur propre argent, façon de toucher le coupon qu'on ne leur avait pas laissé entrevoir.

Il y avait en 1914 dans les portefeuilles français un stock considérable de valeurs de pays qui furent nos ennemis, fonds austro-hongrois (quelques-uns, ce qui est un comble, autorisés pour les placements légaux !), bulgares et turcs, parfois même allemands, mais plus rarement, parce que les démarcheurs qui se montraient déjà n'avaient pas eu beaucoup le temps de placer leur marchandise. Le résultat fut que, pendant les hostilités, les coupons ne furent pas payés et qu'ensuite la déconfiture des États ennemis coûta fort cher aux porteurs de leurs obligations et de leurs rentes. On dira sans doute qu'il était impossible de savoir d'avance que nous serions en guerre avec tous ces pays. Cependant, on ne pouvait douter de la solidité du lien qui attachait l'Au-

triche à l'Allemagne. Et, quant à la Turquie, on devait être fixé sur ses intentions depuis la mission Liman von Sanders à Constantinople.

À côté de cette partie morte de notre portefeuille, il y en eut bientôt une autre : les malheurs de quelques-uns de nos alliés les mirent hors d'état de payer les intérêts de leurs emprunts. Ce fut le cas de la Russie, de la Serbie et de la Roumanie où l'épargne française avait investi des milliards. Et l'État français lui-même dut faire l'avance du coupon, avance qui, pour la Russie, n'a cessé qu'en 1918.

Nous n'avons pas à regretter que nos capitaux aient servi à mettre en valeur et à armer des pays qui ont été à nos côtés pendant la guerre. Tout cela s'est retrouvé. Ce n'était pas de l'argent perdu. Une politique judicieuse des placements nationaux à l'étranger doit faire une large part aux États amis. Encore s'agit-il d'avoir une politique, une méthode et un plan.

Ce qui aurait été utile, non seulement pour la période des hostilités, mais après, pour la période de nos embarras financiers et de notre crise monétaire, ç'aurait été de posséder une forte quantité de créances libellées en bonnes monnaies. Mais si, en raison des relations de voisinage, l'épargne française allait volontiers en Suisse et en Espagne, bien faibles étaient les placements en livres, dollars ou florins.

Pourtant, beaucoup de pays que la guerre n'a pas atteints avaient sollicité avec succès notre épargne. Mais, en général, ils étaient venus chercher nos capitaux chez nous. Les emprunts publics ou privés souscrits à Paris étaient réservés à Paris. De sorte que, ou bien la clause du paiement en or était omise, ou bien, quand elle était stipulée, les débiteurs ont pu s'y soustraire, non sans nuire, sans doute, à leur réputation et à leur crédit, mais sans faire tort à leurs propres nationaux. Inutile de citer des exemples. Ils sont présents à tous les esprits.

En d'autres termes, l'épargne française, avant 1914, n'a été orientée dans ses placements à l'étranger que par des intermédiaires qui n'obéissaient nullement à une vue d'ensemble. Ajoutons à leur décharge que les autorisations du ministère des Finances, nécessaires pour les émissions de cette sorte, ne s'inspiraient pas d'idées plus générales ni de vues à plus longue portée.

*
* *

La leçon à tirer de là (si l'expérience, ce qui n'est pas certain, sert à quelque chose), c'est que, le jour où, comme le dit M. Jules Perquel, notre monnaie et notre épargne étant reconstituées, la France reprendra sa place sur le marché international des capitaux, nos placements à l'étranger devront se faire, non plus au petit bonheur, mais selon une méthode.

Nous ne disons pas que ce soit facile. Prévoir tous les événements et lire dans l'avenir est une tâche ingrate. Du moins peut-on s'efforcer d'éviter les plus grosses fautes et d'aller se jeter dans la gueule du loup comme il est arrivé trop notoirement à notre argent.

On a souvent, et avec raison, recommandé aux particuliers la distribution géographique des placements (vulgairement, ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier), c'est-à-dire la division des risques, ce qui s'est traduit trop souvent par la multiplication des pertes. Le conseil n'est bon que s'il est appliqué avec un peu de sagacité et de science. Il est excellent au point de vue national, surtout si l'on met au service de son application une idée directrice et une information un peu étendue, ce qui permettrait au moins d'éviter le retour de lourdes erreurs.

Le Capital, 18 Mai 1928.

RENTES ET RENTIERS

La reconstitution du portefeuille français de valeurs étrangères

Le Capital, 23 mai 1930.

Pour que le portefeuille français de valeurs étrangères soit mieux composé qu'il ne l'était en 1914, il faudra qu'il ne soit pas uniquement rempli de fonds d'État et d'obligations.

[Retour à la table des matières](#)

On reconnaît aujourd'hui l'utilité et même la nécessité pour la France de reconstituer son portefeuille de valeurs étrangères. Nous ne reviendrons donc pas sur les raisons diverses qui rendent désirable l'emploi des capitaux français à l'étranger. Mais, bien entendu, il ne s'agit pas de faire sortir de l'argent de France à seule fin qu'il prenne l'air. Il ne s'agit même pas seulement de « décongestionner » la circulation. Cette exportation du capital doit avoir pour contrepartie une importation de revenus. Alors elle ne doit pas être pour notre épargne une nouvelle occasion de subir des pertes.

Quand on dit par exemple - et cela se dit beaucoup depuis quelque temps - que nous reprenons notre situation d'avant guerre et que les Français redeviennent les grands fournisseurs de crédit du monde, il importe d'ajouter un correctif. Il y a là de quoi se réjouir, assurément,

Mais, pour que cette satisfaction soit complète et surtout pour qu'elle soit durable, il faudra que la situation ne se retrouve pas tout à fait la même en ce qui concerne la nature des placements vers lesquels notre épargne sera dirigée.

Autrement dit, les écoles - fort coûteuses - qu'elle a faites ne peuvent pas recommencer indéfiniment.

Les leçons de la guerre s'oublient. Il semble que, dans tous les domaines, il y ait mauvaise grâce à les rappeler. Pourtant il y en a aussi en matière financière et le moment est venu de les mettre en projet. En regardant les parties mortes de leur patrimoine, les capitalistes français peuvent apprendre beaucoup.

Pour tout dire en peu de mots, si notre portefeuille de valeurs étrangères, qui se chiffrait par milliards, tel qu'il existait en 1914, a été aussi cruellement diminué, c'est, de toute évidence, parce qu'il se composait pour la plus grande partie de fonds d'État.

Et quels étaient les États auxquels notre épargne avait si libéralement prêté ?

On ne peut même pas avoir la consolation, purement morale et très relative, de penser qu'ils étaient tous des amis et des alliés. Dans la mesure, qu'il serait injuste de sous-estimer, où la Russie, jusqu'à la chute de Nicolas II, a concouru à la guerre contre l'Allemagne, les milliards des emprunts russes n'ont pas été totalement perdus. Impossible d'en dire autant de plusieurs autres milliards qui avaient été fournis à l'Autriche-Hongrie, à la Bulgarie, à la Turquie, c'est-à-dire à des pays qui se sont rangés au nombre de nos adversaires.

*

**

L'abondance des emprunts contractés en France avant 1914 par des États étrangers a été ruineuse pour notre portefeuille à cause de deux sortes de faits. Le premier c'est que les pays qui sont obligés de recourir aux emprunts extérieurs et qui ne trouvent pas de prêteurs chez eux ou n'en trouvent pas assez pour leurs besoins, ne sont pas des pays

dont le crédit est de première qualité. Les nations dont la richesse est solide ne s'adressent pas à l'étranger pour obtenir des capitaux. Sauf circonstances exceptionnelles, sauf durant des périodes très courtes, ni la France, ni l'Angleterre, ni les États-Unis ne cherchent de l'argent au dehors. L'Allemagne, autrefois, n'en cherchait pas non plus. Si l'on n'a pas le droit de penser en principe qu'un État qui vient emprunter à Paris est insolvable ou d'une solvabilité douteuse, il est téméraire de penser, après tant d'expériences, qu'un fonds d'État est solide uniquement parce que c'est un fonds d'État.

Nous savons que les États sont sujets aux guerres, aux révolutions, aux banqueroutes volontaires et plus souvent involontaires, et même à des maladies de leurs finances et de leurs monnaies. Sans doute, personne n'est prophète. On ne peut se flatter de prédire tous les accidents. Il y a pourtant des pays qui sont plus exposés aux accidents que les autres, qui vivent d'une façon plus dangereuse et il n'est pas indispensable d'offrir à notre épargne le papier de ceux-là.

C'est une affaire de discernement et ce discernement doit venir d'en haut. Car enfin, si les événements qui se sont succédé à partir de 1914 ont été si ruineux pour le portefeuille français, la cause en est claire. C'est que la France, elle-même attaquée et belligérante s'est trouvée créancière de presque tous les belligérants (l'Allemagne exceptée, et encore), sauf de ceux dont le crédit a résisté à la tourmente, car les fonds anglais et américains étaient rares en France. De cette manière, nous devons perdre dans tous les cas. Nous avons perdu sur les deux tableaux.

Un portefeuille de valeurs étrangères est destiné à servir, au point de vue national, principalement en temps de crise. De 1914 à 1918, le nôtre, pour les raisons que nous venons d'exposer, n'a rendu ce service que très imparfaitement. Il est même devenu une source de dépenses supplémentaires pour l'État français qui s'est chargé, pendant de longs mois, du service des emprunts russes.

*

**

Que faudrait-il donc pour que notre portefeuille, en se reconstituant, fût mieux composé qu'il ne l'était ? Dans l'intérêt des particuliers, comme dans l'intérêt général, il faudrait qu'il ne fût pas composé presque uniquement, comme il l'était, des fonds d'État et d'obligations, ce qui a entraîné, à la suite de notre dépréciation monétaire, les scandales bien connus, et qui durent encore, de ces débiteurs qui ne paient qu'en francs diminués des quatre cinquièmes.

Un Français porteur de consolidés prussiens aurait tout perdu. Actionnaire de l'A.E.G. ou de telles grandes firmes allemandes, il retrouverait son capital. La diffusion en France des titres du Canal *de Suez* a valu, à beaucoup de patrimoines, une compensation, tandis que les bénéfices de cette entreprise amènent chez nous chaque année un nombre respectable de millions. L'indication ne doit-elle pas être comprise et suivie ?

Guéris par l'épreuve de leurs anciennes timidités, les capitalistes français de la génération nouvelle n'ont plus, pour les valeurs industrielles, l'horreur qu'on avait jadis. On s'est aperçu qu'elles n'étaient pas toujours plus aléatoires que les rentes et les obligations. On ne craint plus autant d'être actionnaire. Dès lors, au lieu de ramener notre épargne uniquement vers les fonds publics étrangers, ne serait-il pas sage et prévoyant de l'orienter vers les grandes affaires étrangères, comme elle s'est déjà, d'elle-même, orientée vers les grandes affaires nationales ? Alors on pourrait dire que nous avons reconstitué un portefeuille sérieux, d'un bon équilibre, où les risques seraient judicieusement répartis.

On a beaucoup dit que l'éducation financière de nos capitalistes et de nos épargnants était à faire. On le répète après chaque déception. On peut se demander si cette éducation ne devrait pas commencer par ceux qui ont la mission de guider et de conseiller l'épargne et le capital.

Le Capital, 23 mai 1930.

RENTES ET RENTIERS

La démocratie des actionnaires

Le Capital, 11 septembre 1930.

[Retour à la table des matières](#)

On s'est plaint fort longtemps de l'indifférence et de l'absentéisme des porteurs d'actions, de leur paresse à prendre part à la vie des Sociétés, de la difficulté de réunir le quorum aux Assemblées, etc... En général, cette abstention était attribuée à la diffusion croissante des valeurs mobilières, le propriétaire de deux ou trois titres n'ayant qu'un trop faible intérêt dans l'affaire pour se déranger et répondre aux convocations.

Il semble cependant que l'actionnaire se réveille, et les Conseils d'administration commencent à trouver qu'il se réveille parfois un peu trop. Depuis quelque temps, à certaines Assemblées, les présidents ont été tout étonnés de trouver devant eux des espèces de tribuns déchaînés au lieu des trois rangées de banquettes garnies de rentiers respectueux dont ils avaient l'habitude.

Il y a quelques mois, les Assemblées générales de certaines de nos Compagnies de chemins de fer ont été particulièrement significatives. Il faut posséder ou représenter quarante actions pour avoir le droit d'entrée. Ce chiffre, qui était important autrefois, a cessé de l'être pour des titres qui ne valent pas plus en francs nouveaux qu'ils ne valaient

il y a cinquante ans. La dépréciation du franc a abaissé la barrière censitaire. De plus, les petits actionnaires ont appris à se grouper et à confier leurs intérêts à des délégués. C'est l'avènement de la démocratie dans l'existence des Sociétés anonymes.

Par quoi se manifeste-t-elle ? En premier lieu, par un courant assez net *d'invidia democratica*. Le petit actionnaire compare son revenu aux émoluments des administrateurs et il est porté à penser que ceux-ci sont payés beaucoup trop cher pour les services qu'ils rendent. Le rôle et l'importance de l'état-major qui dirige les grandes affaires ne sont pas toujours appréciés de la foule. Elle tend à regarder les sièges d'administrateurs comme des sinécures dorées et elle prétend en contrôler de plus près l'attribution. Peut-être, en effet, a-t-on introduit dans les conseils des compagnies maritimes trop de personnes qui n'avaient jamais navigué, considéré les jetons et tantièmes comme des retraites pour hommes illustres, fait asseoir autour du tapis vert des conseillers si neufs dans les affaires sociales qu'ils doivent emprunter à des amis les titres dont les statuts exigent le dépôt. Toute institution comporte des abus. Il s'agit de savoir si, dans les Sociétés anonymes, les abus de la démocratie ne seront pas plus graves que ceux de l'oligarchie.

Ce qui s'exprime presque toujours dans ces Assemblées d'actionnaires à tendances que l'on peut appeler populaires, ce sont des réclamations pour le relèvement du dividende. Il n'est guère d'Assemblées où l'on n'ait entendu, toutes ces dernières années, les mêmes critiques et les mêmes plaintes, où le président n'ait eu à se défendre contre le reproche des répartitions avaricieuses. Il en est même qui ont été sommés de donner des dividendes qui fussent en rapport avec les cours cotés à la Bourse.

Cet état d'esprit de l'actionnaire est tout à fait pareil à celui de l'électeur. Couper l'arbre pour avoir le fruit, il n'est pas nouveau. C'est l'habitude, sinon même la définition, des régimes démocratiques. L'état-major de nos grandes entreprises a, au contraire, des traditions de prudence et d'économie qu'il pousse peut-être parfois un peu loin. L'accumulation des réserves n'est louable, comme toute chose et même toute vertu, que jusqu'à un certain point seulement. Il n'en est pas moins vrai que le système français a fait ses preuves. Entre la mé-

thode qui consiste à distribuer tout de suite tous les bénéfices sociaux et la méthode qui consiste à en mettre de côté une partie, la seconde est la plus avantageuse pour l'actionnaire patient et c'est une vérité qui n'a même plus besoin d'être démontrée.

Une accentuation de la tendance qui se dessine chez les porteurs de valeurs mobilières ne serait donc pas sans dangers, les mêmes pour la gestion des entreprises industrielles que le suffrage universel entraîne pour les finances publiques. Et c'est peut-être pour cette raison, sans toujours s'en rendre compte, que les Conseils d'administration ont recouru aux actions à vote plural, à l'instar des gouvernements qui limitent le droit de suffrage ou l'initiative parlementaire afin de défendre le peuple contre ses propres entraînements, ce dont le peuple, d'ailleurs, n'a guère l'habitude de les remercier.

Le Capital, 11 septembre 1930.

RENTES ET RENTIERS

Les actions à vote plural. D'un extrême à l'autre

Le capital, 19 novembre 1929.

Après avoir regardé les actions à vote plural comme un moyen de salut, il ne faut pas les condamner en bloc sans distinguer selon les cas.

[Retour à la table des matières](#)

Le proverbe d'après lequel le péril passé on se moque du saint, est vrai dans tous les pays et dans tous les domaines. Il l'est aussi dans les doctrines et les théories financières.

De celles-ci, quel carnage n'a-t-on pas fait depuis une dizaine d'années ! On avait qualifié l'or d' « idole barbare » et l'on désavoue la monnaie dirigée comme le phlogistique des chimistes d'autrefois ou comme les humeurs peccantes du docteur Diafoirus. On avait posé en principe que de grandes dettes d'État à État ne pouvaient se payer en argent, mais en nature et en services, et le plan Dawes reposait essentiellement sur l'organisation des transferts. Puis une autre idole est venue qui a dit qu'il n'y avait pas de problème des transferts et l'on a fait le plan Young qui les tient pour négligeables. Il est vrai qu'on devait ou bien nier l'existence de ce problème pour tout le monde ou bien admettre qu'il se posait pour les dettes de guerre comme pour les réparations, pour la France, l'Angleterre, etc... à l'égard de leur créancier américain comme pour l'Allemagne à l'égard de ses créanciers français, anglais et autres.

Rappellerons-nous encore le temps où l'on se lamentait parce que les exportations étaient trop fortes et vidaient de leur substance les pays à monnaie dépréciée ? On avait dit, en Allemagne, *Ausverkauf*. On répéta en français « liquidation ». Toute la richesse nationale semblait s'écouler à l'étranger. Aujourd'hui, avec les situations, la thèse change. On s'alarme quand la balance commerciale devient déficitaire. En effet, il est bon qu'une balance commerciale soit positive. Mais, comme quelqu'un le disait devant nous il y a peu de temps, on ne pourrait soutenir que la France s'enrichirait si elle vendait les trésors artistiques du Louvre pour recevoir des millions et des millions de dollars, pas plus que l'Autriche, dans sa période de grande misère, n'avait accru ses richesses en brocantant les incomparables tapisseries de la Hofburg.



On passe toujours d'un extrême à l'autre, ce qui apparaît encore par la grande controverse sur les actions à vote plural.

Lorsque l'étranger se jetait sur les valeurs françaises, ne les trouvant pas cotées à leur prix, on se récriait, on dénonçait le danger d'une mainmise sur nos affaires par les capitaux et les capitalistes du dehors. On voyait, en peu de temps, nos grandes compagnies, nos grandes industries dénationalisées. On adjurait leurs dirigeants de prendre des mesures de défense. L'institution des actions à vote plural est venue de là.

Aujourd'hui, l'étranger n'achète plus de titres de nos Sociétés, et même il en revend. Alors on abonde dans le sens de ceux qui soutiennent que les actions à vote plural sont un abus, qu'elles créent une féodalité d'administrateurs, qu'elles dépouillent de son droit de contrôle la démocratie des actionnaires. On parle de les interdire et même de les supprimer. Là encore on passe la mesure.

On l'avait dépassée en créant des actions « P » sans raison dans des affaires qui n'étaient pas menacées, que l'oncle Sam ne convoitait guère et qui se comportaient un peu à la façon de certaines dames qui,

contre toute vraisemblance, se comportent comme si on en voulait à leur vertu.

Il y a donc eu des abus et, comme toujours, au nom des abus, on a voulu supprimer l'institution. On généralise en sens inverse. Pourquoi ne pas distinguer ?

Toutes les industries ne se ressemblent pas. Dans certaines, il peut être assez indifférent que la majorité appartienne à des actionnaires étrangers. Dans d'autres, c'est plus grave et tel est le cas des industries d'intérêt particulièrement national, soit parce qu'elles assurent un service public, soit parce qu'elles travaillent ou sont, le cas échéant, susceptibles de travailler pour la défense nationale. Ainsi on racontait pendant la guerre, - peut-être était-ce, mais peu importe, une fable d'un temps fertile en légendes, -qu'une de nos grandes Sociétés avait été amenée par des conseils perfides à concentrer des installations fort importantes pour la fabrication des explosifs dans la zone la plus exposée à l'invasion.

*
* *

Si l'on veut s'instruire par des exemples du dehors, on trouvera aux États-Unis même un enseignement. On rencontre en Amérique un certain nombre de Sociétés qui, en raison de la nature de leur activité, sont soumises à un régime spécial quant aux pouvoirs et au droit de vote des actionnaires.

Ainsi, la *Radio Corporation* a dans ses statuts des clauses légitimées par le fait qu'elle assure les communications par sans-fil. Aux termes de l'article IX, des certificats portant la mention « étranger » (*Foreign Share Certificate*) ne peuvent être établis pour plus de 20 pour 100 des actions. Le reste ne peut être transféré qu'au nom de « Loyal citoyen des États-Unis » ou de Sociétés enregistrées conformément aux lois américaines et « libres de toute direction ou domination étrangère et non engagées dans des intérêts étrangers ». De plus, un représentant de l'Amirauté américaine assiste à chaque Assemblée ordinaire ou extraordinaire et a le pouvoir de récuser tout porteur d'ac-

tions (sauf les titulaires des certificats précités), en invoquant la raison qu'il n'est pas citoyen des États-Unis.

C'est un moyen élégant de tourner la difficulté des actions à vote plural. Il est vrai que, là encore, l'abus peut suivre de près la précaution et qu'on ne verrait pas toujours sans crainte des délégués de l'État intervenir dans les Assemblées. Mais qu'il existe un besoin de défendre certaines entreprises contre une « domination étrangère », c'est ce qu'on ne saurait nier et si l'on ressent aujourd'hui les inconvénients des actions P ou B, ce n'est pas une raison pour les jeter sans plus ample examen par-dessus bord et pour leur infliger une condamnation totale et définitive après les avoir recommandées comme une garantie d'indépendance et un moyen de salut.

Le capital, 19 novembre 1929.

RENTES ET RENTIERS

Une vieille histoire : Panama et Panamisme

Le Capital, 26 janvier 1929.

Si le « Panamisme » est éternel, l'entreprise du canal de Panama doit être réhabilitée avec les Lesseps, ses promoteurs.

[Retour à la table des matières](#)

Panama ! Le nom, si bien fait pour le scandale, n'a pas manqué d'être prononcé au sujet d'affaires qui n'ont, avec les affaires véritables, qu'un rapport très lointain. L'Histoire impartiale sait pourtant la vérité sur l'entreprise du canal interocéanique. Elle sait que ce ne fut pas une escroquerie, et ses promoteurs sont aujourd'hui réhabilités. Mais la légende est plus forte que l'Histoire, ou, comme on l'a dit, elle en est le chien, car elle repousse toujours.

Au mot de Panama, l'idée de corruption reste associée. Il faudrait pourtant distinguer entre Panama et Panamisme. L'achat des votes, les chèques et la liste fameuse des 104 parlementaires vendus sont une chose. L'entreprise du canal elle-même en était une autre. Ferdinand et Charles de Lesseps plaidèrent, d'ailleurs en vain, que, loin d'avoir été coupables de chercher à corrompre, ils avaient été victimes de chantages et d'extorsion et qu'ils avaient fourni des fonds pour les commis-

sions et la propagande, parce qu'il fallait en passer par là pour obtenir les autorisations d'emprunter, afin de continuer l'oeuvre et de ne pas ruiner les actionnaires et les obligataires qui avaient déjà souscrit. Mais il y avait scandale. Et puis, le mal était déjà fait : la Compagnie était en faillite. Il fallait des boucs émissaires : les Lesseps furent condamnés.

Il est curieux de relire ce jugement à trente-cinq ans de distance. Sait-on encore aujourd'hui pourquoi Ferdinand de Lesseps, l'illustre et glorieux créateur du canal de Suez, ainsi que son fils Charles, furent déclarés coupables d'avoir « escroqué » ou tenté d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui ? » Car ils furent traités et punis exactement comme s'ils avaient fait souscrire le public à des Sociétés fictives, à l'exemple des plus vulgaires détrousseurs de l'épargne. On croit rêver quand on lit les considérants.

Ferdinand et Charles de Lesseps étaient en effet condamnés à la prison pour ces motifs principaux et même essentiels : « Avoir employé des manoeuvres frauduleuses pour permettre l'espérance d'un événement chimérique. » Et quelle était donc cette chimère ? L'acte d'accusation le disait tout au long : c'était d'avoir cru et fait croire qu'il était possible de réunir les deux océans par un canal. Et c'était encore d'avoir fait croire que l'entreprise serait productive, propre à donner des bénéfices et capable de rémunérer les capitaux engagés. L'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 10 février 1893 disait en toutes lettres : « ... l'annonce mensongère que le transit immédiat pouvait être évalué avec certitude à 7 millions de tonnes. »

Faut-il rappeler qu'une des lumières de l'économie politique et de la science financière, Paul Leroy-Beaulieu en personne, avait antérieurement exposé, avec force chiffres à l'appui, que le capital actions et obligations nécessaire serait tel, que jamais les recettes ne pourraient assurer des intérêts proportionnés, ni même sans doute des intérêts quelconques.

Aujourd'hui, le trafic du canal de Panama, racheté et achevé par les Américains, dépasse celui du canal de Suez. Il le dépassait dès la neuvième année de l'ouverture. Cependant, une des charges de l'accusa-

tion avait été que Ferdinand de Lesseps en avait imposé à la crédulité des souscripteurs par le prestige que le succès du Suez lui avait valu.

Cela prouve qu'il ne faut pas s'en rapporter aveuglément aux experts. Des experts ne soutenaient-ils pas, il y a encore cinq ans, que, pour les paiements d'État à État, la question des transferts était la plus importante, alors que cette thèse est aujourd'hui abandonnée ?

Mais les corps constitués sont sujets à d'étranges erreurs. Le jugement de la Cour d'appel du 10 février 1893, qui proclamait en somme l'impossibilité du canal de Panama, n'est pas unique en son genre. On peut le rapprocher de l'ordre du jour voté en 1897 par l'Académie des Sciences, laquelle décidait doctoralement qu'il était chimérique de prétendre qu'un objet plus lourd que l'air pût voler. Supposons qu'une compagnie de constructions d'aéroplanes et de navigation aérienne se fût fondée à quelque temps de là et eût fait faillite. Alors on eût sans doute condamné les promoteurs de l'affaire pour les mêmes motifs qui avaient servi à obtenir la condamnation de Ferdinand et de Charles de Lesseps pour « escroquerie ».

Traversant, il y a quelques années, le canal de Panama, à bord du *Jules-Michelet*, le général Mangin s'écriait : « C'est le rouge au front qu'on relit l'arrêt de la Cour d'appel de Paris. » En effet, si le canal avait été achevé avec de l'argent français, non seulement les souscripteurs n'auraient rien perdu, mais il est probable que l'action Panama aurait aujourd'hui une fortune presque aussi brillante que l'action Suez.

Me Barboux, dans sa défense des Lesseps et dans sa magistrale plaidoirie, avait été bon prophète lorsqu'il avait rapproché et comparé les deux entreprises, rappelant que le Suez aussi avait donné des déceptions, les premiers devis ayant été largement dépassés, qu'il avait même donné des inquiétudes, car les uns croyaient à l'ensablement inévitable tandis que les autres allaient jusqu'à affirmer que le niveau de la Méditerranée et celui de la mer Rouge n'étaient pas égaux et que, par conséquent, la navigation serait impossible dans un canal devenu torrent ou cascade.

Quand on évoque Panama à propos d'affaires encore moins que véreuses, on fait donc injure non seulement à la vérité, puisque l'affaire était viable et devait être productive, non seulement à la mémoire de Ferdinand et de Charles de Lesseps qui n'ont même pas eu besoin d'une réhabilitation solennelle dédaignée avec raison par leur famille, mais encore à tous les Français (12 000, dit-on), ingénieurs, ouvriers, agents de la Compagnie, qui ont payé de leur vie sur une terre insalubre l'accomplissement d'une oeuvre qu'un autre pays a su reprendre et mener à son terme. Il ne faut pas confondre Panama et Panamisme ; celui-ci sera éternel.

L'échec de la Compagnie française de Panama n'a d'ailleurs pas peu contribué à rendre l'épargne française craintive, à la détourner des créations qui enrichissent, à faire de nous un pays d'obligataires timides qui croyaient trouver un refuge dans les fonds russes ! Mais l'histoire financière du canal interocéanique est instructive. On y voit que le premier coup avait été porté à la Compagnie par le krach de l'Union générale qui entraîna, pendant plusieurs années, une grande réserve de la part des épargnants. Le dernier coup fut une fausse nouvelle lancée à la Bourse et qui annonçait la mort de Ferdinand de Lesseps, ce qui arrêta net l'émission qui était en cours, après quoi la Compagnie fut obligée de déposer son bilan. Ce sont les méfaits de l'absence de confiance, contre lesquels les finances des États ne sont pas plus à l'abri que celles des entreprises privées.

Le Capital, 26 janvier 1929.

La fortune de la France

LES ASSURANCES SOCIALES

[Retour à la table des matières](#)

LES ASSURANCES SOCIALES

L'arrière-garde du progrès

La Liberté, 17 juin 1929.

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire des assurances sociales est comme celle du petit navire qui recommence pour peu que l'auditeur s'amuse. Mais elle ne peut être amusante, et même extraordinaire, qu'à la condition d'être dite succinctement.

Nous sommes très en retard pour les assurances sociales. D'autres pays les ont eues avant nous. Elles ne fonctionnent pas encore en France, tandis qu'elles sont appliquées en Allemagne, en Angleterre et ailleurs. C'est précisément parce qu'on a rougi de ne pas avoir encore donné ce progrès à la démocratie française qu'on a, un beau jour, forgé la loi devant laquelle on recule aujourd'hui parce qu'elle est une espèce de monstre.

Molière l'a dit il y a longtemps en vers qui sont devenus proverbes. « Quand sur une personne on prétend se régler, c'est par ses beaux côtés qu'il lui faut ressembler, » Donc, disait Molière, n'essayez pas de tousser et de cracher comme elle. Mais notre loi des assurances sociales tousse et crache comme celle des Anglais et des Allemands, et c'est pourquoi elle est malade avant même d'avoir marché.

En Allemagne, en Angleterre, les assurances sociales prêtent à des abus désastreux. Elles constituent une charge écrasante pour le budget, car, bien entendu, c'est sur le budget qu'elles retombent. On a fait, surtout en Allemagne, des peintures très exactes des effets qu'elles produisent non seulement au point de vue financier, mais au point de vue moral et psychologique, sans compter l'avilissement de la profession médicale, qui a des conséquences graves pour la santé publique qu'on cherchait justement à protéger.

Il semble donc qu'en prenant modèle sur les autres on aurait dû aussi s'instruire de leurs expériences et ne pas les imiter jusque dans les erreurs qu'ils reconnaissent eux-mêmes. Les copies serviles ne sont pas de bonnes copies. Elles demandent peut-être moins de peine mais elles ne donnent pas de bons résultats. Et il n'est pas très reluisant d'être toujours tellement à l'arrière-garde du progrès qu'on adopte la mode qui ne se porte déjà plus. Ne pourrions-nous pas faire de l'original ?

La Liberté, 17 juin 1929.

LES ASSURANCES SOCIALES

Le monstre législatif

La Liberté, 20 janvier 1930.

[Retour à la table des matières](#)

La loi des assurances sociales est le type des lois bâclées, des lois mal faites parce que ce sont des lois de réclame électorale. Il est important de se souvenir que celle-là avait été votée à la veille de la séparation de la Chambre qui a précédé celle de 1928. C'était une loi de brigue. Il est à noter d'ailleurs qu'elle avait été votée à la quasi unanimité, tout le monde voulant avoir le bénéfice de ce « geste » auprès des électeurs.

Seulement le geste devient acte. Le quart d'heure de Rabelais arrive. Personne n'avait regardé ce qu'il y avait dans le projet de loi qui instituait des assurances sociales à partir du mois de février 1930. L'auteur de ce chef-d'oeuvre est même resté dans une ombre modeste. Et c'est seulement à trois semaines de l'application qu'on s'est mis à lire le texte et à en calculer les conséquences. Alors on s'aperçoit que c'est le pire monstre qui soit sorti de l'usine à lois et l'on recule d'effroi devant ce produit tératologique, digne de figurer dans un musée Dupuytren des horreurs législatives.

Bien entendu on va dire que seuls les ennemis du progrès social trouvent les assurances sociales mauvaises et que les critiques qu'on adresse au système partent toutes d'un conservatisme aussi égoïste qu'étroit. Cependant les explorateurs hardis qui ont plongé dans les profondeurs des chiffres ont fait des découvertes inattendues. Sans doute la loi des assurances sociales est charmante par ses conséquences économiques, financières, morales même. Si encore elle était, comme ses partisans le soutiennent, une loi juste et qui donnera des satisfactions légitimes aux intéressés ! Mais ce n'est même pas cela.

Il serait trop long de reproduire ici les observations positives, d'un caractère purement mathématique auxquelles s'est livré cet organe sérieux et bien connu, qui s'appelle le *Bulletin quotidien de la Société d'Études*. On y voit que plus l'assuré est vieux (et ce sont les vieux que les retraites intéressent ; à vingt ans, on s'en moque), et moins il aura à recevoir. Le système n'est avantageux que pour les « moins de trente ans ». Quant aux travailleurs qui ont dépassé le demi-siècle, ils en sont les déshérités. En effet, « pendant cinq ans après la mise en vigueur de la loi, les assurés qui arriveront à soixante ans n'auront droit à aucune retraite, bien qu'ils aient payé des cotisations. Pour en toucher une, ils devront retarder leur mise à la retraite jusqu'à ce qu'ils aient cinq années de versements, sans pouvoir aller au delà de soixante-cinq ans d'âge ». Quelle surprise pour les « bénéficiaires » de la loi !

Même chose en ce qui regarde l'assurance-invalidité. Avant le 1er janvier 1933, aucune pension d'invalidité ne pourra être accordée. Un ouvrier qui deviendrait aveugle en 1932 n'aurait droit à rien malgré ses versements. Surtout, jusque-là, ne devenez pas invalide ! Mais, plus tard, tâchez d'être un invalide jeune. Exemple : « Vers la fin de 1932, deux camarades qui ont gagné une moyenne de 8 000 francs, sont atteints d'une maladie grave et deviennent incapables de travailler pour le reste de leur vie. Durand, qui a trente ans, reçoit une pension de 3 200 francs ; Martin, parce qu'il en a trente-deux, n'a droit qu'à 600 francs. »

Nous ne multiplierons pas ces citations. Mais le système des assurances sociales est fondé sur des calculs d'actuaire, qui n'ont aucun rapport avec la justice sociale et l'égalité. Alors les « bénéficiaires » seront déçus. Ce n'est pas ce qu'ils avaient espéré ni ce qu'ils avaient

compris. Ils se plaindront. Ils réclameront. Et qu'arrivera-t-il ? C'est qu'on égalisera les pensions et les retraites des travailleurs et que le budget mettra ce qui manque dans la caisse des assurances sociales... Tout le monde rentier c'est le rêve. Nous souhaitons seulement aux rentiers « sociaux » d'être plus heureux que les rentiers « capitalistes », que la dépréciation du franc a dépouillés du cinquième de leur rente.

La Liberté, 20 janvier 1930.

LES ASSURANCES SOCIALES

Trous dans la sébile de l'aveugle

L'Action française, 28 mai 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Un député trop curieux a posé l'autre jour cette question écrite : « Quel est le taux de capitalisation des fonds des assurances sociales ? » La réponse, qui a scandalisé plusieurs de nos confrères, fut qu'il faudrait au moins mille heures de travail pour établir ce calcul et que ce serait des frais supplémentaires à éviter en période de déficit.

Il ressort de là, avec l'éclat de l'évidence, que l'on ne sait pas ce que produisent les fonds constitués à l'aide des doubles contributions ouvrières et patronales ou que, si on le sait, on ne veut pas le dire. Dans les deux cas, c'est mauvais signe pour les assurés.

Ils auraient pourtant le droit de savoir ce que leur argent est devenu. Mais on en use avec eux comme les administrateurs des sociétés privées avec leurs actionnaires à qui la liste des participations de la compagnie reste cachée. Leur curiosité est indiscreète, comme celle du parlementaire de tout à l'heure. Il ne faut pas que les intéressés connaissent les mauvaises opérations où leur épargne a été compromise.

Il faudrait d'abord apprendre aux assurés sociaux que leur capital est destiné à subir le sort de tous les capitaux, c'est-à-dire à disparaître. Mais ce serait trop démoralisant. Cependant, nous l'avons déjà montré et c'est le moment de le redire, n'importe quelle tontine, fût-elle sociale, nationale, universelle, se composera toujours des mêmes éléments que les fortunes particulières. On n'invente rien. Sortez des rentes, des obligations et des actions, des terres et des maisons, et cherchez quelle sorte de placements il reste à faire. Or, tout cela est exposé à se déprécier et à dépérir.

Et aujourd'hui plus que jamais. Rien n'est sûr, rien n'est stable. Beaucoup sont ruinés. Ceux qui ne le sont pas tout à fait ont subi des diminutions graves. Les assurances sociales peuvent échapper au contrôle mais non au sort commun.

Exemple, les caisses ont la faculté de placer en valeurs étrangères la dixième partie de leurs ressources. Il n'est pas douteux un instant qu'elles auront, en conséquence, acheté des obligations Young qui devaient être la première valeur du monde et qui, émises à 980 francs, n'en valent plus que 450. Même sur des cours d'achat inférieurs aux taux d'émission, les caisses des assurances sociales sont en perte.

Et ce n'est pas fini. Jusqu'à présent les coupons des obligations Young sont payés en France au cours du franc de 1928. Ils ne sont plus payés en Angleterre et en Amérique qu'au cours de la livre et du dollar dévalués. Il leur restera du reste à ne plus être payés du tout, ce qui ne les laissera pas seuls de leur espèce.

En attendant pire. Nous savons qu'il est impossible d'instruire personne. Nous répéterons donc en vain que le socialisme tue ses propres institutions d'assurances en détruisant, justement par elles, les sources de la richesse. Il n'y a plus qu'à attendre l'épuisement.

Encore ne parlons-nous que de l'épuisement normal. Il y aura, il y a peut-être déjà le procédé anormal qui consiste, pour l'État, à se servir pour ses propres besoins du bien des oeuvres d'assistance qu'il a lui-même fondées. On leur repasse les bons du Trésor pour boucher les trous du budget écrasé par l'étatisme en attendant que l'État subviene

au déficit des caisses par l'impôt qui lui-même ne sera pas éternellement productif. C'est l'histoire de la flûte et du tambour.

Comment tout cela finira-t-il ? Mal, et pour tout le monde. Seulement c'est encore une chose qu'il est inutile de répéter parce qu'on commence un peu partout à en avoir le soupçon sans qu'on fasse rien pour arrêter la course à la ruine.

L'Action française, 28 mai 1933.

LES ASSURANCES SOCIALES

Les assurances sociales et les placements en valeurs étrangères

Le Capital, 17 octobre 1930.

[Retour à la table des matières](#)

Un décret, en date du 21 août, qui a passé à peu près inaperçu, stipule que la liste des valeurs étrangères susceptibles d'être acquises par les Caisses d'Assurances sociales, ainsi que le montant pouvant être consacré à l'achat de chacune d'elles seront arrêtés par les ministres du Travail et des Finances, sur la proposition d'une commission spéciale. Cette liste, établie au 1er janvier, sera révisée en cours d'année s'il en est besoin. Les souscriptions aux émissions feront l'objet d'une étude spéciale, suivie d'une décision des ministres compétents.

Enfin, il est arrêté que le montant des placements en valeurs étrangères ne pourra pas dépasser 10 pour 100 du montant global des placements prévus.

Ces dispositions offrent un vif intérêt à plusieurs points de vue. Et d'abord elles attirent l'attention sur une chose à laquelle on ne pense pas assez, qui est la gestion par les Caisses des capitaux produits par les cotisations.

Les Assurances sociales reposent sur la capitalisation comme les systèmes d'assurances ordinaires, avec cette différence que l'État,

banquier trouvé par la nature, est là pour combler les déficits, aussi longtemps du moins que ses ressources le lui permettront et l'on voit par l'exemple de l'Allemagne qu'un jour peut venir où l'État débordé limite sa contribution à une somme forfaitaire.

Il n'en est pas moins vrai que le patrimoine des Caisses devra être administré exactement comme les patrimoines privés, ce qui demandera la même vigilance sans échapper aux mêmes aléas et présentera la difficulté essentielle de l'administration de toute fortune, qui est de conserver le capital.

Il est bien certain, par exemple, que si les Assurances sociales avaient existé avant la guerre, les Caisses eussent été autorisées à acheter des fonds russes et même d'autres qui n'ont pas connu un sort beaucoup plus heureux. D'où il résulte que les rentes sociales et même socialistes sont logées à la même enseigne que les rentes bourgeoises et ne s'en distinguent pas. Elles boivent aux mêmes sources. Le socialisme qu'on peut appeler rentier, puisqu'il tend à universaliser les retraites, se développe parallèlement au capitalisme. Et l'on peut aller jusqu'à dire que, si le capitalisme n'existait pas, ce socialisme-là devrait l'inventer.

Il reste donc que les Caisses auront à procéder à des placements, à discerner les bons, à éviter les risques et les périls dont l'argent est toujours menacé, guerres, révolutions, insolvabilité des débiteurs, faillites totales ou faillites partielles causées par les dépréciations monétaires, etc... Toute cette lyre a été parcourue par les portefeuilles bourgeois depuis une quinzaine d'années et même avant.

Cependant 10 pour 100 du fonds des Assurances sociales pourront être employés en valeurs étrangères et ce ne sont pas celles qui donnent toujours le plus de garanties. Comment la liste en sera-t-elle établie ? Nous souhaitons aux « compétences » qui s'en chargeront d'avoir un coup d'oeil infallible.

D'autre part, on estime que si le système des Assurances sociales fonctionne normalement, que si la capitalisation s'opère dans les conditions prévues, les Caisses disposeront un jour d'une masse qui ne serait pas inférieure à une centaine de milliards. Ce ne sont donc pas

des sommes négligeables qui seraient consacrées à l'achat des titres étrangers, d'où une tentation, peut-être un peu grande, de mettre ces placements au service de la politique, surtout quand il s'agira de participer à des émissions.

On a dû s'apercevoir, en 1914, que le portefeuille français de valeurs étrangères avait été composé d'après des considérations plus souvent sentimentales que financières et l'on a souhaité, dans l'intérêt général, que ces placements fussent faits à l'avenir dans un esprit moins romanesque et mieux informé. L'emploi des fonds des Assurances sociales requerra particulièrement une méthode de prudence et d'investigation rationnelle si l'on ne veut pas compromettre une fortune qui sera à tout le monde et exposera le contribuable à boucher des trous élargis.

Le Capital, 17 octobre 1930.

LES ASSURANCES SOCIALES

L'État et le médecin

L'Action française, 25 février 1929.

[Retour à la table des matières](#)

Le médecin occupe une place à part dans la société. Sa profession est la profession libre par excellence. L'avocat a besoin du Palais et des tribunaux, l'ingénieur d'une usine, l'écrivain de journaux et d'éditeurs. Semblable au sage antique, le médecin porte avec lui sa fortune qui est son savoir. En tout lieu, il peut gagner sa vie et il ne dépend de personne. En outre, le secret médical en fait une sorte de confesseur laïque. On dit de beaucoup de métiers que c'est le dernier des métiers. De celui de médecin, on peut dire que c'est la plus belle des professions.

Elle tend à changer par l'effet des institutions et des lois. Peu à peu, sous l'influence d'un socialisme bureaucratique qui envahit tout, le médecin devient un fonctionnaire. Il est atteint dans son indépendance et dans sa dignité. Ce sera bien pis lorsque les assurances sociales seront en application. Alors le médecin n'aura plus guère comme clientèle indépendante que les rentiers, - s'il en reste.

Il y a déjà des pays, encore plus avancés que nous vers le socialisme masqué, où le médecin n'est plus qu'un salarié à tant par mois. C'est le cas en Autriche, par exemple, où le peu qui subsiste du corps

médical libre d'autrefois doit se défendre d'être étatisé. On a vu, en Autriche, des grèves de médecins. D'ailleurs, si, un jour, tous les médecins devenaient, chez nous comme ailleurs, des fonctionnaires, on pourrait voir parmi eux des grèves généralisées, puisque le droit de grève leur serait reconnu comme aux autres fonctionnaires.

En France, le corps médical a compris le danger de cet asservissement à l'État qui ne serait pas seulement pour lui une diminution de dignité, mais qui entraînerait un abaissement du niveau scientifique. Car, à quoi bon poursuivre de longues études, affronter les risques des concours, puisqu'on serait enrégimenté et qu'on avancerait à l'ancienneté ? Ici le danger serait pour le public. Et ce sont des choses qui viennent d'être exposées dans une thèse de doctorat, dont l'auteur est le docteur Guérin, et qui a été soutenue avec succès devant la Faculté de Paris. Titre qui dit tout : l'État *contre le médecin*. Le docteur Guérin a obtenu le doctorat avec félicitations du jury. Il a dit ce que le corps médical avait sur le cœur. Et sa thèse fait sensation.

Elle est pourtant un peu réactionnaire. M. Paul Bourget, qui ne passe pas pour un ami des régimes démocratiques, y a mis une préface. Il est vrai que le mot « réagir » a en médecine un sens précis et même son vrai sens. La santé est une réaction contre la maladie. Mais enfin, il n'y a pas encore si longtemps, la Faculté n'aurait pas « réagi » de la même manière devant la thèse du docteur Guérin. C'est que le corps médical n'a plus tout à fait les mêmes opinions qu'autrefois. Longtemps, il a été pour le radicalisme quelque chose comme la propagation de la foi. Libre dans sa profession, le médecin enseignait les Droits de l'homme qui, à la longue, se sont retournés contre lui. Il défend maintenant les droits du médecin, c'est-à-dire ceux d'une élite menacée. Et, dans les rangs de la gauche, les médecins, qui jadis les garnissaient en phalanges serrées, sont moins nombreux que les professeurs - jusqu'à ce que vienne le tour de ceux-ci.

L'Action française, 25 février 1929.

LA MONNAIE : INFLATION, DÉFLATION, STABILISATION

[Retour à la table des matières](#)

LA MONNAIE : INFLATION, DÉFLATION, STABILISATION

Rien de nouveau sous le soleil*Le Capital, 13 décembre 1927.*[Retour à la table des matières](#)

Il est bien vrai que tout a été dit et qu'il n'existe pas plus de sujets nouveaux que d'idées nouvelles, en matière de finances et de monnaie comme pour le reste. Seulement tout est toujours redit comme une nouveauté parce que l'oubli vient vite et parce que chaque génération recommence les expériences dont la leçon a été perdue. Et chacune à son tour reçoit comme une révélation ce qui était passé à l'état de lieu commun dans un autre siècle qui avait dû découvrir lui-même ce qui antérieurement avait fini par paraître banal.

Lorsqu'on rappelle les maladies monétaires des temps anciens, on se contente d'ordinaire d'évoquer les assignats ou le système de Law. On se contente d'une vague allusion aux faux monnayages de Philippe le Bel. Mais le Vénitien Marco Polo, qui avait visité la Chine au treizième siècle, avait décrit très exactement dans ses voyages les phénomènes d'inflation qu'il avait observés dans ce pays. Car les Chinois ayant connu avant nous l'imprimerie, ont connu presque en même temps la multiplication du papier-monnaie, « tant que, disait Marco Polo, pour six mille de ces billets on ne pouvait même plus se procurer une poignée de riz ».

Mais, à leur tour, les Français du quatorzième siècle n'en virent et n'en surent pas moins que Marco Polo, que les contemporains de Philippe le Bel, que ceux de la Régence et de la Révolution et que nous-mêmes, sur le fléau de l'instabilité monétaire. Ils ont désiré comme nous la monnaie fixe et saine. Et il y en eut parmi eux qui cherchèrent et qui définirent les moyens d'assainir la monnaie.

*
* *

Ces choses se passaient sous le règne de Charles V, dit le Sage ou le Savant, qui employa son règne à panser les plaies que l'invasion avait laissées.

Charles V avait lui aussi ses experts, dont le plus célèbre fut maître Nicole Oresme, évêque de Lisieux. Le *Traité de l'origine, de la nature, du droit et des variations des monnaies* est venu jusqu'à nous. En ce temps-là, les évêques remplissaient le rôle des professeurs de nos facultés de droit, et, sous Charles V, ces professeurs eussent été évêques. C'est la seule différence, car maître Nicole Oresme s'exprime comme un économiste non seulement distingué mais averti.

Parmi les économistes, fut-il le premier ? Assurément non. Lui-même se réfère à Aristote. Seulement il avait assisté aux désordres monétaires qu'avait produits, après le désastre de Poitiers, la révolution d'Étienne Marcel. Et, sans doute, devant les phénomènes troublants de la dépréciation de la monnaie et de la vie chère, ne fut-il pas seul à réfléchir. D'autres travaillèrent dans le même sens que lui. Une opinion se forma. Toujours est-il que le rapport de l'évêque nous a été transmis. Et c'est un fait que Charles V, s'appliquant au redressement financier et à la liquidation de la guerre, suivit les conseils de maître Nicole Oresme qui fut, pour cette raison, appelé son *instructor*, terme qu'on a traduit longtemps par « précepteur » (contresens, le roi et son conseiller étant à peu près du même âge), et dont la véritable traduction, nous le comprenons aujourd'hui, est « expert ».

Le *Traité* de maître Nicole Oresme, dans son texte latin et dans sa translation en langue vulgaire, a été réimprimé sous le Second Empire par un érudit d'origine polonaise, membre de l'Institut, M. Wolowski.

À peine remis en lumière, ce précieux témoignage sur la constance des phénomènes financiers était retombé dans l'oubli. Et pourtant, nous aurions pu nous y instruire autant que Charles V lui-même, dit le Sage ou le Savant, probablement parce qu'il se donnait la peine de lire les rapports et d'en prendre ce qu'ils avaient de bon, chose toujours admirée chez les dirigeants, sans doute parce qu'elle est rare.

*
* *

En ce temps-là, nul ne pouvait plus dire ce que valait la monnaie. Elle baissait et elle montait plusieurs fois au cours d'une même année. Et les gens, ne comprenant pas que les prix étaient déréglés parce que la monnaie l'était elle-même, s'aigrissaient et s'irritaient de ses fluctuations dommageables à tout le monde et funestes pour les affaires.

Il arriva alors que la confiance, la fameuse confiance, véritable trésor de l'État, s'évanouit. Et Maître Nicolas Oresme assignait pour la première tâche au gouvernement de la rétablir. Car, disait-il en son langage : « Qui serait doncques celluy qui aurait fiance en prince qui aurait diminué le poids ou bonté de la matière (la monnaie) ainsi figurée sous son propre signe ? »

L'évêque de Lisieux avait porté un diagnostic d'une grande justesse. Pour que le public ait confiance dans la monnaie, il faut sans doute qu'il ait confiance dans le prince, autrement dit dans le gouvernement. Mais pour qu'il ait confiance dans le gouvernement, il faut aussi qu'il ait confiance dans la monnaie, expression du crédit que l'État mérite. À quel moment la confiance a-t-elle disparu, non pas sous Charles V, mais sous M. Doumergue ? Quand les Français se sont éveillés à cette notion qu'ayant prêté cent ils n'étaient remboursés que par vingt et risquaient de l'être un peu plus tard par moins encore. Ayez une monnaie fixe, disait Maître Nicole Oresme, et la confiance reviendra.

Car, au quatorzième siècle, l'argent ne se cachait pas seulement. Il s'évadait comme en 1925 et en 1926. Le révolutionnaire Étienne Marcel et la démagogie des États généraux avaient mis les capitaux en fuite. L'argent se sauvait au delà des frontières. Et l'évêque de Lisieux

montrait fort bien comment cette évasion se produisait par un mécanisme presque fatal. Sa démonstration est un peu rugueuse. A l'archaïsme près, on reconnaîtra qu'elle n'est pas beaucoup plus obscure que celle de nos modernes techniciens :

« Aujourd'hui, disait-il, il y a plus à faire entre les marchands d'être d'accord du prix et évaluation de la monnaie que des marchandises dont ils traitent. Par quoi l'or et l'argent sont à présent venus à si haut prix que, si bientôt n'y est porté remède, il est à redouter plusieurs inconvénients grands et moult dommageables en la tolérance et souffrance d'icelle comme des matières, à savoir or et argent, être transportées ès pays voisins, là où le cours est plus haut, et, par ce, diminuer le Royaume à son préjudice et celui de ses sujets. Par laquelle évacuation d'or et d'argent, les marchands souffriraient détrimen en leurs marchandises et denrées et n'auraient cours au dit Royaume, ainsi évacué de pécune ; et encore, qui est pire chose, les changeurs et banquiers qui savent où l'or à cours à plus haut prix, chacun en sa figure, ils, par secrètes cautèles, en diminuent le pays et l'envoient ou vendent dehors aux marchands, en recevant d'iceux autres pièces d'or, mixtes et de bon aloi, desquelles ils emplissent le pays. »

*

**

L'évêque de Lisieux était tout prêt d'énoncer la loi de Greshaen. Et il ne comprenait pas seulement que la mauvaise monnaie chasse la bonne mais qu'elle produit la « perte des substances » et « l'émigration des capitaux ».

Qu'est-ce que monnaie ? demandait encore l'économiste médiéval et aristotélicien. Il répondait fortement que monnaie est mesure des choses et que, par conséquent, elle doit être « juste et vraie en mesure et en poids ».

S'il admet qu'elle puisse être détériorée parce que les nécessités de la guerre, le salut public, la force des choses l'exigent ; s'il admet que l'on ne puisse revenir sur tous les effets de cette détérioration (sinon Charles V et M. Poincaré lui-même auraient dû revaloriser l'unité monétaire jusqu'à la livre d'argent fin de Charlemagne), Maître Nicole

Oresme demande qu'une prompte fin soit mise aux mutations et variations de cours lesquelles ne profitent qu'aux changeurs ou spéculateurs et sont nuisibles au prince lui-même. Car « de telles mutations naissent esclandres et murmures du peuple et péril inobédience ».

Bref, et pour tout dire d'un seul mot, Maître Nicole Oresme, évêque de Lisieux, instructor, c'est-à-dire expert de Charles V, était stabilisateur. L'histoire ne nous dit pas s'il fut honni et injurié par les partisans de la revalorisation. Mais, en cherchant bien, on trouverait sans doute que Maître Nicole Oresme fut accusé de vouloir sacrifier les rentiers.

Le Capital, 13 décembre 1927.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION**Le sauveur***La Liberté, 22 avril 1925.*[Retour à la table des matières](#)

En 1789, une grande dame entendit dans la rue un passant qui disait du mal de M. Necker. Elle fut tellement indignée qu'elle se jeta à coups d'ombrelle sur le détracteur du grand homme.

Sans que l'enthousiasme pour M. Caillaux aille aussi loin, on l'a beaucoup comparé à Necker. Il ne déteste pas cette comparaison. Et il y a toujours eu dans la société française des gens pour croire au « sauveur », n'importe lequel. Sans doute, nous pourrions trouver quelques différences entre Necker et M. Caillaux. Ainsi la femme de Necker, austère protestante, n'avait tué personne. Necker, qui était financier, était en même temps bon écrivain et homme d'esprit. Il avait écrit un *Eloge de la sottise* qui ferait honneur à plus d'un moraliste. Et la sottise c'est peut-être de s'imaginer que M. Caillaux réussira mieux que M. Necker.

Tout le monde sait que les finances allaient mal en 1789 et que ce fut une des causes de la Révolution. Personne ne voulait payer d'impôts. Personne ne voulait subir de réductions et de sacrifices. Les porteurs de rentes sur l'État, devenus très nombreux, craignaient de ne plus être payés. Les « capitalistes », comme on les appelait déjà,

avaient vu avec plus que de la bienveillance la prise de la Bastille qui servit à faire rappeler Necker. On retrouvait le sauveur. Enfin on échappait à la menace des taxes et de la banqueroute. Necker jouissait d'une confiance illimitée.

Combien de temps dura ce beau rêve et comment finit-il ?

*
* *

Lorsque Necker parut devant l'Assemblée, on attendait de lui un programme merveilleux et des paroles décisives. Il dit ce que tous les ministres des Finances disent en pareil cas : « La situation est sérieuse. Elle n'est pas désespérée. Il y a un déficit. Il n'est pas si grand qu'on l'a prétendu et il est possible d'en triompher. »

Comment ? Necker avait un programme. Toujours le même, pareil ! Diminuer les dépenses, augmenter les recettes. De ceci, de cela, on pouvait tirer des suppléments de ressources. Necker disait que les grandes sociétés d'affaires (la Compagnie des Indes était alors la plus célèbre) ne payaient pas assez : M. Caillaux a parlé aussi, dans quelques discours récents, des banques et des assurances. Bref, tous les petits moyens auxquels on songe en pareil cas étaient énumérés. Et Necker s'écriait en terminant : « Quel pays que celui où, sans impôts, et avec de simples objets inaperçus, on peut faire disparaître un déficit qui a fait tant de bruit en Europe ! »

Après ce discours d'inauguration, l'Assemblée était déjà refroidie, le public un peu déçu. Necker disait : « Pas d'impôts. » Mais il annonçait, pour commencer, qu'un des remèdes les plus faciles serait « d'assujettir à une retenue la totalité des rentes ou des intérêts dont l'État est grevé ». En d'autres termes, l'impôt sur la rente dont M. Caillaux était déjà partisan avant la guerre. Les rentiers de 1789 commencèrent à faire la grimace.

Mais la partie vraiment faible du programme de Necker était ailleurs. Il cherchait l'assainissement financier. Il ne voyait pas que l'obstacle à cet assainissement était dans la politique. Il ne voyait pas qu'il s'adressait à des élus et qu'il aurait affaire tout de suite à la démagogie.

Un historien a peint cette situation en termes qui seront vrais demain : « Le roi (mettons Painlevé au lieu de Louis XVI), par passivité et paresse d'esprit, le ministre, *par une confiance exagérée dans ses talents et dans son prestige*, n'avaient pas songé à se demander quelles pourraient être les exigences de l'Assemblée et s'il leur serait possible de la conduire. »

C'est pourquoi le fiasco de Necker fut rapide. Son discours, son programme ne remplissaient pas le Trésor. Il fallut demander de nouvelles avances à la Caisse d'Escompte, autrement dit à la Banque de France. En attendant la réalisation des promesses merveilleuses, la pénurie de l'État augmentait, les contribuables se dérobaient. On veut jeter du lest dans la nuit du 4 août : la foule comprend que l'abolition des privilèges, c'est la permission de ne plus payer l'octroi ni le percepteur. Le gouvernement est faible. Le désordre s'aggrave. Necker commença à se plaindre de l'émigration des capitaux, et aussi des personnes, qui suivaient leurs capitaux.

Il fit appel à la bonne volonté. Il conçut la « contribution patriotique ». On lui apporta, dit l'histoire, « des boucles de souliers et des pinces à sucre ». Alors ce fut l'impôt sur le capital, dit contribution du quart. On chansonna Necker et un mari trompé offrit sa femme :

Je veux faire beaucoup, messieurs, pour la patrie. Voici ma femme : elle est jeune et jolie, Elle inspire l'amour autant que l'amitié. Vous demandez mon quart : Non. voici ma moitié.

L'impôt sur le capital avait été bâclé. On s'aperçut qu'il n'était rien demandé à qui avait 400 livres. Celui qui en avait 500 devait en payer 125, c'est-à-dire qu'il lui en restait 375. Alors la confiance dans le grand technicien disparut. La contribution du quart ne fut jamais payée.

Comment tout cela finit-il ? Par l'inflation. Par les assignats. Necker se débattit quelque temps contre l'Assemblée. Son impopularité grandit. Le 3 septembre 1790, il donna sa démission et quitta Paris sous les huées. Reconnu sur la route et arrêté - comme Louis XVI à Varennes - il dut être protégé par la force publique.

Le « sauveur » avait franchi le Rubicon. Seulement, il l'avait franchi dans le sens qui l'éloignait du triomphe et de Rome. Et il ne laissait derrière lui que le gâchis.

La Liberté, 22 avril 1925.

LA MONNAIE : INFLATION, DÉFLATION, STABILISATION

Les couches profondes de la démocratie sont favorables à l'inflation

L'Action française, 28 mars 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Si nous prenons les choses avec un peu de recul, si nous essayons de résumer l'histoire de notre temps comme la résumera peut-être un historien de l'avenir, nous sommes enclin à écrire ceci :

« La démocratie française, pendant quarante-quatre ans, n'avait eu que des problèmes simples à résoudre. Elle contentait les intérêts matériels. On ne demandait au gouvernement que d'assurer un minimum d'ordre, de faire respecter la propriété et de maintenir la paix. Au bout de quarante-quatre ans, ce fut la guerre. On vit, et ce n'était pas chose nouvelle, que les démocraties pouvaient être belliqueuses. La démocratie française le fut terriblement, aveuglément. Elle ne regarda à aucune dépense, pas plus à celle des hommes qu'aux autres. Personne ne murmura. Mais, la guerre finie, quelques années passèrent encore. Et la question qui se posa, ce fut la question d'argent. On essaya de la résoudre en démocratie et par des moyens démocratiques. C'est alors que commença la grande crise... »

Nous n'irons pas plus loin parce que nous tomberions dans l'histoire future. Et nous ne sommes pas doué du don de prophétie. On ne peut sonder l'avenir qu'à l'aide des enseignements du passé, mais le passé ne donne pas une réponse favorable à la guérison des graves maladies financières par les régimes démocratiques.

Toute la Révolution est là pour servir d'exemple. La crise des finances, qui a été à l'origine du mouvement de 1789, était latente depuis de longues années. Elle était devenue aiguë par la guerre d'Amérique. Les Assemblées se flattèrent d'en venir à bout mieux que l'ancien régime. Elles tombèrent tout de suite dans le système de l'assignat, c'est-à-dire dans l'inflation. L'assignat, en se dépréciant, créait un terrain de choix pour la démagogie dont chaque succès accroissait le volume des assignats. Par ce double propulseur, les phénomènes révolutionnaires devinrent d'abord de plus en plus intenses. Puis, le ressort s'étant fatigué et détendu, on tomba dans la démagogie légale et parlementaire, dans le marécage du Directoire, jusqu'à la mort de la monnaie.

Le jour où la planche aux assignats fut solennellement brûlée sur la place Vendôme ne fut pas encore celui de la guérison. Il y a de bonnes raisons de penser que cette planche n'était pas unique et que l'on continua à imprimer secrètement d'anciens billets tandis que les nouveaux se dépréciaient comme les anciens. Les choses ne commencèrent à rentrer dans l'ordre qu'après le 18 brumaire, et elles n'y rentrèrent que d'une manière fragile et incomplète, comme nous l'avons vu il y a quelque temps par les *Mémoires* de Gaudin.

Autant dire quelle épaisseur a le nuage qui s'étend encore devant nous. On se croit à la veille de Brumaire quand nous n'avons même pas eu tout ce qui a précédé le 9 Thermidor.

*

**

Nous y revenons parce que c'est l'idée qu'on doit, à tout moment, avoir présente à l'esprit : les neuf dixièmes de la France ne comprennent rien à ce qui se passe. D'où la difficulté de demander à la masse, représentée par ses élus, des sacrifices dont la portée et la destination lui échappent. Ces sacrifices ne peuvent être partiellement obtenus, ou plutôt arrachés, que par des mesures démagogiques qui accroissent le trouble des affaires privées sans améliorer les affaires publiques, qui causent l'irritation des victimes et qui déterminent à la résistance les catégories encore épargnées parce que l'on a, par l'exemple de tous les

impôts précédents, la conviction que les taxes nouvelles seront inefficaces.

Ce n'est pas tout. Sur les neuf dixièmes de la population française qui se bouchent les yeux et les oreilles, qui ne veulent pas savoir que le franc vaut moins de quatre sous, il y en a au moins sept qui sont consciemment ou inconsciemment inflationnistes.

Le paysan est inflationniste parce que ses produits en papier-monnaie ont l'air de se vendre cher et, dans certains cas, se vendent plus cher qu'en or. Le commerçant et l'industriel le sont aussi, malgré des inconvénients et des inquiétudes, parce que le « de plus en plus » est le seul remède à l'arrêt et à la paralysie. L'ouvrier est inflationniste parce que ses salaires augmentent. Le fonctionnaire l'est également parce qu'il compte sur le Dieu-État, parce qu'il est habitué à penser que la miraculeuse Providence qui fait fabriquer des vignettes est assise derrière les guichets du Trésor et ne le laissera jamais manquer du nécessaire.

Enfin l'homme - et la femme - que vous voyez dans les rues de Paris, vers cinq heures du soir, lire la cote de la Bourse, sont inflationnistes à leur insu. Ceux-là ont acheté des valeurs étrangères dont les cours suivent le mouvement des bonnes monnaies. Ils ont craint la chute du franc et ils se sont prémunis contre elle. Ils ne l'ont certes pas désirée, puisqu'ils en ont eu peur. Ils sont maintenant intéressés, sans l'avoir voulu, et même sans le savoir, à ce que le franc ne remonte pas. Et leur figure s'allonge lorsque la livre et le dollar viennent à baisser.

*

**

Il n'y a donc pas contre l'inflation l'horreur qu'on veut bien dire. Elle est favorisée par une complaisance à peu près générale. C'est pourquoi, si elle est condamnée théoriquement, elle ne manque jamais de reprendre l'avantage et l'on y retombe toujours. C'est la maladie secrète avec laquelle on se promène comme si l'on était sain.

En revanche, déflation, stabilisation, arrêt de la dépréciation monétaire (le nom importe très peu), tout ce qui serait la guérison inspire

une répulsion instinctive à des classes étendues de la population. Tout ce qu'on peut tenter pour sauver le franc, pour le retenir sur la pente fatale se heurte à l'indifférence du plus grand nombre, à l'intérêt d'un nombre qui n'est pas négligeable.

Seuls les rentiers, esclaves et victimes du franc, sont pour le frein contre l'accélération de la chute. Passifs par situation, leur voix est aussi vaine que l'a été celle des rentiers d'Allemagne. Leur seul moyen de défense est l'abstention devant les bons du Trésor, la fuite devant les valeurs libellées en francs-papier, ce qui a d'ailleurs pour effet d'aggraver le mal et de rapprocher la catastrophe. La fameuse affaire de « la confiance », tarte à la crème de toute une école, se réduit à cela. Et nous ne parlons pas de la confiance à l'extérieur, encore plus importante que l'autre. Car si les étrangers se mettent à vendre les francs qu'ils détiennent, s'ils s'en débarrassent à n'importe quel prix comme d'une marchandise sans valeur, alors la débâcle aura un caractère définitif.

Nous tenons là, réunis dans leur rigoureux ensemble, les éléments de la crise politique qui, provoquée par la crise financière, aggrave celle-ci à son tour. La double propulsion des temps révolutionnaires joue encore ici. Ce qu'il faut regarder, ce ne sont pas les agitations ou les combinaisons des groupes politiques au Palais-Bourbon. Le savoir-faire d'un président du Conseil n'est rien parce qu'il y a, derrière les élus, les « couches profondes de la démocratie » dont il n'est même pas juste de dire qu'elles ne veulent rien entendre puisque, en fait, elles n'entendent pas.

L'assainissement financier n'est compris et souhaité que par une partie de la nation, la toute petite partie qui est éclairée et désintéressée. C'est une minorité insignifiante. La grande masse sans lumières, qui obéit à ses intérêts immédiats, domine. Et c'est ce qui multiplie dans des proportions incalculables, parce que c'est une cause diffuse, les difficultés de la situation.

L'Action française, 28 mars 1926.

LA MONNAIE : INFLATION, DÉFLATION, STABILISATION

L'inévitable dans l'inflation jusqu'au cou

L'Action française, 6 décembre 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi tous les avertissements auront été inutiles. La démocratie française roule sur la pente où les démocraties autrichienne, allemande, polonaise l'ont précédée. On ne dit plus que les paroles vaines. De même qu'on répétait il y a un mois : « Pas d'inflation, à aucun prix », on répète que la situation n'est pas désespérée tandis que l'on recourt aux moyens du désespoir.

Exactement, nous en sommes au moment où il n'y a plus qu'à leurrer le malade et à lui administrer de la morphine à doses de plus en plus fortes pour supprimer en lui la conscience.

Il était sûr que la démocratie française recourrait à l'inflation, comme les autres, parce que c'est le procédé le plus commode, celui qui s'offre tout de suite, celui qui n'atteint immédiatement que la partie inerte et passive de la nation, les vieillards et les impotents, les veuves et les orphelins. La destruction de la monnaie frappe d'abord ceux qui ne produisent pas, qui n'agissent pas, qui n'ont aucun moyen de se défendre. Producteurs, ouvriers, paysans n'en souffrent pas pour commencer. Ils suivent le flot. Les difficultés se présentent pour eux

quand le flot se retire, lorsque la déflation vient par l'excès de l'inflation. Seulement, les autres sont déjà morts.

Tout cela a été dit cent mille fois, ce qui n'a rien empêché. Les socialistes ont fait semblant de s'opposer à l'inflation après l'avoir rendue nécessaire par leurs gaspillages, et inévitable par leur influence pernicieuse. Une moitié d'entre eux a émis un vote négatif de doctrine. Une autre moitié s'est abstenue, ce qui a permis au gouvernement d'avoir juste les quelques voix qu'il fallait pour que l'inflation fût votée.

Sinistre comédie !

Un socialiste qui n'a pas de mandat, mais qui voit les choses du dehors et qui est mûri par l'expérience, parle plus nettement. Nous avions, l'autre dimanche, fait allusion au discours de M. Albert Thomas à Champigny. M. Albert Thomas nous a fait tenir le texte de ce discours. Nous y lisons ceci :

Prenez garde ! La même illusion a régné longtemps en Allemagne. Beaucoup s'y félicitaient des bienfaits d'une monnaie légèrement dépréciée.

Un jour, brusquement, - je me souviens que j'étais ce jour-là au Reichstag, - il a été annoncé que le mark venait de perdre dans la journée plusieurs centaines de points, et la panique s'emparait du Reichstag et du gouvernement. Rathenau, que je voyais le soir même, à la veille de la conférence de Gênes, me disait son effroyable inquiétude. Il pressentait la catastrophe.

Il avait fallu trente mois pour que le dollar passât, en Allemagne, de la valeur de 10 marks à 100.

En cent huit jours, moins de quatre mois, il passait de 100 à 1 000.

En cent un jours, de 1 000 à 10 000,

En cent soixante-seize jours seulement, de 10 000 à 100 000.

Ensuite, avec une rapidité vertigineuse, pendant l'été de 1923, il passait à la valeur d'un trillion de marks : le mark était au néant.

En Autriche, en Hongrie, partout, les mouvements catastrophiques se sont déclenchés de la même manière.

Prenez garde !

Parfaitement juste. Mais M. Albert Thomas ajoute que, pour échapper à cet effroyable péril, il faudrait une « volonté de fer ». La volonté ne suffit pas. Il s'agit encore de savoir dans quel sens elle est orientée. Démocratique et poussant à la consommation, elle n'arrêtera, elle n'empêchera rien. On n'assainit pas par les idées qui ont tout compromis et par les moyens qui ont tout gâté. M. Albert Thomas lui-même en fournit la preuve :

Tant que la monnaie risque d'être dépréciée, a-t-il dit, toute mesure d'assainissement demeure précaire. L'Allemagne a eu beau prévoir dans les lois du programme Erzberger une taxation allant jusqu'à 65 pour 100 du revenu, elle a eu beau modifier dix ou douze fois l'échelle des taux, elle a eu beau faire appel au pays par des contributions exceptionnelles, comme l'emprunt forcé de 1922 ou les contributions extraordinaires de 1923, toutes ces tentatives ont été également annihilées par la dépréciation de la monnaie.

En France même, ne sentons-nous pas les mêmes résultats de la dépréciation ? N'est-ce pas une perte d'au moins 30 pour 100 que l'impôt sur le revenu, applicable à l'année 1924, et dont les rôles n'ont été établis qu'en octobre 1925, devra subir ?

Tout cela est fort bien dit. Et puis après ? M. Albert Thomas décrit précisément la marche et les progrès du mal, Nous en sommes aux recettes d'Erzberger, sinon aux angoisses de Rathenau.

Nous étions, l'autre jour, en compagnie d'Anglais qui parlaient de notre situation financière. L'un d'eux fit cette observation :

— Je réside à Paris et, en conséquence, je paie tous les impôts français. Je reçois mon revenu en livres sterling. Cette année, mes im-

pôts seront payés par la seule différence du change depuis le mois de juillet. Ils ne me coûteront rien.

Cette remarque rejoint celle de M. Albert Thomas. Tout cela s'enchaîne. Comptez bien. Par suite des émissions successives de billets, la dépréciation du franc a été telle depuis le mois de juillet dernier, qu'il y aura, pour le Trésor public, une perte d'au moins 30 pour 100 en valeur réelle sur le produit de l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement demande et obtient une inflation nouvelle. Sous prétexte de la « résorber », il demande simultanément, et il obtient, une taxe supplémentaire égale à 20 pour 100 de l'impôt sur le revenu payable ou payé en 1925. Le Trésor restera donc encore en deçà de 10 pour 100 sur la perte qu'il a subie.

Mais cette taxe supplémentaire ne pourrait pas être immédiatement exigible sans écraser purement et simplement les contribuables. Elle ne devra pas être acquittée avant le 1er mars. Combien vaudra le franc à ce moment-là ?

On veut punir les retardataires, leur infliger une amende. Quand une monnaie se déprécie, les pénalités pour retard n'ont plus d'efficacité. Elles n'ont même plus de sens. Les amendes n'impressionnent plus le contribuable qui se rappelle avec M. Albert Thomas qu'un dollar peut, en cent jours, passer de 1 000 à 10 000,

Ne nous dissimulons et ne dissimulons donc pas que la nouvelle inflation qui vient d'être votée est une inflation du type le plus primitif et le plus grossier. Elle n'est inoffensive que pour les ignorants. Elle n'est « gagée » que pour les naïfs. Ce sont des formules à l'usage des démocraties où l'on excelle à endormir et à leurrer les foules. On assure aujourd'hui que l'inflation est provisoire et qu'elle sera résorbée. Au besoin, on l'afficherait sur les murs, comme on affichait sur les murs, à la fin du mois de juillet 1914 : « La mobilisation n'est pas la guerre. »

L'inflation est si bien la chute du franc que cette chute est prévue dans le projet de loi lui-même.

Il y a six milliards pour les besoins de l'État. Un milliard et demi pour les besoins du commerce. Que veulent dire ces besoins du commerce ? Ils veulent dire que la hausse des prix est inévitable et que, pour y faire face, les commerçants, les industriels devront trouver des facilités dans les banques.

Mais la hausse des prix, c'est la hausse des changes. C'est la baisse du franc sanctionnée. Tous les calculs budgétaires deviennent faux et le déficit reparaît par un autre bout, celui des inéluctables augmentations de dépenses.

Est-ce tout ? Pas encore. Il y a le danger de la dette flottante. Il y a sur notre tête cette épée de Damoclès. La hausse des prix pour les producteurs, la vie plus chère pour les consommateurs, le surcroît d'impôts pour les contribuables auront pour effet, sans panique et sans méfiance, d'amener des remboursements de bons à court terme. Une sorte de succion sera exercée sur les bons. Et de nouveaux recours à la planche à billets seront nécessaires.

L'Action française, 6 décembre 1925.

LA MONNAIE : INFLATION
DÉFLATION, STABILISATION

Machinisme et inflation

Le Capital, 7 juillet 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Comme à toutes les époques de crise économique, de mévente, de chômage et de souffrance, les progrès du machinisme sont rendus responsables des maux de l'humanité. Ce n'est pas sans cause. Et tout ce qu'on peut dire sur ce sujet, un humoriste américain l'a peut-être épuisé en deux phrases.

Un ingénieur montre avec orgueil une mécanique nouvelle de son invention. « Elle débite en trois heures avec deux ouvriers ce qui demandait jusqu'ici le travail de dix hommes pendant une semaine. » Et le visiteur sarcastique répond : « Il ne vous reste plus qu'à inventer la machine numéro deux qui produira les clients capables d'acheter ce qui sort de la machine numéro un. »

Évidemment, le problème est là. *Il est plus facile de multiplier les produits que de multiplier les clients.* Et ce n'est pas encore tout. Les machines elles-mêmes sont des produits. Leurs fabricants ne travaillent pas seulement pour le marché intérieur. Ils exportent.

Mais les machines exportées, où vont-elles ? Dans des pays dont l'outillage était jusqu'à présent médiocre, primitif ou inexistant et qui, pour cette raison, devaient acheter un grand nombre de produits fabriqués. C'étaient les clients naturels des pays de grand outillage. Ceux-ci montent donc de leurs propres mains une concurrence qui les ruine.

Lorsque Ghandhi est venu en Angleterre, des foules se massaient aux gares pour contempler le mystérieux petit homme dont la prédication tuait leur gagne-pain. Il y a pourtant pour les textiles, du Lancashire, quelque chose de plus redoutable que le boycottage. On pourrait formuler cette proposition : « Toute *machine à tisser exportée par Birmingham fait du chômage à Manchester.* » Au siècle dernier, les sans-travail brisaient les nouvelles inventions. Peut-être aujourd'hui, s'ils se rendaient compte de la situation générale, s'opposeraient-ils à l'embarquement des machines dans les ports.

Car, le jour où toutes les parties de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique auraient assez d'usines pour se suffire à elles-mêmes, que deviendrait la population travailleuse des grands pays industriels ?

Il ne resterait plus qu'un stade ultime à atteindre. Ce serait celui où les peuples dont l'industrie était jusqu'ici rudimentaire n'auraient même plus besoin d'acheter des machines à l'étranger parce qu'ils seraient devenus capables de les faire chez eux.

Et ce jour-là, c'est-à-dire quand le monde entier serait équipé, la supériorité des anciens pays de grande industrie aurait disparu, celle qui leur donnait l'immense clientèle des nations incomplètement évoluées, la même, au fond, qui permet aux puissances coloniales de régner sur des populations immenses avec quelques milliers d'hommes munis d'armes perfectionnées.

Cette supériorité, à quoi tenait-elle ? Au génie scientifique, mécanicien et organisateur de la race blanche ? Pour une part, très large assurément, et qui pourtant n'est pas tout. L'avance que les nations industrielles et exportatrices ont eue sur les autres a été en outre de posséder plus de capitaux que les autres. Tout homme noir ou jaune peut conduire une automobile, se servir d'une mitrailleuse. Fabriquer des mitrailleuses et des automobiles, c'est autre chose. Il n'y faut pas

seulement des ateliers dont l'installation et le fonctionnement exigent l'investissement de sommes considérables, mais tout ce qui suppose une richesse ample et ancienne, état-major savant, personnel instruit, techniciens, laboratoires, écoles.

Voici précisément le point où les outrances du machinisme et la diffusion croissante des machines, considérées comme une des causes principales de la crise économique, s'expliquent par un autre genre d'excès. *Les inflations monétaires et les inflations de crédits n'ont-elles pas servi à suréquiper et à suroutiller le monde, ce qui a eu pour conséquence de surproduire ?* Une richesse factice et qui ne répondait pas à un enrichissement réel n'a-t-elle pas créé des instruments de production en surnombre ? L'humanité n'a-t-elle pas anticipé sur ses véritables ressources ? À ces questions nous croyons qu'il faut répondre par l'affirmative. Il n'est pas superflu de rechercher les causes de la crise pour savoir comment elle finira. Mais il devient de moins en moins probable qu'on puisse la guérir par des procédés tirés ou renouvelés de l'inflation.

Le Capital, 7 juillet 1932.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

La vie chère et ses conséquences

L'Action française, 28 février 1926.

[Retour à la table des matières](#)

La vie est chère pour les malheureux esclaves du franc, pour tous les « revenus fixes », pour les rentiers enfermés dans les limites d'une rente invariable, pour les retraités, les pensionnés, les fonctionnaires, les employés au mois, qui ont sans doute des possibilités d'augmentation, mais pour qui ces augmentations arrivent toujours trop tard, lorsque déjà une nouvelle poussée des prix en voudrait une autre.

On ne saurait exagérer les souffrances des classes moyennes. Il y a pire au point de vue général : c'est l'appauvrissement de ces mêmes classes. Là sévit la « liquidation ». Pour vivre, pour joindre les deux bouts, les dépenses sont réduites au strict nécessaire et au minimum strict. On ne renouvelle plus rien. On use le trousseau, la garde-robe, le mobilier, de même que le propriétaire laisse aller et dépérir son immeuble. Çà et là, on se résout à vendre de l'argenterie, des objets d'art, et la multiplication des « magasins d'antiquités » ne tient pas moins à la multiplication des vendeurs qu'à celle des acheteurs. Dans la phase ultérieure, il faut attaquer le capital lui-même. À mesure que les besoins augmentent, on réalise, une à une, valeurs, terres, maisons.

C'est le côté sombre du tableau. Encore plus sombre lorsqu'on tient fermement cette vérité que la France est le pays le moins cher du monde, un vrai pays de Cocagne pour qui vient aujourd'hui de Londres, d'Amsterdam, même de Berlin. Aspect nouveau et sinistre du problème de la vie, car il faut se demander ce que ce sera le jour où nous serons revenus, comme les autres, des mirages de l'inflation, lorsque les « prix mondiaux » nous seront appliqués, lorsque le repas du wagon-restaurant vaudra 5 florins, 10 francs-or, et non plus 20 francs-papier, soit un florin et 73 centièmes de florin, lorsque, pour prendre un autre langage que celui des chiffres, et selon l'image qu'un long usage a consacrée, la réalité tombera sur notre tête comme un casque de plomb.

Ce jour, nul ne peut le calculer ni le prévoir, mais il est inévitable. La seule chose qu'on ne puisse déterminer, en ce monde, c'est la vitesse des événements, même quand l'arrivée de ces événements est d'une certitude absolue.

Le franc vaut 18 centimes par rapport à l'or, 12 centimes de jadis par rapport aux « prix mondiaux » et si l'on tient compte de la capacité d'achat de l'or dans les pays à monnaie saine. L'autre jour, dans je ne sais laquelle de nos deux Assemblées, je ne sais quel orateur disait que cette valeur de 18 centimes, il fallait s'y cramponner, ne jamais descendre au-dessous. On a dit la même chose et du franc et du mark à 50, à 30, à 25 pour 100 de leur cours. Inutile d'ailleurs de discuter longuement sur la question de savoir si une monnaie qui est tombée à ce point peut être arrêtée dans sa chute ou si le couvreur qui tombe d'un toit peut miraculeusement rester suspendu au premier étage. À 18, à 50 ou à zéro, l'arrêt produit des effets identiques.

Ce jour-là, tout et chacun sera remis dans son ordre. On ne pourra plus tricher ni avec la vérité ni avec soi-même. La vérité sera la constatation de l'appauvrissement général. Car on ne saurait trop répéter ce qui est l'essentiel, ce qui est la clef du passé et de l'avenir : on a fabriqué de la fausse monnaie parce qu'on n'en avait pas assez de bonne, des francs-papier parce qu'on n'avait plus assez de francs-or pour continuer le même genre de vie.

Quelle que soit la manière dont on procède, quel que soit le moyen que l'on choisisse ou que les circonstances imposent, la prise de contact avec la terre ferme sera rude, le choc sera violent. Décrire à l'avance tout ce qui arrivera pour chacune des catégories de la population est impossible. Mais ce qu'il est permis d'assurer, c'est qu'alors l'appauvrissement sera senti et cruellement senti, c'est que la vie sera plus difficile qu'elle n'a jamais été.

Profitons, si l'on peut avoir le courage de s'exprimer ainsi, de nos derniers beaux jours. Nous sommes encore dans l'euphorie de l'inflation. Il y a déjà longtemps que nous avons écrit qu'il était aussi dangereux, qu'il devrait être aussi illicite, d'approuver et de recommander l'inflation que de se livrer au trafic de la morphine. Mais la morphine passe pour donner des sensations agréables, bien qu'il en faille des doses de plus en plus fortes pour retrouver ces sensations. Et l'on connaît les souffrances du morphinomane lorsqu'il est privé de son poison familier, amical et nécessaire. Il nous reste encore à passer par cette crise de privation et de désintoxication. Elle sera cruelle. Et il nous reste aussi à nous résumer dans cet avis : c'est que nous n'avons pas vu le pire.

L'Action française, 28 février 1926.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

La paille et la poutre

Le Capital, 27 août 1934.

[Retour à la table des matières](#)

La Commission du Sénat américain pour les affaires de banques (*Banking Committee*) vient de publier un véritable acte d'accusation contre les établissements et les entreprises de placements aux États-Unis. Il leur est reproché d'avoir, entre 1923 et 1930, fait acheter au public plus de 6 milliards d'obligations étrangères dont la moitié environ sont restées en souffrance. C'est ce que le rapport sénatorial appelle « un *des chapitres les plus scandaleux de l'histoire des investissements en Amérique* ». Le même rapport ajoute que « *la perte colossale subie par le public du fait des émissions recommandées par les banquiers rend manifeste que les banquiers sont incompetents ou qu'ils ont manqué à leurs devoirs* ». Les crédits américains sont allés se faire geler en Allemagne comme des étourneaux. Mais l'exemple leur avait été donné par une diplomatie qui faisait confiance à l'Allemagne. *La germanophilie coûte cher.*

Cependant tous les placements du public américain en fonds étrangers n'ont pas été désastreux. Certains de ces fonds ont même procuré d'appréciables gains aux porteurs. La cote de New-York nous montre, dans la même colonne, un 6 pour 100 allemand à 41 et un 6 pour 100 français à 170. Le 7 pour 100 français s'élève jusqu'à 186. Les ban-

quiers qui ont conseillé ces papiers-là à leur clientèle n'étaient ni incompétents ni répréhensibles dans l'accomplissement de leurs devoirs. Ils étaient même doués d'une remarquable pré-science.

Si nos emprunts ont atteint aux États-Unis d'aussi hauts cours, c'est, comme on s'en doute, parce que l'État français, nos municipalités, nos compagnies de chemins de fer tiennent scrupuleusement leurs engagements. Le dollar ne vaut plus que 15 francs. Le débiteur français continue à payer, rubis sur l'ongle, des dollars à 25 fr. 25, ce qui est fort apprécié de l'épargne américaine. Voilà un véritable « bonus ». L'Oncle *Sam* épargnant pleure de son oeil germanophile et rit de son oeil francophile.

Il est même admirable que le dollar-or n'ait plus d'existence que dans les comptes et paiements de quelques emprunteurs étrangers de qualité exceptionnelle. Car la Commission sénatoriale de Washington n'a oublié qu'une chose, une toute petite chose : c'est que la dévaluation du dollar a été une très mauvaise affaire pour les porteurs de valeurs américaines à revenu fixe. Cette monnaie ayant été réduite des deux tiers (peut-être en attendant pis), il est permis de parler de *colossal loss*, d'une perte colossale pour ceux qui avaient mis leur argent dans les valeurs adoptées par les pères de famille, les veuves et les orphelins des États-Unis.

Dirons-nous donc alors qu'« un des chapitres les plus scandaleux de l'histoire des investissements » a été, en France, l'introduction d'obligations américaines ? Dirons-nous que les banquiers qui ont recommandé à leur clientèle les « bonds » de la ville de New-York, des grands chemins de fer et des services publics des États-Unis, sans oublier les emprunts fédéraux, ont péché par ignorance ou trahi les devoirs de leur charge ? Mais ces valeurs n'étaient pas seulement « dorées sur tranche ». Elles étaient tout en or, en or pur, puisqu'elles portaient la mention formelle d'être payables en dollars de même poids et de même titre qu'au jour de l'émission, stipulation qui vient d'être déclarée nulle par la Haute Cour de justice.

Le *Banking Committee* du Sénat de Washington semble ignorer certaine parabole où il est question de paille et de poutre et certaine

autre qui parle des deux besaces que nous portons tous, celle de devant pour les péchés d'autrui, celle de derrière pour les nôtres.

Nous ne terminerons pas sans poser une question peut-être indiscrette. Beaucoup de personnes, aux États-Unis, pensent que le franc-or ne tiendra pas. Le président Roosevelt lui-même avait exprimé ses doutes sur l'intangibilité de notre monnaie au moment de la Conférence de Londres. Eh bien ! supposons que chez nous aussi la dévaluation s'accomplisse. Continuerons-nous à faire le service de nos emprunts extérieurs en dollars pleins, en dollars historiques comme les doublons et les rixdales du temps de Charles-Quint ?

Une coupure de 200 francs de rente française intérieure 1917 se vend 4 000 francs. Une coupure, équivalente à l'origine, de 1 000 dollars de rente française extérieure, émise en 1917 également, ne s'obtient pas à moins de 27 000 francs. La verrions-nous à 54 000 avec le franc à deux sous et non plus à quatre ? C'est cela qui serait encore « un *des chapitres les plus scandaleux* » de l'histoire financière. Nous pouvons ajouter seulement qu'il aurait de grandes chances d'être bref.

Le Capital, 27 août 1934.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

Le triomphe de la facilité

L'Action française, 12 février 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau plan du budget, accompagné des nouvelles propositions de la commission des finances, est ce qu'il devait être du moment que le projet de redressement de M. Germain Martin n'avait pas abouti et que l'alternative de M. Herriot, « déflation budgétaire ou inflation monétaire », avait produit aussi peu d'effet qu'un air de musique sur un ventre affamé.

D'ailleurs, on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve. Le relèvement à la manière de M. Poincaré en 1926 n'était pas renouvelable. Il est tout aussi inutile de recommencer avec « l'impôt de crise », cette rallonge à l'impôt sur le revenu que feu Loucheur avait déjà imaginé en 1925, si je me rappelle bien, et qui fut de la part du contribuable un sacrifice entièrement perdu. Mais c'est déjà de l'histoire ancienne.

On se rabat sur ce qu'on appelle en charabia parlementaire les « solutions de facilité ». Étant donné ce qui est, nous considérons que l'important est d'éviter le délire de la taxation. La résistance des payeurs d'impôts n'a pas été vaine. Qu'ils ne cèdent pas. La taxation outrancière ne servirait à rien et, en plus, elle serait désastreuse. Elle

ruinerait la dernière chance d'une amélioration de la situation financière, chance qui réside dans l'amélioration de la situation économique.

Ceux qui reçoivent refusant de faire des sacrifices, ceux qui paient étant las et d'ailleurs incapables d'en faire davantage et le « non » de ceux-ci répondant au « non » de ceux-là, reste l'emprunt, en attendant la reprise des affaires qui ramènera l'abondance au Trésor si elle ne se produit pas trop tard. Du moins faut-il que l'emprunt ne soit pas compromis d'avance.

Par quoi peut-il l'être surtout ? Par la crainte d'une dépréciation de la monnaie. Or, cette crainte n'agit que sur ceux qui ont des revenus fixes ou qu'on invite à placer leur argent en revenus fixes. Le reste de la population n'est intéressé à la question monétaire que de trop loin pour que la peur du franc à deux ou à un sou soit efficace.

Le cultivateur qui demande le relèvement du cours de ses denrées est un inflationniste qui s'ignore tout comme le commerçant qui demande surtout que les affaires marchent. Le salarié est indifférent. Il sait que les salaires s'adapteront aux prix. Le fonctionnaire, le pensionné, le retraité se disent qu'au prix même de quelques années dures l'essentiel, pour eux, est de maintenir leurs droits acquis et que traitements, pensions, retraites remonteront au coefficient nouveau. Seul le rentier sera définitivement rasé.

L'erreur est seulement de se reposer sur l'idée qu'il y aura un redressement du franc sur la ligne de deux ou d'un sou, comme il a eu lieu en 1926 à 20 centimes. Cette erreur est la même que celle qui consisterait à croire que, dans le cas d'une nouvelle invasion, nous serions encore sûrs d'une victoire de la Marne et que, en mettant tout au pis, le fameux communiqué « de la Somme aux Vosges » aurait pour pendant : « de la Loire au jura », alors que nous pourrions très bien avoir cette fois « des Alpes à l'Adour ».

On approchera donc de la vérité en disant que la résistance à l'inflation est purement verbale, qu'elle n'est pas dans le public, ni dans les assemblées, ni dans des gouvernements qui ne peuvent même pas vouloir. Cette résistance n'est et ne peut être qu'à la Banque de France.

En principe, la Banque est maîtresse de la situation. Le sera-t-elle jusqu'au point où elle sera libre de refuser des avances à l'État mis lui-même en péril de fermer ses guichets ? Nous nous contentons de demander si la monnaie peut être défendue par un simple mécanisme, si parfait qu'il soit.

L'Action française, *12 février 1933*.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

L'indépendance de la banque de France

L'Action française, 2 novembre 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Qu'on ait pensé, même une heure, à un personnage politique, M. Chaumet, comme gouverneur de la Banque de France, c'en est assez pour montrer que le gouvernement entend avoir à sa discrétion la fabrique à papier-monnaie. M. Robineau sait ce que lui coûterait à l'avenir la moindre observation, car il n'est déjà plus question de résistance. Ce sont les inflationnistes qui triomphent. Le barrage - bien frêle - que pouvait opposer le personnel technique de l'institution napoléonienne est emporté. L'indépendance de la Banque, qui était hier une ombre, sera demain un mot. La base sur laquelle notre crédit a reposé pendant un siècle un quart est détruite. Ce qui disparaît, c'est ce qui a fait la solidité du billet. C'est la confiance que le public avait en lui et qui a permis deux fois au dix-neuvième siècle (en 1848 et en 1871) d'établir, sans nuire au franc, le cours forcé. Cette confiance, subsistant encore jusqu'à ces derniers temps, a empêché la panique, la « fuite devant le franc » et gardé en France, sur le marché intérieur, aux vignettes pourvues de l'estampille traditionnelle une valeur qu'elles n'avaient plus réellement et qu'elles avaient perdue dans les comptes avec l'étranger. Sans le respect du public pour la Banque de

France, tout serait fini depuis longtemps. Ce respect a du moins servi de frein sur la pente descendante et vertigineuse qui conduit le papier-monnaie à zéro.

Pourquoi la Banque de France avait-elle été créée ? Tout le monde le sait ou est censé le savoir. Cela s'enseigne dans les écoles. Elle avait été créée au lendemain du désastre des assignats pour empêcher une rechute dans l'assignat. Rien de plus terrible que la liberté donnée à l'État d'imprimer du papier-monnaie. Cette liberté, la Révolution en avait abusé. La Banque avait été interposée entre l'État et la redoutable machine à fabriquer des billets. Tant que la Banque a gardé son indépendance, le gaspillage financier, inhérent aux démocraties, a été contenu en France par ce garde-fou. La démocratie sera parvenue à s'en délivrer et nous retombons dans la période révolutionnaire.

La démocratie y sera parvenue avec l'aide de la ploutocratie. C'est une règle. Une banque d'émission avec privilège est un obstacle aussi pour les banques d'affaires. Comme en Allemagne, socialisme et haute finance a-nationale ont le même intérêt à l'inflation. Blum-Finaly n'ont eu à Berlin qu'un terme qui s'appelait Rathenau. On avait remarqué depuis quelque temps des achats d'actions de la Banque de France qui avaient porté les cours à des hauteurs inconnues. On croyait que ces achats massifs et réguliers étaient faits pour le compte de places étrangères. Erreur. Les statuts de la Banque de France sont rédigés de telle sorte que, directement ou par personne interposée, les actionnaires étrangers ne peuvent y exercer aucune influence. Les achats sont venus de l'intérieur et de ceux qui veulent emporter et tenir à leur discrétion la forteresse, séculaire mais démantelée, de la rue de la Vrillière.

L'Action française, 2 novembre 1925.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

Conditions de la durée du franc

L'Action française, 23 et 20 juin 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Le 7 germinal an XI, le Premier Consul avait donné à la France une nouvelle monnaie. La France en avait besoin. Il y avait des années qu'elle était au régime des assignats, des mandats, etc. Le cours forcé et le papier avaient ruiné d'innombrables citoyens et en avaient enrichi quelques autres.

Le franc du 7 germinal an XI a eu une carrière brillante, puisqu'il est resté intact jusqu'au mois d'août 1914. Cent dix ans de monnaie saine, ce n'est pas mal. Nous souhaitons une vie aussi longue au franc nouveau qui, semblable au phénix, va renaître de ses cendres.

Car, selon le mot que M. Poincaré a prononcé hier à la Chambre, nous n'entrons pas dans la faillite. Nous allons en sortir. La faillite date de l'établissement du cours forcé. Et sans doute, sur le moment, on ne s'en était pas aperçu. D'ailleurs, on avait d'autres préoccupations. La maison brûlait. Nous allions être envahis. Ce sont des heures où la vie humaine ne compte plus. L'argent encore moins. Le cours forcé, c'est pour ainsi dire la levée en masse des ressources financières d'un pays. La difficulté est d'en sortir. Nous en sortons au prix d'une

réduction considérable de la valeur du franc. Voilà toute l'histoire en peu de mots.

La longévité à laquelle était promis le franc consulaire avait un secret, si l'on peut appeler secrète une institution publique. Dix-sept jours après la naissance du franc à 0,29 d'or fin, venait la loi du 24 germinal an XI, qui organisait définitivement la Banque de France. Le nouveau-né avait désormais un tuteur, auquel il a dû plus d'un siècle de bonne administration et de sagesse. La condition de la santé monétaire, c'est la séparation de la monnaie et de l'État. Le cours forcé, c'est la monnaie remise à la discrétion de l'État, et l'État finit toujours par abuser d'une faculté - celle en somme d'imprimer des billets - qui lui a été accordée pour cause de salut public. Le cours forcé établi en 1914 est devenu ensuite l'instrument de toutes les démagogies.

Pour que le franc nouveau qui remplacera celui de germinal an XI ait une constitution aussi robuste et une existence aussi longue, il faudra qu'il ait les mêmes garanties. Et la garantie essentielle, c'est l'intangibilité de la banque d'émission.

le franc réduit et rapetissé ne peut renaître et durer que si les comptes de la Banque de France étant entièrement apurés, notre grand institut reprend le contrôle de la monnaie sans subir aucune pression politique. L'avenir du franc rénové dépend donc non seulement de l'absence de gros accidents à l'extérieur, non seulement du maintien de l'ordre à l'intérieur, mais aussi d'une suite de gouvernements assez sages pour ne pas violer les statuts de la Banque et faire marcher la presse aux assignats. À ces conditions, et à ces conditions seulement, le franc ressuscité sera, dans sa miniature, aussi vigoureux que l'ancien.

L'Action française, 23 et 20 juin 1926.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

L'or de la banque de France et le record des billets

La Liberté, 12 janvier 1931.

[Retour à la table des matières](#)

Ah ! par exemple, personne n'avait prédit qu'un jour nous aurions trop d'or, que nous en serions encombrés et que cet excès de métal précieux nous vaudrait tout à la fois les inconvénients de la pauvreté et ceux de l'opulence. Car, pour les inconvénients de la pauvreté, nous avons la vie chère et la multiplication effrénée des billets, conséquence d'une encaisse métallique exagérée. Et quant aux inconvénients de l'opulence, c'est que le gros magot de la rue de la Vrillière est l'objet des convoitises universelles.

L'or s'accumule chez nous tandis que Ramsay Macdonald et le socialisme le font fuir d'Angleterre. Nous n'y pouvons rien. D'ailleurs Léon Blum le ferait fuir de France avec la même rapidité. Mais les économistes et les financiers anglais nous ont-ils assez dit que la santé du monde c'était le retour au *Gold Exchange Standard*, la liberté des mouvements de l'or ? En ce moment les mouvements libres font affluer chez nous l'or qui manque en Angleterre. Alors ce sont les économistes et les financiers anglais qui veulent corriger le système, un peu, comme au jeu, certains gentilshommes corrigent le hasard.

Il est vrai que M. Snowden est derrière eux et que l'idée de procéder à une meilleure répartition du métal précieux entre les nations ressemble à l'idée de procéder à une meilleure répartition des richesses dans la société. Il n'y aura plus qu'à dire à quelle encaisse métallique chaque peuple a droit. Il faudra seulement savoir quelle autorité ordonnera ce partage et comment ses décisions seront respectées. Cependant, c'est un fait que les 53 milliards de lingots entassés à la Banque de France ont pour contrepartie le gonflement de notre circulation de billets, qui atteint cette semaine le chiffre record de 79 milliards, tandis que la France est accusée de former un trésor de guerre dans des intentions impérialistes.

Nous avons une congestion d'or qui provoque une congestion de billets. L'or est stagnant chez nous parce qu'il a confiance, une telle confiance qu'il ne veut pas sortir pour s'employer en valeurs étrangères, lesquelles ne tentent plus personne alors que naguère on se les arrachait. Le remède serait de revenir à la véritable circulation de l'or mais il paraît trop hardi. On admet que si de nouveaux louis étaient frappés et délivrés par la Banque, il rentrerait autant de billets. Mais on objecte que ces beaux louis d'or iraient se cacher à tout jamais dans les bas de laine. Le mal serait-il si grand ?

Le magot de la Banque de France est exposé à deux périls. Ou bien il fondra tout seul quand la tendance se retournera et quand la confiance, comme en 1924, se sera évanouie. Ou bien il allumera des tentations et, s'il arrive soit une révolution, soit une guerre malheureuse, quelqu'un mettra la main dessus. Le monde entier sait qu'une très riche rentière habite rue de la Vrillière. On n'assassine pas plusieurs millions de bonnes gens qui ont des économies. L'or qui retournera dans les bas de laine, si l'on se décide jamais à l'y laisser retourner, ce sera autant que le socialisme et les Prussiens n'auront pas.

La Liberté, 12 janvier 1931.

LA MONNAIE : INFLATION,
DÉFLATION, STABILISATION

Toujours debout

L'Action française, 26 mars 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Il court, il court, le furet. Il a passé par Paris, il passe par Londres, il repassera peut-être un jour par New-York. Il court.

Le furet, c'est l'or. Plus fluide que le mercure, aucune main ne le fixe jamais. Et, comme le vif-argent, il sert à mesurer des températures, celles des monnaies. Le franc était, cette semaine, à 76 degrés 85 centièmes au-dessus de zéro, ce qui n'est pas un mauvais état thermique, mais avec une légère tendance au refroidissement.

Où va le métal jaune qui est sorti depuis quelques semaines des caves de la Banque de France ? On dit qu'il est allé dans celles de la Banque d'Angleterre. La livre aspirerait-elle à se resterlinguer ?

Cependant, le président Roosevelt, dictateur aux finances, a mis l'embargo sur l'or des États-Unis. Les citoyens américains qui en détiennent doivent le livrer sous peine de prison. Le dollar n'a espoir de se sauver que par deux disciplines, l'une politique et l'autre métallique.

Cependant, les mines du Transvaal sont, comme on dit dans le patois de la Bourse, « en ébullition ». Jamais, depuis les jours fabuleux,

les titres des sociétés aurifères n'ont eu de plus hauts cours. L'Union sud-africaine, à l'exemple de la Grande-Bretagne elle-même, a pu renoncer au gold *standard*. L'or n'en a que plus de prix.

Que, demain, l'on découvre un nouveau Transvaal, un nouveau Klondyke, une nouvelle Californie, la ruée vers les *placers* sera la même, le boom des actions sera le même aussi.

Pierre Hamp suppose, dans la *Mort de l'or* (inspirée d'une étrange *Mort du fer*), un savant qui a trouvé non le moyen de faire de l'or mais celui de le détruire, non la pierre philosophale mais l'oxydation philosophale. Il se peut qu'il soit plus facile de corrompre l'or que d'en créer. Mais s'il devenait possible d'en fabriquer industriellement et à bas prix, l'effet serait le même que s'il cessait d'être inaltérable.

Pierre Hamp déduit qu'avec l'or la société capitaliste disparaîtra. Ce n'est pas certain. On retrouverait tôt ou tard une autre mesure des valeurs. Elle serait sans doute moins commode. Voilà tout. Mais le billet était encore plus commode que l'or, le chèque plus que le billet. C'est pourtant au louis, au lingot, à la pépite que l'on revient. Elle est toujours debout, l'« idole barbare », même pour les Anglais qui, naguère, affectaient de la mépriser.

L'Action française, 26 mars 1933.

LES IMPÔTS

[Retour à la table des matières](#)

LES IMPÔTS

Divers

[Retour à la table des matières](#)

On peut retourner sous toutes leurs faces les systèmes et procédés. Une réforme financière en régime électif est chimérique.

L'Action française, 2 novembre 1925.

Maltôte, gabelle, droits réunis sont le cauchemar du peuple français et de tous les peuples. Rappelez-vous en quels termes pathétiques Michelet parlait du droit que le fisc de Philippe le Bel prélevait au marché sur la femme qui vendait un sou d'herbe. Le professeur Jean-Louis Faure a exposé un système très ingénieux de sou du franc au profit de l'État. Son système est voué à l'exécration des démocrates de la suite de Michelet et ne pourrait être mis en pratique que le jour où la démocratie, ayant reçu le coup terrible d'une totale dépréciation monétaire, aurait abdiqué et se résignerait à n'importe quelle mesure de salut public. Dictateur et roi, Philippe le Bel avait frappé des médailles avec la devise : *Salus populi suprema lex.*

L'Action française, 28 novembre 1925.

Vous avez vu une mouche prise dans une carafe. L'insecte vole de côté et d'autre, se heurte partout à la sphère transparente, se repose, étonné, puis recommence jusqu'à ce qu'il tombe dans le bain de vinaigre. Tel le gouvernement démocratique dans le bocal des finances.

L'ouvrier allemand a gagné des dizaines et des centaines de milliers de marks-papier, puis des millions, puis des milliards, jusqu'au jour où, pour un quadrillion, on avait juste un morceau de pain. Alors, devant cette misère noire, l'ouvrier et le fonctionnaire allemands se sont encore estimés heureux de recevoir un salaire en marks-or, inférieur d'un tiers ou d'un quart à leur salaire d'avant-guerre. Plus heureux, du reste, que les rentiers, dépouillés presque totalement.

Ainsi il a fallu une démonstration totale, une expérience complète ; il a fallu que la foule allemande touchât du doigt la nécessité pour qu'elle se résignât à proportionner ses dépenses, à ses vraies ressources. C'est ainsi que l'inflation, c'est-à-dire la destruction radicale de la monnaie, est une issue tragique, sans doute, mais la seule issue pour une démocratie.

Après quoi, du reste, les « magnats », les grands féodaux de la finance et de l'industrie, dispensateurs du travail et du pain, sont devenus les maîtres. Incapable de faire à temps un effort sur lui-même. le troupeau se livre quand il est affamé et résigné.

*

* *

Les mêmes raisons qui ont mené au quadrillion la République allemande gouvernée par les social-démocrates poussent à l'inflation la démocratie française. L'action dissolvante du socialisme est d'autant plus efficace que les socialistes agissent sur le gouvernement sans en faire partie. Ainsi ils n'assument devant l'électeur aucune responsabilité. Et ils se mettent en mesure de rallier tous les mécontents aux élections prochaines et de refaire pour leur propre compte ce que le Cartel avait fait contre les modérés.

Dans de pareilles conditions politiques, il est inutile de prendre au sérieux n'importe quel plan d'assainissement monétaire et de sauvetage financier. La simple mesure, dictée par le bon sens, qui consisterait à aliéner de ruineux monopoles, n'est même pas possible électoralement. Et cette mesure elle-même ne suffirait pas.

Il n'y aura pas de salut tant que la consommation générale ne sera pas réduite et elle ne le sera que par la restriction forcée. Elle ne le sera que par des impôts de consommation. On pourra anéantir les fortunes privées par l'exagération des impôts directs. Le jour viendra où les impôts indirects n'en seront que plus nécessaires, parce qu'ils seront alors les seuls vraiment productifs et parce qu'il faudra se priver davantage.

Mais les impôts indirects ne sont pas seulement contraires aux dogmes de la démocratie. Ils sont irréalisables en démocratie.

L'Action française, 8 novembre 1925.

On raconte qu'il y avait un jour un pays où le ministre des Finances, ayant besoin de grandes ressources, avait songé à une taxe générale sur les paiements. Il fit étudier la chose par ses services qui arrivèrent à la conclusion que cette taxe serait si productive qu'on pourrait supprimer les autres impôts. Aussi fut-elle enterrée.

Ce pays était l'Allemagne. Et cette histoire se répétera en France. Elle se répétera partout. Lorsque le professeur Jean-Louis Faure eut lancé l'idée d'un sou du franc au profit du Trésor public, nous pûmes lui dire que cette idée était trop raisonnable, trop judicieuse et trop pratique pour être adoptée. C'est le type de taxation que les démocraties ne peuvent pas souffrir et contre lequel les forces électorales se coalisent.

Quand y vient-on ? Quand s'y résigne-t-on ? Quand les autres sources fiscales sont tariées. Quand l'impôt direct a été poussé à de tels excès qu'il a détruit la matière imposable elle-même.

Cette formule commence à courir un peu partout. On la répétera inutilement jusqu'à ce que le phénomène qu'elle décrit se soit réalisé. La foule ne veut pas croire qu'à force de prélèvements sur le capital par les droits de succession on exténue les patrimoines et qu'à force de prélèvements sur les revenus du travail et du capital on empêche la reconstitution des patrimoines et des capitaux. C'est pourtant ainsi.

Et le jour où le rendement de l'impôt sur les héritages commencera à fléchir, le jour où les gros revenus auront fondu, il faudra atteindre des fortunes de moins en moins élevées, des revenus de plus en plus faibles. On en vient déjà là. La démocratie est assez stupide pour frapper les petits, pour se frapper elle-même sans le savoir et en croyant frapper les gros. Qui sera le plus gêné par l'interdiction du titre au porteur ? Ce n'est pas le propriétaire de cent *Royal Dutch*. C'est le propriétaire de quarts de Ville de Paris dont la veuve ou les enfants n'ont jamais pensé qu'ils devaient déclarer au fisc les petites économies du défunt papa.

Quand le fisc aura mangé les fortunes privées, alors il faudra bien en venir aux impôts indirects. Mais la mode est aux impôts directs. On les appliquera jusqu'à la folie.

*
* *

Chose admirable, comique, à laquelle personne n'a l'air de penser : l'aiguillon démocratique a deux pointes, la démagogie fiscale se tourne contre elle-même et se double d'une démagogie rentière.

Contre les détenteurs de valeurs mobilières, la tribune de la Chambre retentit de menaces et d'imprécations. Pourtant, de quoi s'agit-il ?

Il s'agit de trouver assez de milliards pour équilibrer le budget. Mais quelle est la plus grosse charge de ce fabuleux budget ? On le perd de vue. C'est le service de la Dette publique qui forme plus de la moitié des dépenses de l'État.

Je ne sais plus quel homme d'esprit du dix-huitième siècle, un soir qu'à dîner s'était engagée une grande discussion, fit passer à chacun des disputeurs un petit papier sur lequel il avait écrit : « De quoi disputez-vous ? » J'aimerais que quelqu'un vînt dire au Palais-Bourbon : « Messieurs, oubliez-vous que vous cherchez une vingtaine de milliards à distribuer aux rentiers ? »

Une assemblée qui honnit le capitaliste, qui traite en délinquant l'homme assez naïf pour travailler et pour épargner n'a pourtant qu'un souci : le service de la rente. On ne se demande d'ailleurs pas si cette rente sera payée en papier qui vaut quelque chose ou en papier qui ne vaudra plus rien. C'est une grande bouffonnerie.

L'Action française, *31 janvier 1926.*

LES IMPÔTS

Finances et démocratie. Pour mesurer le glissement

L'Action française, 22 avril 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Il est sûr que le prélèvement sur le capital ne servira à rien. Il aggravera les maux qu'il prétend guérir. Et il n'est pas moins sûr que tous les avertissements donnés dans les Chambres seront également inutiles. Les législateurs pourront, dans le privé, reconnaître que les objections sont justes. Ils passeront outre parce qu'ils ne peuvent pas recourir à d'autres moyens que ceux qui, directement ou indirectement, aboutissent à l'inflation.

Ce fut exactement le cas de l'Assemblée constituante. On se croirait aujourd'hui au mois d'août 1790, lorsqu'il s'agissait de savoir si l'on émettrait 1 800 millions d'assignats. La discussion est la même. Les arguments pour et contre se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Déjà, les partisans de l'émission de papier-monnaie étaient parfois ceux qui en avaient combattu le projet peu de temps avant. Elle leur paraissait inoffensive du moment qu'ils la proposaient. On vit alors la palinodie de Mirabeau. Et l'on entendit les mêmes raisons qu'aujourd'hui, dont la plus souvent invoquée était qu'il en coûte moins cher à l'État d'imprimer des billets sans intérêt que d'emprunter avec intérêt.

Pourtant, on était encore plus strict et plus ferme sur les principes financiers en 1790 qu'en 1925. Nous sommes infiniment plus loin sur la voie mauvaise. Comparez. À l'Assemblée constituante, les adversaires de l'assignat allaient jusqu'à soutenir, et ils avaient pleinement raison, que l'État n'avait pas le droit de payer ses dettes avec des billets fabriqués par ses soins, avec une monnaie fictive. Et Condorcet disait même : « Tout remboursement en papier forcé est une véritable banqueroute... »

« Je vous défie, disait un député en 1790, d'établir un système de liquidation sans frapper quelqu'un. Mais frapperez-vous la France entière ou seulement les créanciers de l'État ? Voilà où se réduit véritablement la question. Avec l'assignat, c'est la France entière que vous allez frapper à la fois. C'est d'un bout du royaume à l'autre que va s'étendre votre opération. C'est toutes les fortunes, tous les individus, toutes les propriétés que vous allez atteindre. »

Ce ne fut que trop vrai. Ce sera plus vrai encore avec le prélèvement sur le capital qui liquidera, au sens le plus exact du mot, une partie du patrimoine de tous. Sans doute, la fraction qui sera atteinte et consommée paraît légère au premier abord. En réalité, elle est déjà importante. Et elle sera accablante plus tard car, devant l'inutilité du premier prélèvement, il est sûr qu'un deuxième sera proposé et voté, exactement comme en Allemagne, - à moins de bien grands changements d'ici là.

*

**

« Les assignats, disait un autre député de la Constituante, viendront comme un torrent dévastateur qui entraînera dans son cours les comptoirs des villes et les cabanes des laboureurs. » Ainsi agira le prélèvement sur le capital qui va rendre « liquide » et transformer en francs-papier, lesquels tomberont dans le gouffre des finances démocratiques, les champs, les maisons, les usines, les approvisionnements du commerce, tout ce qui restait encore intact.

Mais la situation est plus grave aujourd'hui qu'en 1790. Un homme d'une perspicacité et d'une prescience géniales aurait pu dire alors que,

si les assignats devaient conduire à la banqueroute, il y aurait du moins une contrepartie : les biens nationaux, sur lesquels les assignats étaient gagés, tomberaient pour rien ou presque rien aux mains de la foule des acquéreurs. Sans doute, par cette opération, une partie de la société française, la catégorie des anciens et légitimes propriétaires, serait dépouillée. L'État ne gagnerait rien et n'éviterait pas la faillite puisque les biens nationaux lui seraient payés en papier qui, à la fin, ne vaudrait plus pour cent francs que six sous. Mais ce transfert de propriété presque gratuit profiterait aux paysans qui avaient acheté les terres « mises à la disposition de la nation » ou confisquées.

Cette acquisition à vil prix, cet enrichissement du monde rural français a été une des raisons les plus puissantes de la popularité de la Révolution française. Au moins, dans cette liquidation, tout n'a pas été perdu. Si les uns, qui possédaient pourtant à juste titre, ont été spoliés, d'autres sont venus prendre leur place et, ces autres-là, au lieu d'être seulement des spéculateurs et des bandes noires, étaient des paysans français, d'où est sortie presque toute la classe moyenne d'aujourd'hui.

Rien de pareil, rien d'approchant ne peut être entrevu ni espéré pour demain. Mobilière ou immobilière, la propriété est trop divisée pour qu'un transfert puisse profiter à une catégorie de Français, sauf à une poignée de financiers et aux étrangers aussi. La liquidation sera pure et simple. Le capital national, déjà entamé, sera purement et simplement consommé. A ce désastre, la propriété paysanne résistera peut-être moins qu'une autre parce qu'elle n'aura pas derrière elle les capitaux, les réserves, qui permettent de résister.

Pour un philosophe, ce sera un curieux spectacle de voir la démocratie emporter ce que la Révolution avait donné de 1790 à 1797 à nos ruraux. Mais l'heure n'est pas à ces ironies.

L'Action française, 22 avril 1925.

LES IMPÔTS

**L'exemple de l'Allemagne
n'a donc pas servi**

L'Action française, 18 octobre 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'impôt sur le capital n'est pas une simple addition à l'impôt sur le revenu, s'il est un véritable prélèvement, une véritable amputation, s'il ne peut pas être payé au moyen des économies que l'ensemble de la nation est capable de faire, alors c'est bien simple : immeubles et valeurs mobilières viennent sur le marché en plus grande quantité qu'il n'existe de signes monétaires pour en représenter la valeur. Il faut instantanément augmenter la circulation fiduciaire, ce qui avilit aussitôt la monnaie et produit les effets ordinaires de l'inflation.

Ainsi, le produit de l'impôt sur le capital tombe dans un tonneau sans fond. Il est consommé en pure perte. L'équilibre du budget est détruit avant même qu'aient eu lieu les rentrées de l'impôt. Bien plus : il ne rentre que du vent dans les caisses de l'État, la valeur de l'argent, au moment où la contribution est acquittée, n'étant plus la même qu'au moment où la contribution avait été fixée. Il est arrivé en Allemagne (et il arriverait fatalement chez nous), que ce qui représentait cent au mois de janvier ne représentait plus que dix au mois de juillet et même encore moins.

Autre procédé inéluctable par lequel on peut dire que l'impôt sur le capital se fuit lui-même. Il faut bien, sous peine de tout prendre, de mettre tout le monde sur la paille et de laisser des centaines de milliers de rentiers ruinés à la charge de l'Assistance publique, établir un minimum d'exemption. Dans une démocratie comme la nôtre ce sera encore plus vrai. L'électoratisme qui sera intervenu pour faire voter l'impôt sur le capital interviendra pour élargir le minimum exempté, pour affranchir la plus grande partie possible de la clientèle électorale.

Par exemple, on fixera ce minimum à cent mille francs. Mais, bientôt, le franc continuant à se déprécier, ce minimum deviendra insuffisant. Il est arrivé un moment en Allemagne où une voiture, puis une paire de ciseaux, puis une douzaine de clous valaient cent mille marks. Combien de petites propriétés rurales, aujourd'hui, les valent déjà, ces cent mille francs ! Il faudra relever le minimum exempté, c'est-à-dire multiplier les exemptions à mesure que la monnaie tombera. On ne peut échapper non plus à cette conséquence-là. Et ce n'est pas encore la seule raison pour laquelle il est juste de dire que l'impôt sur le capital se fuit lui-même.

L'impôt sur le capital, il existe déjà sous la forme d'impôt sur les successions. Eh bien ! que se passe-t-il au moment précis où nous sommes et où on parle de l'aggraver ? Il se passe ceci que les valeurs françaises, rentes, obligations de chemins de fer qui forment encore (hélas ! trois fois hélas !) le gros des patrimoines français, tombent à la Bourse tous les jours. Un très grand nombre des successions qui s'ouvrent présentent un actif plus faible d'un quart ou d'un tiers qu'à pareille époque de l'an dernier. Il arrive alors, les taxes successorales étant progressives, que les recettes du fisc diminuent d'autant. Tout cela est clair comme le jour.

Résumons-nous : l'impôt sur le capital n'a rien donné, ni en Allemagne, ni en Pologne, ni partout où il a été appliqué sous prétexte de sauver des finances malades, rien, sinon un coup de fouet à l'inflation et à la dépréciation monétaire. L'impôt sur le capital n'est réalisable que s'il est une taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu. Mais tout le monde s'accorde à dire, les socialistes reconnaissent eux-mêmes que l'impôt sur le revenu a atteint en France, sinon dépassé, les limites raisonnables. Alors ?...

Un des effets de la monnaie dépréciée, effet que l'impôt sur le capital aggrave et que l'Allemagne a connu avant nous, c'est de mettre un pays à l'encan, de donner aux étrangers à monnaie saine le moyen d'acheter à vil prix les maisons et les terres. Une loi du Reich est revenue sur ces ventes. Elle oblige l'acheteur étranger à verser au vendeur le complément du prix réel ou à déguerpir. Encore une leçon qui ne profite pas à l'aveugle démocratie française. Regardez la France si vous voulez voir un pays dépouillé et non défendu, un État que n'instruisent pas les exemples les plus frais et les plus criants, les plaies dont la cicatrice se voit encore chez le voisin.

L'Action française, 18 octobre 1925.

LES IMPÔTS

L'homme aux quarante écus*L'Action française*

[Retour à la table des matières](#)

Que Voltaire est donc Français lorsqu'il parle finance et argent ! On dirait qu'il aborde un sujet sacré. Cet ennemi des fanatismes y devient fanatique. Dans *l'Homme aux quarante écus*, il a tort aussi souvent qu'il a raison. La vérité est qu'il déteste le fisc, comme on l'a toujours détesté dans notre pays. C'est ce qui le rend injuste pour les fermiers généraux, chez qui tout n'était pas parfait, mais qui savaient les finances. Voltaire ignorait sans doute que Frédéric II, cet ami des lumières et du progrès, avait demandé des agents à la Ferme pour organiser les impôts dans son royaume de Prusse. De la Ferme encore sortiront la plupart des hommes qui rétabliront les finances françaises sous le Consulat, dont Voltaire eût été sans doute partisan, comme les voltairiens du 18 Brumaire, puisque la forme idéale du gouvernement était à ses yeux le « despotisme éclairé ».

Il s'entendait à l'argent pour son compte personnel. Il savait vendre, acheter, c'est-à-dire spéculer. En cela, il ne mérite ni blâme ni louange et ce détail est sans intérêt pour l'histoire des idées. Ce qui importe, c'est la conception que les émancipateurs du dix-huitième siècle se faisaient, avec lui, des biens de fortune.

Ils ne les méprisaient nullement. Ils n'en pensaient pas ce qu'en pense La Bruyère. Ils auraient dit, volontiers, comme cet ancien Grec : « Il n'est pas honteux d'être pauvre. Il est honteux, quand on est pauvre, de ne pas s'efforcer d'être riche. » En effet, d'un point de vue individualiste, la richesse est la condition de l'indépendance. L'homme qui dépend d'autrui pour son existence n'est pas libre. Sa pensée elle-même est servie.

De là se tirent de très importantes conséquences que nous nous permettons de recommander aux penseurs, aux écrivains et aux Commissions des finances de nos deux Assemblées.

*
* *

Selon la doctrine bien oubliée, dont s'est nourrie la Révolution française, la liberté de l'homme est attachée au droit de posséder. Et même, un philosophe n'est pas complet s'il n'a pas de rentes. Si l'État ne respecte pas la propriété, s'il prive le propriétaire de la jouissance de son bien, il commet un péché contre l'esprit. Et comme un intellectuel ne doit de comptes qu'à l'esprit, sa conduite est irréprochable et même digne d'éloge lorsqu'il place sa fortune à l'étranger.

En somme, Voltaire, au nom de ses principes, a pratiqué l'émigration des capitaux et Condorcet, un des saints laïques de la Révolution, l'en a approuvé.

Il existe une Vie de Voltaire qui a figuré longtemps en tête des oeuvres complètes. Condorcet félicite son héros et d'avoir su faire fortune et d'avoir mis cette fortune à l'abri des entreprises du fisc. Il le félicite d'avoir été ce qu'on appellerait aujourd'hui un déserteur de l'impôt et d'avoir été un précurseur de cette désertion. Condorcet n'estime pas seulement que le penseur a pour devoir de devenir capitaliste, mais encore que l'évasion de ses capitaux est légitime. Cela est dit en termes si élevés et dans un style si noble que nous nous faisons un plaisir de le reproduire :

« Les philosophes anciens, écrit Condorcet, vantaient la pauvreté comme la sauvegarde de l'indépendance. Voltaire voulut devenir riche

pour être indépendant, et il eut également raison. On ne connaissait point chez les anciens ces richesses secrètes qu'on peut s'assurer à la fois dans différents pays et mettre à l'abri de tous les orages. L'abus des confiscations y rendait les richesses aussi dangereuses par elles-mêmes que la gloire ou la faveur populaire. L'immensité de l'empire romain et la petitesse des Républiques grecques empêchaient également de soustraire à ses ennemis ses richesses et sa personne. La différence des moeurs entre les nations voisines, l'ignorance générale de toute langue étrangère, une moins grande communication entre les peuples étaient autant d'obstacles au changement de patrie. »

Autrement dit, profitant des facilités qu'offre le vingtième siècle, Voltaire aurait été actionnaire de la Royal Dutch et il eût mis ses actions à l'abri dans une banque d'Amsterdam. Et c'eût été parfaitement moral au jugement de Condorcet qui ajoute : « Les richesses n'étaient pas chez les anciens, comme parmi nous, un moyen de se soustraire à une oppression injuste. Ne blâmons donc point un philosophe d'avoir, pour assurer son indépendance, préféré les ressources que les moeurs de son siècle présentaient à celles qui convenaient à d'autres moeurs et à d'autres temps. »

Ainsi Condorcet ne se contente pas de disculper Voltaire. Il propose en exemple ce déserteur de l'impôt. De nos jours, cette théorie ferait scandale. Elle est restée en honneur pendant une grande partie du dix-neuvième siècle. En son nom, et jusqu'en 1848, le libéralisme a refusé le droit de vote aux citoyens privés de fortune, sous prétexte que le salarié n'est pas libre. Seule la richesse donne la liberté à l'individu. Et si l'on part de là, il est naturel de soutenir que l'individu a le droit de soustraire cette richesse aux exigences de l'État.

L'Homme aux quarante écus s'en prend finalement à la « puissance législative et exécutive » qui retranche une part du revenu des citoyens. Il ne lui reconnaît pas ce droit. Voltaire va même jusqu'à blâmer l'impôt sur l'héritage. Il a un chapitre, de l'indignation la plus vive, où l'on voit le domanier, - nous dirions l'enregistrement, - se vanter d'avoir réduit à l'aumône vingt familles qui avaient eu le malheur d'hériter de leurs oncles ou tantes, ou frères ou cousins. Voltaire va si loin que les éditeurs de Kehl (c'est-à-dire Condorcet lui-même)

s'alarment de ses tendances capitalistes et bourgeoises, et, dans de longues notes, cherchent à en atténuer l'effet.

Voilà, ce qu'on apprend dans *l'Homme aux quarante écus*. C'est un manuel du mauvais contribuable. Mais il n'est que de s'entendre. En somme, on s'aperçoit par Voltaire que le libéralisme et l'individualisme de la Révolution française s'étaient forgés dans la lutte que la bourgeoisie possédante du dix-huitième siècle avait soutenue contre une fiscalité fort semblable à celle que nous connaissons de nos jours. Et il est probable que, sous une forme nouvelle, cela aussi se reverra.

L'Action française.

LES IMPÔTS

Pensées de Colbert

L'Action française, 18 mars 1928.

[Retour à la table des matières](#)

« Nous nous imaginons toujours volontiers nos ancêtres comme en étant à l'enfance des doctrines et dans l'inexpérience des choses que nous avons vues ; mais ils en avaient vu eux-mêmes et en avaient présentes beaucoup d'autres que nous avons oubliées. »

Cette observation de Sainte-Beuve, si précieuse, vaut aussi pour les finances. Nous nous imaginons que les difficultés sont nouvelles parce que nous jonglons avec les milliards. Mais le fond n'est pas changé. Et les hommes qui ont appliqué leur esprit à ce genre de problèmes n'ont jamais trouvé des moyens très différents de sortir des embarras d'argent. Il est vrai aussi que les conseils qu'ils ont donnés, étant ceux du bon sens et de la sagesse, ont été rarement suivis.

Un lecteur a bien voulu recopier pour nous quelques « maximes générales d'un bon gouvernement » du sieur Jean-Baptiste Colbert. Ce sont de ces choses connues, oubliées aussitôt qu'on les a tirées d'une bibliothèque, mais qui, selon la remarque de notre correspondant, ne cessent pas d'être actuelles. Ainsi M. Joseph Caillaux est très fier d'avoir trouvé la formule de « l'impôt qui se dévore lui-même ». Mais le fils du drapier de Reims avait dit avant lui :

L'impôt ne produit jamais que l'impôt et l'impôt ruine toujours l'impôt. L'impôt, pour être lucratif, doit être simple, d'une perception aisée, par un très petit nombre de régisseurs et de comptables, afin de ne point salarier aux dépens de la nation un nombre infini de citoyens inutiles, vampires de la société.

Ainsi l'on voit constamment, dans notre démocratie, les législateurs élus passer de la fiscalité outrancière et tyrannique au mouvement inverse : l'inquiétude devant la matière imposable qui se réduit ou qui fuit et devant les plaintes des contribuables. La richesse acquise, principalement sous la forme des valeurs mobilières, a été la victime de choix et la vache à lait pendant plusieurs années. On s'aperçoit qu'étant disséminée entre un nombre immense de mains, on a frappé surtout une poussière de contribuables qui, réunis, forment une armée d'électeurs. Alors deux députés de gauche demandent qu'on ménage les porteurs d'obligations, les modestes porteurs d'obligations de la Ville de Paris et des compagnies de chemins de fer. Les rigueurs du fisc seraient réservées aux actionnaires jusqu'au jour où l'on s'apercevra que, s'il n'y avait pas d'actionnaires pour faire les premiers frais et courir les plus gros risques, il n'y aurait pas d'obligataires non plus.

Tout cela est d'une démagogie fort misérable. On menace, on épouvante d'abord les capitaux, on court ensuite après eux. On montre le poing aux banques dans l'opposition. Au pouvoir, et quand le Trésor est à sec, on sollicite l'aide des banquiers. On condamne vertueusement l'émigration des fortunes. On invoque le devoir patriotique pour rappeler l'argent qui n'a d'autre moyen de se défendre que celui du lièvre, qui est de courir. Mais Colbert disait déjà avec une hardiesse singulière :

La terre est la seule patrie de l'homme, et l'homme qui sera opprimé par les lois ou par les impôts d'un gouvernement désertera l'autorité qui le rendra malheureux parce que l'homme est né pour le bonheur et il ne doit chercher que son bonheur : la nature lui donnant peu de besoins et l'état civil ne lui présentant que peu de secours et peu de bien en compensation des peines et des maux auxquels il l'expose.

Colbert ne posait pas une règle. Il partait de la nature humaine. Il en tenait compte. Et sa maxime fait penser à celle de M. Gaston Jèze, professeur de droit et collaborateur de la *Dépêche de Toulouse*, qui disait, au temps où le franc roulait vers le gouffre du mark, que le devoir du père de famille était de mettre ses enfants à l'abri des effets de l'inflation autant que de les protéger contre la fièvre typhoïde. On pense encore à Condorcet approuvant Voltaire d'avoir placé sa fortune à l'étranger. En toute tranquillité d'esprit, Condorcet écrivait que « les richesses sont un moyen de se soustraire à une oppression injuste ». Elles assurent « l'indépendance », qui est le premier des biens. Alors Voltaire, « qui voulut devenir riche pour être indépendant », eut raison ensuite de sauvegarder sa fortune au moyen de « ces richesses secrètes qu'on peut s'assurer à la fois dans différents pays, et mettre à l'abri de tous les orages ».

Condorcet va jusqu'à dire que si les philosophes de l'antiquité avaient fait l'éloge de la pauvreté c'était tout simplement parce que l'organisation financière de leur temps n'était pas assez développée pour permettre l'émigration des capitaux ou, plutôt, parce qu'il n'était pas possible de placer de l'argent chez les barbares...

Ces rapprochements ne sont pas fantaisie et simple amulette. Même il serait sage d'en tirer profit. Les capitaux obéissent comme autre chose à l'instinct de conservation. Effrayés par les élections du 11 Mai 1924 et ce qui a suivi, ils sont revenus impétueusement avec M. Poincaré. Il ne faudrait pas grand'chose pour les disperser de nouveau et anéantir en peu de temps tout ce qui a été obtenu.

L'Action française, 18 mars 1928.

LES IMPÔTS

À la recherche de l'impôt juste,
premier article

Le Capital, 7 novembre 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Les Français qui sont d'âge à se souvenir de tout ce qui s'est dit pendant vingt ans pour et contre l'impôt sur le revenu (il *a fallu la guerre pour le faire entrer en vigueur*) assistent aujourd'hui avec une mélancolie ironique à un autre genre de discussions. Il en a été de cette réforme comme de tant d'autres. *Elle a porté des fruits qui n'auront pas tous été ceux qu'on attendait.*

Le grand argument *pro*, c'était la justice. Le grand argument *contra*, c'était l'inquisition. Les diverses catégories de contribuables en sont à se plaindre de payer les uns pour les autres, par conséquent *le système n'est pas juste*. D'autre part on accuse la fraude, ce qui veut dire que le contrôle est relâché.

En publiant la statistique de la répartition des revenus en 1931, l'administration des contributions directes ne se doutait pas qu'elle allumait une guerre de classes entre les contribuables. En effet, chacun va regarder à sa cédule, la trouve écrasante et conclut qu'il paie pour le voisin. Le plus typique de ces conflits est celui qui s'élève entre l'impôt sur les traitements et salaires d'une part, l'impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux de l'autre.

Certainement, beaucoup de Français qui avaient appelé l'impôt sur le revenu de leurs vœux et de leurs votes sont étonnés d'être aujourd'hui les premiers inscrits au rôle. Quiconque reçoit un traitement fixe, une retraite, une pension ou un salaire, n'échappe pas, puisqu'il est déclaré obligatoirement par le payeur et l'employeur. Le plus grand de tous les employeurs et payeurs étant l'État, *les fonctionnaires arrivent en tête de liste*. C'est ainsi que les assujettis de cette catégorie sont au nombre de deux millions, ou peu s'en faut, tandis que dans les quatre autres (professions libérales, charges et offices, commerce et industrie, agriculture), le fisc n'atteint que 1 200 000 personnes.

Évidemment ce résultat n'est pas celui que la démocratie espérait. L'esclave du traitement fixe et du salaire, qui ne peut dissimuler un centime de ce qu'il gagne, demande avec indignation comment il peut se faire que le commerce et l'industrie n'alignent que 803 000 contribuables dont la moitié, ou tout près, accuse un bénéfice imposable qui ne dépasse pas 10 000 francs.

À quoi les commerçants et les industriels répondent que leur cédule a donné, en 1931, trois milliards et demi, contre moins d'un milliard pour les fonctionnaires, salariés et pensionnés. Ils sont moins nombreux et ils portent le plus gros de la charge. Quant à la fraude, dérision ! Dans quelle boutique, dans quel atelier le fisc n'entre-t-il pas ? De quelle comptabilité ignore-t-il les secrets ?

Il reste l'agriculture qui occupe encore presque la moitié de la population française. Mieux vaut avouer qu'on renonce à lui appliquer l'impôt sur le revenu, Trois cent mille assujettis ont fourni 73 millions ! C'en est drôle. Mais tout tient ici dans ce bout de dialogue entre un Français et un Anglais : « Chez nous, disait le premier, on ménage les cultivateurs parce qu'ils sont les plus nombreux. Et chez vous ? - On les ménage, répondit l'Anglais, parce que nous n'en avons presque plus et que nous craignons de les voir disparaître. »

Enfin, n'y a-t-il vraiment, en France, pas plus de 61 748 médecins, chirurgiens, dentistes, vétérinaires, avocats, architectes, peintres, sculpteurs et graveurs, artistes dramatiques et lyriques, etc., qui réalisent un bénéfice supérieur à 10 000 francs ? Parmi eux n'en est-il que 9 300 qui gagnent plus de 50 000 francs ? Sur la fantaisie des déclara-

tions dans les professions libérales, les histoires gaies abondent. Le fisc en est réduit à soupçonner, parfois à intimider, mais il ne rit pas, même quand l'illustre maître du bistouri, qui a demandé une dizaine de billets pour opérer la belle-mère du contrôleur, déclare au bout de l'année un revenu qui n'est guère supérieur à celui du contrôleur lui-même.

En somme, *l'impôt parfaitement juste n'existe pas. Mais l'impôt maladroit existe.* C'est celui qui pousse à la restriction. Rien n'empêchera, par exemple, le contribuable de savoir qu'il n'a pas intérêt à dépasser certains paliers à partir desquels le taux monte. Par un surcroît de travail, il s'infligerait une amende à lui-même. Alors, à quoi bon ?

Le Capital, 7 novembre 1932.

LES IMPÔTS

À la recherche de l'impôt juste,
deuxième article

Le Capital, 7 avril 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Le contrôle de l'impôt sur le revenu par les signes extérieurs, c'est la transposition de l'impôt réel dans l'impôt personnel. *On aime à croire que ce n'en sera pas la superposition, bien que ce ne soit pas sûr.*

Le dernier mot de la sagesse fiscale a été dit depuis bien longtemps par un fonctionnaire des contributions, blanchi sous le harnois. « *Le premier imbécile venu peut inventer des impôts. La difficulté commence quand il s'agit de les percevoir.* » On a fini par découvrir les difficultés auxquelles se heurtait la réalisation de cette idée qui semblait à la fois si pratique et si juste : que chacun paie proportionnellement à ses ressources.

Mais, *on s'épuise à chercher la justice dans l'impôt.* Déjà, le recours au contrôle par les signes extérieurs fait crier à l'iniquité. Vingt cas sont évoqués où l'imposition fondée sur la dépense équivaldrait à faire des victimes. « *Quoi ! dira ce jeune médecin. Avant que j'aie gagné un centime, il faut que j'aie un appartement décent. Je ne peux pas ouvrir ma porte moi-même aux clients, s'il en vient. Il faut bien que*

j'aie au moins une domestique. Tout cela ne veut pas dire que je fasse des bénéfiques dans ma profession. » Cependant, les grands maîtres de l'art d'Esculape pourront ouvrir des ventres moyennant cinquante billets la séance, et tous leurs signes extérieurs réunis ne formeront pas une présomption de beaucoup supérieure à cent et quelques mille francs.

Ce n'est pas encore par ce moyen qu'on atteindra la justice idéale puisqu'on aura créé d'autres injustices, chemin faisant. En outre, on risque d'atteindre le principe de l'impôt personnel qui est fondé essentiellement sur la distinction entre le capital et le revenu. La liberté de manger son patrimoine était à peu près la seule qui restait à l'homme. Sera-t-il désormais interdit de faire comme Rolla ?

*Il prit trois bourses d'or et, durant trois années,
Il vécut au soleil sans se douter des lois.*

Il n'en est pas moins vrai qu'il existe un grand nombre de personnes qui échappent indûment aux taxes que les autres paient. Pourquoi ? Parce qu'à leur égard le fisc est désarmé. Il arrive à chaque instant que l'on se dise en remarquant le train de vie de tel ou tel : « Comment fait-il ? Ni sa fortune ni ses occupations ne justifient ses dépenses. » Mais, après tout, cela nous est égal et nous n'y pensons plus la minute d'après tandis que le fisc reste intrigué et impuissant.

C'est que l'un des défauts de l'impôt sur le revenu, et non le moindre, est de supposer que tous les citoyens se procurent de l'argent par des moyens réguliers et honorables. Panurge, qui savait en faire par beaucoup de procédés, dont le dernier était le larcin pur et simple, eût échappé au cédulaire aussi bien qu'au global. L'impôt sur le revenu a l'air d'avoir été inventé par des gens pour qui la vie est une berquinade, où tout le monde subsiste des fruits de son patrimoine ou de son propre labour. Il semble que le législateur n'ait jamais entendu parler de pot-de-vin ni de bouche-l'oeil, qu'il ignore la corruption, la prévarication et même (pourquoi taire le mot ?) la prostitution.

Il résulte de là que la vertu est taxée sinon punie et le vice exempté sinon récompensé. Une veuve qui, à force de travail, d'intelligence, d'économie, élève ses enfants et assure la dignité de leur existence est

soumise aux lois fiscales, dont se rit la femme entretenue. L'impôt sur le revenu accorde en somme un privilège à l'immoralité, car il y a des bénéfices ou des émoluments qui ne sont pas seulement incontrôlables, mais qui ne peuvent pas se déclarer, de même qu'en justice personne n'est admis à alléguer sa propre turpitude.

Les « signes extérieurs » permettront-ils d'atteindre tout ce qui échappe et de ne pas frapper seuls les meilleurs en favorisant les pires ? Tel est sans doute le résultat cherché. Mais nous avons vu que la taxe fondée sur la dépense peut encore léser des innocents. Il n'y a donc pas d'impôt dont l'équité soit parfaite ? Évidemment non.

Le Capital, 7 avril 1933.

LES IMPÔTS

Les "signes extérieurs"

L'Action française, 2 avril 1933.

[Retour à la table des matières](#)

La meilleure preuve que l'impôt personnel n'a jamais été appliqué que par à peu près (sauf pour les « assujettis » qui sont obligatoirement « déclarés »), c'est qu'on en vient à doubler le contrôle par les signes extérieurs. En d'autres termes, dans sa résistance héréditaire au fisc, le Français est arrivé à garder jusqu'à un certain point la chose à laquelle il tient le plus, c'est-à-dire le secret de ses affaires.

Ce contrôle par les signes extérieurs veut dire que l'administration a été impuissante à découvrir toutes les fraudes et à les réprimer. Plus elle s'ingénie à connaître les ressources des particuliers, plus les particuliers deviennent ingénieux à dissimuler ce qu'ils possèdent. C'est la lutte du canon et de la cuirasse. C'est aussi le duo de Vincent et de Mirreille. A la fin, le fisc dit : « Je me ferai vieille contribution directe et je t'aurai. »

Ce qu'il n'a pu faire, c'est de saisir la complexité de la vie. Tous les revenus ne sont pas catalogués. Il n'y a pas seulement des rentes, des dividendes, des loyers, des bénéfices, des traitements. Il y a tous les métiers honorables dont les rétributions se font de la main à la main et

restent inconnues. Il y a aussi tous les métiers inavoués ou inavouables. On cherche en vain, sur les feuilles de déclaration, le paragraphe qui devrait dire en latin : *pretium stupri*.

L'impôt sur le revenu était tellement immoral qu'il accordait une prime à l'immoralité. On apprend que ce monsieur qui a été tué par une dame lui versait une mensualité. Acquittée ou condamnée, la meurtrière subira-t-elle une amende pour insuffisance de déclaration ?

Par les signes extérieurs, tout cela doit être réparé. La dépense entraîne présomption de revenu. Bien. Mais si je vis comme Rolla ? Si je dépense mon capital ? Quelques législateurs demandent qu'il soit permis au contribuable de fournir des justifications, de prouver que son train de maison dépasse ses ressources réelles. Il devra donc tout raconter, tout confesser. La situation de Mme Moraine, dans le célèbre roman de Paul Bourget, *Mensonges*, deviendra extrêmement délicate. Cependant, le baron Desforges pourra se contenter d'une garçonnière. Le contrôle par les signes extérieurs ne résout pas encore le problème d'une manière satisfaisante.

Au surplus, l'existence de la déclaration contrôlée est incompatible avec la taxation sans contrôle. Lorsque le fisc aura dépisté un contribuable qui a un gros loyer, une maison de campagne, plusieurs domestiques, etc.... et qui ne déclare pas de revenus ou en déclare d'insuffisants, se contentera-t-il de lui envoyer la note de l'impôt ? En ce cas, l'administration manquerait à ses devoirs envers les autres assujettis. Sa curiosité devra être allumée. Il faudra que le citoyen ou la citoyenne s'explique et dise quels sont ses moyens d'existence.

De tracas en tracas, beaucoup de gens, beaucoup plus qu'on ne pense, en viendront à vivre en garni ou dans une mesure. Si les signes extérieurs accusent, on les réduira, on les supprimera. On évitera tout ce qui indique la richesse et même l'aisance. La taille, jadis, avait produit cet effet. C'était, parmi les taillables, à qui paraîtrait le plus pauvre.

N'est-ce pas déjà commencé ? Quoique détestant les impôts, le Français, bon payeur, était exact à les payer. Les difficultés du recouvrement étaient en France à peu près inconnues. On me dit que cela

change et que la crise n'en est pas seule cause. Les ruraux sont méfiants et tous les Français ont gardé un fond d'esprit rural. On va le plus tard possible chez le percepteur dans l'idée que trop d'empressement à se libérer créerait une présomption de richesse et motiverait un « signe extérieur »

Évidemment, il manque encore celui-là : « Monsieur, vous avez acquitté vos taxes sans attendre de sommation. L'année prochaine, on doublera votre note. »

Mais ce duel n'est pas fini, pas plus que celui des Soviétiques avec le *koulak*. Dans dix ans, si d'ici là il n'est pas survenu d'autre chose, on reparlera encore de l'impôt sur le revenu et des moyens d'y contraindre les rebelles qui s'y dérobent.

L'Action française, 2 avril 1933.

LES IMPÔTS

Un impôt accélérateur

Le Capital, 3 septembre 1929.

Merveilleux agent de recettes fiscales, la taxe sur le chiffre d'affaires, qui provoque la hausse des prix, a besoin d'être modérée.

[Retour à la table des matières](#)

Entre les ressources qui alimentent notre somptueux budget, la taxe sur le chiffre d'affaires est assurément la plus féconde. Elle est digne d'être admirée pour son rendement. Elle est digne de l'être par les plus-values qu'elle donne. Que l'on en compare les recettes à celles de la période correspondante de l'année qui précède ou aux évaluations, l'avance est constante. Elle a encore été d'une cinquantaine de millions au mois de juin, le dernier dont les résultats soient connus.

On nous dit bien qu'un contrôle plus serré des « assujettis » assure au fisc des rentrées plus abondantes. C'est vrai sans doute pour une part, que d'ailleurs on ne détermine pas. Mais cette taxe est productive, et de plus en plus productive, pour une autre raison qui saute aux yeux.

Perçue *ad valorem*, il est évident qu'elle s'accroît et qu'elle doit s'accroître avec le prix des choses qui constituent le chiffre d'affaires. À mesure que les prix montent, la taxe rend davantage.

Mais il est évident aussi que le montant de la taxe s'ajoute au prix des choses, qu'il est un des éléments des prix. L'« assujetti » ne le paie pas de sa poche. Il le récupère sur le client. D'où il suit que, même si tous les autres éléments restaient stables, la hausse des prix serait d'une certitude arithmétique par le seul jeu de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Il n'y aurait même pas de limite à cette hausse. Elle tend à l'infini. Ajoutez sans arrêt une fraction, si petite soit-elle, à un, nous arrivons à des nombres colossaux. Si la taxe sur le chiffre d'affaires doit être encore appliquée à son taux actuel pendant un certain nombre d'années, elle donnerait au Trésor des recettes de plus en plus merveilleuses parce qu'elle ferait à elle seule monter les prix.

*

**

Inutile de souligner que toute cause de renchérissement qui lui sera étrangère - par exemple l'application de la loi des assurances sociales, - profitera encore au rendement de la taxe sur le chiffre d'affaires dont l'action sur les prix se trouvera par là même accrue. En d'autres termes, la taxe sur le chiffre d'affaires est un multiplicateur et un accélérateur.

Il faudra arrêter tôt ou tard cette multiplication et cette accélération sous peine d'arriver à des résultats absurdes et à des conséquences funestes, où la fiscalité elle-même ne trouverait plus son compte.

Le Capital, dans son édition quotidienne du 5 août, a montré que l'écart, autrefois considérable, qui existait entre l'indice exprimant nos prix de détail et les indices étrangers tendait de plus en plus à se réduire. Ainsi, nous cesserions d'être, par comparaison avec les autres, un pays de vie à bon marché. Et l'auteur ajoutait cet avertissement : « Toute hausse nouvelle risque d'avoir désormais de très redoutables conséquences pour notre activité économique. »

*

**

Mais alors, si la hausse est certaine ? Si la taxe sur le chiffre d'affaires, qui en est un des facteurs, la provoque par une action pour ainsi dire mécanique ? On en revient aux méfaits pour lesquels les anciens économistes libéraux et les anciens historiens avaient flétri et condamné notre maltôte du moyen âge et l'alcavala d'Espagne, impôts où ils voyaient l'expression d'une fiscalité inintelligente et ruineuse parce qu'elle était fille du despotisme. Mais Philippe VI de Valois et Pierre le Cruel pensaient à l'équilibre de leur budget, comme M. Chéron, et puisaient dans l'arsenal des impôts, qui est celui où l'on a le moins inventé.

On ne pourrait à l'heure actuelle, tout le monde le reconnaîtra, supprimer la taxe sur le chiffre d'affaires sans creuser dans notre budget un trou que rien ne saurait combler. D'autre part, il est impossible d'empêcher la répercussion de cette taxe sur les prix puisqu'on ne peut pas concevoir qu'elle soit perçue autrement que sur la valeur des marchandises, valeur qu'elle accroît elle-même. On ne peut même pas imaginer qu'elle soit « stabilisée ». Par définition, elle est élastique. On ne peut donc pas dire qu'on ne lui demandera pas plus de tant de milliards par an.

Il ne reste d'autre remède que de la modérer et de la freiner par une réduction du taux. C'est à quoi il faudrait songer dès maintenant. Dans la série des dégrèvements, ce sera un des plus utiles. Les consommateurs d'une part, les exportateurs de l'autre, l'activité économique, en général, s'en trouveront bien, et mieux vaut ne pas attendre que tout et tous en aient besoin.

Le Capital, 3 septembre 1929.

LES IMPÔTS

Comme les Anglais

L'Action française, 22 avril 1934.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne sommes pas plus incapables que les Anglais de rétablir nos finances. Seulement, c'est Molière qui l'a dit :

*Quand sur une personne on prétend se régler,
C'est par ses beaux côtés qu'il lui faut ressembler,
Et ce n'est pas du tout la prendre pour modèle,
Ma soeur, que de tousser ou de cracher comme elle.*

Nous toussons et nous crachons comme les Anglais. C'est à peu près tout. Nous avons une caricature de leur régime parlementaire comme nous avons une caricature de leurs impôts.

L'impôt sur le revenu devient une monstruosité quand on l'applique comme chez nous. C'est-à-dire qu'on l'applique seulement à un certain nombre de personnes. On parle toujours des gros fraudeurs. Ce sont les petits qui font la grande rivière. Mais si l'impôt sur le revenu est toléré en France, c'est justement parce que tout ce qui se tient un peu au-dessus de la limite à partir de laquelle on paie s'arrange pour paraître au-dessous. Et le fisc ferme les yeux, sinon ce serait une insurrection.

L'income-tax est productif au prix d'une discipline et d'une contrainte que les Français ne supportent pas. Telle est la vérité. N'a-t-il pas encore fallu suspendre l'entrée en vigueur de la carte d'identité fiscale pour trouver des souscripteurs aux emprunts ?

Ce n'est qu'un aspect de la question. Le principal est le suivant. Le système français a été changé. Dans les recettes de notre budget, les impôts de quotité ont remplacé les impôts de répartition. En d'autres termes, les recettes sont devenues variables. Abondantes en temps de prospérité, elles s'abaissent en temps de crise.

La chose dont les Français ont la plus grande horreur, c'est l'irrégularité. Ni les particuliers ni l'État ne sont adaptés aux revenus mobiles. D'où les fautes qui ont été commises dans la gestion de nos finances publiques quand les eaux étaient hautes. D'où les cris quand elles sont basses.

Le budget anglais se solde, cette année, par un excédent de deux ou trois milliards de nos francs. Qu'a fait aussitôt le gouvernement britannique ? Il a allégé le taux de l'income-tax, relevé les traitements réduits, les allocations diminuées, etc... Il ne restera rien de cette somme. L'État n'est pas une tire-lire. Il n'a pas pour devoir de garder une marge bénéficiaire.

En France, un ministre des Finances croit qu'il a fait son devoir quand il a mis de l'argent de côté, ce qui est le principe du pire des gaspillages et ce qui a été toute l'histoire de nos finances depuis 1928 jusqu'à ce jour. Nous avons connu l'excédent deux fois ruineux, parce qu'il prenait au contribuable plus qu'il n'était nécessaire et parce qu'il a incité à des dépenses, à des « libéralités » qui se sont trouvées trop lourdes lorsque les vaches maigres sont venues.

Bref, nous avons emprunté aux Anglais des instruments dont nous ne savons pas nous servir. C'est ridicule.

L'Action française, 22 avril 1934.

LES IMPÔTS

Retour offensif contre l'héritage

Le Capital, 8 janvier 1934.

[Retour à la table des matières](#)

Les impôts qui frappent l'héritage sont une forme honteuse de prélèvement sur le capital. Ils sont donc conformes à la tendance socialisante et c'est pourquoi l'aggravation pouvait en être prévue. Cependant, les conséquences peuvent se prévoir avec non moins de certitude.

Un système qui atteint à la fois le fonds et le revenu ne peut mener qu'à l'épuisement de la matière imposable par la disparition des personnes taxables. On ne peut pas amoindrir les fortunes en les rognant à chaque changement de mains et espérer que le montant des revenus individuels ne diminuera pas. L'impôt trop lourd sur l'héritage restreint le nombre des grosses cotes de l'impôt sur le revenu. Et l'impôt sur le revenu trop lourd arrête la reconstitution du capital sur lequel les droits successoraux devront être perçus à la prochaine transmission.

Ce résultat avait été entrevu par M. Lloyd George lui-même lorsque, quelques années avant la guerre, il avait établi un budget qui fut qualifié de révolutionnaire non sans raison. Des droits de succession énormes en faisaient partie. M. Lloyd George les corrigea par des allègements pour les biens tels que manufactures, commerces, etc..., qui viendraient à être transmis par décès à deux reprises dans l'espace de moins de cinq ans. Il était évident, en effet, que nulle entreprise particulière n'était capable de résister à des saignées aussi répétées, car une usine avec son matériel et ses approvisionnements ne représente pas un capital liquide, ni même réalisable sans paralyser l'affaire.

Cependant, l'effet d'appauvrissement, que M. Lloyd George avait cherché à tempérer dans ce cas particulier, n'a pas été évité en général. Dans son livre récent, *l'Angleterre, nation continentale*, M. Paul Dotin, professeur à l'Université de Toulouse, note ceci : « Des 201 personnes possédant en 1922 plus de 100 000 livres de revenu annuel, il n'en restait plus que 95 en 1924. L'Angleterre n'est plus le pays des milords, mais simplement un pays de moyens capitalistes, en attendant de devenir un pays de petits capitalistes. »

Cette marche à l'égalisation est fatale, étant donné que le fisc doit se rabattre sur les fortunes moyennes et petites après avoir épuisé les grandes. Une fois disparus les 200 multimillionnaires qui versent les grosses contributions, il faut répartir sur la couche immédiatement suivante l'effort qui leur était demandé, et ainsi de suite jusqu'à ce que les capitalistes étant tous prolétarisés, le prolétariat lui-même doive subvenir aux besoins de la société. C'est une limite mathématique. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne sera pas atteinte, bien qu'on refuse de s'en rendre compte.

Quant à l'héritage lui-même, c'est de deux choses l'une : ou bien il sert à alimenter les budgets, il procure des ressources régulières à l'État et alors l'État lui-même a intérêt à le ménager dans une mesure suffisante pour qu'il se renouvelle.

Ou bien encore, on regarde le droit d'héritage comme suranné et illégitime, on le restreint progressivement par le moyen de la fiscalité, on le supprime en l'attaquant de biais et non de face.

D'où il résulte que *la transmission héréditaire de la fortune est regardée comme injuste tandis que le tirage au sort est considéré comme un procédé moral* d'enrichir les particuliers, puisque la loterie dispense des lots de 5 millions, somme qui, même en francs dévalués, est nettement supérieure à ce qu'une démocratie jalouse d'égalité peut reconnaître à chaque citoyen.

Le Capital, 8 janvier 1934.

LES IMPÔTS

La réforme fiscale

L'Action française, 13 Mai 1934.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a en France deux millions de personnes seulement qui paient l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'impôt le plus visible. Les autres, qui en sont affranchies, paient les impôts invisibles dont le plus lourd est celui de la vie chère, laquelle est l'effet d'une fiscalité excessive.

Est-il possible de faire comprendre la position du problème à cette énorme majorité ?

Un système qui repose sur la taxation de la richesse suppose qu'il y aura toujours de la richesse. Nous l'avons dit souvent. Par conséquent, il ne faut pas détruire les riches. On doit même les garder avec soin comme on préserve dans certains territoires des États-Unis et d'Afrique une faune en voie de disparition.

Même en France, ni la chasse ni la pêche ne sont de tout temps ouvertes. C'est pour qu'il reste du gibier et du poisson.

Les démocraties qui vivent de l'exploitation des fortunes particulières se sont mises dans une situation fâcheuse. Elles ne peuvent se passer des puissances d'argent. De nos jours, Colbert ne ferait pas de procès à Fouquet. Il craindrait trop de se priver d'un gros contribuable.

Cette année, en Angleterre, l'exercice budgétaire s'est clos avec, un excédent parce qu'un homme extraordinairement opulent a eu pour le chancelier de l'Échiquier cette politesse de se laisser mourir. On frémit à l'idée de ce qui arriverait s'il n'y avait plus de milliardaires.

Mais l'envie démocratique combat l'utilité. Le mot courant est qu'on peut taxer les riches parce qu'il leur en reste toujours assez, alors qu'il s'agit de faire qu'en même temps il en reste assez. Le problème, ici, n'est plus à poser, il est à résoudre. Et il offre cette difficulté, considérable, qu'il s'agit, pour ne pas exterminer le petit nombre des grosses cotes, d'imposer, fût-ce de quarante francs seulement, ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu.

Cet impôt est, en vérité, impopulaire au point que, comme jadis la taille, c'est à qui en sera dispensé. Il faudrait trouver quelque chose qui eût un autre nom. Ainsi Bonaparte avait rétabli une part, non la moins abhorrée, de la fiscalité d'ancien régime en inventant les mots de « droits réunis ».

Qui sait si la « réforme fiscale » n'est pas aussi affaire de terminologie ?

L'Action française, 13 Mai 1934.

LE SOCIALISME

[Retour à la table des matières](#)

LE SOCIALISME

La machine à tuer les monnaies

La Liberté, 21 décembre 1927.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons le programme du parti socialiste. Jolie machine à tuer les monnaies et à faire tomber le franc. Il est facile de baptiser l'impôt sur le capital du nom de « contribution personnelle globale et exceptionnelle, assise et prélevée, à un taux progressif, sur la fortune constituée au jour de la taxe avec dégrèvements à la base. » Cela fait vingt mots au lieu de quatre. Mais le résultat serait le même. En Allemagne, du temps où régnait la social-démocratie, il y a eu deux prélèvements successifs sur la fortune. L'effet a été magique. Tout le monde est devenu milliardaire, parce qu'il fallait un milliard pour avoir un morceau de pain.

Nous sommes convaincu que ceux des membres du parti socialiste qui ont peu ou prou d'instruction et de jugement ne méconnaissent pas que leur système ferait tout sauter. Le drame de l'Europe après 1918, c'est que le socialisme est venu se greffer sur la guerre, comme les incendies et les épidémies s'ajoutent aux tremblements de terre. Le relèvement de l'Europe a eu lieu dans la mesure où le socialisme, ses hommes et ses méthodes ont été éliminés du gouvernement. Ce fut le cas de l'Autriche et de l'Allemagne, celui de l'Italie avec M. Mussolini, celui de la France avec M. Poincaré.

Ces exemples sont si éloquents que le socialisme, tueur de monnaies, devrait être complètement discrédité après de pareilles expériences. Mais il a pour lui la démagogie qui est éternelle.

Il a aussi pour lui les ménagements, voire les égards, que lui marquent des bourgeois, politiciens ou financiers, ceux-ci ne détestant pas tous le grabuge qui permet de bons coups. Car le spéculateur aime par-dessus tout le mouvement. L'ennemie intime de la spéculation c'est la stabilité. Comme disait pendant la guerre ce général russe qui avait évacué Varsovie : « En avant, en arrière, pourvu qu'on bouge, c'est l'essentiel. »

La Liberté, 21 décembre 1927.

LE SOCIALISME

Marxistes et petits-bourgeois

La liberté, 3 mai 1931.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pouvons pas savoir quelle sera la figure du monde dans cinquante ans et nous pouvons d'autant moins le savoir que jamais, il y a un demi-siècle, on n'eût imaginé ce que nous voyons aujourd'hui. A Paris un premier mai où le muguet remplace l'églantine tandis que l'empire des tsars est devenu l'empire des rouges et que l'Angleterre est gouvernée par les travaillistes, ce n'est certainement pas ainsi qu'en 1881 on se représentait l'avenir ni lorsqu'on était révolutionnaire ni lorsqu'on était conservateur.

Mais voici ce qu'il faut voir. Le socialisme n'est plus dans les rues. Il n'est plus sur les barricades, dans les cortèges ou les manifestations. Il s'est introduit dans les lois. Jadis Louise Michel, terreur des bourgeois, prophétisait que les propriétaires seraient pendus. Pas du tout. Ils ont même conservé leurs propriétés. Seulement ils en tirent un revenu de plus en plus maigre et ils peuvent regarder leurs maisons comme le rentier regarde son titre de rente, demeuré intact mais qui rapporte cinq fois moins.

C'est le phénomène le plus curieux de notre temps. On dirait que le socialisme s'évanouit au moment même où il triomphe et où il a pénétré les autres partis qui ont exécuté ou qui exécutent l'essentiel de son

programme. Il y a et il y a eu dans divers pays d'Europe des gouvernements purement socialistes. Ont-ils nationalisé les moyens de production, supprimé la propriété individuelle ? Nullement. Ces bêtises ont été abandonnées à la Russie. Les gouvernements socialistes d'Angleterre, d'Allemagne ou d'ailleurs n'ont pas fait autre chose que les gouvernements radicaux ou modérés d'ici. Ils ont distribué des pensions, des allocations, des rentes sociales, c'est-à-dire que, par le moyen de l'impôt, ils ont pris aux uns ce qu'ils donnaient aux autres.

Si Karl Marx pouvait assister à cette caricature de sa doctrine, il serait désolé. Le socialisme est devenu rentier. Il est devenu petit-bourgeois. Il prend la débilité intellectuelle de la petite bourgeoisie. Karl Marx ne voulait pas que l'on dit : « D'une part... d'autre part. » Or le socialisme d'aujourd'hui s'appuie sur cette opposition : « D'une part la propriété, le capital et la rente sont des choses mauvaises, à condamner ; d'autre part ce sont des choses fort bonnes et à répandre le plus possible sous un petit volume. » Le socialisme s'est déformé dans sa victoire, ce qui ne l'empêche pas d'être victorieux.

Le socialisme pur ne s'est guère installé qu'en Russie où le capital à manger était extrêmement faible. Ailleurs il s'est vulgarisé. Il est devenu électoral et puissamment électoral. Il a tellement cessé d'être révolutionnaire qu'il a fait de presque tous les citoyens de petits rentiers. C'était l'idéal, des Français comme des autres, car les Anglais se sont très bien habitués à recevoir aussi des pensions de l'État. Pourvu que ça dure et que la rente sociale, en monnaie dévalorisée, ait la vie plus longue que la rente privée !

La liberté, 3 mai 1931.

LE SOCIALISME

Les monnaies et le socialisme

La Liberté, 2 octobre 1931.

[Retour à la table des matières](#)

Le socialisme démocratique et parlementaire, petit-bourgeois, édulcoré, a ruiné les finances des États européens. Il a tué ou grièvement blessé les monnaies. Il faut être pour lui ou contre lui. Sa grande force, c'est de représenter le moindre effort, de promettre des rentes à tout le monde, sans dire, bien entendu, selon quel « étalon », d'or ou de papier, elles seront payées. Même il promet la rente universelle, le guichet où les rentiers sociaux de toutes les nations viendront toucher. Dans son manifeste pour les élections cantonales, nos socialistes à nous inscrivent à leur programme « la répartition des richesses entre les peuples ». Si les Français comprennent - ce qui n'est pas sûr - qu'il s'agit de partager leurs sous avec les autres, la proposition ne sera pas de leur goût. Ils comprendront peut-être que de plus riches partageront avec eux. Mais ces plus riches, où sont-ils ?

La Liberté, 2 octobre 1931.

LE SOCIALISME

Du pôle arctique au pôle antarctique

La Liberté, 23 décembre 1931.

[Retour à la table des matières](#)

On a peut-être déjà oublié que la débâcle des finances et de la monnaie en Australie avait précédé de peu la chute de la livre sterling qui a entraîné elle-même la chute du gouvernement travailliste. L'Australie et l'Angleterre avaient la même sorte de gouvernement qui a causé le même désastre. Les élections ont produit aussi le même résultat. Les socialistes viennent d'être battus aux antipodes presque autant que dans la mère patrie où ils l'ont été à plate couture. Ils sont éliminés du pouvoir après y avoir fait beaucoup de mal et remplacés par une coalition où figurent, comme en Grande-Bretagne également, des travaillistes dégoûtés et assagis.

Presque au même moment, un phénomène semblable se passait en Norvège. Les élections de décembre pour le renouvellement des municipalités des grandes villes ont confirmé ce qu'on avait déjà vu en octobre pour les municipalités rurales. Les « bourgeois » ont battu les socialistes. Ces derniers, qui étaient les maîtres à Oslo (nouveau nom de la capitale Christiania), y ont subi un échec après avoir mis à mal les finances de la ville. D'un hémisphère à l'autre, du voisinage du pôle arctique au voisinage du pôle antarctique, le mouvement est le même, mouvement de recul devant les ruines accumulées, des causes semblables ayant produit d'identiques effets.

Le socialisme, formule douée d'une grande vertu électorale et même formule électorale par excellence, est séduisant vu de loin et aussi longtemps que l'expérience n'en a pas été tentée. Il avait paru, à Melbourne et à Sydney, comme une création originale et pleine d'avenir, comme un modèle pour la vieille Europe. Lorsque M. Métin écrivait son *Socialisme sans doctrine*, Paul Adam ses *Lettres de Malaisie* et même un peu Pierre Leroy-Beaulieu ses *Nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, ces auteurs subissaient l'illusion d'une sorte de mirage austral. C'était le romanesque exotique de Jules Verne transporté dans la sociologie. La réalité a été moins belle. Il a fallu déchanter.

L'expérience du socialisme a tourné en Australie comme en Angleterre, comme partout. Elle s'est traduite par une crise financière et monétaire, par un appauvrissement. Il a fallu, sous peine de voir la monnaie à zéro, se résoudre à amputer les rentes, à abaisser les traitements, à comprimer les salaires. Devant le péril subitement apparu, une réaction se produit. C'est celle que nous avons vue en France en juillet 1926, quand le franc, tombé à deux sous, menaçait de tomber à moins encore. Et puis après ? Il n'y a qu'un peu plus de cinq ans de cette grande angoisse. M. Herriot n'en réclame pas moins avec M. Léon Blum l'assurance d'État contre le chômage qui est venue à bout de la plus glorieuse monnaie du monde, la livre sterling.

Ce jeu de balançoire continuera-t-il longtemps ou plutôt pourra-t-il continuer ? Quand les « bourgeois », c'est-à-dire les hommes qui savent que dépenser trop n'est pas le moyen de s'enrichir, reviennent au pouvoir, les petites économies qu'ils ont faites sont aussitôt mangées. Les sacrifices demandés au contribuable français pour sauver le franc ont servi à des libéralités qui entraînent des charges permanentes et croissantes, lesquelles exigeront de nouveaux sacrifices et sont capables, un jour, de remettre le franc en péril. Les redressements, c'est très bien, à condition de ne pas retomber un peu plus bas après chaque opération de sauvetage.

La Liberté, 23 décembre 1931.

LE SOCIALISME

L'État-Dieu

Le Capital, 12 septembre 1932

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin de sa vie, Proudhon, que l'expérience avait fait revenir de beaucoup d'illusions, reçut une lettre d'un correspondant qui lui demandait à quel signe on reconnaîtrait l'avènement de la révolution sociale. Et le révolutionnaire désabusé répondit : « Quand l'argent se cachera, quand les marchandises ne circuleront plus, quand le paysan gardera sa récolte le fusil à la main, alors vous pourrez dire que la révolution sociale est arrivée. »

Peut-être Proudhon, à son insu, avait-il encore une conception un peu trop catastrophique. Ce qu'il entrevoyait dans l'avenir comme un coup de tonnerre était plutôt destiné à s'introduire avec lenteur, d'une manière progressive et insensible et à causer un malaise avertisseur avant de produire le grand effondrement.

Il vient d'être publié en Allemagne, pour le jubilé de Julius Wolf, un recueil d'études dédiées à ce savant. La plus intéressante de ces « contributions » dont rend compte le *Journal de Genève*, est celle du professeur von Mises, de l'Université de Vienne, bien placé, dans la

capitale de l'« austro-marxisme », pour décrire les ravages qu'exerce le socialisme d'État et ses effets destructeurs sur la « richesse des nations », comme disait Adam Smith dans un temps où l'on s'occupait de créer la richesse avant de la distribuer et de la consommer.

Lorsque les banques autrichiennes fermaient leurs guichets les unes après les autres, on cherchait à ce regrettable phénomène toutes sortes de raisons. Après le désastre du Credit Anstalt, on se demandait encore par quel accident cet établissement fameux avait pu succomber. On ne songeait pas que la difficulté de vivre grandit de jour en jour pour les institutions capitalistes dans un milieu socialisé ou socialisant. Alors, comme dit le professeur von Mises, qui a observé sur place cette marche à la ruine, *il est proclamé que le capitalisme a fait faillite au moment précis où l'on récolte les fruits d'une politique économique anti-capitaliste et d'une économie trop « dirigée ».*

La vérité, remarque le professeur viennois, c'est que le capitalisme, fondé sur l'initiative et la responsabilité, a été vaincu par le socialisme et vaincu, si l'on peut ainsi dire, dans son âme parce qu'il a fini par céder à l'étatisme et à l'interventionnisme et parce qu'il s'est placé lui-même sous la protection du dieu État. Le Dr von Mises conclut que si le monde n'est pas encore entièrement ruiné, c'est parce que le capitalisme n'a pas encore entièrement disparu.

Mais le capitalisme, voilà ce qu'il faut bien voir, a fini par se laisser pénétrer lui-même de socialisme et de la plus mauvaise manière. Que les patrons soient devenus plus humains, qu'ils aient fait de meilleures conditions d'existence aux ouvriers, c'était ce qu'on appelait prendre au socialisme ce qu'il a de meilleur. La vérité est que ces progrès sociaux ont accompagné naturellement le développement de la richesse. Ils se sont produits avec les progrès du capitalisme lui-même. Ils disparaîtraient avec son déclin. *Ce qu'on a pris, en réalité, au socialisme, c'est le pire, c'est le socialisme lui-même, l'habitude de compter sur l'État sauveur, ou au moins « infirmier », selon une expression aussi juste que spirituelle.* Personne ne doit plus souffrir de ses erreurs. Personne ne doit plus succomber, même à ses fautes. L'idée est la même d'un bout à l'autre de la société. L'État est destiné à garantir tout le monde contre les accidents de la vie, comme si son pouvoir et ses moyens d'action étaient illimités.

Ils ne le sont pas, si riche soit-il. Alors, après avoir obtenu aide et secours de l'État national, on se tourne vers la collectivité humaine. La providence s'internationalise. On compte sur l'assurance planétaire. Pourquoi les pays qui ont mis leurs finances à mal n'auraient-ils pas droit à des secours périodiques comme ceux que la patrie du professeur von Mises a pris la douce habitude de solliciter de ceux qui ont encore quelque argent ? Les industries elles-mêmes, après les soutiens nationaux, rêvent de soutiens internationaux. Et après ?...

Il est malheureux que nous soyons encore enfermés sur notre étroite machine ronde. Car, ses ressources une fois épuisées, il n'y aurait pas d'espoir d'organiser, au-dessus de l'étatisme universel, un superétatisme du système solaire ni l'interventionnisme du Cosmos.

Le Capital, 12 *septembre* 1932.

LE SOCIALISME

Aristote à l'Hôtel Drouot

Le Capital, 19 janvier 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Un observateur méthodique des faits sociaux, un observateur de l'école de Taine, attentif à ce qui s'élabore sous nos yeux, ne manquerait pas de noter un certain nombre de phénomènes et de symptômes annonciateurs des temps prochains.

La commune de Trignac est actuellement aux prises avec des difficultés financières en comparaison desquelles celles de l'État français sont peu de chose. Qu'est-il donc arrivé ? Il était venu s'établir sur le territoire de cette commune une usine, longtemps prospère, et qui ne versait pas moins de 600 000 francs de taxes au budget municipal. La crise est venue. L'usine a dû fermer ses portes. La principale ressource de Trignac a disparu et les édiles se trouvent devant un déficit qu'il leur est impossible de combler. Ce qui s'est produit là nous montre, comme dans un microcosme, ce qui menace de se produire en plus grand, ce qui est même peut-être déjà en voie d'accomplissement sans qu'on s'en aperçoive.

Il est tentant de faire supporter par les plus riches la plus forte part des charges publiques. C'est une tentation à laquelle les assemblées et les ministres des finances succombent aisément. C'est même

l'habitude des démocraties parce que la conviction populaire, profondément enracinée, est que les « gros » peuvent payer et qu'il leur en restera toujours plus qu'il ne leur en faut. Autrement dit, *tout le système repose sur ce postulat que les riches seront toujours riches ou qu'il y aura toujours des riches.*

Alors, s'il n'y en avait plus, ce serait terrible. Les finances d'inspiration socialiste seraient comme celles de la commune de Trignac. La source à laquelle elles s'abreuvent serait tarie.

Seulement ce ne sera pas un seul contribuable qui disparaîtra tout d'un coup. La pénurie viendra par un épuisement graduel des cotes les plus importantes. Il sera donc nécessaire (et ce mouvement a déjà commencé) de rejeter le fardeau sur les cotes immédiatement inférieures. On sait très exactement ce que donnent au Trésor public les revenus qui dépassent un million. Le jour où il n'y aura plus de revenus de cette taille, il faudra bien répartir la charge entre les autres, de sorte que, de proche en proche, on en arriverait à frapper les revenus qui sont actuellement exemptés.

La fortune acquise et la fortune en voie d'acquisition sont frappées en vertu d'un système qui les suppose immortelles. La cité antique avait déjà connu cette contradiction et n'avait pas réussi à la résoudre. Fustel de Coulanges a montré comment, dans les démocraties de l'antiquité, l'exploitation de la richesse avait pris d'abord des formes légales.

On aura lu longtemps comme des curiosités d'un âge révolu que les « gros » de l'antiquité étaient obligés de construire des trirèmes à leurs frais et de donner des fêtes au peuple. Mais M. François-Albert ne vient-il pas d'écrire que l'essence du progrès était de dépenser de plus en plus, les démocraties ayant droit au demi-luxe et aux divertissements ? La dépense doit bien être supportée par quelqu'un.

« À Mégare, comme dans d'autres villes, dit Aristote, le parti populaire, s'étant emparé du pouvoir, commença par prononcer la confiscation des biens contre quelques familles riches. Mais, une fois dans cette voie, il ne fut pas possible de s'arrêter. Il fallut faire chaque jour

quelques nouvelles victimes ; et, à la fin, le nombre des riches qu'on dépouilla et qu'on exila devint si grand qu'ils formèrent une armée. »

De nos jours, les procédés sont moins rudes, mais la marche des choses est la même. L'observateur méthodique dont nous parlions tout à l'heure ferait la statistique des revenus et chercherait à savoir s'ils n'accusent pas une régression. Il ferait aussi la statistique des cotes devenues irrécouvrables et des incidents auxquels les recouvrements ont donné lieu. Supposons (et notre supposition n'est pas gratuite) que, dans un quartier opulent de Paris, par exemple celui de la Plaine-Monceau, vingt contribuables réfractaires ou défaillants soient saisis. Cela ne fera pas une armée, comme jadis à Mégare, mais des stocks de mobiliers, des empilements de salons Louis XV et Louis XVI, de salles à manger Henri II et Empire, une cargaison pour laquelle le fisc aura peine à trouver des enchères, s'il en trouve. Il ne restera plus qu'à relire Aristote et Fustel de Coulanges à l'Hôtel Drouot.

Le Capital, 19 janvier 1933.

LE SOCIALISME

Sur le dos de la baleine

Le Capital, 9 novembre 1933.

[Retour à la table des matières](#)

La Caisse des Dépôts et Consignations est le plus gros capitaliste de France et peut-être du monde. Elle a tant de milliards à gérer qu'elle n'en peut pas savoir le chiffre exact. En effet, elle a dû employer ses fonds, tout comme les particuliers. Et, comme eux, elle peut seulement évaluer ses immeubles et les titres de son vaste portefeuille.

Sur sa gestion, nous avons des renseignements incomplets, mais qui néanmoins offrent matière à réflexion. Nous apprenons, par exemple, que, l'an dernier, la Caisse a placé, en valeurs industrielles, moins d'argent que l'année précédente. Elle en a encore acheté pour 125 millions, en nombre rond, ce qui est malgré tout un joli denier. S'il arrivait que les placements fussent mauvais et que cet argent fût perdu, ce serait un vilain coup pour la fanfare.

Or, nous remarquons que les achats de la Caisse ont porté, pour un peu plus d'un cinquième, c'est-à-dire pour une trentaine de millions, sur des valeurs d'électricité. Choix judicieux. Les dirigeants de la Caisse semblaient à l'abri de tout risque *comme de tout reproche*.

Mais voici que le Gouvernement, celui de M. Daladier, propose, dans son programme financier, de soumettre à la taxe sur le chiffre d'affaires, dont elles étaient exemptes, les sociétés de distribution de courant électrique. Aussitôt les cours de ces sociétés, menacées dans leurs bénéfices et leurs dividendes, baissent lourdement à la Bourse. Les administrateurs du portefeuille de la Caisse avaient cru agir pour le mieux. *Ils sont pincés comme de simples bourgeois.*

Quelle que soit la suite de cette histoire en ce qui concerne particulièrement les sociétés d'électricité, elle offre un enseignement général.

Le développement continu et « tentaculaire » des institutions sociales, qu'il faudrait plutôt, de leur vrai nom, appeler socialistes, détermine de vastes accumulations de capitaux. Ces capitaux doivent produire des intérêts. Pour qu'ils produisent des intérêts, il faut qu'ils soient « investis » et ils ne peuvent l'être qu'en terres, maisons, rentes d'États et de villes, actions et obligations d'entreprises diverses, éléments qui composent aussi la fortune des particuliers car on ne saurait en imaginer d'autres.

Il résulte de là que *tout ce qui atteint la fortune des capitalistes privés, et qui semble pain bénit pour les prolétaires, atteint aujourd'hui les prolétaires comme les affreux bourgeois.* L'État socialisant est arrivé à ce point de contradiction qu'il dépend de la continuation du système capitaliste, système auquel, d'autre part, il porte des coups meurtriers.

On cite le cas d'une Caisse de retraites des mineurs de la région du Nord qui, ayant beaucoup de millions à placer et déjà beaucoup de valeurs mobilières, s'est résolue à faire une large part aux « biens au soleil ». Elle a donc fait construire des immeubles, mais quelles sortes d'immeubles ? Des cités ouvrières ? De modestes logements ? Pas du tout. Sans doute la Caisse des mineurs n'a-t-elle pas voulu devenir le « Monsieur Vautour » d'autres prolétaires. Ce qu'elle a édifié, ce sont, dans un des plus beaux quartiers de Paris, des maisons de grand luxe avec des appartements somptueux.

C'est fort bien. Mais cette spéculation, car c'en est une comme une autre, suppose qu'il y aura toujours des amateurs pour des loyers de 80

000 francs et surtout des amateurs capables de payer ces prix forts. Il faut donc qu'il en reste. *Et voilà les « petits » retraités directement intéressés à la conservation des « gros » rentiers.*

Jadis, Bastiat eût vu dans cet exemple une confirmation de sa thèse des « harmonies économiques ». Plût à Dieu qu'il eût raison. Il est seulement vrai qu'un certain socialisme pratique s'est installé dans une société que le socialisme politique s'applique à détruire. C'est à peu près l'histoire de ces marins qui, pour faire leur cuisine, avaient allumé du feu sur le dos d'une baleine qu'ils prenaient pour un rocher.

Le Capital, 9 novembre 1933.

LE SOCIALISME

Vengeance des nombres

L'Action française, 29 avril 1934.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a eu un temps où le socialisme promettait une répartition plus juste des richesses. C'était son attrait pour ceux qui ne possédaient pas. C'était la frayeur des possédants. Les socialistes, en ce temps-là, étaient appelés les « partageux ».

Ce temps était aussi celui où il y avait des richesses. On avait du moins l'illusion qu'elles étaient douées d'une existence réelle et qu'elles pouvaient être partagées comme des héritiers font des lots dans une succession. Il a fallu renoncer à ce rêve.

Je crois avoir déjà cité le mot qu'un marxiste scientifique m'avait dit à la fin de la guerre « A quoi bon, maintenant, le socialisme, puisqu'il n'y a plus rien ? » Il traduisait correctement la pensée de son maître pour qui le régime capitaliste devait disparaître de lui-même quand il serait arrivé à la perfection et qu'il aurait accumulé les capitaux dans un petit nombre de mains, ce qui supposait la solidité et la pérennité des capitaux.

Pour la même raison, Karl Marx regardait comme une absurdité le communisme dans un pays pauvre et primitif comme la Russie. Son matérialisme l'abusait. L'ouvrier russe n'est pas plus riche sous les So-

viets que sous le tsar. On a même pu établir qu'il gagnait moins. Mais il a la satisfaction de s'entendre dire que le prolétariat gouverne, de même que, selon Joseph de Maistre, le condamné à mort, dans une démocratie, a le plaisir d'être exécuté au nom de la loi qu'il a faite.

Dans les pays où le brouet noir renouvelé de Sparte n'a qu'une faible séduction, le socialisme a dû changer de devise. Il a pris celle-ci : « Tout le monde rentier. » Des prélèvements obtenus par l'impôt subvenaient au service des rentes sociales. Ce système appliqué à des richesses anémiques a eu pour effet rapide de les tarir. Ce qu'on appelle la crise du capitalisme est quelque chose de plus grave. C'est une pénurie de capitaux. C'est l'appauvrissement.

Alors le socialisme est devenu une protestation contre une tyrannie plus dure que l'autre. L'ancienne « lettre sociale » était écrite « avec le fer », la nouvelle l'est avec un autre métal. C'est une loi physique. De l'or, il n'y en a qu'une certaine quantité. De ce monde fermé, comment sortir ? Comment briser la voûte ? Où est la porte d'évasion ? La monnaie de papier en était une. Elle a déjà servi et elle ne conduisait qu'à un autre mur.

Dans son excellent petit livre, *la Planche à assignats*, M. Gignoux cite ce mot de Lavoisier en 1792 : « Nous avons supposé partout l'existence d'un revenu public et ce revenu n'existe pas encore. » Aujourd'hui, c'est pire. Le revenu supposé n'existe plus et même il n'existait pas.

Il ne reste qu'à s'insurger contre l'arithmétique. Comme elle se venge ! Ni la Banque socialiste du Travail en Belgique, ni la Banque socialiste des Coopératives en France qui ont fermé leurs guichets n'ont échappé à sa rigueur. En petit ou en grand, c'est la même chose. L'univers est sous la dépendance des nombres. Il faut bien s'y résigner.

L'Action française, 29 avril 1934.

LE SOCIALISME

L'abolition du profit

Le Capital, 18 janvier 1936.

Si l'école socialiste, au nom de sa doctrine, réclame ouvertement la suppression du profit, l'école socialisante, qui domine généralement dans nos Assemblées législatives, se garde de toute déclaration de principes, mais opère par une action sournoise et persévérante qui réduit graduellement tous les bénéfiques. Nous nous acheminons ainsi à pas rapides vers « l'égalité dans la misère ».

[Retour à la table des matières](#)

Le programme économique, financier et fiscal du Rassemblement populaire est absurde. Est-ce une raison suffisante pour qu'il ne séduise pas un grand nombre d'électeurs ? Il s'adresse à un sentiment élémentaire et puissant. La chaumière porte envie à la maison qui porte envie au château...

Écraser les revenus qui dépassent 75 000 francs, ce n'est pas pour déplaire à beaucoup, puisqu'il y a un plus grand nombre de revenus inférieurs à ce chiffre que de revenus supérieurs. De même le parti communiste demandait naguère la confiscation de toutes les fortunes au-delà de 300 000 francs, sachant bien qu'il laissait ainsi de la marge à la foule des épargnants.

Mais un programme n'est qu'un programme. Celui du Rassemblement populaire agira ou n'agira pas électoralement. Il restera toujours à l'appliquer. Ce qui est en cours progressif, et d'ailleurs peu visible, d'application, est plus grave parce que c'est réel.

*
**

Que demande l'école socialiste au nom de ses principes ? L'abolition du profit, celui-ci étant considéré comme un prélèvement du capital sur le travail, comme une exploitation de l'homme par l'argent.

L'école socialisante, celle qui domine le plus souvent dans les assemblées législatives, n'a pas de doctrine. Elle n'a que des intérêts électoraux. Jamais elle ne proclamera que personne, ne doit plus avoir le droit de faire des bénéfices. La foule immense des petits commerçants, pour ne parler que d'eux, se soulèverait. Mais on fait beaucoup mieux. On ne frappe pas précisément des personnes. On ne suit pas de théorie et l'on n'a même pas conscience d'en suivre une. On procède graduellement et empiriquement.

Le profit n'est pas déclaré illégal. Il n'est pas interdit. Il est de plus en plus réduit et rendu de moins en moins possible, ce qui est bien différent, surtout si on se place au point de vue des résultats et des conséquences.

En effet, observons ce qui se passe. On pourrait établir une liste qui ressemblerait à une liste d'ancienneté et d'extinction où l'on verrait les industries qui ont été atteintes successivement par des prélèvements fiscaux ou par des règlements divers qui affaiblissent leurs bénéfices quand ils ne les font pas disparaître. Ne parlons pas des chemins de fer, qui viennent en tête de liste, et dont les actions ne sont plus depuis longtemps que d'assez précaires obligations. Mais les grands magasins, l'électricité, le sucre, la bière, etc., ont suivi ou sont sur le point de suivre, tout ce qui offrait encore un peu de prospérité et, par conséquent, de prise, étant pour ainsi dire visé comme au jeu de massacre.

Seulement il ne faut pas s'étonner que, dans ces conditions, le revenu national se réduise, que les fortunes particulières diminuent et que le produit des impôts personnels s'abaisse.

Décourager l'esprit d'activité et d'entreprise est déjà grave. Décourager l'esprit de placement et d'épargne l'est aussi. Dans une société où l'effort n'est pas récompensé et « ne paye pas », personne ne fait plus d'effort. On ressent quelque honte à répéter ces vérités premières. Mais s'il n'y a plus d'espoir de rémunération et de gain pour les capitaux, qui sera assez sot pour travailler afin de mettre de l'argent de côté ? Un prodigue fameux disait un jour en parlant de ceux qui plaçaient leurs économies : « Quelle mauvaise combinaison que de changer cent francs qu'on a dans sa poche et avec lesquels on peut bien dîner et passer une bonne soirée, contre cinq francs que l'on promet de payer plus tard ! » Ce jour-là, ce fou, qui faisait scandale, vendait peut-être la sagesse. En tout cas, il n'a trouvé, surtout dans la génération nouvelle, que trop de gens pour raisonner comme lui et pour l'imiter.

Mais laissons cela. Il y a plus grave. Il y a pis. Ce n'est pas d'abolir le profit. Ce n'est pas de le supprimer en fait. C'est d'aller vers cette suppression tout en conservant l'organisation et l'administration d'une société qui repose tout entière sur lui. Cela s'appelle scier la branche sur laquelle on est assis.

Car enfin, si les bénéfices, les gains, les dividendes disparaissent, comment veut-on subvenir aux dépenses qu'entraînent les lois sociales, les assurances, les retraites, etc... ? Avec quoi paiera-t-on ? Qui paiera ? S'il y a moins de revenus (ce qui est déjà fait), s'il y en a de moins en moins, si, à la fin, il n'y en a pour ainsi dire plus, à qui s'adressera-t-on ? Aux frais de qui prélèvera-t-on ? Sur qui, sur quoi assoira-t-on l'impôt ? À la limite de cette démonstration par l'absurde, l'assisté s'assiste lui-même.

*

**

Enfin, si le profit est exploiteur et immoral, on ne sait quel peut être l'avenir d'un édifice qui repose sur l'exploitation du profit.

Ou bien alors, il faut faire une révolution complète, il faut changer les bases du système. L'État, qui aura tout pris, gèrera tout et subviendra à tout. Quel est ce système ? Celui que M. Herriot a défini un jour « l'égalité dans la misère », celui où personne n'a plus lieu de porter envie à personne, - jusqu'à ce que tout recommence et que la nature des choses crée des « privilégiés » nouveaux qui seront « les plus aptes ».

Ceux qui appellent « les Soviets partout » diront qu'il y a le modèle communiste de la Russie. Mais on n'entend pas parler, en Russie, de pensionnés, de retraités du travail qui finissent leurs jours avec des « rentes sociales », même un peu serrées. Les vieillards ont l'air d'avoir disparu dans l'U. R. S. S. comme ils disparaissent dans certaines sociétés primitives où l'on « secoue le cocotier ».

C'est une solution. On ne peut pas dire que ce soit la meilleure. Cependant, en moins de deux vers, Alfred de Musset avait déjà tout dit sur ce sujet :

... et qui veut peut jeûner, Mais nul n'aura du moins le droit de bien dîner.

Le Capital, 18 janvier 1936.

LE SOCIALISME

L'inquiétude des jeunes

L'Action française, 26 novembre 1933.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons lu dans la *Gazette de Lausanne* un appel d'un son nouveau. Il est lancé par un groupement de jeunes hommes qui s'est formé en Suisse, à Neuchâtel, ville d'idées.

Ces jeunes gens ont observé et ils ont réfléchi. Ils ne disent pas, comme on est étonné de l'entendre de la bouche de M. Mussolini, que le capitalisme est près de la mort. Ils voient que c'est bien plus grave. Ce qui tend à disparaître, ce n'est pas le capitalisme, ce sont les capitaux.

M. Mussolini ajoute, il est vrai, et avec raison, que la décadence du socialisme accompagne celle du capitalisme. Mais pourquoi ? Parce que le socialisme vit en parasite sur la société qu'il se propose par ailleurs de détruire. Il décline à mesure qu'il épuise les richesses accumulées. C'est expérimental.

Les jeunes Neuchâtelois ne se contentent pas de rappeler que le socialisme, par le moyen de la fiscalité, « ronge tout ce que créent le travail et la prévoyance des individus ». Au nom même de leur jeunesse,

ils parlent de l'avenir. Que leur fait à eux la réalisation de la justice sociale s'ils doivent passer leur vie dans un monde ruiné ?

Les effets du socialisme, disent-ils très bien, « sont à retardement ». Par conséquent, ce sont les générations montantes qui en feront les frais. « Les erreurs et les facilités de la démagogie fiscale se solderont à nos dépens dans les années à venir. » Tel est l'accent nouveau de ce document.

Et c'est vrai que, sans même parler des vieillards, déjà prêts à donner mesure au fossoyeur et qui commencent à se désintéresser des choses de la terre, les hommes d'âge mûr peuvent se dire, s'ils ne songent qu'à eux-mêmes, que tout cela durera bien encore aussi longtemps qu'eux. De l'appauvrissement généralisé, ils s'alarment surtout pour leur descendance, ce, qui, si bon père soit-on, n'est pas tout à fait la même chose que de s'alarmer pour soi. Les anciens sont portés à penser que les jeunes s'arrangeront du monde où ils seront comme avant eux chacun s'est arrangé du monde où il était venu.

Les choses changent si ce sont les jeunes qui deviennent inquiets parce qu'ils aperçoivent un avenir de misère et parce qu'ils comprennent que tout cela se fait contre eux, que l'arbre coupé ne repousse pas. L'inquiétude des vieux est résignée. Celle des jeunes est active. Le manifeste qui est parti de Neuchâtel aura un écho. Qui sait d'ailleurs si la jeunesse allemande qui s'est enrôlée en masse chez Hitler n'a pas obéi à la même idée ?

L'Action française, 26 novembre 1933.

LA CRISE

[Retour à la table des matières](#)

LA CRISE

Famine et abondance

L'Action française, 23 mars 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Le livre de M. Bergson, *les Deux sources de la morale et de la religion*, s'achève par une sorte de sociologie simplifiée où prennent place les deux phrases suivantes : « Des millions d'hommes ne mangent pas à leur faim et il en est qui meurent de faim. Si la terre produisait beaucoup plus, il y aurait beaucoup moins de chances pour qu'on ne mangeât pas à sa faim. »

Est-ce vrai ? Est-ce bien ainsi que les choses se passent ? Ne sont-elles pas un peu plus compliquées ?

On enseigne encore que, dans l'ancienne France, il arrivait que la famine désolât certaines provinces tandis que d'autres ne pouvaient pas écouler leurs produits. On accusait les douanes intérieures. Il fallait plutôt s'en prendre aux moyens de transport primitifs et insuffisants. Avec les chemins de fer, l'écoulement des marchandises était devenu facile comme les prix s'étaient égalisés.

De même, pourtant, s'il y a aujourd'hui des contrées où l'on meurt de faim, il y en a d'autres où le blé est en excès. Le fermier canadien brûle le sien comme le planteur brésilien jette son café à la mer, d'un

geste renouvelé du roi Darius. On ne peut donc pas dire qu'il n'y en a pas assez. Et l'on pourrait en produire encore beaucoup plus sans rien améliorer. Ce ne sont pas non plus les chemins de fer ni les cargos qui manquent. Est-ce aux murailles douanières qu'il faut imputer le crime qui est commis contre la nature ? Mais aucune douane n'a jamais résisté ni à un besoin d'acheter ni à un besoin de vendre. La cause doit être ailleurs.

Or, on peut parfaitement concevoir un état de choses tel que le transport d'une marchandise coûte infiniment plus que la marchandise elle-même. On peut concevoir sans peine qu'un produit soit grevé de tant de frais et de taxes entre le moment où il sort du sol et celui où il parvient au consommateur que celui-ci soit incapable de l'acheter. Tout le monde sait comment les oeufs que la fermière vend trois francs la douzaine coûtent vingt sous pièce à Paris et comment le prix d'un légume double entre les Halles et la boutique du fruitier.

Il n'est donc pas évident que l'abondance doive régner parce qu'on aura produit beaucoup. Il n'est pas tout à fait vrai non plus d'accuser la surproduction par les progrès du machinisme, puisqu'il y a des peuples qui manquent des choses nécessaires à la vie. Qui sait si notre civilisation ne périra pas tout simplement parce qu'elle aura fini par coûter trop cher ?

L'Action française, 23 mars 1932.

LA CRISE

Le danger des anticipations

Le Capital, 5 janvier 1923.

Une des principales causes de la crise paraît être l'optimisme excessif de la période de prospérité qui a conduit à des créations démesurées ou inopportunes.

Le ballon se dégonfle aujourd'hui.

[Retour à la table des matières](#)

IL est probable qu'on trouvera l'explication de la grande crise lorsqu'elle sera finie. Rien n'est plus fréquent pour les phénomènes économiques et financiers, toujours si étrangement complexes et que l'on comprend d'ordinaire trop tard parce que, si on les avait compris tout de suite, on aurait pu les éviter ou les atténuer. Paul Leroy-Beaulieu avait dit d'une manière parfaite que les grands embarras d'argent ne se faisaient jamais sentir pendant une guerre, mais après la paix, au moment de la liquidation et du retour à la vie régulière et civile. Observation qui s'est trouvée on ne peut plus vraie pour la guerre de 1914. Et pourtant, personne n'y avait pensé. Ce n'est que peu à peu qu'on s'est aperçu des ravages du cours forcé et de l'inflation.

*

**

La crise présente étonne par sa gravité et par sa durée. On découvre avec lenteur qu'elle est encore autre chose qu'un de ces cycles de dépression qui succèdent aux cycles d'exaltation et de prospérité.

Récemment, M. P.-E. Flandin, ministre des Finances, a dit avec justesse que la superposition des crédits était une des principales causes du mal. C'était la queue, la suite et, comme disent les médecins, la séquelle de l'inflation de papier-monnaie, l'inflation de crédits ayant remplacé et masqué celle-là dont elle était la conséquence. Autrement dit, on a vécu dans l'illusion. Le ballon se dégonfle. C'est ce que M. Lucien Romier a expliqué, le premier croyons-nous, avec une clarté magistrale.

Un exemple concret montre bien le procédé du gonflement et les redoutables conséquences de l'inévitable dégonflement. Il est emprunté à un cas que tout le monde connaît et que tout le monde est à même de juger, celui de nos grands charbonnages.

Que vit-on depuis quelque temps ? De puissantes sociétés, que nous n'avons même pas besoin de nommer, dont la houille valait de l'or, dont la prospérité était proverbiale et qui éprouvent de tel embarras de trésorerie que, pour la première fois au cours de leur existence, elles doivent émettre des obligations, c'est-à-dire s'endetter.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ces sociétés sont sorties, depuis plusieurs années, du cadre de leur activité normale. Elles ne se sont plus contentées d'extraire le charbon et de le vendre. Elles ont accompagné, que disons-nous, elles ont précédé le progrès et le mouvement. Elles sont devenues des entreprises de produits chimiques, de production et de distribution d'électricité. Elles ont développé leur activité et leur outillage, y mettant une forte part de leurs bénéfices, leurs anciennes réserves et souvent augmentant leur capital. Augmentations de capital souscrites avec empressement par les actionnaires qui, eux aussi, remuaient l'argent avec abondance et facilité.

Un argent fictif. Et, peut-être, ceux-là mêmes qui s'en doutaient (c'était le très petit nombre) trouvaient-ils excellent de fabriquer des

richesses réelles avec d'autres richesses qui n'existaient pas. Mais alors, il s'est trouvé que l'on construisait en l'air, dans les nuages.

Ce château retombe, et non pas, malheureusement, comme un château de cartes. Il est lourd. Il est même écrasant. En développant leurs installations à l'extrême, en faisant trop confiance à l'avenir, en dilapidant leur capital, combien d'industries se sont chargées de frais généraux dont le poids est difficile à supporter, parfois ruineux, depuis que la période de réduction des bénéfices est venue ! Plus on regarde ce qui se passe et plus il vient à l'esprit qu'on est allé trop vite et qu'on est allé trop fort.

La Bruyère, qui n'était pas un économiste mais un observateur des mœurs et de la société, dit, comme on ne saurait mieux le dire, que la condition la plus prochaine de la pauvreté, ce sont les grandes richesses. Pourquoi ? Parce que les grandes richesses font voir trop grand, qu'elles poussent à prendre trop d'engagements, à assumer trop de charges. Le jour où le reflux arrive, où les bénéfices et les revenus cessent d'être ce qu'on avait cru qu'ils seraient toujours, le fardeau devient intolérable. Et le pire est la difficulté, parfois l'impossibilité de s'alléger.

Il y a une crise du livre comme d'autre chose. Que fait un éditeur prudent ? Il lance moins d'ouvrages. Mais si un éditeur, ébloui par la prospérité de sa maison, et trouvant de grandes facilités d'argent et de crédit à cause de cette prospérité même, avait acheté des machines pour imprimer ses publications et monté une imprimerie, s'il avait créé des papeteries pour fournir son propre papier, il serait pris dans un terrible engrenage, devant continuer à faire marcher toutes ses annexes.

Autre cas. Dans le célèbre roman de Balzac, *Biotteau*, intègre commerçant, modèle des maris et des pères, se ruine par la plus sage, la mieux calculée, la plus certaine des spéculations. Acheter en 1820 des terrains place de la Madeleine, c'était la fortune assurée. À condition de ne pas être parti trop tôt, au-delà de ses moyens. *Biotteau* se perd par la combinaison qui devait l'enrichir. Pourquoi ? Parce qu'il a trop largement anticipé, parce qu'il a voulu se procurer une richesse

future avec une richesse qu'il n'avait pas, qui n'était pas réelle, qui escomptait l'avenir de trop loin et aventureusement.

Or, ce ne sont pas seulement des industries, des entreprises particulières qui se sont livrées à ces dangereuses anticipations. Ce sont des États, des peuples. C'est le monde presque tout entier.

Il est manifeste que les Soviets, voulant équiper la Russie en cinq ans à l'instar des États-Unis, sinon avec l'espoir de faire encore mieux, ne peuvent pas assurer la rentabilité de leur gigantesque machine construite à coups de crédits. Mais, sans le mot, que d'autres ont eu et ont encore leur plan quinquennal ! C'est merveille de voir le développement des transports, le développement de l'électricité et de tant d'autres choses qui répandent partout le confort. Or, la question n'est même pas de savoir si l'on peut rémunérer les capitaux engagés. C'est de savoir si l'on pourra soutenir les frais de tout cela qui coûte fort cher. Il n'y a rien de plus beau que ces institutions d'assistance sociale qu'on voit partout en floraison continue. Encore faudra-t-il que ces fleurs puissent toujours être arrosées.

Cependant, à travers l'ajustement que tend à opérer la force des choses, on tend aussi à sacrifier le capital. Le créancier est la victime première et ordinaire, soit que le débiteur se déclare insolvable, soit qu'il recoure à l'expédient commode de la dévaluation de la monnaie. Le capital ne serait peut-être pas las de jouer ce rôle de dupe. Le pis est qu'il s'étiole, qu'il s'exténue, qu'il disparaît, ce qui n'est pas une des moindres causes de la crise. Et alors avec quoi entretiendra-t-on un outillage dispendieux et qui doit être incessamment renouvelé ?

*

* *

Ceux qui se tireront le mieux d'affaire sont probablement, peuples ou particuliers, ceux qui ont le moins de besoins. Nous savons que ce précepte terre à terre n'est pas admis, qu'il passe pour anti-économique, pour petit-bourgeois, rustre et rétréci. Nous disions l'autre jour, devant un financier anglais atrocement pessimiste et qui venait de faire un tableau très noir de la situation, qu'en somme la véri-

table richesse consistait à ne pas trop dépenser. Il répondit par un triple « no » vibrant d'indignation.

Si l'on s'enrichit en dépensant trop, moi je veux bien. Au spectacle que donne aujourd'hui le monde, il n'y paraît pourtant pas.

Le Capital, 5 *janvier* 1923.

LA CRISE

Hier et aujourd'hui

Le Capital, 26 janvier 1931.

[Retour à la table des matières](#)

On est frappé, quand on observe la marche des choses et les tendances d'aujourd'hui, de la ressemblance croissante entre l'évolution de nos sociétés et celle des sociétés anciennes. On peut relire avec fruit certaines pages célèbres de la *Cité antique* de Fustel de Coulanges. On y voit que les luttes de la plèbe contre l'« aristocratie » consistèrent, pareillement, à exténuer le capital par la taxation et à distribuer la richesse par le moyen de l'impôt jusqu'à ce que le plus petit nombre, celui des possédants, disparût.

Il est vrai que, dans l'antiquité, l'aristocratie était républicaine tandis que la démocratie se donnait à des tyrans populaires. Nous ne sommes peut-être pas non plus si loin de cela et, si l'on comprenait mieux Mussolini ou Staline, on les rapprocherait de Denys, tyran de Syracuse, plutôt que l'un de Napoléon et l'autre de Gengis-Khan.

Le Capital, 26 janvier 1931.

LA CRISE

Les deux cent trente-cinq causes
du fléau

Le Capital, 11 août 1932.

[Retour à la table des matières](#)

Un Allemand passionné de statistique est arrivé au total de deux cent trente-cinq causes attribuées par les économistes à la crise universelle. Sans compter, sans doute, les causes morales. Celles-ci, que l'on néglige d'ordinaire, ne sont pourtant pas étrangères à l'événement.

Mais les causes morales sont aussi des causes politiques. Elles se rattachent à l'étatisme, c'est-à-dire à l'habitude que tout le monde a prise de s'adresser à l'État qui, bon enfant, ne refuse rien à personne, de sorte qu'il ne cesse de découvrir Pierre pour couvrir Paul et de reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre.

Car on n'a pas tout dit quand on a fait observer que le nombre des parties prenantes aux budgets de presque tous les pays n'avait cessé de croître jusqu'à transformer en « assistés » une grande partie des citoyens. Il est aussi difficile de convertir les rentes privées que de comprimer les rentes sociales. On l'a bien vu, l'an dernier, quand l'occasion éminemment favorable à une conversion a été manquée.

L'idée d'assistance tue celle de responsabilité, d'initiative et d'effort. Pourtant, si des millions d'individus sont mis (jusqu'à quand durera ce vaste phalanstère ?) à l'abri des risques de l'existence, c'est grâce à ce prélèvement sur les richesses qui s'appelle l'impôt.

Des impôts, il est vrai, tout le monde en paye et c'est ce que les fonctionnaires objectent, entre autres choses, à la réduction de leurs traitements : « Ne sommes-nous pas, disent-ils, contribuables, nous aussi ? » Chacun l'est, plus ou moins, seulement s'il n'y avait plus que des fonctionnaires, des retraités et des pensionnés, ils en seraient réduits à se payer eux-mêmes. D'où il résulte que la différence est comblée par les autres, ceux qu'on nomme les producteurs.

Et ceux-ci, à leur tour, s'adressent à l'État. Ils réclament de lui aide et « protection ». Pour que l'agriculture et l'industrie puissent continuer à nourrir le fisc sans périr elles-mêmes, il faut les défendre contre la concurrence et maintenir les prix, en un mot les protéger. *L'étatisme conduit au protectionnisme.* Ainsi grandissent les murailles douanières.

Elles figurent parmi les deux cent trente-cinq causes du fléau que le statisticien allemand a dénombrées. Et le cloisonnement de l'Europe par la multiplication des frontières n'a pas manqué d'être dénoncé dans des conférences où chacun ne s'est d'ailleurs rendu qu'après avoir pris soin d'élever ses propres tarifs à titre de précaution. Ici, la hauteur des murs importe plus que leur longueur. Qu'il y en ait dix ou qu'il y en ait cent, qu'il y en ait vingt-sept comme en Europe ou un comme aux États-Unis, qui sont à eux seuls presque tout un continent, l'effet est le même si l'entrée est infranchissable.

Cependant, c'est ainsi qu'une chose en engendre une autre. La crise universelle est un complexe. *Le socialisme, ou l'esprit de socialisme, qui gonfle les budgets, pressure la matière imposable et accable les producteurs, détermine, par le plus naturel des chocs en retour, un particularisme et un nationalisme économiques dont on se plaint ensuite comme d'un phénomène de l'anarchie et de la décadence où se serait tombé le régime capitaliste.*

Qu'on en trouve un autre qui résiste aussi bien à la violence des tempêtes ! Ce sont même les pays où il était le moins ébranlé qui ont le mieux tenu. Il est tellement vivace qu'à la première accalmie il donne des signes de reprise et de renouveau. Avez-vous observé qu'on ne parle plus de la fin prochaine du capitalisme ? C'est, entre autres choses, parce qu'on s'est rendu compte qu'il ne disparaîtrait qu'avec le capital lui-même, ce qui serait infiniment plus grave et plus déplaisant.

Mais il n'y a rien à craindre pour le capital tant qu'il y aura un homme qui mettra de côté n'importe quoi, fût-ce, dans une bouteille, des pièces de cinquante centimes en métal doré.

Le Capital, *11 août 1932.*

LA CRISE

Le pessimiste et l'optimiste

[Retour à la table des matières](#)

L'illustre Berthelot écrivait en 1881 à son ami le non 'moins illustre Renan qui lui faisait part de ses inquiétudes pour l'avenir de la société : « *Sans être fort enthousiaste, je suis moins pessimiste que vous. Cela ira peut-être aussi longtemps que nous, peut-être beaucoup plus.* »

Nous trouverions aujourd'hui très confortable la situation qui existait en 1881 et qui a duré en effet plus que les deux amis. Alors un franc était un franc et non vingt centimes, taux au-dessous duquel on parle même quelquefois de le ravalier. Au temps de Jules Grévy, aucun doute n'effleurait les esprits sur la solidité de la monnaie ni de beaucoup d'autres choses.

Dans ses alarmes, Renan anticipait donc. C'est souvent ce qui nuit aux prophètes. Ils lisent dans l'avenir trop longtemps à l'avance. De sorte que, si Renan a fini par avoir raison, Berthelot n'a pas eu tort. Le pessimisme de l'un et l'optimisme de l'autre se sont fondus dans une moyenne. Est-ce qu'il n'en est pas encore ainsi ?

Jamais l'esprit le plus sombre n'eût imaginé la succession des événements auxquels les hommes ont assisté depuis vingt ans. On connaît

la prédiction de Cazotte annonçant aux convives d'un dîner, bien avant 1789, ce qu'il adviendrait à chacun d'eux pendant la Terreur. Aucun devin n'était capable de décrire les bouleversements et les décompositions de notre époque.

Supposez toutefois un Cazotte qui, un peu avant 1914, eût pronostiqué une guerre de vingt-sept peuples et de cinquante-deux mois, des écroulements d'États, des révolutions, visibles et invisibles, des englutissements de centaines de milliards, toutes les monnaies détruites ou amputées, le chaos économique et politique, la chute des principes tenus jusque-là pour les plus certains et qui eût achevé ce tableau sinistre en disant aux dîneurs :

« Beaucoup de gens seront ruinés. Des pays entiers seront plongés dans la misère. Mais, à Paris, dans la vingtième année de ces calamités, on pourra encore s'asseoir autour d'une table. Sans doute, elle sera moins largement servie qu'aujourd'hui. Vous dînez quand même. »

Il est extraordinaire, en effet, que tout continue tant bien que mal, du moins dans les pays qui, comme le nôtre, n'ont pas commis les très grandes folies. Il serait imprudent d'assurer qu'ils ne les commettront jamais. C'est déjà beaucoup qu'ils prouvent par leur exemple que la modération et la sagesse sont des ancres solides au milieu des tempêtes. Il est des phénomènes auxquels nous ne pouvons rien, par exemple la désorganisation des échanges sur la surface de la terre. Nous en souffrons. Nous en souffririons davantage encore si nous ajoutions au désordre général ce qu'on pourrait appeler notre part entière de désordre.

La vie est dure pour beaucoup. Il y a des victimes. Il y en aura peut-être encore. *Dans l'ensemble, l'existence des Français n'a pas changé autant qu'on aurait pu le redouter.* Toutes les villas ne sont pas à louer au bord de la mer. On rencontre encore des promeneurs en auto...

Ce n'est pas de l'optimisme facile. C'est de la simple observation. Un homme qui avait connu beaucoup de traverses disait : « *Ça ne va jamais aussi bien qu'on l'espérait ni aussi mal qu'on le craignait.* »

Voilà ce qu'on peut dire de l'état où nous sommes. Ce n'est pas absolument décourageant.

Et nous voyons déjà qu'on a annoncé la mort d'un certain nombre de choses, y compris le capitalisme, qui n'ont pas encore rendu le dernier soupir et qui dureront « peut-être *aussi longtemps que nous, peut-être beaucoup plus* », comme disait Marcellin Berthelot avant d'être au Panthéon.

LA CRISE

Excès du machinisme

L'Action française, 1er juillet 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Ce qu'il y a, à la vérité, c'est que le machinisme, la civilisation industrielle et la vie artificielle du dix-neuvième siècle, après avoir provoqué une tuerie effroyable, sont maintenant aux prises avec des réalités et des impossibilités. On ne nourrit pas quarante-cinq millions d'Anglais avec cinq millions d'agriculteurs, ni même soixante millions d'Allemands avec quinze ou vingt millions de paysans. Comme les autres, les excès de la civilisation de l'usine se paient. Si tout le monde fait de l'acier et de la cotonnade et si personne ne fait de pain, c'est aussi absurde que si tout le monde composait des poèmes lyriques.

L'Action française, 1er juillet 1925.

PAYSANS ET BOURGEOIS

[Retour à la table des matières](#)

PAYSANS ET BOURGEOIS

La France change-t-elle ?

L'Action française, 6 avril 1924.

[Retour à la table des matières](#)

Parmi tant de livres qui ont paru depuis quelque temps et dont on a dit que c'étaient des chefs-d'oeuvre (c'est possible, je n'en disconviens pas et je laisse à d'autres le soin d'en décider), a-t-on assez loué, connaît-on même assez *Mon village se meurt* ? L'auteur, M. Gilles Normand, n'a pas tiré son sujet par les cheveux. Il a exprimé ce qui est, ce qu'il a vu, - et c'est dramatique.

Déjà, avant lui, dans un très beau roman, dont le titre est presque analogue : la *Terre qui meurt*, M. René Bazin avait décrit le phénomène auquel on n'attache qu'une distraite attention lorsqu'on lit, par exemple, le compte rendu d'une conférence sur la désertion des campagnes ou lorsque les humoristes comparent l'agriculture, pour se moquer de certains orateurs, à la Vénus de Milo qui manque de bras. Pourtant il ne s'agit pas d'humour. Il ne s'agit même pas de déplorer poétiquement l'abandon du travail des champs, Quand M. Gilles Normand montre comment son village se meurt, il met, il nous fait mettre le doigt sur un mal dont les conséquences commencent seulement à apparaître dans leur gravité.

Exactement, où en sont les choses ? Elles peuvent se résumer ainsi : il y a cinquante ans, la France était encore un pays à majorité agricole, un pays dont la principale richesse était la terre et le travail de la

terre, un pays qui se nourrissait lui-même et au-delà, un pays qui, par conséquent, pouvait panser rapidement ses plaies et réparer ses pertes, qui les avait en effet toujours réparées très vite après chacune de ses grandes calamités, guerres, invasions, révolutions, catastrophes financières.

En 1881, les professions agricoles occupaient encore 48 pour 100 de la population française. En 1923, elles n'en occupaient plus que 33 1/2 pour 100. La France, en 1881, avait donc une large base paysanne. Sa structure n'avait pas essentiellement changé depuis des siècles.

Aujourd'hui, les proportions sont renversées : 61 pour 100 de la population française sont accaparés par l'industrie, le commerce, le fonctionnarisme, les professions libérales, les chemins de fer, etc... C'est-à-dire que le nombre des Français qui assurent la subsistance, le boire et le manger des autres a diminué tandis que le nombre de ceux dont le travail sert à gagner leur nourriture et non à la produire a augmenté.

À tous les points de vue, c'est une situation entièrement nouvelle pour la France et très grave. Elle risque, en effet, de changer non seulement le caractère économique, mais le caractère moral, social et politique de notre pays.

Un terrien, qui aime la terre et qui la connaît, que son métier (il est inspecteur du Crédit foncier) oblige à parcourir la France en tous sens depuis de longues années, a donné sur ce sujet des observations d'un intérêt puissant. Esprit philosophique, M. Pierre Caziot saisit l'ensemble des choses et il en prévoit le développement. Il prend, par exemple, dans l'Est et dans le Sud-Ouest de la France un groupe de cinq départements où la population, depuis un demi-siècle, a diminué d'un cinquième : c'est donc comme si, dans ces deux groupes, un département sur cinq avait disparu. Et M. Pierre Caziot note ensuite toutes les conséquences qui se déroulent, le bourg qui se dépeuple après le village où les terres tombent en friche, où l'on plante des pins au lieu de semer du blé, la petite ville suivant le bourg, l'émigration forcée faisant tache d'huile.

De diminution en diminution, à quel résultat arrive-t-on ? C'est que, dans nos campagnes dépeuplées, et surtout dans certaines régions qui ont perdu une grande partie de leurs effectifs ruraux, l'appareil administratif subsiste tout entier, toujours aussi coûteux. Dans le village de M. Gilles Normand, il y avait autrefois soixante-dix enfants à l'école. Il n'y en a plus que dix aujourd'hui. Cependant il y a toujours un instituteur et une institutrice, qui sont payés plus cher. Même cas pour la peste, la gare, etc... Nous avons, dans nos campagnes, un personnel qui, en général, sauf des régions privilégiées, ne répond plus à la densité de la population, qui charge nos finances de frais généraux, et qui en retarde le relèvement. Cependant, ces frais généraux, on ne peut même pas songer à les réduire, parce que, si nos populations rurales étaient en outre privées des quelques commodités qu'elles ont, c'est alors que la désertion s'aggraverait.

À quoi tient cette désertion elle-même, c'est ce qui voudrait toute une étude. Cependant, on ne peut pas éviter de constater avec M. Pierre Caziot que la journée de huit heures a exercé et exerce encore sur la France rurale l'effet d'une pompe aspirante. Or, la France rurale était déjà terriblement anémiée par la guerre, car c'est elle qui a eu le plus de pertes. Le moins qu'on puisse dire du gouvernement qui a proposé et du Parlement qui a accepté les yeux fermés la journée de huit heures, c'est que ni l'un ni l'autre ne savaient ce qu'ils faisaient.

La France commence à ne plus être un pays qui se nourrit lui-même. Voilà le très grand changement, à tous les égards. Voilà même le danger.

L'Action française, 6 avril 1924.

PAYSANS ET BOURGEOIS

Prolétaires et bourgeois

La Liberté, 14 janvier 1929.

[Retour à la table des matières](#)

Il y avait une fois un socialiste flamand qui s'appelait Henri de Man. Il avait cru dur comme fer à Karl Marx et à l'union des prolétaires de tous les pays. L'invasion de son pays en 1914 ébranla sa foi. Il fit la guerre et réfléchit dans sa tranchée. Le monde lui apparut sous un jour nouveau. Il révisa ses doctrines et cessa de jurer par son maître. Le résultat fut un livre qui a eu de nombreuses éditions en plusieurs langues et dont M. André Philip vient de publier un résumé.

D'abord et surtout Henri de Man a cherché s'il y avait un véritable esprit prolétarien, une « culture prolétarienne ». Il a soumis la doctrine marxiste à l'expérience et à l'observation. Il s'est demandé s'il avait rencontré des ouvriers qui pensaient et qui vivaient en ouvriers, avec des moeurs et des idées particulières à la classe ouvrière. Et il reconnut qu'il n'avait jamais vu que des aspirants et des candidats à la bourgeoisie.

Il montre, en effet, qu'avec l'enrichissement général, il y a de moins en moins de différences entre les prolétaires et les bourgeois. « L'ouvrier moderne a abandonné la blouse, le bonnet et les sabots pour briller avec un costume de confection bourgeois, chapeau de feu-

tre bourgeois, et des bottines bourgeoises ». Il y a là beaucoup d'ironie. L'ex-marxiste flamand se moque même du mobilier de l'ouvrier d'aujourd'hui, de l'armoire en pitohpin teintée acajou, des portemanteaux en bambou, des bustes de plâtre ou de terre cuite, de la « galerie photographique des ancêtres et des parents endimanchés, » bref de ce qu'il appelle le « musée des horreurs du succédané bourgeois ». Il trouve tout cela fort ridicule. Moi pas.

Car enfin, cette aspiration au luxe, même maladroite, atteste un désir d'élévation. Après tout je demande à voir la « galerie » que possédaient les grands-parents de tel ou tel riche collectionneur d'aujourd'hui. Et la petite Ford avec laquelle se promène l'ouvrier américain est sans doute une mécanique assez risible à côté d'une Rolls-Royce. Mais pourquoi la Rolls-Royce ne viendrait-elle pas ?

Henri de Man, satirique sans indulgence, remarque ceci : « Le pauvre envie le riche moins pour son confort que pour son luxe, moins pour sa salle de bains que pour sa motocyclette, moins pour son bon linge que pour sa pochette de soie. Les frais de représentation, c'est-à-dire les dépenses faites en vue d'affirmer un prestige social, occupent proportionnellement une place moindre dans le budget du millionnaire que dans celui de l'ouvrier moyen. » C'est possible. Mais, comme la Rolls-Royce, la baignoire pourra venir aussi.

Et même ce qui viendra, c'est le désir de s'affiner, de lire, de savoir. La dernière chose que l'ouvrier envie sans doute au bourgeois, ce sont ses livres. Il est vrai que tous les bourgeois n'en ont pas. Mais ce sont peut-être des bourgeois encore un peu récents. Au fond, bien lu, l'ouvrage d'Henri de Man est comme un éloge du snobisme grâce auquel l'homme cherche à s'élever au-dessus de sa condition. Et le dernier degré du snobisme s'appelle le goût de la science, de l'art et de la littérature.

La Liberté, 14 janvier 1929.

PAYSANS ET BOURGEOIS

Le chômage

La Liberté, 31 décembre 1926.

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement s'en préoccupe, et il a raison, bien qu'il n'y ait encore qu'un petit nombre de chômeurs, - de Chômeurs visibles du moins. Mais il est à peu près inévitable que de proche en proche le chiffre s'accroisse. Revalorisation ou stabilisation du franc, un assainissement monétaire ne peut pas aller sans une certaine contraction de l'activité économique. On l'a vu dans tous les pays qui ont traversé les mêmes phases.

Peut-être le nôtre est-il seulement mieux armé pour résister à cette crise. À moins que la structure de la France n'ait totalement changé, son équilibre et la proportion qui existe chez elle entre l'agriculture et l'industrie doivent la mettre à l'abri des secousses trop violentes.

C'est surtout dans des circonstances comme celles où nous sommes qu'on s'aperçoit de l'utilité primordiale de la population et de la production agricoles. On admire qu'au cours de son histoire, la France ait toujours si rapidement cicatrisé ses plaies, et en particulier ses plaies d'argent. C'est que la terre et le paysan réparent en quelques années les brèches de la fortune publique. Nous comprenons mieux aujourd'hui la valeur et le sens du mot tant ressassé de Sully au redressement qui suivit les désastres des guerres de religion : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France. »

Un pays qui vit presque uniquement de commerce et d'industrie et qui ne se nourrit pas lui-même - c'est le cas de l'Angleterre - est exposé à des hauts et à des bas auxquels nous avons des chances d'échapper. Nous ne croyons pas qu'on voie jamais en France des armées de sans-travail qu'il faudrait entretenir aux frais du budget.

Nous aurons tout de même des « inemployés ». Et il y en aura parmi eux que l'attrait des villes, les hauts salaires, les huit heures et l'embauchage ont arrachés tout récemment à la charrue et qui ont été transplantés à l'usine. S'ils chôment, dit-on, qu'ils retournent donc aux champs où il y a du travail pour tout le monde.

Malheureusement, il est très rare que celui qui a quitté le rude labeur de la terre y revienne. Sauf des cas exceptionnels, le paysan défroqué, si l'on peut ainsi parler, est perdu à jamais. C'est que la vie champêtre est rude. Elle n'est idyllique que dans les livres. Et puis, celui qui a pris goût à la ville y renonce difficilement. Dans la solitude des campagnes, dans les longues soirées de l'hiver, combien de jeunes gens, et d'hommes même, ont pensé au cinéma, au bar, aux rues éclairées ? Et le jour où le tentateur se présente, on le suit à l'usine.

La désertion des campagnes n'est pas un fait nouveau. On l'a déplorée cent fois au cours de notre histoire. Pourtant, on n'a jamais manqué de retrouver chez nous des cultivateurs et une agriculture florissante. C'est que, le jour où il n'y a plus demande de main-d'oeuvre dans les villes, les paysans sont bien forcés de rester chez eux. Ils procréent. Leurs enfants restent à la terre. Et tout recommence jusqu'à la prochaine occasion.

Un proverbe anglais dit : « C'est un bien mauvais vent que celui qui ne souffle rien de bon pour personne. » Nous avons quelque idée que notre crise de chômage ne sera peut-être pas aussi terrible qu'on le craint et qu'elle aura en tout cas pour heureuse contrepartie, d'arrêter l'exode des ruraux qui, depuis Virgile, et sans doute avant, ne connaissent pas leur bonheur. En quoi ils ressemblent tu reste des humains, qui croient toujours qu'ils seront mieux ailleurs qu'où ils sont.

La Liberté, 31 décembre 1926.

PAYSANS ET BOURGEOIS

Les champs désertés

La Liberté, 30 novembre 1929.

[Retour à la table des matières](#)

J'entendais déjà dire dans mon enfance que l'agriculture manquait de bras, de sorte qu'elle était plaisamment représentée sous la forme d'une Vénus de Milo. C'était un temps où l'on prenait beaucoup de choses avec légèreté. Aujourd'hui on ne rit plus. *La Terre qui meurt*, comme disait le très beau titre d'un roman de M. René Bazin, est devenu un sujet de préoccupation. Comment retenir à la terre le rural qui nourrit les cités et qui fait leur richesse ?

Les lois s'occupent des cultivateurs et les lois peuvent beaucoup. On l'a bien vu il y a trente et quelques années par Jules Méline, qui avait tout simplement sauvé l'agriculture française, ce qui lui avait d'ailleurs valu le sobriquet de « Méline pain cher ». Le pain cher est un grand dommage. Pas de pain du tout est un dommage encore pire. Grâce à Jules Méline, il y a eu du pain et c'est peut-être à lui, en dernière analyse, que Clemenceau a dû de pouvoir gagner la guerre. Que serait-il arrivé si la France n'avait pas pu se nourrir elle-même et si elle n'avait trouvé dans les rangs de sa paysannerie des soldats résistants ?

L'après-guerre a marqué pour nos campagnes un temps de prospérité. La dépréciation monétaire et la hausse des prix ont été favorables à l'agriculture. Et cependant l'exode vers les villes a continué. Il a pris les allures d'un véritable torrent. On s'en inquiète d'autant plus que les conditions de la vie agricole deviennent moins bonnes et que les ruraux cesseront d'être retenus à la terre par les bénéfices qu'elle donnait. Comment arrêter le dépeuplement des champs ? Car une chose certaine est que le « retour à la terre » est une utopie. Celui qui a abandonné la charrue n'y revient jamais.

Seulement, ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les campagnes sont abandonnées et qu'on s'en alarme. Auguste, à Rome, chargea Virgile de représenter aux paysans qu'ils avaient tort de quitter leurs sillons et le bonheur géorgique. Après la grande invasion des Germains en Gaule, sous l'empereur Probus, ce fut dans nos guérets la même désolation. Etc., etc... Pourquoi ? Parce que, chaque fois que surviennent de profondes commotions, de vastes destructions, chaque fois qu'il y a renouvellement des conditions de l'existence économique, il se produit dans les villes un besoin intense de main-d'oeuvre et aussitôt le paysan répond à l'appel, heureux de quitter une vie pénible et exposée aux hasards des intempéries, tenté par le bruit et le mouvement des cités. Car l'homme est né sociable. Et l'on ne sait peut-être pas assez que le principal agent du dépeuplement des campagnes, c'est l'ennui.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire justement pour rendre la vie des champs moins rude. Mais on peut prévoir que l'exode continuera tant que les villes auront du travail à offrir. Il s'arrêtera quand l'activité industrielle se ralentira, ce qui, chose à noter d'ailleurs, pourrait bien arriver par une crise agricole, laquelle déterminerait une régression des achats, une « sous-consommation » de la part d'une clientèle nombreuse. Alors, le paysan restera à la terre, féconde en hommes et en fruits. Alors, comme aux autres époques qui avaient vu la même désertion, il ne faudra pas plus d'une ou deux générations pour que les campagnes soient repeuplées.

La Liberté, 30 novembre 1929.

FIN